La gauche révolutionnaire HAPROCHEM ! est éliminée du gouvernement péruvien m parti socialiste it

LIRE PAGE 3

Fondafeur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Aigérie, 5 DA; Marce, 1,50 dir.; Punisia, 100 m. Allemagna. 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique, 12 fr.; Canada, 5 0,65; Damenark, 3 kr. Espagne, 25 pen.; Grande-Grenangna, 20 n.; Gries, 18 dr., iran, 45 ris., italie, 300 i.i. Chan, 125 p.; Lucembourg, 12 fr.; Nervége, 2,75 fr.; Pays-Ses, 1 ft.; Portugai, 12,50 esc.; Sadda, 2,25 kr.; Seisse, 7 fr.; U.S.A., 65 cts; Yongustavie, 10 n. din.

Tarif des abounements page 16

5, RUE DES LTALIENS 75427 PARIS - CEDEX 89 C.C.P. (207-23 Paris Télex Paris nº 691572 Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ETRANGER

o Craxi est éla

Paris-Moscou ou l'amitié soupçonneuse

Le visite de M. Sauvagnargues Moscou n'a pas dissipé toute unhiguité entre la France et URSS. Mais l'ambiguité n'estde pas dans la nature même des elations entre deux pays qui, pour voir de solides intérêts communs, l'en sont pas moins totalement ifférents, et pas seulement du uit de leurs systèmes sociaux ?

Les Soviétiques ont vonlu mete en relief le prix qu'ils atta-tent aux relations avec la France. a présence de MM. Brejnev, Koseguine et Podgoray pour un sim-le échange de lettres entre les rinistres des affaires étrangères ait tout à fait inaccoutumée; et 1 presse soviétique monte l'évéement en épingle. Mais les paroz prononces par M. Gromyko, près qu'il eut reçu de M. Sauvanargues l'assurance que la poli-ique militaire de la France n'était as modifiee, confirment qu'il n'a as été convaincu. Pour le Kremin, l' « approfondissement » de entente franco-soviétique n'est ilus une certitude : c'est un onhaft qu'il formule volontiers ans être sûr que la France y

Si l'accord de Moscou est d'une ortée pratique discutable et digne le figurer dans une scène de Docteur Folameur » (« Au cas ù je vous lancerais par inadverance une bombe atomique, ne le renez pas mal (a), son intérêt olitique est indéniable. Mais il t'est pas le même pour les deux arties.

Pour le gouvernement Trançais, e document signé à Moscou onsacre la crédition et l'indéendance de la liette de dissan-ion. Les Soviétiques visent plus in. On sait qu'ils multiplient les fforts pour amenor les Occidenınz ş conclure des accords de sarmement on ce qu'ils consideut comme tel. L'accord soviétonéricain de 1971 sur le risque acléaire a ouvert la voie à celui : 1973 sur la prévention de la terre atomique. Le Kremiin ne terche-t-il pas à entrainer la rance dans la même voie? agence Tass no cache pas que, our lui, le texte du 16 juillet est un début de processus de limition de la course aux arme-

S'il en allait ainsi, ce serait un ungement de cap dans la polique française de sécurité. En fot, l'objectif de la France n'est is de prévenir la guerre nuéaire mais la guerre tout court. ans cette optique, la force de appe française est avant tout ssuasive, destinée à décourager l'agresseur éventuel lle contribue ainsi à maintenir manvaise paix nucléaire tuelle, jugée à Paris hautement élérable à une bonne guerre assique. Le changement du rapert des forces ne peut naître que : la détente. C'est bien ce que Sauragnargues a rappelé à Gromyko, Antrement dit. une étente prolongée, splidement strée dans les mœurs, généraice d'uns confiance mutuelle ébraniable, doit précèder le sarmement, et non le contraire. 1 prend-on le chemin?

A s'en tenir à la lettre, l'alarme paremment suscitée en U.R.S.S. ir l'article du géni al Méry surrait paraître presque comiie. En quoi les Soviétiques vraient - ils s'inquiéter de bandon du « tout ou rien » r l'état-major français ? De-ait-on en conclure qu'ils prérent la « riposte massive » à la riposte graduée » ?

Le fait est rependant que dans controverse larvée franco-soviéme les mots et même les idées mplent moins que les persons. Le général de Gaulle, malé son anticommunisme, inspiit configuee au Kremlin parce tiets non noe one tigyez no: ı non et son oal un oui. Geors Pompidou aussi, dans la me-re où il avait été le plus proe collaborateur du général. Brejner ne sait pas sans doute ≥ bien ce qu'il dolt penser de Giscard d'Estaing, mais il est anifeste qu'il redoute' que les mmunistes frança is n'aient ison lorson'ils l'accusent de

Live nos informations page 2.)

tourner à l'atlantisme.

propose une large amnistie

 Le nouveau gouvernement espagnol, présidé par M. Adolfo Suarez, a proposé au roi Juan Carlos la proclamation d'une large amnistie politique. Des élections générales auront lieu avant le 30 juin 1977. Un rélérendum sur le problème de la réforme constitutionnelle sera organisé, sans doute à l'automne. Telles sont les décisions adoptées à Madrid ce samedi 17 juillet à 3 h. du matin, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire qui n'a pas duré moins de sept heures

Dane sa déclaration d'intention. le gouvernement, qui doit affronter les Cortès la semaine prochaine, se déclare prêt, d'autre part, à dialoguer a avec les groupes politiques sympathismis et avec ceux de l'opposition n. C'est la première fois, depuis la mort de Franco, que les dirigeants de Madrid offrent publiquement le dialogue avec les chefs des groupes de l'opposition démocratique dont on a noté la prudence de jugement sur la nouvelle dence de jugement sur la nouvelle équipe dirigée par M. Adolfo Suarez. On signale également avec intérêt à Madrid les entre-tiens que le chef du gouvernement a sus vendredi avec cer-tains représentants modérés de l'opposition, en particulier avec M. José Maria Gil Robles, ancien ministre sous la République. leader actuel d'un groupe démo-crate-chrétien.

La diversité des peuples

Pour la première fois aussi Pour la première fois aussi depuis décembre de r i le r. le gouvernement utilise dans la formulation de sa déclaration l'expression « souveraineté du peuple ». Dans le passage ayant trait à l'armistie, il est dit que le gouvernement « exprime sa conviction que la souveraineté revient au peuple et proclame son intention de travailler à l'instauration d'un aystème politique démocratique basé sur les droits de l'homme, les libertés, l'égalité politique pour tous les groupes démocratiques et un pluralisme réel ».

L'amnistie, estime-t-on, sans doute proclamée par le roi à l'occasion de son prochain voyage à Saint-Jacques-de-Compostelle, en Galice, le 25 juillet. Elle doit intéresser tous les détenus politiques à l'exception de ceux qui ont été condamnés pour avoir attenté « à la vie ou à l'intégrité physique des personnes ». En seraient donc exclus comme on le prevoyait. excus, cuime on le previous tous les condamnés pour « crimes de sang », en particulier les militants du FRAP ou de l'ETA. Des estimations sérieuses, publiées la semaine dernière par les journaux Informaciones et El Pais de Madrid, fixent le nombre des détenus élargis par la prochaîne mesure d'amnistie à environ trois cent cinquante personnes.

Parmi elles figureralent un cer-tain nombre de militants et de dirigeants du parti communiste, incarcérés pour délit d'opinion sur six cent trente-six.

A l'issue du conseil des mi-nistres, M. Andres Reguera, porteparole du gouvernement, a précisé que le programme et les décisions avaient été adoptés « à l'unanimité sur tous les points s, démentant ainsi les rumeurs sur des dissensions de dernière minute entre ministres civils et militaires Le programme reconnaît l'exis-tence de « courants d'opinion pariés », affirme son respect pour ces différents courants, et déclare qu'il est prêt à «les poir se re-

NOTRE LIBERTÉ DE CHOIX N'EXCLUT PAS DES RELATIONS PRIVILÉGIÉES AVEC LA FRANCE déclare au « Monde » le président du Cameroun

Le président de la République Unie du Camerouu, M. Ahmadou Ahidjo, est attendu lundi 19 fuillet, à Paris, pour une visite offi-Paris, pour une visue offi-cielle qui s'achèvera jeudi. Il aura plusieurs entretiens avec id. Giscard d'Estaing qu'il avail rencontré, pour la der-nière jois, en septembre 1974. Le chef de l'Etat came-roungis a accordé au Monde une interview dans laquelle il déclare notamment : « Notre declare notamment: « Notre totale liberté de choix n'ex-clut pas les relations privi-légiées avec la France, et nous les préserverons. » A propos de l'évolution de l'Afrique australe, M. Anidio impute à M. Vorster, premier ministre sud-africam, « l'en-tière perpossibilité de la tratière responsabilité de la tra-gédie de Soweto ». En/in, justifiant le choix du parti unique ou Cameroun, il assure que « le tripartisme a été à l'origine du drame angolais ».

(Lire not re supplément Cameroun pages 5 à 12 et

trouver dans l'œuvre du gouver-nement ». Il ajoute : « Le dialogue nement 1. 11 a jouve: « Le autogue avec les groupes sympathisants comme avec ceux de l'opposition. l'acceptation de la critique et le fait de reconnaître que les divergences d'opinions servent la communauté constituent nous le gouvernement des règles éléme taires de conduite.» « La reconnaissance du pluralisme, poursoit le texte, la garan-tie des libertés et l'exercice des droits ne pourront toutejois se consolider que dans un climat d'autorité et de sérénité » Il

considère une justice indépen-dante comme l'aultime garantie » et a l'exercice responsable de la liberté d'expression comme la condition de base à la manifes-tation du pluralisme naturel ». Pour le gouvernement « les ré-formes institutionnelles devront permettre de dégager les majo-rités qui formeront dans l'aventr les institutions représentatives et le gouvernement lui-même. » En ce qui concerne le régionalisme, le programme reconnaît « la diver-sité des peuples intégrés dans l'unité indissoluble de l'Espagne», et il entend « faciliter la création d'organes de décisions et de re-présentation qui favorisent une plus grande autonomie adminis-trative ». En politique etrangère, le nouveau gouvernement réaffirme la continuité de la ligne précédente.

Enfin le gouvernement entend lutter contre l'inflation, agir sur les prix, soutenir la monnaie. Ce

Le gouvernement espagnol M. Ali Aref renonce à gouverner Djibouti

M. Ali Aref a annoncé samedi 17 juillet, à son arrivée : l'aéroport d'Orly, sa démission de la présidence du conseil de gou-vernement du Territoire français des Afars et des Issas. Il avait quitté Djibouti sans avoir répondu favorablement à la demande formulée jeudi par le haut commissaire de la République de convoquer le 22 juillet la Chambre des députés en session extra-ordinaire. M. Ali Arel, minoritaire au sein de cette Assemblée,

estimait inutile une telle réunion. Faisant allusion à l'attitude des Somaliens, M. Ali Aref a déclaré qu'il était « devenu génant pour les forces d'annexion » qui ont «tout mis en œuvre pour désagrèger la majorité » à la Chambre. Il entend poursuivre « le combat » pour que le T.F.A.I. « accède à l'indépendance réelle dans l'ordre et l'unité ». Il estime cependant que « l'opposition fait la loi à Djibouti » et craint que la communauté des Afars ne soit victime d'un « génocide ».

Une page tournée

Le 31 décembre 1975, M. Ail de police dans les quartiers popu-Aref, rendant compte des entre-tiens qu'il avait eus la veille avec tiens qu'il avait ens la veille avec MM. Giscard d'Estaing et Chirac, avait annoncé le « coup d'enoci » du processus devant mener le Territoire à l'indépendance, une solution que le président du conseil de gouvernement avait longtemps rejetée, mals qu'exigealent ses adversaires locaux. Forts de ce succès, ces derniers allaient poursuivre leurs efforts pour l'éliminer de la scène politique M. All Aref dut rapidement faire face à une contestation tique. M. All Aref dut rapidement faire face à une contestation croissante, tandis que l'audience des dirigeants de l'opposition légalé, MM. Ahmed Dini et Hassan Gouled, et de leur parti, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, ne cessait de grandir. Dejà en novembre 1975, treize des guarante membres de la

des quarante membres de la Chambre des députés de Djibouti, groupe d'opposition dirigé par M. Barkhat Gourhat, s'étaient abstenus de voter la conflance au président.

Au début de 1976, M. Aref avait opté en faveur de la manière forte. Légionnaires et gendarmes avaient multiplé les opérations

de police dans les quartiers popu-laires, contrôlant l'identité des habitants et effectuant des per-quisitions. Au début de février, une opération du Front de libé-ration de la Côte des Somalis, organisation clandestine dirigée depuis Mogadiscio, portait la ten-sion à son comble.

Un commando prenait le contrôle d'un car de ramassage scolaire dans lequel se trouvaient trente enfants, et le conduisat près du poste-frontière de Loyada. L'intervention de l'armée aboutit à la libération des écoliers. Une petite fille trouva la mort au cours de l'action, et les terroristes furent tuès. furent tuès.

Ces événements devaient accen-Ces événements devalent accen-tuer la coupure entre la commu-nauté française et la population autochtone, d'une part, et entre cette dernière et M. Ali Aref, d'au-tre part. Celui-ci profita de la crise pour faire incarcérer M. Ah-med Dini et plusieurs autres di-rigeants de la Ligue populaire africaine.

DANIEL JUNQUA. (Lire la suite page 4.)

Nigéria, l'Ouganda, la Somalie, la Tanzanie

et la Zambie ont décide de se retirer des Jeux

D'autres pays africains les suivront peut-être. Malgré ces défections, de nombreux records

seront sans doute battus dans toutes les disci-

plines. La limite physiologique serait-elle près d'être atteinte? C'est le problème qu'analyse

Une révélation de M. Schmitd

Les Occidentaux n'aideront plus l'Italie si les communistes entrent au gouvernement

M. Helmut Schmidt a révélé. vendredi 16 juillet, que les Occidentaux étalent décidés à ne plus apporter d'aide économique à l'Italie si les communistes participaient au gouver-

Le chanceller fédéral, en visite pour deux jours aux Etats-Unis à l'occasion du bicentenaire, a rencontré, vendredi, des journa-listes. La substance de ses propos est rapportée par les agences France-Presse et Associated Press. Le chef du gouvernement fédéral allemand a indiqué que l'aide économique à l'Italie avait constitué le sujet de discussion le plus important lors du «sommet» de important lors du «sommet» de Porto-Rico, les 27 et 28 juin. A ce moment, a-t-il indiqué, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis ont décidé de poser une «condition politique» à la pour-suite de tout effort international pour aider l'économie italienne: l'absence de ministres commu-nistes. L'Italie fait face, depuis de longs mois, à de sérieuses diffi-cultés, et ses partenaires lui ont cultés, et ses partenaires lui ont consenti des prêts importants.

Le chancelier Schmidt a pré-cisé que M. Aldo Moro n'avait pas participé aux discussions engagées à ce propos à Porto-Rico.

Tout comme les dirigeants amé-ricains, M. Schmidt s'était déjà inquiété, avant les élections, d'une éventuelle participation des communistes an gonvernement italien. Dans l'état actuel, une telle participation semble d'ail-leurs peu probable.

Jusqu'à présent, les propos du chancelier n'ont pas été commen-tes dans les capitales occidentales. Nous n'avons pu obtenir aucune réaction, samedi matin, de l'Ely-sée ou du Quai d'Orsay.

L'OUVERTURE DES JEUX OLYMPIQUES DE MONTREAL

Des records sans limite?

Les XVIIIe Jeux olympiques sont ouverts, ce samedi 17 juillet, à Montréal, par la reine Elizabeth. Après une semaine consacrée au règlement politique des dissensions nées de la présence des athlètes de Taiwan et de Nouvelle-Zélande, l'attention va se porter désormais sur les concurrents.

D'ores et déjà Taiwan, l'Île Maurice, le

Un record est l'exploit d'un homme Mais c'est aussi celui d'un environnement sportif. L'athlète qui a, le premier, réussi une per-formance ne tarde genéralement formance ne tarde généralement pas à être rejoint par une cohorte d'autres athlètes qui approchent son record. Et, sondain, l'un d'entre eux se détache, et porte le record un peu plus loin. Il y a peu de résultats qui n'alent été égalés ou même dépassés plusieurs fois dans les dix années qui suivent son établissement. Les records de 1900 ont tous été égalés des milliers de fois par des sportifs que l'on ne considère plus comme exceptionneis.

tifs que l'on ne considère plus comme exceptionneis.

Phénomène individuel, le record n'est que la manifestation éclatante d'un progrès collectif : une fois la percée faite, de nombreux athlètes s'engouffrent dans la brèche. C'est donc avant tout un phénomène social. Et c'est bien ainsi qu'il est perça par la majorité des passionnés de sport qui y voient un progrès de l'immanité tout entière,

Les records étant encore très loin des limites physiologiques ultimes, l'acquis par entraînement l'emporte largement sur les qualités innées. S'il n'en était pas ainst, le record d'une specialité serait le fait d'un individu anormal entrait par des reisons personants. serait le fait d'un individu anor-mal qui, pour des raisons person-nelles, presque pathologiques, se-rait par hasard extraordinaire-ment doué pour une spécialité. Sa performance ne pourrait plus être prise pour une caractéristique presque normale de l'humanité.

AU JOUR LE JOUR

Au train où vont les choses, nul ne sait ce que seront depenus les Jeux olympiques d'ici

Mais puisqu'on a cette année ranime la flamme symbolique à l'aide d'un rayon laser réfracté par un satellite artificial, on paul estimar qu'il serant plus rentable pour l'amour-propre des chauvins de tous pays et pour les pro-

ci-dessous Jean-Louis Lavallard. par J.-L. LAVALLARD

Pis encore, chaque spécialité pourrait devenir le domaine pro-pre d'une race dont les caracté-ristiques physiologiques seralent particulièrement adaptées. L'a particulièrement adaptées. La prééminence des coureurs noirs dans les courses de vitesse a pu le laisser croire. Mais, il s'agit plutôt d'un effet sociologique. Tous les recordmen noirs de 100 mètres sont américains. C'est donc plus le statut social du Noir américain qui est en cause que la couleur de sa peau. Les conditions de vie (en particulier les possibilités, liées au sport, d'entrer gratuitement dans les universités) ont orienté les Noirs américains vera les courses de vitesse alors qu'ils ont, par exemple, négligé la natation, faute probablement d'accès facile à la piscine dans leur milieu d'origine. Des conditions sóciologiques et psychologiques différentes auraient probablement donné des résultats inverses.

donné des résultats inverses. La réussite sportive dépend d'un grand nombre de facteurs. La qualité individuelle est certes nécessaire. Mais l'environnement nécessaire. Mais l'environnement général, les conditions psycholo-giques, les possibilités d'entraîne-ment ne le sont pas moins. Le hasard n'a pas décidé que la plu-part des records mondiaux appar-tiendraient à des pays économi-quement développés. Mais les conditions optimales ne sont réu-nies que dens ses pays Il est dont nles que dans ces pays. Il est donc légitime de mentionner la natio-

Robot médaille d'or

grès de la technique d'envoyer des robots dans les stades.

D'alleurs, nous en sommes déjà presque là, sauj que nos topots pensent encore ou'lls iont de la politique alors qu'ils n'en sont que les instruments. Un athlète grec du quatrième siècle avant Jesus-Christ n'y comprendrait pas grand-chose mais là n'est pas la question. BERNARD CHAPUIS.

nalité des recordmen : leur pays a fait beaucoup pour leur réus-site.

(Lire la suite page 25.)

LES ÉTATS-UNIS **S'ATTENDENT** A UNE OFFENSIVE SYRIENNE CONTRE BEYROUTH-OUEST

(Lire page 3.)

A AIX-EN-PROVENCE

Un nouveau « Don Giovanni »

Festival d'Aix-en-Provence, des dé-chets d'instruments de musique sans avoir le génie intuitif d'un « comprimés » par César ont remplace les tapisseries de Berain sur les affiches et le « Don Giovanni » décoré par Cassandre ne subsiste plus que dans nos souvenirs. I n'est pas sûr que le nouveau aille le rejoindre.

On savait bien que ce « Don Giovanni » ne pouvait ressembler en rien à celul qui fut créé en 1949 alors que les « réalisateurs » actuels avaient respectivement. Jean-Pierre Vincent, à peine sept ans, Jean Dautremay, cinq ans et demi, et Patrice Couchetler, deux ons. Du moins espérait-on un nouveau miracle, qui ne s'est pas pro-

Non que cette réalisation soit pauvre - ces jeunes gens sont pleins d'idées et ont le sens du theatre, -- mais elle rompt d'une part l'accord établi entre la musique de Mozart et le paysage. l' « air aixois », ce qui peut se justifier. D'autre part, elle semble très éloignée de l'époque, de l'esprit et du génie de Mozort. On dirait même qu'elle l'amenulse involontairement par un décapage radical.

Cela tient sans doute à l'ardeur de néophytes qui - bien qu'ils s'en défendent - abordent ici leur première mise en scène lyrique comme un texte auquel (I convient d'appliquer un certain type d'écri-

La page est bien tournée au ture théâtrale à partir d'une ana-Lavelli, capable de comprendre et de recréer d'instinct l'univers mu-

(Lire page 37.)

GODARD A LA TÉLÉVISION

Jean-Luc Godard au petit écran : l'Institut national de l'auteur de « la Chinoise », qui créé un centre de production à Grenoble (Sonimage), une serie de sis programmes, diffusés dans les semaines qui viennent, le dimanche soir sur FR 2.

Programmes d'Information et d'Invention, les six soirées Sonimage représentent une expé-rience radicalement nonvelle. tant pour Godard, confronté à un mass media, que pour la télévision.

Celle-ci, Il y a quelques années déjà, avait produit un film de Jenn-Luc Godard, mais «le Gai Savoir a n'a jamais trouvé sa place sur le petit écran d'après

(Lire page ·16 l'article de Touis Marcorelles.)

Il y a quarante ans, la guerre d'Espagne

II. — La décision

Le 18 juillet 1936, les militaires rebelles contrôlent le Maroc espagnol; de son côté Mola est sans aucune diffi-(-le Monde > du 17 juillet). Grâce à un incroyable « coup de bluff », qui a si bien réus-si au Maroc, à l'utilisation de la radio comme moyen de pression et de propagande — on parlerait anjourd'hui d' « intoxication » — mais au prix de combats atroces, le genéral Queipo de Llano l'emporte à Séville.

Il est arrivé le 17 juillet à bord d'une Hispano-Suisa officielle qu'il utilise dans l'exercice de ses fonctions : elle lui permit, dira-t-il plus tard, d'« effectuer 20 000 kilomètres au service de la conspiration ». Commandant des carabineros, Queipo de Llano a mls à profit ses missions d'ins-pection pour établir des contacts sur l'ensemble du territoire. Il a pour rensemme du territoire. Il apour toute escorte son chauffeur et son aide de camp. Il sait qu'il dispose de sympathies à la gardecivile ; les gardes d'assaut seront par contre, il le sait aussi. dévoués au régime républicain. L'armée à au régime républicain. L'armée à Séville hésite. Maigre atout, fai-bles cartes dans les mains du général-conspirateur, face à une population qui lui est hostile en majorité. Les syndicats sont bien implantés dans les faubourgs ou-vriers de Triana, de l'autre côté du Guadalquivir.

Queipo de Liano, flanqué de son seul aide de camp, procède à l'« arrestation » du genéral Villa-Abraille, commandant de la gar-nison, entraine deux cents soldats de la caserne d'infanterie, occupe de la caserne d'infanterle, occupe le centre de la ville et l'émetteur de Radio-Séville. De cette tribune privilégiée, il inaugure une violente campagne en faveur des nationalistes. « Tout un corps d'armée arrive d'Afrique! », annonce-t-il au micro. Et pour convaincre la population, il fait embarquer des soldats dans des ramions qui, venant et revenant, toujours les mêmes, tournent dans la ville comme un manère.

Prise de court, la gauche réagit ; l'alerte a été donnée dans les mil'alerte a été donnée dans les mi-lieux ouvriers. Les centrales syn-dicales C.N.T. et U.G.T. déclen-chent la grève générale. On élève des barricades. Des incendies s'allument à la tombée de la mit. Le lendemain, les troupes de Queipo de Liano appuyées par l'artillerie franchissent le Gua-dalquivir et montent à l'assaut des fauboures populaires de des faubourgs populaires de Triana transformés en camp re-tranché. Les combats seront acharnés et terribles ; l'ordre nouveau s'instaure à la grenade et à l'arme

la ville comme un manège.

nés et terribles; l'ordre nouveau s'instaure à la grenade et à l'arme blanche.

La plupart des villes d'Andalousie suivent l'exemple de Séville; les rebelles prennent possession de Cadix — où a débarqué le premier contingent de légionnaires — Jerez de la Frontera, La Linea de la Concepcion, Algestras, Cordoue, Cependant Malaga reste aux mains des gouvernementaux, qui commandent également, du sud au nord de la côte méditerranéenne, Almeria, Alicante, Valence, L'échec des nationalistes à Malaga est lourd de conséquences mais il n'est rien à côté de celui qu'ils essuient dans la marine de qu'ils essulent dans la marine de

Les rebelles à deux doigts de l'échec

Sur les grandes unités (le cuirassé Jaime I, les croiseurs Miguel de Cervantès, Libertad), mais également sur des navires de moindre tonnage, les « conseils de marins », relles entre eux et en relations avec des correspondants, sous-officiers attachés au service des transmissions à Ma-drid, organisent la riposte. Les équipages se mutinent neutra-

lisent les officiers, les passent par les armes et — dans certains cas — jettent leurs corps à la mer. De Saragosse, Pampelune, Bur-gos et Valladolid, qui tombent sous la coupe des rebelles, s'ébran-lent les colonnes en dispetion de sous la coupe des rebelles, s'ébranlent les colonnes en direction de
Madrid. Dans la colonne de
Pampelune, les paysans navarrais,
aux rudes visages, fisail à l'épaule,
gourde de vin au côté, bêret rouge,
côtoient les militaires en uniforme et les jeunes « phalangistes » arborant la chemise
bleue. Maintenant on se bat
autour de la capitale de l'Espagne.
Les poings de la foule madrilène
se referment sur des milliers de se referment sur des millers de fusils livrés sur les ordres de Jose Ciral, le nouveau président du Conseil. Au lieu de tenter une Corsell. Au lieu de tenter une sortie, Fanjul se laisse prendre au plège de la caserne de la Montana. Deux canons de 75 et 155 mm la visent de piein fouet et taillent des breches ; un appareil Breguet lance des bombes et la laise décident, en un premier temps de s'adresser aux Italiens. Toe délégation conduite par Luis la laise de la caserne de la Montana. Deux canons de 75 et 155 mm la visent de piein fouet et au premier taille de la caserne de la Montana. Deux canons de 75 et 155 mm la visent de per d'asphyxie Franço et ses troupes dans leurs bases maro-caines. Pour desserrer l'étau, les militaires décident, en un premier temps de s'adresser aux Italiens. Toe délégation conduite par Luis

Pris sous le feu, mal suivi par à contre-cœur, le général Fanjul doit se rendre. Il est midi, le 20 juillet 1936. Quand les drapeaux blanes apparaissent aux fenètres. la foule envahit l'édifice. Plus-sieurs officiers rebelles sont alors massacrés sur place, certains pré-cipités du haut des terrasses. Fanjul et quelques-uns de ses proches sont cependant protégés par les « gardes d'assaut » qui les emmènent dans une voiture blindée. Dans la salle d'armes, un speciacle saisissant attend les

PHILIPPE BOURDREL (*)

vainqueurs: douze officiers gisent à terre, un trou sanglant dans la tête, revolver à la main. Ils se sont tués pour n'avoir pas à se rendre.

Tandis que les militaires succombent à la caserne de la Montana et dans les autres cantonnements de la capitale, les militéens de l'armée républicaine improvisée partent par militers, les 20 et 21 juillet, à la rencontre des colonnes nationalistes. Cette c armée de l'an II » s'ébranle en

des colonnes nationalistes. Cette c armée de l'an II » s'ébranle en ordre dispersé, uniformes et fusils hétéroclites, armes de chasse en bandoulière, brandissant des carabines ou de modernes Lebel, colts ou élégants pistolets de nacre à la cainture, juchée sur des camions bringue-balants, dans le vacarme des moteurs, les chants, les imprécations, poussée par une volonté d'en découdre qui n'a de comparable que la détermination de l'adversaire.

Deux armées hostiles issues d'un même peuple seront bientôt face

même peuple seront bientôt face à face; mais les volontaires madrilènes partant pour la Sierra, dont les cols ont été désignés comme des objectifs stratégiques par l'état-major de Mola, ont appris par des haut-parleurs qu'à Barce-lone la situation tourne à l'avan-tage des résupblicoirs tage des républicains.

Dans la capitale de la Cata-logne, qui a son gouvernement depuis 1932, les nationalistes, sous depuis 1932, les nationalistes, sous le commandement du général Goded, fraîchement échappé de son exil des Baléares, commettent la même erreur que Fanjul à Madrid. Ils se sont barricadés, le 19 juillet, dans l'hôtel Colon dont chacune des quelque cent fenêtres a été transformée en créneau (ordre a été donné aux touristes de se réfugier dans les caves) et dans le central téléphonique. Plusieurs vagues d'ouvriers déferient sur la place de Catalogne, essayant de submerger l'hôtel Colon et les autres réduits nationalistes. C'est le reflux : des centaines de cadavres jonchent le pavé après le tir nourri des mitrailleuses.

Le gouvernemeint Companys, d'abord réticent, se décide alors à fournir des armes à la popula-tion. Un deuxième assaut s'achève par un massacre. Klaxons hur-lants, hérissés de fusils, des voi-tures pllotées par des anarchistes se jettent sur les canons des groupes insurgés qui accourent en renfort. Arbres, banes, kiosques à journaux arrachés. Les confessionaux des églises servent de remparts, les chevaux tués sont mis en tas et érigés en barricades.

Vers 15 h. 30, les bisornes d'une forte troupe de gardes civils se profilent le long des murs du central téléphonique et de l'Eldorado; les hommes avancent de telle manière que les tireurs rebelles ne penvent les prendre sous le feu de leurs armes. 16 heures... Des caves où its se sont réfugies, les touristes de l'hôtel Colon perçoivent une sonnerie de clairon. Un dernier sursaut de fusiliade. Les murs des chambres sont constellés de marques de balles et le journaliste français Claude Blanchard affirmera avoir vu les « fauteuils gonflés de sang comme des éponges ».

Le lendemain, les casernes de Barcelone, où les soldats se sont

le iendemain, les casernes de Barcelone, où les soldats se sont insurgés, se rendent une à une aux républicains. Au crépuscule, les églises de la ville (la cathé-drale, les églises française et alle-mandes mises à part) flambent. Jusé par une cour martisle, le Juge par une cour martisle, le 12 août, Goded sera, en même temps que le général Burriel, fusille le 13 août à l'aube, à la forteresse de Montjuich.

Les interventions étrangères

Au soir du 20 juillet, Mola, qui est arrivé à Burgos, où il a transféré son quartier général, ne cache pas son inquiétude. Si l'effet de suprise a permis aux nationalistes de contrôler le tiers environ du territoire métropolitain, les grands centres industriels tain, les grands centres industriels (Madrid, Barcelone, Bilbao), les régions les plus fertiles, avec la plaine de Valence, les arsenaux, la marine, les côtes (si l'on excepte au sud la zone de Cadiro, leissent au gouvernement dix). cepte au sud la zone de Cadix), laissent au gouvernement légal un indiscutable avantage. Le plus grave, sans doute, pour les rebelles, est le manque de moyens de transport qui risque de frapper d'asphyxie Franco et ses troupes dans leurs bases marocaines.

Une délégation conduite par Luis Bolin rencontre le 22 juillet, à Rome, le comte Clano, ministre des affaires étrangères, qui laisse des affaires étrangères, qui laisse espèrer, mais sans s'engager, une aide de son gouvernement. Mussolini s'accorde quelques jours de réflexion et, le 29, donne son accord pour la livraison de quinze avions qui, le lendemain, décollent d'un sérodrome de Sardaigne en direction du Maroc espagnol. Du côté allemand, l'accord est pratiquement immédiat : Hitler,

qui est informé le 25 juillet, pen-(*) Ecrivain et historien.

dant qu'il assiste au Festival de Bayreuth, de la présence d'émis-saires nationalistes espagnols (c'est le capitaine de l'air Arranz qui a pris la tête de la déléga-tion), tranche en faveur des nazis

tion), tranche en faveur des nazis de son entourage, tous favorables à l'intervention, contre, semble-t-il, l'avis des militaires.

Le 20 juillet au matin, Léon Blum a reçu de José Giral un télégramme sollicitant une aide militaire du gouvernement français. Il a pris immédiatement toutes dispositions pour répondre à cet appel. Pierre Cot, ministre de l'air, met ses services à contribution. Le 22, Léon Blum et son ministre des affaires étrangères, Yvon Delbos, se rendent à Londres : ils recueillent de Sir Anthony Eden, secrétaire au Foreign Office, des conseils de prudence et l'affirmation très nette que la Grande-Bretagne entend conserver une stricte neutralité dans le conflit qui commence.

orande-oreagne entend consolver une stricte neutralité dans le
conflit qui commence.
Revenant à Paris, le 24, Léon
Blum apprend de ses amis qui
l'accueillent à l'aérodrome du
Bourget que le quotidien conservateur l'Echo de Paris a révélé
le contenu de l'accord passé avec
l'ambassadeur d'Espagne Cardenas sur la livraison des armés. La
presse de droîte proteste : à gauche même, des flottements apparaissent. Le 25 juillet a lieu le
premier des consells des ministres consacrés à l' « affaire d'Espagne ». La division du gouvernement français — issu des élections
qui ont vu la victoire du Front
populaire — est patente. Les radicaux (Camille Chautemps, Yvon
Delbos, bientôt Edouard Daladier,
ministre de la guerre), appuyés Deltos, bientot Edouard Daladier, ministre de la guerre), appuyés par le président de la Chambre, Edouard Herriot, par le président de la République, Albert Lebrun, penchent en faveur de la pru-dence et de la neutralité.

Tenté de démissionner, mais pressé par José Giral lui-même de n'en rien faire, ayant acquis une nouvellé fois la certitude que les Angials se tiendront en dehors du conflit (Jules Moch, secrétaire gé-néral de la présidence du conseil, et l'amiral Darlan, qui revien-nent d'une mission secrèta à Londres, en apportent la confirma-tion), Léon Blum encourage la livraison aux républicains de

livraison aux républicains de trente-cinq avions, qui partent dès le 2 août.

Cinq jours plus tard, à l'issue du conseil des ministres, la non-intervention est la politique officiellement déclarée du gouvernement français. Au même moment, les militaires espagnols commencent à forcer le blocus, grâce an soutien aérien de l'Allemagne et de l'Italie : le 5, trois mille hommes sont transfèrés de Ceuta vers la métropole : le pont aérien apporte sans trève les renforts. L'issue de la guerra givila métropole : le pont aérien apporte sans trève les renforts. apporte sans treve les remots.
L'issue de la guerre civile vient
de se décider. L'Espagne ouvre les
premières tombes des neuf cent
mille morts qui dorment dans les « grands cimetières sous lune »...

FIN

• Le Valican a confirmé, vendredi 16 juillet, que le roi Juan Carlos d'Espagne avait manifesté au Saint-Père « son intention de ne plus se prévaloir du privilège de présentation dans la nomination des évêques ». Le souverair a chargé le gouvernement (espa-gnol) « de douner un caractère juridique à cette décision dans le contexte des nouvelles relations entre l'Etat espagnol et le Saint-Siège », ajoute le communique du Vatican. — (A.F.P.)

● Le tribunal suprème de Ma-drid a confirmé vendred! 16 juil-let plusieurs condamnations à des peines de prison prononcées par le tribunal de l'ordre public contre des militants du FRAP (Front révolutionnaire antifas-ciste et patriotique).

• RECTIFICATIF. - M. Lau-• RECTIFICATIF. — M. Laureano Lopez Rodo, ambassadeur d'Espagne à Vienne, nous indique que, contrairement à ce que nous avons imprimé, il n'a pas signé la proposition de loi tendant à insérer dans le code pénal espagnol une mention formeile du caractère « Illégal » du parti communiste.

Italie

La formation du nouveau gouvernement

M. ANDREOTT! S'EST ENTRETENU LONGUEMENT AVEC LES DIRIGEANTS DU P.C.I.

Poursuivant ses consultations non: la formation du nouveau gouverne-ment italien, M. Giulio Andreotti démocrate chrétien) s'est entretenu peudant trois heures, dans la soi-rée du vendredi 16 juillet, avec M. Berilnguer et les dirigeants du parti communiste italien. a Nous avons écoulé un long exposé de M. Andreotti sur ses intentions, a déclaré M. Berlinguer.

Nous avons présenté nos observations et nos idées. Maintenant, nous attendons de bien connaître le programme de M. Andreotti et surtout les garanties qui seront données pour sa réalisation. n

Portugal

La formation d'un gouvernement socialiste homogène se heurte aux réserves des autres partis politiques

Lisbonne. — Le général Rama-lho Eanes a annoncé, vendredi 16 juillet, sa décision de demander à M. Mario Soares de constituer le nouveau gouvernement. Aupara-vant, il avait reçu, à Bélem, les délégations de tous les partis politiques représentés à l'Assem-blée législative.

Au cours de ces entretiens, l'idée de la formation d'un gouvernede la formation d'un gouvernement « homogène » socialiste
n'a pas trouvé un grand appui,
« Il s'agit d'un gouvernement minoritaire, qui ne peut pas compter
sur une base d'appui populaire
suffisamment large pour pouvoir
appliquer une politique que l'actuelle situation portugaise exige »,
a déclaré M. Cunhal. Le secrétaire
général du P.C.P. s'est montré
« préoccupé » quant à la formation
d'un gouvernement dont les
solutions risquent, selon lui, de
ne pas être les mellleures, « si
l'on tieni compte de la pratique
du P.S. ces derniers temps »,
« Une politique économique de
récupération capitaliste ne nous
permettra jamais de résoudre nos
difficultés a ctu el l'es », a-t-il
ajouté.

ajouté.
« En démocratie, un gouvernement doit représenter la majorité et non la minorité », a déclaré M. Amaro Da Costa, vice-prési-dent du Centre démocratique et

social.

De son côté, M. Sa Carneiro, secrétaire général du parti popu-laire démocratique, considère le prochain gouvernement socialiste a incompatible avec les tâches prioritaires annoncées par le pré-sident de la République ». M. Sa Carneiro a réaffirmé, à l'occasion, De notre correspondant,

la position déjà connue de son parti : une coalition des deux formations politiques ayant eu le plus grand nombre de voix aux élections afin de gouverner avec « competence, efficacité et auto-

Les socialistes, quant à eux, restent décidés à former une équipe « sans alliance ni compromis ». La commission nationale du P.S., réunis à Lisbonne jeudi 15 juillet, a appuyé M. Soares « symbole de l'unité et du combat des consistes pet « agrant de des socialistes », et « garant de la victoire de la démocratie et du socialisme ».

Dans quelques jours, le nouveau gouvernement, présidé par le se-crétaire général du P.S. sera rendu public. M. Lopes Cardeso reste-rait au ministère de l'agriculture, alors que M. Antonio Barreto, avaien servitaire d'Etnie au conalors que M. Antonio Barreto, ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur, serait le nouveau ministre du commerce. M. Almeida Santos irait de la communication sociale à la justice, et le colonel Firmino Miguel, officier connu pour ses liens d'amitié avec l'ex-général Spinola, reprendrait le ministère de la défense qu'il détenait déjà dans le deuxième gouvernement provisoire, en 1974.

Après le refus de plusieurs per-

Après le refus de plusieurs per-sonnalités d'accepter le ministère de l'éducation, celui-ci sera dirigé, semble-t-il, par un membre du secrétariat national du P.S., M. Sottomayor Cardia. Le premier ministre sera proba-

blement assisté de deux vice-pre-miers ministres : M. Jorge Cam-pinos et Henrique de Barron. Le premier, ministre du commerce extérieur du sixième gouverne-ment, serait chargé des relations avec le Parlement, et avec les partis ; le second, ancien présid-dent de l'Assemblée constituante, assurerait la coordination entre la présidence du consell et le mi-nistère de l'agriculture.

Un secrétaire d'Etat auprès de Un secretaire d'était aupres di premier ministre, M. Cunha Rego devrait servir d'élément de liaisor entre M. Mario Soares et le prési-dent de la République. La com-munication sociale (information sera dirigée, semble-t-il, par un autre personnalité importante di parti, M. Alegre, nomme égale-ment secrétaire d'Etat auprès di premier ministre.

Ce gouvernement, dont la tona-lité est « modérée », ne doit pa-beaucoup compter avec les mili-tairés, le lieutenant-colonel Cost Bras étant très réticent pour accepter le ministère de l'Inté-rieur les « indépenrieur. En outre, les « indépendants » seraient en nombre asse; réduit : on parle de M. Mos Pinto, dissident du P.P.D. pour l'secrétariat d'Etat à l'enseignemen supérieur, et de M.me Manuel Silva pour la planification éco nomique.

Un notable du parti, M. Zenhs qui a appartenu à tous les gouvernements, à l'exception du cin quième, serait cette fois-ci, appel à d'autres fonctions : diriger l rieur. En outre, les « indépen-

à d'autres fonctions : diriger l parti socialiste, en remplacemer de M. Soares.

JOSÉ REBELO.

L'ACCORD SUR LES « ACCIDENTS NUCLÉAIRES »

M. SAUVAGNARGUES : la détente

demeure un élément essentiel

M. Sauvagnargues a notamment

(de la conference d'heisinis sur la sécurité et la coopération en Europe) et parvenir ainsi à de nouveaux progres dans le rappro-chement de l'Europe, de ses pays

éléments essentiels de la politique etrangère de la France. Une poli-

de la politique française.

signe la veille à Moscou par de la France, le problème du terMM. Sauvagnargues et Gromyko
en présence, ce qui est exceptionnel pour un acte diplomatique à
ce niveau, des principaux dirigeants soviétiques, MM. Brejnev,
Kossyguine, Fodgorny et le général Oustinov, ministre de la
défense Dès randradi les fourdéfenses Dès randradi les fouren était la conférence Nord-Suid. en était la conférence Nord-Sud, lui indiquer pourquoi la France se prononçait pour des accords par produits entre les pays indus-trialisés et les pays en développedéfense. Dès vendredi les jour-naux télévisés ont « ouvert » sur l'événement, présenté en bonne place dans la presse de ce jour. Au cours de l'entretien de trois heures qu'ont eu vendredi matin MM. Sauvagnargue et Gromyko, c'est le ministre soviétique qui a - MAURICE DELARUE. M. GROMYKO: fout écart par

évoqué la controverse suscitée en France par l'article du général Méry pour une «sanctuarisation élargie» de la défense française. rapport à la ligne politique Le ministre soviétique a demandé si la politique militaire de la formée depuis dix ans doit France était modifiée. M. Sauvagnargues a — selon les être exciu. Au cours du déjeuner qu'il a offert vendredi 16 juillet à son collègue français, M. Gromyko a d'abord déclaré : « L'important est de conserver le capital politique accumulé dans la coopération franco-soviétique pendant de nombreuses années de travail constant des deux côtés. » Bappelant que l'accord sur les risques nucléaires qui venait d'être signé « résulte de conversations et de

M. Sauvagnarques a — selon les meilleures sources — répondu négativement. La continuité de la politique militaire de la France, a-t-il dit en substance, est constituée par trois éléments : l'indépendance de la force de dissuasion, la liberté de décision. l'appartenance de la France à l'alliance atlantique. Ce dernier élément n'est pas nouveau, a-t-il ajouté, soulignant que les grandes n'egociations Est-Ouest (comme la conférence d'Helsinki ou celle de Vienne sur la limitation des armements en Europe) tation des armements en Europe se fondent sur l'existence d'orga-nisations de défense : l'OTAN et le pacte de Varsovie. Toute l'acne pacte de varsovie. Toute l'ac-tion de la France en faveur de la détente, a-t-il encore indiqué, tend à empêcher que ces organi-sations ne se «durcissent» en des blocs hostiles. Pour la France, défense et détente sont les consti-tuants inséparables de la sécurité. M. Grompko aurait acqueille M. Gromyko aurait accueilli cette explication sans manifester sur le coup ses sentiments. Mais il n'a pas jugé bon de modifier l'allocution déjà préparée, qu'il devait prononcer au déjeuner (voir ci-contre) et qui constitue une sorte d'avertissement amical au gouvernement français contre toute vellèté de « déviation » de la « ligne » tracée depuis dix ans. Le reste de la conversation a porté sur trois sujets :

la c ligne a tracée depuis dix ans.

Le reste de la conversation a repondu : « Soyez assuré que la le reste de la conversation a repondu : « Soyez assuré que la repondu : « Soyez assuré que la porté sur trois sujets :

1) LE PROCHE-ORIENT ET son pouvoir pour transcrire dans les Soviétiques ne se prononcent tion que constitue l'acte final pas sur le bien ou le mal fondé de (de la conférence d'Helsinki sur le proposition que constitue l'acte final pas sur le bien ou le mal fondé de (de la conférence d'Helsinki sur le proposition que constitue l'acte final pas sur le bien ou le mal fondé de (de la conférence d'Helsinki sur le proposition que constitue l'acte final pas sur le bien ou le mal fondé de (de la conférence d'Helsinki sur le proposition de la conversation d la presence syrienne au Liban, mais ils considèrent que, dans l'état actuel des choses, le retrait l'état actuel des choses, le retrait des troupes syriennes est une chemeni de l'Europe, de ses puys condition préalable à toute et de ses peuples. Solution. Ils constatent, quelles pur d'allent été les intentions notre continent comme dans le reste du monde demeure l'un des l'éments essentiels de la politique l'éments est une chement de l'Europe, de ses puys et de ses peuples. syriennes, que les combais, loin de diminuer depuis l'entrée au Liban des forces de Damas, n'ont fait

que s'intensifier.

2) LE TERRORISME. — C'est la première fois qu'un tel sujet la première de son in
» Cet accord entrera en vigueu était évoque entre la France et dépendance.

LE TEXTE DES LETTRES ÉCHANGÉES ENTRE LA FRANC ET L'UNION SOVIÉTIQUE

> Voici la liste des lettre échangées le 16 juillet entr MM. Sauvagnargues et Gr myko sur « la prévention d non autorisé d'armes nuclé aires ».

A la suite de notre entretie a la suite de noire enfreue du 33 avril dernier, il nous e apparu souhaitable de confirme l'importance que l'on attache ∈ France et en U.R.S.S. à la pri vention du déclenchement acc dentel ou non autorisé d'arm nucléaires. Une telle initiative e conforme aux responsabilités pa ticulières qui incombent à France et à l'Union soviétique e tant que puissances nucléaires.

» Compte tenu des vues échar gées sur les mesures destinées éviter tout risque d'un tel décler chement accidentel ou non autr risé, il a été convenu d'adopt les dispositions suivantes

** 1) Chacune des parties s'er gage à poursuivre la mise « ceuvre et à procèder éventuels ment aux améliorations qui le paraitront nécessaires, des misures d'organisation et des misures techniques prises par el afin de prévenir le déclenchement accidentel ou non autoric d'une des armes nucléaires dor elle dispose;

> 2) Les deux parties s'engagent à se prévenir immé diatement l'une l'autre de tou évênement accidentel ou de tou incident pouvant apparenment comporter l'éventualité d'un explosion d'une de leurs armanucléaires pouvant être interprétée comme susceptible d'entraîns des conséquences dommageable pour l'autre partie;

I to side

Tross-Unia

nucléaires qui venait d'être signé
« résulte de conversations et de
contacts entre MM. Brejnev et
Giscard d'Estaing, le ministre soviétique a ajonté : « Qu'est-ce qui
est nécessaire pour élever nos
relations à un niveau supérisur?
De l'esprit de suite. Tout zignag,
tout écart par rapport à la ligne
politique qui s'est formée dans
nos relations mutuelles, notamment depuis dix ans, doit être
exclu. (...) Il est évident que le
développement ultérieur des relations franco-soviétiques dépendra
des actes des deux parties. 3 3) En cas d'incident nucléair 3) En cas d'incident nucléair non expliqué, chaque partie s'er gage à agir de façon à évite autant que possible que ces acte puissent être mai interprétés pa l'autre partie. Dans toute situation de ce genre, chaque partipeut informer l'autre partie, o lui demander les information ou'alle estime nécessaires. qu'elle estime nécessaires.

a 4) Pour la transmission d'in formations urgentes dans de situations exigeant une clarification rapide, les parties utiliseront en priorité la ligne d'communication directe existan entre l'Elysée et le Kremlin.

3 5) Les deux parties exami neront ensemble les possibilité d'améliorer encore, d'un commu. accord, le irs moyens de communication directe.

» Si les positions qui précèdent monsieur 'e ministre, rencontren votre agrément, j'al l'honneur d vous proposer que la présent lettre et votre reponse constituen l'accord entre la France et l'Unioi consideration.

à la date de ce jour. »

retrait de ses troupes du Lioan. » On n'exclut cependant pas dans les milieux palestiniens l'envoi dans la capitale syrienne d'une délégation de rang moins élevé.

De dix à quinze membres seu-

lement du personnel de l'ambas-sade des Etats-Unis à Beyrouth demeureront sur place la semaine

début juin, en même temps que M. Robert Waring, son conseiller

aggravation de la situation.

Les troupes syriames ne s'étaient toujours pas retirées, ce samedi, de Sofar, sur la route Beyrouth-Damas, qu'elles étaient sur le point d'évacuer jeuit, à en croire les progressistes, lorsqu'elles reçurent du chef d'état-major syriam l'ordre de demeurer sur leurs positions en cutre les surfées montes en contre les progressistes.

Les troupes chrétiennes seraient parvennes vendredi à l'entrée sud de Tripoli. La situation des dé-fenseurs du camp palestinien de Tell-El-Zastar, assiégé depuis

vingt-six jours, est de plus en plus difficile. La radio phalangiste

ntideué, vendredi soir, que les a indiqué, vendredi soir, que les milices de droite avaient com-mencé à procéder au « nettoyage » des passages souterrains du camp.

des passages souterrains du camp.

A MOSCOU, la Prayda écrivait vendredi que « les dirigeants de l'O.L.P. ont considéré l'apparition de bataillons syriens au Liban comme un acte dirigé contre le mouvement de résistance palestinienne ». Après avoir souligné que les forces palestiniennes au Liban « étaient prises entre deux feux, les Syriens d'une part, et les formations de droite libanaises d'autre part », le quotidien soviétique

tre part », le quotidien soviétique reproche à la majorité des gou-vernements arabes de s'être con-

tentés de n'apporter qu'un « sou-

• A PARIS, M. Naim Haddad,

membre du commandement régio-nal du parti Bass irakien et pré-sident du secrétariat permanent

sident du secrétariat permanent du congrès populaire interarable de Bagdad, a mis en garde la Syrie contre la poursuite de son intervention au Liban M. Haddad a attribué à un « complot américain avec couverture française » la volonté qu'il prête à la droite libanaise d'internationaliser la crise et de procéder à la partition du pays. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter)

n deroal ∌a l'O.L.P.

AMÉRIQUES

Le roi Khaled et les présidents Sadate et Nemeiry confirme le virage à droite du régime militaire

premier ministre et ministre de la guerre en remplacement du général Jorge Fernandez Maldonado. Trois nouveaux titulaires ont été désignés pour les portejeuilles des affaires étrangères, de l'agriculture et de l'alimentation, et un nouveau ministère a été créé, celui de

M. Jose de la Puenle, sous-secrétaire aux affaires étrangères, remplacé par le général Miguel de la Flor Valle à la tête de la diplomatie péruvienne. Le général Luis Arbulu-Danez est nommé à l'agriculture à la place du général Enrique Gallegoe. Le contre-amiral Jeronimo Cafferata devient responsable de l'alimentation en rempla-cement du contre-amiral Isaias Paredes. Enfin, le nouveau ministère de l'intégration est confié au contre-amiral Jorge Dubois.

Le nouveau chef du gouvernement est âgé de cinquante-cinq ans et a assumé différentes charges au soin de l'armée péruvienne. Officier du génie depuis 1943, a a notamment été directeur de l'Ecole da génie, directeur de la logistique et directeur de l'organisation, de la doctrine et de l'instruction. Il a suivi différente cours de perfectionnement aux Etats-Unis. Ainsi que, l'indique notre corresndant à Lima, la nomination d'un nouveau premier ministre confirme l'orientation « modérée » prise par le régime « révolu-

Correspondance

Lima. — Le général Jorge Fernandez Maldonado, premier ministre, ministre de la guerre et commandant en chef de l'armée, est passé à la retraite, le vendredi 16 juillet, = à sa demande ». Cette décision insttendus a été annoncés à la fin de l'après-midi, par un bref communiqué nement a présenté sa démiss

Ces demiers temps, le général

Fernandez Maldonado était devenu. jamais, un symbole. N'était-il pas l'un des demiers représentante de la première phase du processus révolutionnaire, en difficulté au sein d'un gouvernement penchant de plus er plus vers le réalisme - politique ? Dès octobre 1968, le jeune colonel Farnandez Maldonado devenalt l'un des appuis les plus solides du président Juan Velasco, qui cherchait à imposer un train de réformes radicales à des officiers encore bien hésitants. Lorsque se crés le ministère de l'énergie et des mines, en mars 1969, il en devient le premier titulaire. Pendant six ans et demi, il développe une politique nationaliste, marquée par la récupération progressive des là aux mains des compagnies nordaméricalnes. Ne s'opposera-t-il pas en décembre 1969, an propre président Velasco, qui décide de confier à la Southern Peru Copper Corporation l'exploitation du gisement de cuivre de Cuajone ? Dans ses discours, les attaques contre l' « Impégont nombreuses, celles contre les partie politiques traditionnels aussi.

Après le coup d'Etat d'août 1975, il davient chef d'étal-major de l'armée le 31 janvier, il cumule les postes de premier ministre, ministre de la guerre et commandant en chef de l'armée. La gauche célèbre avec eatisfaction cette ascension qui la rassure. Mais à tort, cambie-i-il, le général Fernandez Maldonado accède à ce poste-cié au moment où le nouveau cours du régime paraît irréversible. Face à la crise économique qui grandit, il faut récupérer la confiance des investisseurs, freiner le processus de transformations. Les grandes réformes annoncées sont sans cesso retardées, le « plan Tupac Amaru -, qui en énonçait le programme, est bloqué, juste avant sa publication, per les officiers

Face à l'offensive de ces demiers, le général Fernandez Maldonado et ees partisans gardent le citance. Il ne faut pas prendre de décision prématurée, affirment-lis, il faut attendre que la stratégie économique conser-vatrice mise en œuvre ait démontré son incapacité à résoudre la crise. Toute division trop marquée des forces armées risque de plus d'avoir des conséquences dramatiques pour un pays isolé politiquement. Le rap-port des forces, d'allieurs, est incertain : le premier ministre compte certes des partisans au sein du gouvernement, mais les chefs de région militaire, ceux qui commandent directement les troupes, le considèrent avec méliance.

Maigre sa modération, il est critiqué par les officiers conservateurs, qui estiment que sa présence à la tête du gouvernement rend difficile l'application de la nouvelle stratégie économique. Les mesures d'austérité de la fin juin achèvent d'alourdir l'atmosphère. Les officiers nationalistes affirment, mécontents, qu'elle portent le sceau du Fonds moné taire international. Leurs conséquen ces sociales, de plus, risquent d'être

Le général Fernandez Maldonado, celle fois, passe à la contre-offensive. Le mercredi 7, il convoque une réunion des généraux. Au général Carlos Bobbio, chei du centre d'instruction militaire, qui développe le programme des officiers conservetaura, il répond en dénonçant la préparation d'un complet contra-révolutionnaire. Le landemain, une nouvelle réunion rassemble cette fois les colonels, auxquels le premier ministre réitère ses accusations. Le vendrodi, il présente au président,

Le général Guillermo Arbulu a été nommé, le vendredi 16 juillet,

tionnaire » péruvien.

qui le signe, l'ordre de mise à la retraite du général Bobbio. La rébeilion de ce dernier a fait long feu : malgré de longues heures d'incertiisolé. La marine, flef de la tendanc conservatrice, se contente de lever l'ancre dans la soirée du vendredi et d'attendre au large la suite des

Le genéral Fernandez Maldonado semble donc avoir gagné la première manche. Son succès mécontente un peu plus ses adversaires politiques : ces demiers estiment-ils - avoir été trompés» ou sont-ils mécontents d'avoir vu éventé prématurément un complot en cours d'élaboration ? La marine adresse secrètement un ultimatum demandant des éclaircissement Immédiats 'sur l'« affaire Bobblo ». Plusieurs officiers de l'armée de terre expriment leur mécontentement. Les ions sur le président, le général Francisco Morales Bermudez, se font de plus en plus fortes. Ce demier se voit en fin de compte obligé de sacrifier son premier ministre. Est-ca tout le processus révolutionnaire qui

THIERRY MALINIAK.

A Ryad

entendent isoler le colonel Kadhafi

De notre correspondant

Le président Sadate, accompagné du général Gaajar El Nemeiry, chef de l'Etat sou-danais, devait se rendre le samedi 17 juillet à Ryad pour y avoir trois journées d'entretien avec le roi Khaled d'Arabie Scoudite.

Le Caire. — La rencontre entre le roi Khaled et les présidents Sadate et Nemerry a notamment pour but d'étudier les moyens de « mettre en quarantaine » le colone! Kadbaff. Le soutien que ce dernier a sans doute apporté à M. Seddik El Mahdi, dirigeant du parti soudanais de l'Oumma (communauté musulmane, mou-vement à l'origine de la conjura-tion du 2 juillet dernier qui a failli emporter le régime de Khar-toum), a fait senitr au président Sadate le danger qu'il y aurait pour l'Egypte actuelle d'avoir sur ses arrières un régime pro-libyen et, partant, pro-soviétique. Les relations soviéto-libyennes se sont améliorées au fur et à (communauté musulmane, mou-

mesure que se détérioraient les rapports entre Le Caire et

Les présidents Sadate et Ne-meiry feront valoir aux dirigeants meiry feront valoir aux dirigeants saoudiens que Ryad serait, tout autant que Le Catre, dans une situation inconfortable si un régime pro-libyen, était instauré à Khartoum. Une aide financière accrue sera donc demandée au roi Khaled par les deux présidents, estime-t-on au Caire, afin d'améliorer la situation économique qui, tant en Egypte qu'au Soudan, est le point faible des régimes en place.

L'axe pro-occidental Ryad-Le Caire a déjà un allié à Khartoum. Il pourrait bientôt en avoir un second à Damas. La Syrie serait, en effet, exaspérée par le rôle des Libyens au Liban, et elle ne demanderalt qu'à s'associer, assure-t-on ici, à une « croisade diplo-matique » contre « le petit tyran de Tripoli ».

Le <New York Times> accuse la Libye de préparer l'assassinat de dirigeants arabes

Dans un article signé par Bernard Weinraub et daté de Londres, le New York Times écrit : « Un vaste réseau terroriste, s'étendant sur le Proche-Orient, l'Afrique et l'Europe, est entraîne. armé et financé par le colonel Kadhafi».

Le quotidien assure que « le président Sadate et nombre d'au-tres sont convaincus du rôle joué par le colonel Kadhaji, qui attise des menées révolutionnaires et fomente des tentatives d'assassi-nat contre les hommes d'Etat et les diplomates des pays cherchant à parvenir à un règlement avec

Le New York Times ajoute : « Le colonel Kadhafi a récem-ment mis sur pied un commando, qu'il contrôle personnellement et fait entraîner dans un camp

proche de Tripoli. Ce groupe est chargé d'assassiner M. Sadate, le président Bourguiba et son premier ministre, d'enlever un ancien collaborateur de M. Ka-dhafi réfugié au Caire. »

Le quotidien cite quelques ap-réclations portées récemment par des hommes d'Etat sur leur col-lègue libyen. Le président Sadate le tiendrait pour « malade à 190 % et possédé par le démon », le chah d'Iran verrait en lui un cissa d'iran verrait en mi un a cingle » et le président Nemeiry a une personnalité dédoublée dont les deux parties sont mau-vaises ». Enfin, le régime libyen accorderait à ses amis des aides considérables : 50 millions de dollars à des forces de gauche au Liban, 100 millions au groupe palestinien extrémiste Sep noir, etc.

Liban

Une grande offensive contre Beyrouth-Ouest serait imminente

Le décision des Etats-Unis à Damas, « la Syrie n'ayant pas le réduire au minimum leur tenu ses promesses concernant le représentation diplomatione de réduire au minimum leur représentation diplomatique à Beyrouth et de demander à tous leurs ressortissants de quitter le Liban, a suscité une vive inquiétude dans la capitale libanaise. Selon l'Associated Press, qui cite des sources officielles américaidemeureront sur place la semaine prochaine, contre deux cent cinquante avant le début de la guerre civile. Il se pourrait même que M. Talcott Seelye, arrivé au Liban il y a à peine un mois, quitte Beyrouth. Depuis qu'il a remplacé l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Francis Meloy, assassiné début pris contra la contra de la contra del la contra de la contra del la contra de la contra de la contra de la contra de la contra del la contra de la contra del la contra de la contra del la contra nes. Washington croit qu'une offensive généralisée contre Beyrouth-Ouest est immi-

Les principaux chefs de la résis-tance palestinienne ont annoncé vendredi 16 juillet à Beyrouth, à l'issue d'une réunion avec le commandant Jalloud: premier minismannant sanous, premer minis-tre libyen, qu'ils a poursuivront la lutte contre le complot américano-syro-isolationniste ». Les Pales-tino-progressistes estiment que la priorité devrait être donnée à la solution des questions internes, les relations syro-palestiniennes étant examinées ensuite.

La résistance palestinienne a confirmé que M. Yasser Arafat ne se rendrait pas personnellement

CORRESPONDANCE

été victimes.

Je me permets de remarquer que vous avez décrit le B'Nai B'Rith comme une organisation représentant le judaisme américain. Ceci est inexact et pourrait laisser croire à vos lecteurs que

M. Robert Waring, son conseiller économique, M. Seelye n'a pas pu, en dépit de ses efforts, rencontrer les dirigeants de la communauté chrétienne, l'ambassade étant située à Beyrouth-Ouest. On a l'impression dans la capitale libanaise que les Etats-Unis tiennent pour acquis l'échec des négociations entre Syriens et Palestiniens et s'attendent à une assuravation de la situation.

M. Gabriel Vadnal nous écrit :

Le B'Nai B'Rith français est une association française selon la loi de 1901, ayant pour but de repré-senter ses membres français, per-sonnalités actives des communautés juives françaises (1).

(1) Nouvalle adresse : BNai BRith. 21, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, tál. 824-46-40.

A propos du B'Nai B'Rith

nen l'ordre de demeurer sur leurs positions. En outre, les unités sy-riennes qui se sont retirées, mer-credi, des hauteurs proches de Salda ont, toujours selon les pro-gressistes, maintenu une douzaine de chars à la sortie est de Jezzine, à vingt-cinq kilomètres environ à l'est de Salda. Vous avez brièvement rendu compte dans votre édition de samedi (le Monde daté 11-12 juil-let) de l'attentat dont nous avons

c'est la raison qui a pu provoquer cet attentat.

LE MONDE TRAVERS

Cambodge

• UN APPEL A LA RESIS-TANCE ANTICOMMUNISTE. — Le colonel Souvatthana, qui - Le colonel Souvatthana, qui dirige le mouvement anticommuniste cambodgien, a déclaré, vendredi 16 juillet, à
Paris, que « le nombre de maquisards, estimé à cent trentecitiq mille il y a six mois,
augmente sans cesse », mais
que la plupart des opposants
ne sont pas armés. Il a, d'autre
part, affirmé que le général
Chantarangsey, dont la mort
avait été armoncée il v a avait été amoncée il y a quelques mois, est « en vie et fort actif ».

Colombie

• LA DIRECTION L'AGENCE UNITED PRESS INTERNATIONAL a accepté INTERNATIONAL 2 accepte le transfert dans un autre pays du responsable de son bureau de Bogota, M. Pieter Van Bennekom, en échange de la promesse du gouvernement colombien de « reconsidérer » son ordre de fermeture du bureau — décidée à la suite de la transmission par entreur de la transmission par erreur d'une dépèche annonçant l'assassinat du président Mi-chelsen -- (UPI.)

Espagne

● LES NEGOCIATIONS entre la fraction « historique » et la fraction « rénovée » du parti socialiste ouvrier espagnoi (P.S.O.E.), en vue d'une éventuelle réunification, ont échout vendredi 16 juillet. « Tant que les nouvelles conditions du sections historique servous mainles nouvelles conditions du secteur historique seront maintenues, il n'y a aucune possibilité d'entente », indique un communiqué du secteur « rénové », dont le secrétaire général est M. Felipe Gonzalez. « Les nouvelles conditions » dont fait état de communiqué processant l'argence formulaire. concernent l'exigence formulée par le secteur « historique » que l'autre faction du parti mette fin à ses relations avec le parti communiste espagnol au sein de la Coordination démocratique. — (A.F.P.)

Etats-Unis

- LE DIRECTEUR DU FRI. M. Clarence Kelly, a décharge de ses fonctions, le vendredi de ses fonctions, le vendredi
 16 juillet, son adjoint, M. Nicholas Callahan. à - la suite
 d'une enquête sur des cambriolages organisé, il y a quelques
 années, par le F.B.L lui-même.
 M. Callahan travaillait depuis
 quarante ans dans cette branche de la police américaine.
 — (A.F.P.)
- L'AMBASSADEUR DE TCHE-COSLOVAQUIE AUX ETATS-

été accusé d'être un espion au service de l'Union soviétique, en avril dernier par une sous-commission du Sénat, a-t-on appris récemment de source sénatoriale.

Au cours des auditions, de-All cours des audicions, de-vant la sous-commission sur la sécurité internationale, M. Frantisek August, qui avait choisi de vivre aux Etats-Unis en 1959 après quinze ans d'ac-tivités au sein des services de elonement tchécoslova a formellement accusé M. Johanes de travailler pour le K.G.B. soviétique. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

- M JOSEPH FAYET, un Fran-cais originaire de Manosque, condamné par le tribunal de Plymouth (Devon) à trois mois de prison ou à 250 livres d'amende pour avoir Illégale-ment introduit un cochon d'Inde en Grande-Bretagne, a finalement été libéré vendredi 16 juillet. En effet, la législa-tion antirabique britannique, depuis une loi de 1975, vise, en plus des animaux domestiques, plus des animaux domestiques, tous les « mammifères à sang chaud ». — (AFP.)
- UN CHALUTTER SOVIETI-QUE, l'Arinas, a été atraisonné vendredi 16 juillet au large de Newcastle (nord-est de l'An-gleterre) pour avoir enfreint la réglementation sur la pêche dans les éaux territoriales bri-tanniques. Le capitaine a été condamné à une amende de 200 livres nour n'avoir nes condamne a une amende de 200 livres pour n'avoir pas rangé ses filets alors que son navire se trouvait à l'intérieur das eaux anglaises. Sa prise, d'une valeur de 200 livres environ, a été saisie. — (Reuter.)

Inde

LE MENSUEL POLITIQUE ET ECONOMIQUE «SEMINAR» a cessé de paraître parce que, a déclaré son directeur, M. Romesh Thapar, les antorités lui ont notifié de se sonmettre à la censure dans l'intérêt de α la défense civile, de la sécurité publique et du maintien de l'ordre ». Revue d'une haute tenue. Seminar était l'une des teme. Seminar etaut rune des rares publications indiennes à avoir conservé, en dépit des restrictions à la liberté de la presse imposées par l'état d'ur-gence, un ton critique à l'égard du gouvernement de Mine Gandhi.

Thailande

 LES AMERICAINS ONT RES-TITUE, jeudi 15 juillet, aux Thaflandais le port de Sattahip. Le 20 juillet, date fixée pour le retrait du personnel militaire américain de Thailande, il ne

restera plus, dans ce pays, que deux cent soixante-trois milides négociations se poursuivent entre les États-Unis et la Thallande, en vue d'autoriser les avions militaires américains is a faire escale à la base de Takhli, pour se ravitailler en carburant et faire effectuer des réparations urgentes.— (A.F.P.)

Turquie

LE GOUVERNEMENT SOVIE-TIQUE a qualifié d'« acte inamical» le refus par la Turquie d'extrader deux ressortissants soviétiques d'ori-

Union soviétique

 M. GUSTAV HUSAK, chef du parti et de l'Etat tchécoslo-vaque, est parti le 16 juillet pour l'U.R.S.S., où il passera, comme chaque année, ses vacances - (Reuter.)

gine lituanienne qui avaient quie en 1970. Les deux hommes ont d'ailleurs rêcemment unité la Turquie pour l'Ita-lie, après avoir purgé la peine à laquelle ils avaient été condamnés. Le détournement avait coûté la vie à l'hôtesse de l'air soviétique. — (U.P.I.)

Dans une mise au point publice vendredi par l'Orient-le Jour, l'ambassade d'URSS. à Beyrouth oppose un a démenti catégorique aux informations parues dans certains journaux en ce qui concerne le rôle d'experts so-viétiques dans l'exécution de pro-

viétiques dans l'exécution de projets militaires au Liban, ainsi que
l'expédition d'armes prétendument destinées à certannes parlies
libanaises ou à la résistance palestinienne s.
L'Orient-le Jour avait fait état,
jeudi, d'informations diplomatiques transmises à la présidence
de la République, selon lesquelles
l'U.R.S.S. livrerait prochainement
des armes à la résistance palestinienne — (A.F.P.)

● Une délégation du secréta-ria; permanent du Congrès popu-laire arabe, dirigé par M. Naim Haddad, a été reque vendredi 16 juillet au siège du parti socia-liste par MM. Daniel Jospin, Claude Estier et Didler Motchane, Ciaude Estier et Didier Motchane, membres du bureau exécutif. Les membres des deux délégations ont échangé leurs points de vue sur la situation libanaise. Le parti socialiste a exprimé « sa grave préoccapation devant l'évolution dramatique du conflit libanais ».

● La compagnie libanaise T.M.A. s'installe à Londres. — La société libanaise Trans Mediterranean Airways (T.M.A.), principale compagnie de fret aérien du Proche-Orient, a décidé de transfèrer son siège principal de Beyrouth à Londres, a amoncé le quotidien libanais As Saftr.

● Le bureau politique du mou-pement démocrate socialiste de France (M.D.S.F.) considèrs qu'à « l'internationale du terrorisme, au brigandage politique avec prise d'otages, rien ne pouvait mieux répondre que l'audacieux raid is-raélien en Ouganda ». En consé-quence, il adresse « le témoignage de sa totale solidarité à cette action de la nation israelienne qui a donné l'exemple de la tucidité et du courage sans lesqueis les démocraties ne pourront pas sur-

LEON BLUM

Le pouvoir **PAR PHILIPPE BAUCHARD**

ARTHAUD

Maroc

Le secrétaire général de l'Istiqual est satisfait de la politique d'ouverture du roi

Rabat (A.F.P.). — Le climat politique au Maroc est à la défente après l'annonce, le 8 juillet, par le roi Hassan II, d'élections pro-chaines, a sou ligné, vendredi 16 juillet à Rabat, dans une inter-view à l'A.F.P. Me M'Hamed New a l'Alf-P. Me Milaneu
Boucetta, secrétaire général du
parti de l'Istiqial (opposition).
«Le roi, a dit Me Boucetta, a
répondu à noire appel et nous a
donné satisfaction. Nous souhustons que ce qui a été annoncé
puisse sa réaliser et que les élections se déroulent dans l'authen-ticité et la sincérité. Plusieurs

La fension entre Nairobi et Kampaia

LONDRES LIVRERAIT DES ARMES AU KENYA

Le marécha! Amin surait inspecté, dans la matinée du vendredi 16 juillet, les troupes ougandaises stationnées près de la frontière ougando-kenyane. Des voyageurs, arrivés à Nairobi, venant de Kampala, font état, d'autre part, d'importants mouvements. tre part, d'importants mouvements le long de cette

De son côté, le maréchal Amin a demandé aux gouvernements zalrois, ruandais et soudanais d'intervenir auprès de Nairobi pour que le Kenya rouvre sa frontière et laisse passer les marchandises à destination de son pays, notamment les produits pétroliers. Le chef de l'Etat ougandais a, d'autre part, autorisé la police à arrêter tout ressortissant britannique oui critiquesant britannique qui critique

● A LONDRES, le gouvernement britannique s'apprêterait, à la demande urgente du président Kenyatta, à envoyer dans les prochains jours au Kenya des pièces d'ét a c hée s d'avion, des armes et des munitions, pour lui permettre de faire face à une éventuelle attaque ougandaise. — (Reuter, A.F.P., U.P.I., Times.)

conditions sont pour cela requises.

Il faut que cessent toutes les
pressions de l'administration et que scient revisées les listes élec-torales. Il faut aussi que soit abolie la censure qui s'exerce quo docte la censure qui sezzere quo-tidiennement sur nous. C'est en fonction de lout celu que nous déciderons ou non de participer aux élections. »

aux élections.
M' Boucetta s'est déclaré favorable à . un regroupement des
jorces nationales » et à la renaissance de la Koutlah al Watania
(Front national), qui s'était
formée jadis entre son parti et un
autre mouverrent de l'opposition,
l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), dont est née une
formation rivale, l'Union socialiste
des forces populaires (U.S.F.P.),
d'irigée par M' Abderrahim
Bouabid (1). Le secrétaire général
de l'Istiqial a dit à ce propos: Bouabid (1). Le secrétaire général de l'Istiqial a dit à ce propos:
a Mon parti est disposé à jouer, en l'occurrence, le rôle de trait d'union. Nous en discutons actuellement bilatéralement, d'une part avec l'UNIP, et d'autre nart avec l'USIP, s

« La mise en place d'une nou-velle Chambre des représentants, a indiqué M' Boucetta, devrait-être un point de départ permet-tant d'aborder les grands pro-blèmes qui se posent au peuple marocam: hausse des prix, tra-vail, enseignement, logement, stc. » Il a condamné très fermement Il a condamné très fermement défense, M. Gichuru, a lancé une sévère mise en garde à l'Ouganda, affirmant que le Kenya n'attaquerait pas le premier mais réagirait à toute « agression ». Si les soldats ougandais osent « pénétrer, même d'un pouce, en territoire kenyan. Ils seront écrasés sur-le-champ » a-l-il déclaré.

Il a condamné très fermement l' « expansionnsme algérien » « L'Algérie poursuit son offensive sur tous les fronts, a-t-il déclaré.

Nous ne pouvons lui laisser le choix de l'initiative. C'est grave, cur cela peut mener à une confrontation. L'Algèrie doit sa voir que nous n'accepterons namais que notre Sahara serve de monnaie d'échange contre des territoires marocains encore occurpės par elle. » Parmi ceux-ci. M° Boucetta a cité Tindouf. Bé-

char, la Saoura, le Touat et le

Hoggar.

Interroge au sujet des procès qui se déroulent au Maroc M' Boucetta a déclaré qu'il s'agissait de « régulariser » une situation déjà ancienne et d' « assituation dejà ancienne et d'« assainir » le climat pollitique dans
l'optique des futures élections. Il
a révélé que les partis de l'opposition avaient remis en décembre
une note au premier ministre,
M. Ahmed Osman, demandant
qu' « on en finisse avec cette
question ». « Tout nous donne à
penser, a ajouté M° Boucetta,
que les procès en cours se déroulent correctement et que les
droits de la défense sont respectés. »

LA DÉMISSION DE M. ALI AREF

LA DÉCLARATION A L'AÉROPORT D'ORLY

J'étais devenu gênant pour les partisans de l'annexion du territoire >

M. Ali Aref a déclaré samedi 17 juillet à Orly : « Les défec-tions qui se sont produites dans les rangs de la majorité gouver-nementale au cours des dernières nementate du cours des derneres semaines ne mettent pas définitivement en question cette majorité, mais elles dénotent une volonté délibérée de destruction qui m'amène à présenter ma démission de la présidence du gouvernement.

Après avoir évoqué « le désir de

Après avoir évoqué a le désir de changement qui se manifeste aujourd'hui ». M. All Aref a poursuivi : a J'ai surtout incarné la
volonté de noire peuple de vivre
libre jace aux véllettés d'annexion
qui se manifestaient à nos frontières et, au terme d'une évolution
normale chez un Africain, j'ai incarné la volonté des Afars et des
Issas de construire une nation
indépendante sur leur sol natal
(...) C'est en cela que je suis devenu génant et cela explique que,
n'ayant pu m'éliminer physiquement, les partisans de l'annexion
aient mis tout en œuvre pour déaient mis tout en œuvre pour dé-sagrèger la majorité qui m'avait jusqu'alors fait confiance. 'S Après avoir indique qu'il avait

apres avoir indique du la avair conscience d'avoir atteint la plu-part des grands objectifs que s'était fixés son équipe, M. Ali Aref a exprimé sa reconnaissance aux fonctionnaires et agents aux ionicionnaires et agents métropolitains, esans lesquels le TFA1. n'aurait pas atteint son stade actuel de développement n. Pariant de l'armée, M. Ali Aref a déclaré: « Je n'aurai garde d'oublier de mentionner son rôle inticent donc noire territoire. d'oublier de mentionner son rôle éminent dans notre territoire, tant pour la protection qu'elle nous a assurée que pour sa parti-cipation à la réalisation de tra-vaux d'intérêt général et pour l'impulsion déterminante qu'elle a apportée à notre économis. Quant à mon, en ma qualité de député et de chej de l'Union nationale pour l'indépendance, je continuerai à mener le combat pour que vive noire territoire, et pour qu'il ac-cède à l'indépendance réelle dans l'ordre et l'unité, qui peut, seule, garantir l'avenir de toute la popu-

garantir l'avenir de toute la popugarantir l'avenir de toute la popu-lation. »
En réponse à des questions, M. Ali Aref a affirmé que les libertés de presse et d'opinion ont désormais disparu à Djibouti. « l'opposition faisant la loi », et qu'il n'avait lui-même pu s'expri-mer librement. Au sujet de la «table ronde» déci-dée par l'Organisation de l'unité

dée par l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) sur l'avenir du territoire, et qui doit se tenir début août à Accra, M. All Aref a préconisé que l'union de toutes

L'ancien président du conseil

du gouvernement

les tendances se réalise avant la constitution d'un hypothétique gouvernement de coalition. a Je reste Ali Arej, a-t-Il pour-« Je reste Ali Arej, a-t-Il pour-suivi. Je sus en France pour me reposer quelque temps avant de reprendre mon combat au sein de l'UNI, ajin d'éviter le chaos avant et après l'indépendance et pour éviter suriout le génocide des Ajars, qui a malheureusement commencé. »

« Ma fidélité à la France π a pas tecu de réponse. l'en suis décu. C'est le joit de certaines personnes, mais heureusement pas

Né en 1934, à Dibouti, M. All Aret Bournen appartient à l'une des grandes tamilles

du territoire. Artière - petit - liis

d'Aboubekr Pacha, fun des par-

Usans de l'implantation-française

à Obock, en 1861, il appartient

à l'ethnie Alar. Ancien monteur d'-seignement, titulaire du certi-licat d'études, il est élu, dès

1957 à l'Assemblée territoriale dans la circonscription de Tad-

Jours-Obock, et milite pour le

maintien du statut irançais de

Dilbouti. Il est réélu en 1958,

mène une vigoureuse campagne

en faveur de la nouvelle Consti-

tution, se prononce pour la statut

de « territoire trançais d'outre-

mer > quand le choix de formule

d'association de Dilbouti à la

France est soumis à l'Assemblée

territoriale, en décembre de la

En juin 1960, il succède à

M. Ahmed Dini au posta de vice-

nement. En novembre 1963, pré-

sentant sa propre liste, il est

réélu conseiller territorial le Tadjoure et maintenu dans ses

tonctions. Il mobilise ses parti-

sans-en taveur du général de

Gaulle lors des élections or : i-

dentielles de 1965. Il démissionne cependant de ses ionations gou-vememantales en adobre 1966,

ÉDUCATION

président du consell de gouver-

Une page tournée

(Suite de la première page.)

Il fut contraint de les mettre en liberté quelquas jours après que la Ligue eut organisé dans le caime une grande ma-nifestation M. All Aref, obéissant sans doute à d'insistants consells sans doute à d'insistants consells donnés par Paris, changes alors de tactique et se déclara prêt à entamer le dialogue avec ses adversaires et à participer à une a table ronde a qui réunirait tous les partis et les mouvements da libération du T.F.A.I. avant même le référendum sur l'indépendance. Il annonçait même un assouplissement de sa position concernant le maintien d'une coopération privilégiée avec la France : il renoncerait au maintien de la base militaire française de Djibouti si l'O.U.A. donnait des

qué la visite du général de Gaulle à Dilbouti.

Il n'en consacre pas moins

tous sea efforts à la campagne

dum de mars 1967, qui doi: déci-

der du maintien du territoire au sein de la République trançaise.

Après la victoire de ses parti-sans, M. Ali Arei retrouve en

avril son poste de vice-président

et en juillet, avec la mise en

piace du nouveau statut du terri-

toire, li devient président du

En décembre 1975, après que

le gouvernement français eu i

reconnu la vocation du T.F.A.J.

cette solution, ne l'admettant ca-

pendant que dans le mesure où elle sere garantle par une pré-

sence militaire française dans le

Territoire. Cette prise de position

ini vaut de devenir la cibie de

tous les mouvements d'opposi-

tion du T.F.A.I., qui réclament

son départ pour engager avec le France les négociations de-

vant aboutir à l'indépendance

M. Ali Arel a épousé à Diibouti en novembre 1971 une institutrice trançaise, Mile Régine Soulié.

conseil de gouvernement.

garanties sérieuses sur la sécurité du territoire et le respect de ses frontières.

frontières.

Ces tentatives devaient tourner court. Le 29 mars, deux députés annonçaient qu'ils rejoignalent les treize parlementaires de l'opposition. La Ligue populaire durcissait sa position. Elle annonçait, le 13 avril. qu'elle appellerait la population à boycotter le référendum si M. All Aref ne donnait pas sa démission. Le 2 mai, de sangiants incidents marquaient l'arrivée à Tadjourah, seconde ville du Territoire, d'une mission de l'O.U.A. Après avoir tenté d'arracher des banderoles portant des slogans hostiles au président, la garde territoriale ouvrait le feu sur les militants de l'opposition, tuant l'un d'entre eux et en blessant cinq autres.

Répub

Démission de deux ministres

Cette fusillade entraînait la démission de deux membres du gouvernement, tandis que plu-sieurs députés abandonnalent à leur tour le camp de M. Ali Aref. Fin mai, M. Olivier Stim entreprenaît à Paris des consultations pour essayer de dénouer la crise. Mais les négociations devaient achopper sur le refus de M. Aref de se dessaisir de ses fonctions. Finalement, le 8 juin. les représentants des trois for-mations politiques du T.F.A.I., l'Union nationale pour l'indépen-dance (UNI) de M. Ali Aref, l'opposition parlementaire et la Ligue populaire de MM. Dini et Gouled signaient séparément trois déclarations identiques sur

Le lendemain, un député de la Chambre, M. Samod Farah Khatre, jusqu'alors partisan de M. Aref, décidait de rejoindre

Il ne devait pas cependant donner suite à cette proposition, espérant sans doute qu'une négocia-tion pourrait encore être engagée avec ses adversaires. Dans la nuit du 9 au 10 juillet, un violent affrontement entre ses partisans et des membres de la LPAI.
faisait dix morts et cinquante
blessés et mettait fin à ses espoirs de rétablir la situation à

DANIEL JUNQUA.

l'accession de Djibouti à l'indé-pendance. Cependant, M. All Arcf déclare que le représentant de son parti avait été abusé.

M. Aref. décidaté de rejoindre l'opposition, qui devenait majoritaire. Quelques jours plus tard, le chef du gouvernement déclarait à Paris qu'il n'attendrait pas le dépôt d'une motion de censure pour abandonner le pouvoir et qu'il était prêt à se retirer a dans l'intérêt superieur de la nation ».

son profit. Le haut commissaire de la République décida donc de convoquer pour le 22 juillet la Chambre en session extraordinaire. M. All Aref, sachant qu'il serait mis en minorité, a préféré donner sa démission.

République

Sud-Africaine LA POLICE INTERDIT AUX BLANCS

de pénétrer DANS LA VILLE NOIRE

DE SOWETO (Correspondance.)

(Correspondance.)

Le Cap. — La police sud-africaine
a interdit aux Blancs de pénétrer
dans l'agglomération noire de
Soweto, proche de Johannesburg.
où de violentes émeutes se sont
produites le mois dernier. Après
l'annonce, par le ministre de la
justice et de la police, M. Kruger,
que des aggitateurs o incitent la
population noire à provoquer de
nouveaux troubles, les patroulles de
police out été renforcées dans la
ville. « Nous ne pouvons garantir la
sécurité des personnes se rendant à
Soewto n, a expliqué un fonctionnaire pour justifier l'interdiction
faite aux Blancs de pénétrer dans
cette ville d'un million et demi d'habitants. Les autorisations de circuler
à Soweto ont même été retirées aux
prêtres, aux médecins et aux travailleurs sociaux.

Dans les régions de Pretoria et de

Dans les régions de Pretoria et de Johannesburg. la police a été mise en état d'alerta. Selou les autorités, des « éléments subversifs » espéraient profiter de la réouverture des écoles pour déclencher de nouveaux désordres Pour cette raison, les écoles resteront fermées jusqu'à nouvel ordre.

Le ministre a, d'autre part, annoncé la mise en vigueur d'une nouvelle loi sur la neconité interne »,
selon laquelle toute personne sonpconnée de fomenter des troubles peut
être piacés en détention préventive,
et l'on s'attiend dès à présent à de
nouvalles arrestations. Déjà, neuf
dirigeants de deux organisations noires, la SASO (Organisation des
étudiants sud-africains) et la B.P.C.
(Convention des pennies noirs), ont (Convention des peuples noirs), ont tous les rassemblements — les ren-contres sportives exceptées — seront

MÉDECINE

LA DÉFINITION DE LA POLITIQUE DE SANTÉ

Renforcer la fonction du généraliste

La fonction du médecin tion des hôpitaux et a l'organisa-généraliste sera préservée et ren-tion d'une liaison plus étroite forcée : c'est l'une des décisions prises par un conseil central de sociale : prises par un consen central de planification, qui, réuni vendredi 16 juillet à l'Elysée, sous la pré-sidence de M. Valèry Giscard d'Estaing, a fixé les orientations générales de la politique de santé pour les années à venir (1). Outre le chef de l'Ette partiapaient à pour les années à venir (1). Outre le chef de l'Etat, participalent à ce conseil M. Jacques Chirac, premier ministre, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, M. Michel Dura-four, ministre du travail, Mme Si-mone Veil, ministre de la santé, M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, et M. Jean Ripert, commissaire au Plan.

Ce conseil de pianification, in-dique-t-on à l'Elysée, a constaté que le maintien dans l'avenir que le maintien dans l'avenir du système de santé français, fondé sur le libre choix des malades, était subordonné à une malatise accrue des moyens affectés à la santé, qui nécessite les efforts conjugués de tous les intéressés

intéressés
Selon le porte-parole de l'Elysée, le conseil a décidé que
l'effort en matière de santé devait
être orienté dans trois directions: Rendre l'accès aux soins médicaux plus facile pour les plus défavorisés, grâce àé l'améliora-

SOCIÉTÉ

• « Si tu veux la paix, dejends la vie », tel est le thème choisi par Paul VI pour la dixième Journée mondiale de la paix, qui sera célébrée le 1ª janvier 1977. L'avortement est désigné comme « un des trois ennemis de la paix, avec la guerre et la faim », indique un document du Saint-Siège, qui met en garde contre « le risque incalculable d'extermination en chaîne que l'oubli du nation en chaîne que l'oubli du caractère sacré de la vie porte en soi. On en connaît déjà les conséquences: camps de la mori, ma-nipulations génétiques, moyens contraceptifs, euthanasie et toutes les farmes de discrimination ».— (AFP.) donné. A l'avenir, le témoignage d'un mariage heureux pourrail s'harmoniser aussi avec l'exercice

A Bruxelles

LE CONSEIL PRESBYTERAL FRANCOPHONE SE PRONONCE POUR DE MULTIPLES FORMES DE MINISTÈRES ORDONNÉS

Le conseil presbytéral francephone de Bruxelles a voté récemment par 14 « oui » et 1 « oui
ment par 14 « oui » et 1 « oui
ment par 14 » oui » et 1 « oui
motion où on lit
motion d' oui
ministère presbytéral. Il nous
semble que vouloir maintenir à
tout priz le lie nobletoire entre
presbytéral et célibat revient aujourd'hui à accorder plus d'importance au célibat qu'à la tâche
presbytérale elle- mê me. Par
motion de Bruxelles avec nous
pour de presbytéral et celibat qu'à la tâche
presbytéral elle- mê me. Par

sociale :

— Développer une politique de prévention portant sur les conditions et les habitudes de vie : l'éducation sanitaire sera déve-loppée, ainsi que le dépistage des maladies, en mettant l'accent sur les affections les plus graves et les populations les plus menacées: les populations les plus menacies;

— Mieux adapter l'appareil de soins aux aspirations de la population, notamment par la préservation et le développement de la fonction de généraliste dans l'organisation médicale.

Les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs, indiqueton toujours à l'Elysée, seront préparées par le ministre de la santé au cours des prochains mois.

phone de Bruxelles a voté recem-ment par 14 « oui » et 1 « oui

mais » une motion où on lit

notamment

a Pour que l'Eucharistie soit
célébrée selon la richesse de
toutes les différences que nous
connaissons dans la société
contemporaine, il faudrait prévoir
une grunde diversité de formes
pour les ministères ordonnés : des
engagements à vie et des engagements temporaires, des prêtres
maries et celibataires, hommes et
femmes, engagés professionnelle-

nures et cenouaures, nommes et femmes, engages professionnelle-ment et permanents dans l'Eglise. Le temoignage d'un célibat heureux est une véritable richesse

dans l'exercice d'un ministère or-

notamment :

CINQ DÉCRETS AMÉLIORENT LA COUVERTURE SOCIALE DES MÉDECINS DES HOPITAUX

Cinq décrets, datés du 9 juil-let et parus au *Journal officiel* du 17 juillet, améliorent le régime social (congés maladie et retraite) social (congés maladie et retraite) de plusieurs catégories de médecins des hôpitaux publics (praticiens à plein temps des centres hospitaliers ne faisant pas partie des centres hospitaliers universitaires, à l'exception des hôpitaux ruraux; praticiens des cadres hospitaliers temporaires d'anesthésiologie et d'hémobiologie; médecins à temps partiel de certains centres hospitaliers; attachés des établissements d'hospitalisation publics). Ces mesures, réclamées depuis longtemps par les intèresés et qui concernent près de vingt mille médecins, alignent en bien des points leur couverture sociale sur celle des agents de la fonction publique.

contre, ouvrir l'exercice des res-ponsabilités presbytérales à l'état de vie du mariage manifesterait quel prix l'Eglise attache à cette forme du service de la commu-

nauté qu'a voulue le Christ et dont il ne veut pas que son peuple soit privé s [Rappelous qu'un conseil presby-téral — dont la création a été pré-

conisée par Vatican II — constitue l'organe réprésentatif officiel des prêtres d'un diocèse et qu'il jouit d'un pouvoir consultatif auprès de

l'évêque, en l'occurrence le cardinal

Polémique à l'Institut pédagogique à propos d'une revue sur les immigrés

L'intersyndicale (C. F. D. T., L'hebdomadaire Minute avait, à C.G.T., FEN) de l'institut national de recherche et de documentation pédagogique (LN.R.D.P.), vient de protester une nouvelle fois après la parution du numéro 170 de « cette occasion à l'IN.R.D.P., la parution du numéro 170 de « cette botte d'où est sorti tout le classe ». Une partie du numéro de cette revue pédagogique, dont le tirage atteint quatre vinet mille exemplaires, est consacrée à « l'interpretation de cette revue de la comme « un article d'intoxication antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était pris à cette occasion à l'IN.R.D.P., antifrançais » et Rivarol s'en était exemplaires, est consacrée à « l'in-sertion des immigrés dans la so-ciété française ». Elle est qualifiée : de « jaux dossier » par l'intersyn-dicale, qui invite les enseignants à protester.

La polémique avait commence au mois de novembre de l'année dernière, après la parution d'un numéro spécial de « Textes et documents pour la classe » (n° 153) consacré aux « travailleurs immigrés en Francs » (le Monde des 13 et 21 novembre 1975). La parution de ce numéro avait déclenché de violentes réactions dans une partie de la presse.

● M. Pierre Simon, membre du bureau national du parti radical, se l'élicite de l'homélie de Mgr Elichinger, évêque de Strasbourg, démonçant « la sacralisation de la luite des classes » (le Monde du 13 juillet). Il explique : « L'institution spirituelle de l'Eglise à la dérive n'a pas de secours à attendre de matérialistes qui eux-mêmes peinent à remonqui eux-mêmes peinent à renon-ter le courant. « Sacratisation de la lutte des classes » ou espérance marxiste conforme aux Evangiles, le manichéisme dénoncé par l'évêque de Strasbourg subsiste. »

mai qui depuis vingt aus, a pourri noirs enseignement a.

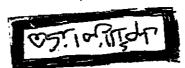
Le 31 octobre 1975, M. René Haby adressait aux chefs d'établissement une circulaire indiquant a qu'un numéro plus complet serait substitué à cette livratison » et leur demandant de ne pas utiliser le numéro incriminé. Le ministre de l'éducation estimait que le numéro de « Textes et documents pour la classe » « étagé par des informations d'origine insuffisamment diversifiée », donnait « une image partiellement interacte de la réalité vênue par cette partie de la population de notre pays ». Soilleitée pour réaliser un nouveau dossier, l'équipe de rédaction de « Textes ét documents pour la classe » avait refusé. Finalement, le Centre d'études et de documentation sur l'immigration (CEDIM), qui travaille en liaison avec le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, a réalisé le dossier de quatorze pages qui rempiace la première version (trente pages). ● Quatorze prêtres-ouvriers de la région parisienne ont protesté contre l'homélie prononcée di-manche 11 juillet par l'évêque de Strasbourg. Mgr Elchinger (le Monde du 13 juillet). Ils écrivent notamment : « Mgr Elchinger re-prend ainsi les accusations mille fois exprimées pacusations mille fois exprimées pacusations mille fois exprimées pacusations mille pages!.

« L'accueû des étrangers »,

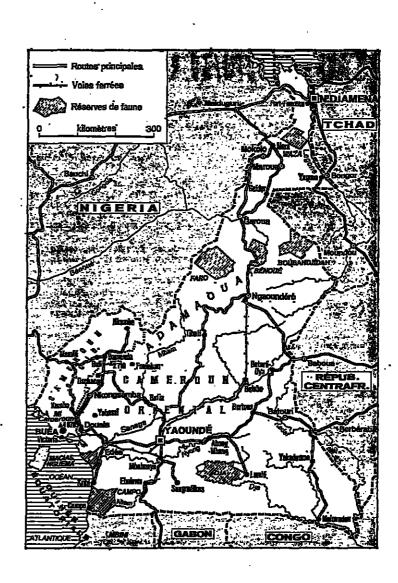
« La formation linguistique et
professionnelle », « Les enjants
de travailleurs i m migrés et
l'école », sont les trols têtes de
chapitre de la deuxième version.
Le numéro spécial de novembre
1975 décrivant « Les immigrés
dans la vie française », puis leur nante; son discours politique, fait en présence de toutes les autorités officielles révèle à quelle classe il se rattache.»

le dectreat e les immigrés dans la vie française », puis leur condition, après les avoir situés dans « La France, pays d'immi-tration ». Les conditions de travail, de vie et de logement, les problèmes de santé, du déracinement, du racisme, faisaient l'objet des autres chapitres. des autres chapitres.

Ce sont donc deux visions différentes de l'immigration qui ont étà à huit mois d'intervalle, proposées aux enseignants et à leurs élèves. À la description des difficultes, matérielles et autres, que connaissent les travailleurs immigrés et leurs familles a succédé, dans la version bénéficiant de l'imprimatur officiel, l'énumération des actions menées par les pouvoirs publics pour « intégrer » les immigrés et leurs enfants dans la communauté nationale.



La République Unie du Cameroun



« Notre liberté de choix n'exclut pas des relations privilégiées avec la France »

déclare au « Monde » le président Ahidjo

OUR de nombreux Français, le Cam
roun est un pays qui a été en part
ravagé par une guerre civile, guer
à l'issue de laquelle certains continuent
s'interroger...

— La rébellion est terminée depuis plusieurs années déjà, ce que l'on semble souvent ignorer à l'étranger. Ce que nos censeurs ne savent généralement pas, c'est que cette rébellion a beaucoup retardé notre développement économique et social et que le gouvernement camerounais a d'abord dû en triompher totalement avant de se consacrer à la mise en valeur du pays. D'autre part, dans le domaine politique, il a fallu attendre la fin de la rébellion avant de pouvoir établir le parti unifié, garant de l'unité nationale...

— Est-ce à dessein que vous parlez de a parti unifié » et que vous évitez l'expression « parti unique » ?

— C'est évident. Je n'ai jamais été un partisan fanatique du parti unique. Il y eut même une époque durant laquelle je conservais quelque réticence à l'égard du parti unifié. Mais, en constatant à quels ravages politiques menaient les rivalités entre partis, je me suis progressivement rallié à l'idée d'unification. J'ai d'ailleurs procédé par le dialogue pour convaincre les différents leaders de se regrouper. J'ajoute que, jusqu'à ce jour, l'Union nationale camerounaise, seule existante, n'a pla encore été institutionnalisée comme formation politique unique, ce qui est significatif, à nos yeux du moins...

« Nous préférons nous abstenir de toute revendication territoriale »

— Vous avez été deux ans premier ministre, et vous venez d'être reconduit pour un quatrième mandat présidentiel. Envisagez-vous déjà le règlement de voire éventuelle suc-

 La Constitution prévoit qu'au cas où je viendrais à démissionner, l'élection d'un nouveau président doit intervenir avant que ma démission puisse prendre effet. Dans de telles circonstances, c'est évidemment aux instances dirigeantes du parti qu'il conviendrait d'investir le candidat de son choix et de le présenter à l'élection. En cas d'incapacité ou de décès, c'est le président de l'Assemblée nationale qui devrait assurer mon intérim jusqu'à l'élection, dans les mêmes conditions, de mon successeur... Je mentiral si je vous affirmais que je ne pense jamais à ma succession, mais je ne peux, ni ne veux, vous dire quel type de mesures j'ai retenu pour l'assurer dans l'ordre. En tout cas, si cette succession venait à être réglée de mon vivant, je contribuerais directement, ceci doit être clair, à la désignation de mon successeur, ne fût-ce que parce que je suis président du parti...

— Au moment où quelques pays africains réclament le règlement d'un contentieux frontaiter, le Togo nolamment, qui exige le retour de la Volta, région ghanéenne, au territoire togolais, le Cameroun entend-il a récupérer » la partie septentrionale de l'ancien Cameroun, sous tutelle britannique, annexée au Nigéria?

— Tout en contestant avec force la régularité du scrutin de 1981, qui a entraîné le rattachement de l'ancien Cameroun septentrional au Nigéria, par voie référendaire, nous nous sommes aujoursans succès, de faire appel à l'ONU, à la Cominternationale de justice de La Haye. Aussi, ayanépuisé les recours aux juridictions internationales compétentes, préférons-nous nous abstenir de toute revendication territoriale.

- Et à l'égard de la Guinée-Equatoriale?

— Les populations guinéo-équatoriales appartiennent parfois aux mêmes tribus, voire aux mêmes familles que certaines populations camerounaises. C'est ce qui explique que, lorsque le Cameroun constituait une fédération, on ait pu parler de l'érection de la Guinée-Equatoriale en éventuel Etat fédéré au Cameroun. Aujourd'hui, notre pays constitue une République unitaire et les données du problème se sont considérablement modifiées. En tout état de cause, j'affirme que nous n'avons pas plus de velléités d'annexion à l'égard des Guinéo-Equatoriens aujourd'hui qu'hier. Le Cameroun possède des frontières communes avec six Etats, et, si celles-ci sont délimitées de façon imprécise, nous ferons en sorte de résoudre ce petit problème à la fois dans la discrétion et dans l'amitié

— Discrétion et amitié semblent également présider à vos rapports avec la France, jusque dans le domaine des relations au sein de la francophonie, puisque votre pays refuse toujours d'appartenir à l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones...

— Vollà qui exige rectification. Le Cameroun est associé à l'Agence de coopération culturelle et technique. Mais je n'ai jamais cessé de souligner que notre situation était particulière parce que le Cameroun n'a jamais été une colonie française, mais un simple territoire sous mandat de la S.D.N., puis sous tutelle de l'O.N.U. C'est pourquoi nous n'avons jamais souhaité appartenir à la communauté frança-africaine.

» D'autre part, dès la proclamation de notre indépendance, s'est posé le problème de notre réunification et, dès cette époque, j'ai décidé qu'li n'était pas question pour nous de nous engager ni au sein du Commonwealth ni au sein de la Communauté, ce qui devait nous permettre, à mon sens du moins, de nous comporter en non-alignés authentiques. En effet, en matière de relations internationales, notre liberté de choix est absolument totale. Aucume hypothèque ne pèse sur elle.

> Tout cela n'exclut pas l'entretien de relations privilégiées avec la France, relations que nous réserverons. Mais l'existence de l'Organisation de l'unité africaine, dont nous sommes membres, notre appartenance au groupe des « 77 », impliquent de notre part l'adoption de positions qui, si nous appartenions à certains forums qui réunissent, telles les conférences franço-africaines, des chefs d'Etat, pourraient être préjudiciables à notre liberté d'action. Nous ne voulons pas nous trouver un jour en contradiction avec les principes que nous défendons au sein d'instances comme la CNUCED ou la conférence Nord-Sud. Certes, la France, à l'initiative de Georges Pompidou d'abord, puis de M. Valéry Giscard d'Estaing, a adopté des positions positives en faveur des pays sous-développés, mais elle n'en appartient pas moins au groupe des pays développés. Nous pouvons donc éventuellement être amenés à ne pas nous trouver en accord total avec Paris.

— Politiquement, est-ce le cas en ce qui concerne Mayotte et Djibouti ?

— Bien sûr, pour nous Mayotte est partie intégrante de l'archipel des Comores. C'est pourquoi nous espérons que rien de définití n'a été décidé à propos du statut de Mayotte, comme nous le laissent d'ailleurs entrevoir les contacts qui ont eu lieu à Paris entre Comoriens et Français, à l'occasion de la troisième conférence franco-africaine.

» A propos de Djibouti, on peut considérer que le processus de décolonisation est en route. Notre unique préoccupation est que, ni avant ni après la proclamation de l'indépendance, n'éclatent de troubles dans cette partie du monde.

« Vorster porte l'enfière responsabilité de la tragédie de Soweto »

— A propos de l'Afrique du Sud, quelle est votre réaction après les événements de Souveto? Quelle est votre opinion à propos de la prochaîne indépendance du Transkei? Quel est votre point de vue à l'égard de la politique de dialoque que certains préconisent de mener avec les dirigeants de Pretoria?

— M. Vorster et ses amis portent l'entière responsabilité de la tragédie de Soweto. Je vois d'ailleurs une contradiction supplémentaire à porter à leur passif dans le fait que, tout en parlant de α développement séparé », ils ont prétendu imposer aux Noirs l'adoption de l'afrikaans comme langue d'enseignement.

a L'indépendance du Transkei est un leurre. L'accession des Bantoustans à l'indépendance n'est qu'un des aspects de la politique de développement séparé que nous condamnons globalement.

» Quant au dialogue avec les dirigeants sudafricains, il n'est pas question de l'engager, sous quelque forme que ce soit, aussi longtemps que l'apartheid restera en vigueur en Afrique du Sud.

- Ne convient-il pas de dialoguer avec Pretoria à propos de la Namibie ?

— Quel dialogue peut-on préconiser avec un pays qui viole, en Nambie précisément, toutes les recommandations formulées par les instances internationales et méprise, notamment, toutes les mises en demeure de l'ONU?

— Estimez-vous que l'accession de l'Angola à l'indépendance a marqué un tournant dans l'évolution de l'Afrique australe ?

-- Certes, mais, en accédant à la souveraineté internationale dans la division et la discorde, les Angolais ont réveillé, au sein de l'O.U.A., de vieux antagonismes qui semblaient avoir disparu. Au consensus unanime et à la tolérance ont fait place à nouveau, dans les rangs de l'organisation panafricaine, une certaine forme de division. Ce qui me semble important à souligner, en tout cas, s'agissant des anciennes colonies portugaises, c'est que, si la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao-Tomé et Principe ont fait l'économie de toute guerre civile, après le départ des Portugais, c'est parce que le parti unique y avait été institué. En revanche, le tripartisme a été à l'origine du drame angolais. Voilà qui a valeur d'exemple pour l'Afrique tout entière : trop souvent fondé sur le tribalisme, le pluralisme mène nécessairement à des affrontements regionaux. »

(Propos recueillis par PHILIPPE DECRAENE.)

Le prix de l'unité

EIZE ANS après se première visite en France, qui avait suivi de quelques mois la proclamation de l'indépendance du Cameroun, le résident Ahidjo est attendu à Paris, le lundi 9 juillet; quaire autres cheis d'Etat d'Arique ancophone seulement se sont maintenus aussi negtamps au pouvoir. Ce n'est pas une mines rouesse dans un pays peuplé d'une mosaïque 'etinies, juxtaposant deux régions administrées par ys Français et les Britanniques, et profondément sarqué par une guerre civile inexpiable.

Après ces débuts difficiles, le Cameroun a éusel à démontrer une stabilité peu commune sur s' confinent. Prenant ses distances sans acrimonie l'égard de la France, avec laquelle II fut le pre-tier à réviser ses accords de coopération, sétant envers les options idéologiques, le régime amerounais est purvenu à rééquitibrer sa diplo-taite et à stabiliser son économie. Yaoundé e fait désormais entendre dans les conseils atriains, et le président Ahidjo est l'un des dirigeants fricains les plus connus bors de leur pays.

Ne cessant de prociemer sa passion de l'unité intionale, le chef de l'Eint camerounals a tenu lui donner une consécration institutionnelle en bandonnant, le 1^{er} juijet 1972, le structure fédéale de l'Eint, devenu « République Unie du Cameoun ». Les anglophones n'ont pas dissimulé les raintes que leur inspirait, pour leur culture et sur relative autonomie, cette évolution vers le entrailsme.

Comme, hélas I, dans la plupart des pays du ominent, cette unité a été maintanue au prix d'un utoritarisme que les opposants en exil à M. Ahldio e cessent de dénoncer. La rébellion armée de Union des populations du Cameroun, animée par mest Ouandié, avait été dans les premières nnées de l'indépendance, écrasée impitoyablement avec l'aide française. Mais le président amerounais s'entand reprocher d'avoir mis au se, en les intégrant au parti unique, tous les ouverments d'opposition, notamment syndicaux, et e ne laisser s'exprimer aucun de ses adversaires, len des intellectuels n'ont pu trouver un terrain 'entente avec le pouvoir. La procès de l'Eglise atholione.

Le régime peut, en contrepartie, faire valoir qu'il 'a connu, après les déchirements de la guerra ivile, sucurse de ces crises ou tentativez de coup l'Eint militaire qui ensangiantèrent ses voisins, su ligéris, en République Centrairicaine, su Connu u su Tchad. A la tête d'un pays pacifié, en bons apports avac l'encien colonisseur, les grandes uissances, les Etats de l'Afrique « militante » ou modérée », M. Ahidjo dispose d'atouts éconotiques et humains importants que nous énuméons dans la partie rédectionnelle de ce sup-

Nous publions également, sous le responsabilité es autorités camerounaises, un ensemble de extes qui complètent, en évoquent notamment action des différents ministères, l'image du ameroun contemporain.

DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU CAM

Documents établis par M. J. KEUTCHA, ministre des Affaires étrangères de la République unie du Cameroun

jois par la souveraineté des Étais et leur interdépendance. Toute litique extérieure réaliste et efficace doit tentr compte de cette double dimension tout en définissant ses objectifs en jonction de la situation géopolitique de l'Etat concerné, de ses intérêts fonda-mentaux et des principes moraux et juridiques qu'il souhaite voir guider les rapports internationaux.

En ce qui concerne plus particulièrement la politique exté-rieure du Cameroun, trois données essentielles doivent être prises en considération. La première c'est que, situé au point de contact de plusieurs régions naturelles et au point de convergence des voies de migrations, le Cameroun est par vocation un pays ouvert

La deuxième est que, par les hasards de l'histoire, le Cam roun a connu une triple administration allemande, anglaise et française, dont il a hérité un plurilinguisme qui confère une nouvelle dimension à son ouverture au monde.

La troisième est que, n'ayant jamais été véritablement une colonie, mais ayant eu, dans le cadre du mandat de la Société des nations d'abord et ensuite sous le régime de tutelle de

Les nouveaux accords non seulement renforcent l'amitié traditionnelle entre nos deux pays, mais
ouvrant uns nouvelle ère dans les
relations franco-camerounaises qui,
de plus en plus, se conforment aux
principés normaux du droit international régissant les rapports
entre Etats souverains.

Mais la coopération du Cameroun avec le continent européen ne
se limits pas aux seules relations
hilatérales; elle emprunts également un caractère multilatéral,
illusiré par notre appartenance à
la convention d'association à la
Communauté économique européenne.

esnne.

Si les relations que le Cameroun entretient avec les pays de la vieille Europe indiquent la solidarité des destins de celle-di et de l'Afrique, les liens qui l'attachent au Nouveau Monde lui indiquent en un sens l'une des directions vers lesquelles se dimension internationale est appelée à se développer avec le plus de vigueur et d'originalité.

Chill s'assica de l'Assériane du

nalité.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nouveau Monde comportent réaliement quelque chose de nouveau, à l'opposé de ses relations avec les pays européans qui, pour certains, sont en contact depuis des siècles avec la région du goifs du Bénin.

Co gui cavatéries parti-être le Ce qui caractérise peut-être le plus les liens qui unissent le Camepius les liens qui unissent le Came-roum au continent nord-américain, c'est leur vigueur toute juvénile. Ce n'est, en effet, que depuis son accession à la souveraineté natio-nale que le Cameroun a entrepris la coopération avec les Etats-Unis et le Canada. Mais l'on constate

que cette coopération ne cesse de se développer et de se renforcer. L'originalité des relations que le Cameroun entretiant avec les pays d'Amérique latine procède d'une part d'un courant natural d'échanges au niveau des valeurs de divilisation, dont quelques-unes, nées en terre africaine, fécondérent de leur apport les cultures du monde leur apport les cultures du monde libéro-américain: d'autre part de la similitude de l'état d'avancement de nos économies.

Certaire pays d'Amérique latine

ment de nos économies.

Certains pays d'Amérique latine out entrepris de sérieux efforts aussi hien dans le domaine de l'industrialisation que dans le domaine scientifique. Conscient de ces réalités, le Cameroun entend intensitier ses relations svec les divers pays de cette région.

Une coopération en politique internationale en tre l'Amérique latine et l'Afrique apparaît comme une nécessité du moment, car les pays sous-développés, à l'heure où il est question d'un nouvel ordre économique mondial, doivent présenter un front uni devant les pays industrialisés. C'est pour cela qu'en ce qui le concerne, le Gameroun a déjà noné des relations diplomatiques avec l'Argantine, le Brésil, le Chill, le Costa-Rica, Cuba et le Mexique.

Cuba et le Mexiqua.

Hidèle à sa politique d'ouverture, le Cameroun a également entrepris très tôt de nouer des relations amicales avec les pays d'Europe orientale. Il faut blen reconnaître que les débuts furent difficlles parce que les perties en présence accusaient une certaine inéconnaissance l'une de l'autre.

Aujourd'aut, la situation se présente tout autrement. Le Cameroun entraitant des relations diplomatiques non seulement avec l'Union soviétique, mais encore

l'ONU, un statut particulier avec vocation à l'indépendance, le Cameroun a été très tôt préparé à la vie internationale. En 1960, le pays accède à l'indépendance. Il doit élaborer sa politique étrangère au moment où deux blocs puissants dominent la scène internationale et s'efforcent chacun d'influencer les

Jaloux de sa souveraineté, qui lui paraît la condition indispensable de son progrès et de l'affirmation de la dignité africaine, le Cameroun a choisi normalement de rester en dehors des

petits et moyens Etats et de comprometire ainsi son indépen-

Depuis son accession à l'indépendance, la République unie du Cameroun a toujours proclamé son attachement au non-aligneent et s'est toujours efforcée de conformer sa politique inter-

nationale à ses principes. Le non-alignement, tel que nous l'entendons, inclut la coezis tence pacifique des Etats à systèmes sociaux différents. Cela suppose d'abord que l'on reconnaît à chaque peuple le droit de résoudre, en toute indépendance, ses propres affaires. Cela sousentend ensuite le respect absolu de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays.

frontaliers et pour que les relations avec ces voisins soient dépouillées de toute hypothèque, une politique réaliste des frontières est engagée, hien que la libre étreuistion des personnes et des hiens soit garantie avec chacun d'eux.

avec charun d'eux.

Dans le domaine des organisations interafricaines, le Cameroun s'est illustré très tôt par son engagement total pour le définition, le réalisation et le consolidation de l'unité africaine. Il constidére que seule le solidarité des Etats africains au sein de l'O.U.A. peut leur permettre d'atteindre leurs objectifs fondamentaux de libération totale de l'Afrique, de développement et d'affirmation de la personnalité africaine.

Toulours en Afrique, le Came-

la personnalité africaine.

Toujours en Afrique, le Cameroun ne s'est pas contenté de condamnar énergiquement le fait colonial tel qu'il existait encore lei et là sur le continent, mais il a toujours soutenu activement les mouvements de libération qui luttent soit pour l'indépendance de leurs pays, soit pour le respect de la dignité de leurs peuples.

Dépassant le cadre africain, le Cameroun s'ouvra de plus en plus en plus en plus en plus en plus

Dépassant le cadre africain, le Cameroun s'ouvre de plus en plus su monde asistique qui connaît presque les mêmes problèmes que l'Afrique.

Outre la Chine, le Vietnam, les deux Coréss, le Cambodge, le Japon, l'Inde et le Pakistan comptent parmi les pays asistiques qui ont des rapports suivis avec le Cameroun.

Les relations amicales que le Cameroun entretient avec les pays arabes ne datent pas d'aujound'uni. De nombreux accords de coopération dans divers domaines ont été conclus avec l'Egypte, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, la Libye, le

avec d'autres pays socialistes d'Europe orientale comme la Roumanie, la Pologne, la République démocratique alimande, l'Albanie, la Yougoslavie.

La coopération avec ces pays va en se consolidant et en se diversifiant dans de nombreux domaines.

Desurée en apprés les relations

sifient dans de nombreux domaines.

D'année en année, les relations
que le Cameroun entretient avec
les pays africains ont été de pius
en plus étendues, de plus en plus
et raisons financières n'ont permis
l'ouverture des ambassades qu'au
Zaire, au Congo, au Gabon, en
Guinée-Equatoriale, en Bépublique
Cantrafricaine, su Nigéria, au Libéria, en Algéria, en Egypte, en
Ethiopie, etc..., il faut reconnaitre
que des contacts suivis aont maintanus avec les autres pays du
continent, à l'exception bien sur
de l'Afrique du Sud où sévit
l'espartheids, et le Rhodésie du
Sud où une minorité blanche
confisque le pouvoir à son profit,
grâce à la complicité de queiques
puissances étrangères.

Sur le plan bilatéral, le Came-

pulsaances erangeres.
Sur la plan bilatérai, le Came-roun a établi une coopération active et dynamique avec les pays africains. Catte coopération repose sur de nombreux accords touchant

africains. Catte coopération reposs sur de nomineux accords touchant les domaines les plus variés tals que la culture, le commerce, les transports, le personnel, etc.

Avec ses volsins immédiats, le Camaroun pratique une politique de bon veisinege. Certains d'entre eux ont fondé avec lui des organisations régioneles, comme l'UDEAC ou l'Organisation des Etats riverains du lac Tchad, au sein desquelles une coopération pratique et efficace a été instaurée. Afin d'éviter les incidents

adopté des régimes politico-sociaux dissérents à développer néanmoins leur coopération économique et culturelle, pour le plus grand bien de l'humanité. C'est donc en considération de ce qui précède que le Came-

L'application de ces principes devrait conduire les Etats avant

roun, sous la conduite de son quide éclairé, a fait du non-alignement et de la coopération internationale les principes de base, les options fondamentales de sa politique étrangère.

Sans se lancer dans une prétentieuse politique planétaire à la réalisation de laquelle les moyens matériels auraient fait défant, le Cameroun, en application des principes ci-dessus, s'ouvre à tous les pays épris de pair. Quiconque voudrait bâtir sa coopération avec le Cameroun sur la base de l'indépendance nationale et du respect mutuel est sur de trouver auprès de lui

une compréhension agissante. A l'aube de l'indépendance, le Cameroun avait noué des relations amicales avec tous les pays industrialisés du monde occidental, notamment ceux auxquels l'attachent des liens histo-riques. Parmi ceux-ci, figure la France, qui nous a régulièrement apporté une aide appréciée par sa nature, son importance et l'esprit dans lequel elle est dispensée.

Liban, l'Arable Saoudite. Tout der-nièrement encore, des relations diplomatiques ont été établies avec l'Union des émirats arabes, le Kowelt, le Qatar, l'Iran, l'Irak et le Bahrein.

Enfin, des échanges de visites de bonne volonté et d'amitié ne cessent de s'effectuer entre le Cameroun et les pays arabes dans le but de développer la coopération fructueuse qui s'est instaurée, et aussi pour la randre beaucoup plus opérationnelle.

plus opérationnelle.

L'action dipionatique que le Cameroun même à travers le monde aemble devoir se poursuivre dans le sens des grandes orientations actuelles, c'est-à-dire que, fans le cadre de sa politique d'indépendance, le Cameroun entend activer la coopération avec tous les pays de bonne volonté. Cela, bien sûr, dans les limites de ses possibilités. Une grande pervés diplomatique vient d'être effectuée en Asie et tout laisse penser que des llens plus solides vont être établis avec l'Amérique latine et les Caralbes.

l'Amérique latine et les Caraïbes.
Sur le pian atricain, le Cameroun va renforcer la coopération avec les autres pays frères, d'abord dans un cadre sous-régional, cadre privilégié des complémentarités et plus propice à des manifestations de soidarité et à l'établissement de llens étroits de coopération; emsuite, elle débouchera à l'étape interiafricaine avec des « chances de se concratiser et de s'épanouir », notamment en matière de coordination et d'harmonisation de nos économies. De même, l'aide aux mouvements de libération va se poursuivre et s'amplifier jusqu'au terme de la libération totale du continent de 'la domination raciale.

SECULA CAME DE CAMER

- ----

in the track of

10 mm 10 mm

TOTAL COLLEGE TOTAL TELEPORT

the most of progression

Ailleurs dans le monde, le Cameroun maintiendra son effort de paix avec les autres pays non alignés.

Grâce à cette politique, nos prises de position font autorité aussi blen en Afrique que dans le reste du monde. Les autres Etats africains auvent blen que lorsqu'il faut aller défendre les intérêts de leur continent, fis peuvent toujours compter sur le remeroun. C'est ainsi que le président Ahidjo fut chargé par ses collègues africains d'aller présenter le manifeste de Lusaka à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale de l'ONU. Plusieurs fois, il a été membré des comités de sages ou de conciliation chargés de rechercher des solutions à certains différends interafricains ou internationaux.

Ne doit-on pas attribuer à la justesse de notre politique extérieure l'élection de deux Cameronnais au poste de secrétaire général de l'OUA, ou encore notre entrée au Consell de sécurité pour y représenter l'Afrique, comme notre choix pour représenter cellect à la conférence Nord-Sud de Paris?

Si l'on doit juger l'arbre à sas fruits, on doit dire que les grandes options de politique extérieure définies par notre gouvernement et poursuivles inlassablement par notre diplomatie sont conformes aux aspirations profondes du peuple camerounais qui garde toujours une confiance totale à celui qui l'implire. Elles sont e à celui qui l'implire. Elles sont conformes également aux vœux de la majorité de l'humanité qui aspire à la paix et au progrès comme en témoigne l'audience dont jouit notre pays à travers le monde.

(PUBLICITE)

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES **BANQUES DU CAMEROUN**

B.I.A.O. - BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE

CAPITAL: 1,5 milliard CFA SIÈGE SOCIAL : YAOUNDÉ

32 Agences dans tout le Cameroun

Affiliée aux réseaux internationaux de la BIAO et de la NATIONAL CITY BANK

B.I.C.I.C. - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

CAPITAL: 1.215.000.000 CFA

SIEGE SOCIAL: Avenue A. AHIDJO - YAOUNDE

Banque affiliée à la Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer composée des groupes BNP - BANK OF AMERICA - BANQUE BRUXELLES LAMBER - DRESDNER BANK

CAMEROON BANK

SIÈGE SOCIAL : VICTORIA B.P. 48 Télex West Bank 56 66 KN 10 Agences au Cameroun

Réseau de correspondants : BANK OF AMERICA - BREMER LANDES-BANK - SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE - WELLS FARGO BANK,

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE BANQUE

The first national Bank

Société anonyme au copital de 2 milliards de francs CFA B.P. 145 - Télex : CAMBANK 82 13

La plus grande implantation au Cameroun

Actionnaires et Banques associés : BANCA MENT - CRÉDIT LYONNAIS - DEUTSCHE COMMERCIALE ITALIANA - HOLDIND S.A. BANK A.G. - MORGAN GUARANTY BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPE- INTERNATIONAL CORPORATION

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU CAMEROUN CAPITAL: 1 125 millions de francs CFA

SIÈGE SOCIAL : Avenue Monseigneur-Vogt à YAOUNDE Téléphone : 22-21-22 - BP, 244 Agence à DOUALA, capitale économique du CAMEROUN

Rue Joss, B.P. 2042 - Téléphone : 42-10-10 Réseau d'Agences au Cameroun et correspondants à l'Etranger.

LA SOCIETE CAMEROUNAISE DES TABACS

La Société Camerounaise des Tabacs, S.C.T.; au capital de 1.200.000.000 F CFA, assure la production et la commercialisation de tabaçs en feuilles, principalement des tabacs spéciaux pour cigares.

A la frontière nord de la forêt équatoriale, à l'orée de la Savane, se situe entre le

4° et le 5° parallèles Nord, une zone privilégiée pour la culture de tabacs nobles, au tissu soyeux et léger, du fait que l'on y rencontre à la fois un sol propice et un climat favorable

Ces tabacs sont cultivés par dix mille familles environ d'agriculteurs Cameromais, auxquels la S.C.T. fournit la graine, et qu'elle encadre tout au long de la période de production. C'est dans l'Est-Cameroun que la culture est la plus intense. Les centres de production de cette région sont nombreux: BATOURI, BANDONGOUE, BELITA, BENGUE-TIKO, BOUBARA, BOUNOU, CRIBI, LOLO, MINDOUROU, N'GOTTO, N'GOURA. Un peuplus à l'ouest se trouvent BERTOUA et BETARE-OYA. Un Centre de recherche situé au centre du pays, à BATSCHENGA, à 60 km de YAOUNDÉ, fournitles lignées et les semences

Les Camerounais des régions tabacoles sont à la fois d'excellents planteurs et d'excellents trieurs. Ils parviennent à sélectionner les tabacs de manière à donner toute satisfaction aux fabricants de cigares les plus exigeants.

Les quantités produites, d'environ 2.000 tonnes par an, représentent plus de 700.000.000 de feuilles manipulées par un personnel qualifié fort nombreux. Si l'on tient compte qu'il s'agit d'une culture essentiellement familiale, le tabac occupe plus de 100.000 personnes dans les provinces de l'Est-Cameroun.

Ces feuilles, entourées de tant de soins, sont offertes à l'ensemble des fabricants de cigares du monde sur un marché qui se tient à Paris en juin de chaque année. Aux "Inscriptions de Cameroun", nom donné à ce marché du fait qu'il s'agit d'enchères secrètes, les offres étant inscrites sur un bulletin, on rencontre les fabricants de cigares d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, des Canaries, du Danemark, d'Espagne, des États-Unis, de Hollande, de Suisse et de bien d'autres pays, ainsi que les négociants en tabacs en feuilles spécialisés dans les tabacs pour cigares.

Après avoir développé cette culture dès la fin de la dernière guerre mondiale et assuré la mise en valeur de cette production, le SETTA demeure le principal client de la S.C.T. – à laquelle il reste très étroitement lié – du fait qu'il utilise les fabacs cameromais depuis longtemps et très régulièrement.

Pour que les consommateurs soient en mesure de bien connaître et apprécier les tabacs du Cameroun et du Centrafrique - car la zone privilégiée de culture se poursuit par delà la frontière, en République Centrafricaine le SETTA vient de créer une famille de cigares "Savane Africaine", qui comprend actuelle-

ment3 cigares: - un petit cigare,

SAVANITA, apporte dans l'univers des cigares légers une note et son arome; légèrement plus gros, permet ment la finesse des crusafricains,

en cigare non ébarbé: luxe, composé d'une sélection des meilleurs crus, surprend par la finesse de son goût et la richesse de son arôme.

A partir d'octobre 1976, la famille s'enrichira d'un cigare, le SISSONGO, très long, qui procurera un plaisir nouveau aux amateurs de cigares.

Tous permettent au fumeur d'apprécier la richesse et la variété de saveur des tabacs de la Savane Africaine. On peut affirmer que désormais, dans le monde du cigare, vient dapparaître un nouveau goût.

originale par son goût - FLEUR DE SAVANE, d'apprécier directe grace à sa présentation - OREE DE SAVANE, cigare de



grings Outstand ta reacilion

SEIZE ANS DE VIE POLITIQUE



E 1ª janvier 1980, à Yaoundé, alors que les couleurs camerounaises montent au mât du palais gouvernemental plusieurs centaines d'invités, entendent au loin quelques explosions et quelques rafales d'armes automatiques. La rébellion bassa n'est pas entièrement terminée, et les troubles en pays bamiléké touchent une zone peuplée de près de quatre cent mille personnes. Le Cameroun indépendant correspond alors au seul Gameroun sous tutelle française.

Seize années plus tard, le Cameroun a réussi l'intégration de la partie occidentale (anciennement anglaise) dans un pays unifié où l'équilibre etimique au sein des instances gouvernementales, notamment pour les Bamilékés a été maintenu. Le système des laissez-passer a été aboil et l'état d'urgence n'existe plus que dans quelques circonscriptions. La lutte contre le népotisme et la concussion a été vigoureusement menée:

Si le Cameroun présente l'image d'un pays prospère, c'est largement à la personnalité d'Ahmadou Ahidjo, l'homme qui est à la tête du gouvernement camerounais, qu'il le doit. Celui-ci a été investi comme premier ministre le 19 février 1958 par le haut-commissaire Xavier Torre, en remplacement de M. André-Marie Mhida, catholique et violemment anticommuniste. Il falisit un homme du Nord, à la fois ouvert et réservé, pour équilibrer les tendances sudistes antagonistes.



Une difficile unité nationale

A l'heure de l'indépendance, le Cameroun est le seul pays d'Afrique où se posent simultanément le problème d'une rébellion armée et celui d'une fédération bilingue à réaliser. Par ailleurs, à l'intérieur même du pays, la barrière géographique de l'Adamaous séparait le Nord du Sud de façon plus nette qu'ailleurs.

Parmi les populations du Sud, les traditions héritées de la colonisation joualent un rôle non négligeable. Douala, Bassa, Boulou avaient été surtout évangélisés par les missions protestantes, alors que les Ewondo de Yaoundé l'avaient été par les catholiques.

Un fossé culturel existait par ailleurs entre les forestiers de la région est (Bertoua), vivant à l'écart du monde, et les populations du Centre-Sud, fortement scolarisées et christianisées, dès l'époque allemande.

Enfin, aucun pays d'Afrique n'avait l'équivalent de ce qu'il faut bien appeier « le problème bamiléké ». Une ethnie, qui représente plus du quart de la population camerounaise, particulièrement entreprenante dans tous les secteurs, en particulier dans le commerce mais aussi dans l'administration, ou sa progression s'est faite aux dépens des Doualas, qui tenaient seulement 15 % des postes en 1956 contre 25 % de Bamilékés, 18 % de Betis, 18 % de Bassas. La population hamiléké, passée de 309 000 en 1936 à 433 000 en 1956 (+ 100 000 émigrés) correspond à des densités « toukinoises » de plus de 300 habitants au kilomètre carré,

Mais à l'intérieur des communautés bamilékés existent de graves tensions sociales. Les jeunes scolarisés, comme les Bamilékés de l'émigration sont astreints à de lourds impôts coutumiers et à des marques de soumission qui leurs paraissent d'autant moins supportables qu'ils ont vécu parmi des peuples aux obligations moins contraignantes. Sur ce terrain de contestation blen préparé la rébellion avait facilement recruté des partisans parmi les jeunes scolarisés sans emploi.



i de Deservicion

Professor 1

大き ない

Section :

La grant Armini

超型 计

14 14 15 ···

Quinze années de rébellion

La rébellion va marquer la vie politique camerounaise pendant les quinze premières années de la jeune République.

Déclenchée par Ruben Um Nyobé, leader de l'Union des populations du Cameroun (U.P.C.), lors de la fameuse «semaine sangiante» du 22 au 30 mai 1955, la rébellion « upeciste » s'était développée chez les Bassas de la Sanaga Maritime, où de violentes actions avaient été entreprises en septembre 1957. Ruben Um Nyobé, le Mpodol (= porte-parole en bassa) tué le 13 septembre 1958 par une patrouille, près de Boumeyel son village natal, « la rébellion bassa a perdu son âme », écrivait Georges Chaffard (1). Mais c'est alors que les trois chefs survivants de l'U.P.C.: Félix Moumié, Abel Eingué, Emile Ouandié, tous trois Bamilékés transférent le mouvement insurrectionnel dans leur pays d'origine. En juillet et septembre 1959, des vagues d'attentais font plusieurs dizaînes de morts.

Le 29 décembre 1959, les trois dirigeants de l'U.P.C. en exil publient la fracassante « déclaration de Conakry », suivant laquelle « l'indépendancs nominale accordée au Kamerun sera un carcan au moyen duquel les agents du colonialisme et de l'impérialisme continueront à tentr le peuple prisonnier dans son propre paus ».

Le 30 décembre 1959, des commandos de l'U.P.C. envahissent le Zongo (quartier musulman de Douala), mais ils sont stoppés avant d'avoir atteint

leurs objectifs.

Ces actions, y compris celles menées dans les faubourgs de Yaoundé, n'empêchent pas les fêtes de l'indépendance de se dérouler suivant le programme prévu. Dans le défilé officiel de Douala, une délégation de Bassas porte une effigie de Ruben. Um Nyobé le « père de l'indépendance » et, leur succès populaire témoigne que le Mopdol était devenu, deux ans après sa mort, une figure nationale sud-camerounaise.

M Mayi Matip, responsable de l'« U.F.C. légale » proposa même un peu plus tard de faire de Ruben Um Nyobé le premier président de la République camerounaise à titre posthume (2).

Le 2 avril 1963, dans un discours prononcé à Esaka, le président Ahidjo rend hommage à Ruben Um Nyobé (3) : « ... Il me piati non par démagogie, non par recherche d'une certaine popularité (ce qui n'est pas dans mes habitudes), de rendre tel hommage au patriotisme et au nationalisme des Bassas, à la mémoire d'un homme avec qui je

n'étais pas d'accord, d'un homme dont j'ai combattu la politique parce que f'ai vu, en mon âme et conscience, qu'il avait fait jausse route. Cet homme, vous le savez c'est Ruben Um Nyobé. Il a été un grand patriote.»

Mais si les troubles en pays bassa étaient terminés, le gouvernement camerounais avait dû faire face à une insurrection d'une dramatique ampleur en pays bamiléké.

Devant ce pérfi intérieur, qui concernait notamment le pays bamiléké, c'est-à-dire une zone où vivaient quatre cent mille Camerounais, le président Ahidjo fit appel aux troupes françaises. Il faudra huit mois aux forces du général Briand (cinq bataillons, un escadron de chasseurs bombardiers coopérant avec l'armée camerounaise pour vaincre l'insurrection. Au moment où s'achève cette campagne disparaît le deuxième chef historique de la rébellion apeciste, Félix Moumié, mort à Genève le 3 novembre 1960 dans des conditions sur lesquelles toute la lumière n'a pas encore été faite.

Mais les opérations se poursuivent, même s'il ne s'agit plus que de bandes de quelques dizaines de maquisards survivant difficilement. C'est l'armée et la police cameromaises qui sont désormais chargées du maintien de l'ordre.

La rébellion subsiste, comme en témoigne le maintien du laissez-passer. Cette mesure prise en juillet 1958 ne sera levée que le 5 février 1975 à la veille du deuxième congrès du parti de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.).

Le 23 octobre 1963, une loi sur la répression de la subversion était adoptée, qui prévoyait que les jugements prononcés par les tribunaux militaires permanents ne sont pas susceptibles d'appel. En outre, les biens des condamnés sont confisqués au profit de la nation. Cette juridiction répressive mise en place n'empêche par IU.P.C. d'agir et, par ses puissants réseaux de soutien en France, en Belgique et au Canada, de donner à son action un important écho dans la presse internationale.

Ce que l'on sait de l'U.P.C. nous arrive par les dirigeants en exil qui semblent divisés en prosoviétiques et en pro-chingis. La mort d'Abel Kingue, troisième chef-historique de l'U.P.C., le 16 juin 1864 au Caire, ne les réconcilie pas. La chute de Nkrumah, le 24 février 1966, les fait expulser du Ghana, Auteur d'une remarquable Economie de l'Ouest africain (Maspéro, 1966), Oseudé Ofana est tué par une patrouille à Ouesso (Sud-Est) en avril 1966.



De la fédération à l'Etat unitaire

Il est certain que l'arrestation d'Ernest Ouandié, le 19 août 1970, marque un tournant et l'agonie de la rébellion. Le procès est dans toutes les mémoires ainsi que celui de Mgr Albert Ndongmo. Si le second vit sa peine commuée et la grâce intervenir au moment du deuxième congrès de l'U.N.C. en 1975, Ernest Ouandié et plusieurs de ses compagnons condamnés à mort furent passés par les armes le 15 janvier 1971, sur la place de Bafoussam, au cœur du pays bamiléké dont ils étaient originaires.

M. Ahmadou Abidjo pouvait-il se permettre de pardonner? L'opinion publique occidentale le croyait. Mais il semble que la règle suivie dans la répression du terrorisme camerounais est que, si l'inculpé a causé la mort de gendarmes ou de villageois, il soit exécuté. C'est ce qui s'est également passé pour Paglan Bitchoka (alias Bayongba Ndock), dernier chef rebelle du Wouri, condamné à mort le 28 octobre 1972. Le 10 novembre 1974, le « commissaire Bernard », l'un des derniers rebelles, était abattu, avec plusieurs de ses compagnous. Mais ceux qui prétendent que la rébellion est un sulet tabou n'ont qu'à lire le Journal officiel du Cameroun qui, tous les six mois, par les circonscriptions énumérées, donne la zone d'insécurité relative.

Les internements sont-ils si importants que les opposants le disent ? On peut en douter lorsqu'on lit la mise au point de Marthe Moumié, veuve de Pélix Moumié, faite le 4 mai 1975 au bureau de l'Agence France-Presse, de Yaoundé, à la suite des déclarations faites par M. Woungly Massaga, responsable du parti clandestin de l'U.P.C. Ge Monde du 26 avril 1975), qui avait affirmé qu'elle avait été extradée de Guinée-Equatoriale et serait détenu sans jugement depuis cinq ans à Yaomdé... Le texte conclusit : « Marthe Mounté partage le sort des trente mille détenus politiques qui meurent à petit feu dans les prisons de M. Abidio. » Or Marthe Moumié, rentrée au Cameronn en 1969, vit à Ebolowa et a même adhéré à l'organisation des femmes de l'U.N.C. Quant au chiffre de trente mille internés, il paraît très exagéré et le gouvernement camerounais aurait tout à gagner à donner les chiffres exacts.

Le deuxième problème était celui du bilinguisme, faisant cohabiter deux collectivités formées suivant des langues de culture différentes, avec des systèmes différents, et à côté d'un voisin, le Nigéria, qui est l'un des grands de l'Afrique.

Les Britanniques ont obtenu que, lors du référendum du 11 février 1961, les suffrages du Nord-Cameroun favorable au Nigéria seraient décomptés à part. Cette solution est radicalement inverse de celle qu'ils avaient imposée lors du plébischie togolais du 9 mai 1956, qui avait assuré le rattachement du Togo britannique au Ghana, par 93 095 voix contre 87 492, alors que les districts évhés de Ho et Kpandu au Sud avaient voté massivement contre ce rattachement. Des principes identiques auraient abouti à l'unification totale du Cameroun alors que, suivant cette formule, le Nord, par 146 296 voix contre 97 659, reponssa le rattachement au Cameroun, obtemu dans le Sud par 233 571 voix contre 97 741.

La date de rattachement du Cameroun septentrional au Nigéria sera décrétée jour de deuil national par le gouvernement de Yaqundé.

Le 1st octobre 1961, le Southern Cameroon devient le Cameroun occidental dans la République fédérale du Cameroun Ceux qui ont mené la politique vers l'unification sont surtout les électeurs de John Foncha, c'est-à-dire les Grass-fielders des divisions Bamenda, Wum et Kkambe, qui représentent 60% de la population totale et sont apparentés sur les plans culturel et linguistique aux Bamilékés.

ficié des mêmes réalisations sociales que les Camerounais orientaux: le taux de scolarisation en 1961 est évalué à 29 % contre 64 % dans l'ancien Cameroun français. Il y a un lit d'hôpital pour 708 habitants contre un pour 315. Occupant un dixième de la surface de la République fédérale, formant 20 % de la population, assurant 15 % de la production, ils pouvalent craindre de se voir « dévorer par les francophones ».

Or ces deux morceaux de Cangroun ne s'étalent jamais sentis solidaires à l'époque allemande et, depuis 1916, tout les séparait : langue, systèmes judiciaires et scolaires, systèmes éducatifs, struc-

Si la rédaction d'une Constitution fédérale est un exercice de style relativement facile, il est par contre beaucoup moins commode de gommer ou d'atténuer les habitudes « françaises » et « anglaises ».

Deux conférences constitutionnelles préparèrent la formule juridique : celle de Bamenda (26-28 juin 1961) réunit les représentants des partis politiques cuest-camerounais. Le Rameroun National Democratic Party du premier ministre, le docteur Foucha, était partagé entre son goût du fédéralisme et le souci de la souveraineté. La conjérence bilatérale de Foumbah (17-21 juillet 1961) approuva la proposition du président Ahidjo visant à n'admettre de projets que sous forme de modifications au texte constitutionnel du Cameroun français.

Le 29 mars 1964, les travaux de construction du chemin de fer reliant le Cameroun oriental et le Cameroun occidental furent inaugurés (ils seront achevés le 7 décembre 1965).

C'est au cours de la même année 1964 que furent entreprises les premières démarches destinées à créer un grand parti national.

Cependant, le système fédéral restait en place avec sa pesanteur et les lourdes charges qu'entrainaient trois gouvernements et trois assemblées pour un pays dont le budget ne dépassait pas 60 milliards de francs C.F.A. (1 franc C.F.A. = 0.02 franc).

Le 20 mai 1972, les électeurs approuvent massivement la nouvelle Constitution : inscrits, 3 259 916 ; votants, 3 217 716 ; suffrages exprimés, 3 217 214 ; oui, 3 217 056 ; non, 158, ce qui donne une participation de 98,10 %, et 99,97 % de oui. Le 2 juin, le président Ahidjo signe le décret de

promulgation de la nouvelle Constitution. Le 3 juillet, le premier gouvernement de la République unie du Cameroun est formé. Il comprend vingt-huit membres, dont huit anglophones. Un décret présidentiel divise la République unie du Cameroun en sept provinces.

Des mesures d'ordre culturel viendront améliorer les efforts dans le sens du bilinguisme : l'anglais est enseigné, depuis 1972, dans les classes primaires des provinces francophones. Depuis septembre 1974, le français est enseigné dans les classes primaires des provinces occidentales anglophones.

A la veille de l'indépendance, le Cameroun détenait une sorte de record quant au nombre des partis. Les services de l'information donnaient, en 1959, la liste de quatre-vingt-quatre partis politiques, parmi lesquels le Cococam (Comité de coordination du Cameroun), le C.R.F.N. (Comité .de regroupement des forces nationalistes), le Coreca (Comité pour la réunification du Cameroun), l'Union camerounaise (qui détenait une majorité écrasante au nord), l'U.D.C. (Union démocratique du Cameroun), particulièrement forte dans le Nyong et Sanaga, alors que la zone d'action socialiste se trouvait dans le Mbam. L'U.P.C., légalement rétablie le 27 février 1960, reprend une activité que la formation intellectuelle de M. Mayi Matip et des autres dirigeants met en vedette (4).



Le parti creuset de l'unité

Au lendemain de l'indépendance, les partis manifestent une belle unanimité face aux manœuvres angio-nigérianes concernant le Cameroun occidental : une mission mixte camerounaise, groupant le docteur Marcel Bebey Eyidi (combattant des FFIL glorieusement décoré à Bir-Hakeim et frère aîné du grand écrivain et musicien Francis Bebey), Moussa Yaya et Mayi Matip, fit une tournée des capitales et tenta, mais en vain, de faire modifier l'organisation du plébiscite au Cameroun britannique.

A la fin de l'année 1962, MM. Okala, Mbida, Mayl et Bebey étalent arrêtés. Ils seront relâchés quelques mois plus tard.

Les anciens partis maintenaient une certaine tension politique, qui, à côté des maquis upécistes, entretenaient une sorte d'« opposition de sa majeste » modérément appréciée par le gouvernement.

L'Union camerounaise, qui, jusqu'à l'indépendance, se trouvait cantonnée dans le Nord, voyait ses effectifs augmenter dans le Sud.

Lors des élections législatives du 26 avril, la liste du Parti des démocrates camerounais, qui se présentait seulement dans la circonscription de Nyong et Sanaga, recnelliait 129 517 voix alors que la liste de l'Union camerounaise recuelliait au Cameroun oriental 1 263 614 voix (93,50 %) des suffrages exprimés. Au Cameroun occidental, le K.N.D.P. obtenait 192 081 voix (71 %) et la Cameroun People National Convention (opposition), 60 485 voix (34 %).

Après une réunion, le 9 mai 1964, des dirigeants de l'Union camerounaise et du K.N.D.P., le président Ahidjo, le 15 mai, dans son discours à l'Assemblée nationale, dit qu'il faut créer un grand partinational ouvert à tous les Camerounais de bonne volonté.

C'est denx ans plus tard, le 1ª septembre 1966, que l'U.N.C. réalisera la fusion, non seulement entre les deux grands partis, mais encore avec les quatre partis d'opposition, deux au Cameroun occidental (le Cameroon People's National Congress et le Cameroon Union Congress), deux au Cameroun oriental (le Parti démocratique camerounais et le Parti socialiste camerounais).

Le parti est devenu, parmi les partis uniques africains, un élément particulièrement remarquable. M. François Sengat Kuo (par ailleurs l'un des meilleurs poètes contemporains) membre du bureau politique et secrétaire général adjoint de la présidence, déclarait, le 19 avril 1975, que l'U.N.C. se portait aussi bien « qu'un parti peut se porter en pays sous-développé ».

Du 10 au 15 février 1975, s'est temu le deuxième congrès ordinaire de l'U.N.C., qui a changé complètement les statuts. Le comité central remplace l'ancien bureau politique national. Ce comité central comprend quarante-deux membres élus par le Congrès et six membres de droit : président de l'Assemblée nationale, premier ministre, président du groupe parlementaire de l'U.N.C. à l'Assemblée nationale, président de l'U.N.C. à l'Assemblée nationale, président de l'U.N.C. président du bireau confédéral de l'U.N.T.C.

C'est lors de ce congrès que fut annoncée la création d'un poste de premier ministre, tout en maintenant au Cameroun un régime présidentiel. Ce souci d'unité devait se retrouver également dans le domaine syndical.



Un régime présidentiel

Bien que le syndicalisme soit beaucoup moins actif depuis l'indépendance, comme dans la plupart des pays africains, les centrales syndicales représentaient aussi par leurs liens internationaux un élément important.

Du 19 au 22 janvier 1963, un congrès national pour l'unité syndicale décide la dissolution des quatre centrales et d'une vingtaine de syndicats affiliés à l'U.S.L.C. (Union des syndicats libres du Cameroun). Une Fédération des syndicats du Cameroun est créée. Par ailleurs, l'U.G.T.C. et la C.G.T.C. résilient leur appartenance à la F.S.M.

Mais l'affaire ne va pas plus loin, si bien que M. Ahidjo, lors du Congrès de Garoua (1969), avait demandé de constituer un syndicat unique e dans le cadre du parti », ce qui avait fait achopper les démarches. En novembre 1971, les trois centrales syndicales camerounaises, Fédération des syndicats du Cameroun, l'Union des syndicats croyants du Cameroun et le West Cameron Trade Union Congress annoncent leur fusion, qui est effective en septembre 1972, dans l'Union des travailleurs du Cameroun, rattachée au parti.

Les syndicats professionnels indépendants disparaissent, ainsi le S.N.J.P.C. (Syndicat national des journalistes professionnels du Cameroun), qui, le 29 août 1972, décidera de sa dissolution et rejoindra l'U.N.T.C. Très active sur la revendication d'africanisation des postes dans les entreprises, l'U.N.T.C. manifeste un accord complet avec la politique gouvernementale, comme le montre l'incident Séguy en 1974. En septembre 1974, en effet, Georges Séguy et René Duhamel, responsable des relations internationales de la C.G.T., arrivaient au Cameroun. Personne ne les attendait à l'aérodrome et l'U.N.T.C. publisit un communiqué précisant que M. Séguy venait au Camero un c à titre entièrement privé » et « sans qu'il y ait la moindre correspondance entre lui et les syndicats camerounais ».

A Douala, on précisait qu'un ancien camarade de M. Séguy, vice-président de l'U.N.T.C., apprenant son passage à Brazzaville, l'avait invité à s'arrêter pour le rencontrar. De retour à Paris, M. René Duhamel manifestait son désappointement et suggéraît des interventions parisiennes au plus haut niveau.

Le gouvernement camerounais n'avait pourtant aucun besoin de ces interventions. L'appui du parti communiste français à la rébellion, les articles à la gloire de l'U.P.C. dans l'Humantté et d'autres organes communistes, suffisaient à expliquer la fraîcheur (ou l'absence) de l'accueil.

Les observateurs ont noté qu'au fil des remaniements quasi-annuels, les ministres originaires du Nord étaient beaucoup plus stables que ceux originaires du Sud. C'est évidemment que le nombre de personnalités « ministrables » était singulièrement moins élevé dans le Nord. C'est aussi que la concussion et le népotisme étaient plus fréquents chez les originaires du Sud. Ainsi M. Victor Kanga, ministre considéré en 1966 comme le « numéro deux » du régime, était condamné à quatre ans de prison à l'issue d'un procès qui a établi sa responsabilité dans des frandes commises dans la gestion de la pharmacie centrale de Yaoundé. Le 30 août 1975, un ancien ministre, M. Victor Ateba, était également condamné.

Reconduit en février comme président de l'U.N.C. par le deuxième congrès national du parti, rééin président de la République le 5 avril 1975, M. Ahidjo reste fidèle à ses objectifs : renforcement de l'Eisat et de l'unité nationale. Il déclare que l'accent serait mis sur « le sens de l'initiative créatrice, la compétence, le rendement, la conscience professionnelle et l'intégrité dans l'ordre professionnel et, corrélativement, sur l'engagement, sur la responsabilité, le mérite dans l'ordre politique ».

Un conseil économique et social est mis en place le 12 mai, qui sera consulté sur les projets de lois, de programmes, ou de plans à caractère économique.

Avec une extraordinaire persévérance, M. Amadou Ahidjo a poursuivi l'œuvre d'intégration nationale. Le 1st janvier 1960, parmi les explosions de grenades et les rafales de fusils mitrailleurs, les observateurs pouvaient s'interroger sur les chances de survie du gouvernement camerounais... et même du Cameroun.

Confronté avec le triple problème de la rébellion, de l'union avec une collectivité de culture anglaise, et de l'harmonie entre ethnies naguère antagonistes, sans compter l'opposition entre Nord et Sud, le président Ahidjo, avec une persévérance exemplaire, a réussi à surmonter la plupart des difficultés et, notamment, à réserver à la communauté bamiléké la place dynamique qu'elle mérite dans la communauté nationale.

(*) Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer.

ROBERT CORNEVIN.

(1) Les Carnets secrets de la décolonisation, tome II, «La mort de l'Ho Chi Minh cameronnais», p. 343-429.
(2) J. AMBASSA, L. MAKONG, Quand la jièvre électorale monte. L'ejfort cameronnais du 16 février 1954.
(3) La Semaine cameronnaise du 1er mai 1963, p. 4.
(4) Cité par ENGELBERT MVENG, Histoire du Cameroun, Présence africaine, 1963, p. 343.

BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPEMENT

(PUBLICITE)

(B.C.D.)

- Société d'Economie Mixte d'Intérêt National.

— Capital social : 1.500.000.000 F CFA soit 30.000.000 FF.

- Actionnaires : République Unie du Cameroun,

Caisse Centrale de Coopération Economique, Banque des Etats de l'Afrique Centrale,

Bremer Landesbank.

- Siège social et direction générale : B. P. 55, YAOUNDÉ (Cameroun).

— Téléphone :

Secrétariat directeur général : 22-00-67.
Standard : 22-09-11.

22-45-96. 22-37-39.

— Télex : 82-25 KN.

- Adresse télégraphique : BANCAD.

- Administration : EL HADJ OUSMANE MEY, président du C.A.

— Direction : MM. Léon BAHOUNOUI BATENDE, directeur général, Jean-Pascal ZOLEKO, directeur général adjoint.

POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU CAMEROUN

TIENT EN PERMANENCE SES SERVICES A LA DISPOSITION DES INVESTISSEURS POUR TOUS LEURS BESOINS.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT DU CAMEROUN

Société anonyme au capital de 1 milliard de francs C.F.A., soit 20 000 000 FF Partenaire idéal des Investisseurs Etrangers

Société d'Etat à capital variable régie par les dispositions légales et réglementaires sur les sociétés anonymes et placées sous la tutelle du Ministère de l'Economie et du Plan.

l. — Historique

La S.N.I. a été créée par la Loi nº 63/25 du 19 juin 1963 autorisant l'émission des bons d'équipement de 2, 3 et 5 ans d'échéance. Ses attributions et son fonctionnement ont été définis successivement par les décrets n° 64/07/486 du 16 décembre 1964 et 71/06/159 du 15 avril 1971.

Ses ressources proviennent de ses fonds propres, du produit des bons d'équipement, des avances de l'Etat, des emprunts extérieurs. L'ensemble de ses ressources s'élève en 1975 à plus de 12 milliards de francs C.F.A.

II. — Rôle-de la S.N.I.

La S.N.I. participe et finance le dévelop-

 Réalisation de toutes études générales et particulières dans les domaines agricoles, industriels et commerciaux.

Accuell des investisseurs et assistance dans la connaissance des milieux d'affaires camerounais.

 Octroi des crédits et avals oux sociétés

Gestion et rentabilisation du portefeuille de l'État.

 Option prioritaire au développement économique et social de la République Unie du Cameroun.

III. -- Réalisations de la S.N.I.

La S.N.I. poursuit un essor soutenu par douze années d'expérience, d'initiatives diverses, et draîne déjà un passé riche en réalisations concrètes:

— En 1975, l'ensemble de ses sociétés a réalisé un chiffre d'affaires global de près de 61 milliards de francs C.F.A. et leurs investissements cumulés ont été de l'ardre de 61 milliards de francs C.F.A.

— Les activités Industrielles et agroindustrielles viennent en tête. Ces deux secteurs d'activités totalisent plus des trois quarts des participations de la S.N.I. et réalisent près de 95 % du chiffre d'affaires global.

 Viennent ensuite les services, le tourisme et l'hôtellerie.

IV. — La S.N.I. et la coopération internationale

 La S.N.I. est engagée dans la voie de la coopération internationale.

--- Ses structures techniques et humaines, son expérience de société d'Etat d'une part, et des milieux d'offaires d'autre part, lui permettent de proposer à ses partenaires des formules adaptées à l'évolution du contexte national.

Dans cet esprit, la S.N.I. vient de signer deux Conventions de prêt :

L'une de 1,5 milliard de francs C.F.A. avec la Caisse Centrale de Coopération Economique;

 L'autre de 22 millions de dollars U.S. avec un consortium bancaire ayant comme chefs de file, entre autres, l'UNION DES BANQUES ARABES ET FRANÇAISES (U.B.A.F.) et la BANK OF AMERICA.

Ces fonds seront utilisés pour le financement

des grands projets notamment le complexe agroindustriel de sucre de MBANDJOCK près de YAOUNDÉ, la Cameroon Sugar Company, Inc. (CAM_SU.CO.).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT, 8.P. 423 - YAOUNDÉ (R.U.C.), Télex: SONICAM 8205 KN Télégramme: SONICAM.

CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET DES MINES DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Président : M. François DJAPOU

- Secrétaire Général : M. André KONNA SIÈGE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL : DOUALA - B.P. 4011

Tél. 42.28.88 et 42.36.90 - Télex CHAMCIMA 5616 KN DOUALA

Délégations : YAOUNDÉ : B.P.36 - Tél. 22.47.76 - GAROUA : B.P. 59 - Tél. 27.11.77 VICTORIA : P.o.B. 211 - Tél. 33.42.30

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines de la République Unie du Carneroun est un établissement public à compétence nationale qui représente l'ensemble des intérêts du secteur privé, commerçants, industriels, artisans, prestotaires de services et miniers auprès des Pouvoirs Publics.

Son siège est à Douala, capitale économique du Cameroun, ville de 350.000 habitants, où se trouvent les sièges et directions des principales sociétés commerciales et industrielles du pays.

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des

Mines du Cameroun est régie par le décret n° 74/737 du 17 août 1974, qui a créé trois sections :

— La section « Prestations de service » qui

- sous-sections : Import, Export et Commerce de détail.
- La section « Industrie et Mines », comprenant les trois sous-sections : Industries extractives, industries de transformation et Travoux Publics.
- La section « Prestations de service » qui englobe les sous-sections : Crédit, Banques, Assurances, Transports routiers, Transit, Navigation oérienne, maritime et fluviale, Garages et Divers.

Elle compte 100 membres élus dont 50 titulaires et 50 suppléants; les suppléants étant appelés à remplacer les titulaires en cas d'absence ou d'empêchement.

- En plus de son rôle consultatif, la Chambre de Commerce est chargée :
- --- De l'information de ses membres et ressortissants à travers le Territoire national ;
- Des contacts entre les hommes d'affaires du Cameroun et ceux de l'extérieur;
- De l'arbitrage entre les différentes catégories d'Agents économiques de la nation;

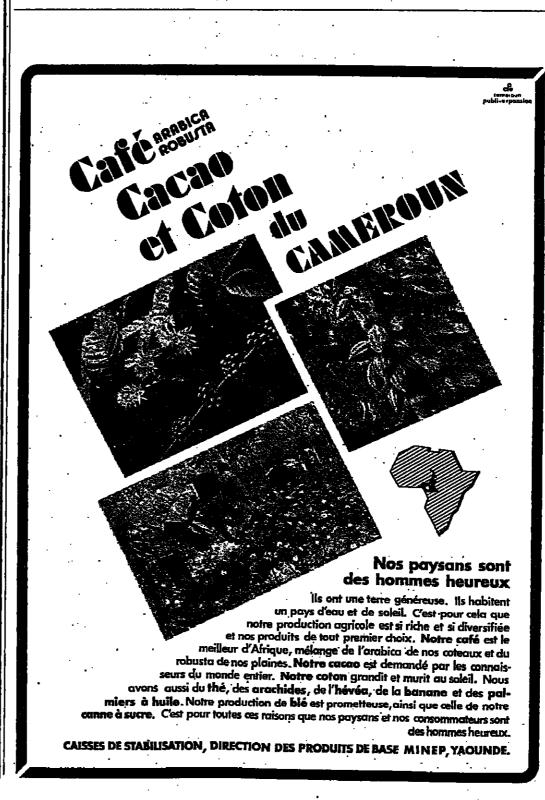
De la promotion des échanges commerciaux, industriels et touristiques à travers les folres internationales où elle s'emploie à inciter les détenteurs de capitaux et des techniques à s'intéresser davantage au développement de l'économie camerounaise et à y participer en bénéficiant du généreux et libéral Code des investissements mis au point par le gouvernement.

Et c'est dans cette même optique qu'elle s'est chargée, en accord avec le gouvernement qui l'aide et l'appuie, de la création d'une Ecole Supérieure de Commerce à Doualo pour les ressortissants de l'Afrique centrale. Elle édite un bulletin mensuel qui est diffusé dans le monde entier, et élabore un ropport annuel sur la situation économique de la nation.

Afin de remplir efficacement sa mission, et compte tenu de sa compétence nationale, la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Cameroun dispose de plusieurs délégations provinciales, à savoir :

- YAOUNDÉ, capitale administrative et politique du pays pour les contacts quotidiens avec le gouvernement et les missions diplomotiques accréditées au Cameroun. La délégation de Yaoundé dessert également les dix départements que compte la province du Centre-Sud;
- GAROUA, chef-lieu de la province du Nord ;
- VICTORIA, pour les provinces du Nord et du Sud-Ouest :
- BAFOUSSAM, chef-lieu de la riche province de l'Ouest.

Sur le plan international, la Chambre de Commerce du Cameroun est membre de la Chambre de Commerce Internationale et elle participe activement au congrès des assemblées. consulaires de l'UDEAC qui se réunit une fois tous les deux ans et à tour de rôle dans chacune des capitales des Etats de l'Union.



Retenez re adresse evous sera utile

cle

MOINTHEAT : : 1600 UNOR

هكذام للأحل

WESTISS[||[|| Un des principaux centres d'intérêt de la diplomatie

L'UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE D'AFRIQUE

D'EPUIS longtemps, le Cameroum fait preuve d'une méfiance délibérée à l'encontre de toutes les indicateurs toutes les initiatives qui, sous couvert de e francophonie », lui paraissent être trop inspirées par Paris, pour des raisons que l'on n'hésite pas à qualifler ici de « néo-colonialiste ». Ainsi s'expliquent la sortie du Cameroun de l'OCAM (Organi-sation commune africaine et « malgache » — deve-me « mauricienne ») et son refus de participer aux sommets » francophones qui ont eu lieu au cours de ces dernières années.

Ces craintes de nature politique ne l'ont pas empêché, toutefois, de rechercher, avec réalisme et persévérance, à resserrer le plus possible ses Jens de coopération avec les quatre autres anciennes colonies françaises d'Afrique centrale, devenues alles aussi indépendantes : le Congo, le Gabon, le Tichad et la République Centrafricaine, toujours membres, comme lui, de la zone franc. C'est ce souci, partagé par ses partenaires, qui est à l'origine de l'Union douanière et économique d'Afri-que centrale (UDEAC), au sein de laquelle le Cameroun joue un rôle très actif.

L'UDEAC, qui regroupe actuellement le Cameoan, le Congo, le Gabon et la République Cenrafricaine, a été créée par un traité signé le l décembre 1964 à Brazzaville entre ces natre États et le Tchad, qui s'en est retiré in 1968 pour former une éphémère Union des caractais d'Afrique centrale (USAC) avec le Zaire, nais qui s'apprêterait à présent à la réintégrer.



Un marché de plus de 12 millions de consommateurs

Jusqu'en 1959, le Congo, le Gabon, l'Oubangui-Ihari (devenu ensuite République Centrafricaine) et le Tohad avaient constitué l'Afrique-Equatoriale française, entité administrativement et économiquement intégrée. Devenus indépendants, ces quatre pays décidèrent de prolonger leur coopéra-tion sur le plan économique, en créant l'Union douanière équatoriale (UDE), à laquelle le Cameroun s'associe des 1961. C'est de cette première union que devait naître l'UDEAC, dont l'entrée en vigueur fut effective le 1° janvier 1966, et dont le siège se trouve à Bangui, capitale de la R.C.A.

L'UDEAC constitue une des plus remarquables entreprises africaines de coopération

plus de douze millions d'habitants (dont près de sept millions pour le seul Cameroun) et s'étendant sur environ 1,7 million de kilomètres carrés, dans une zone géographique aux climats diversifiés et aux ressources agricoles et minières abondantes et variées, elle s'est assigné, dès le départ, pour prin cipal objectif d'élargir progressivement les marchés nationaux de ses Etats membres, par élimination des entraves juridiques et fiscales inter-Etats, en vue d'établir un véritable Marché commun de l'Afrique centrale, dans lequel chacun trouverait

Cette politique s'est d'ores et déjà traduite par les faits suivants ::

 Une coopération doqunière étroite et efficace, fondée sur un tarif unique et une réglemen-

 Une harmonisation des fiscalités internes et des codes nationaux d'investissements; - Des efforts sérieux de coordination des plans

et des politiques de transports; Un début de concertation en matière de politique industrielle;

-- La mise au point par les quatre Etats d'un plan comptable obligatoire dans l'ensemble de l'Union, complété par un plan commun de comptabilité publique, compatible avec le plan comptable des entreprises, de manière à aboutir à un système unifié de comptabilité nationale ;

- La préparation du recensement démographique permettant d'établir progressivement un état civil moderne identique dans les Etats mem-

 L'adoption de textes relatifs à la libre circulation des personnes et au droit d'établissement

Surtout, il faut souligner que, comme le vou-laient ses fondateurs, l'UDEAC n'est pas une union simplement économique, qui ne pourrait se défi-nir de manière précise et qui ne serait que la somme des intérêts que chacun accepterait de mettre en commun; comme on le voit dans la plupart des autres tentatives africaines de coopération régionale. Elle n'est pas non plus une union libre-échangiste au sein de laqueile le trafic commercial entre les Etats membres resterait soumis à un certain nombre de restrictions. Mais elle est une véritable union douanière, caractérisée par la libre circulation de tous les produits sur l'ensemble du territoire de l'Union, à condition tontefois (afin de protéger les recettes budgétaires de chacun des Etats membres sans se perdre dans des systèmes de contrôles et de restrictions trop

complexes) qu'ils soient originaires de l'Union. Outre l'existence d'un tarif douanier commun, la pièce maîtresse de l'édifice est un système dit « taxe unique », à laquelle sont soumises, au bénéfice du pays de consommation, les marchan-dises manufacturées produites dans un des Etats membres par les entreprises industrielles désireuses d'écouler également leurs marchandises sur les marchés des autres Etats membres et qui ont obtenu pour cela l'agrément des organes centraux de l'Union. Tout en préservant les intérêts budgétaires des Etats de consommation (qui sans cela, seraient tentés de continuer à importer des produits concurrents de l'extérieur de l'Union, dont l'industrialisation serait entravée d'autant) système présente notamment l'avantage pour les entreprises agréées de les exonérer de toute autre taxe, en particulier des droits et taxes à l'importation sur les matières premières ainsi que celui de les faire bénéficier d'un crédit de paiement de la taxe unique elle-même, jusqu'à la commercialisation effective des produits fabriqués.

A signaler également l'existence d'un fonds dit « de solidarité », alimenté principalement par les Etats les plus favorisés au bénéfice essentiellement de ceux qui le sont moins, et qui a pour but, lui aussi, en atténuant les effets des disparités géographiques (éloignement du littoral en parti-culier), d'atténuer les obstacles à l'industrialisation de l'Union et aux échanges inter-Etats.



Une politique intelligente

Il ne fait du reste aucun doute que cette politique douanière et fiscale intelligente, en vue de la constitution d'un vaste marché attractif pour les investisseurs, a beaucoup favorisé ces dernières années, mais à des degrés divers selon les pays de Cameroum n'étant pas le plus mai lott), le développement de l'industrialisation de l'ensemble de l'Union, en même temps qu'elle entraînait une progression constante des échanges intra-communautaires. Tout en ne représentant encore que 10 % environ de l'ensemble des échanges extérieurs des pays de l'UDEAC, ces échanges inter-Etats ont progressé au cours de ces dernières années à un taux moyen de 25 % par an, soit trois fois plus vite que le commerce extérieur total de l'Union, l'essor d'une industrie de substitution aux importations apparaissant comme le moteur prin cipal de cette accélération.

Enregistrant ces résultats satisfaisants, le dernier « sommet » de l'Union, qui s'est tenu à Bangui, en décembre 1975 à l'occasion de l'inauguration du nouveau Palais de l'UDEAC a permis de jeter les bases d'une intégration écono-mique plus poussée, par la création d'une banque commune de développement. l'harmonisation renforcée des impôts sur les sociétés, la création d'un bureau du plan comptable, l'adoption d'un code de sociétés multinationales, la répartition entre les Etats de quelques grands projets industriels dits « communautaires » ; la mise en place de structures communes dans les domaines scientifique et technique, l'attribution d'un caractère égaement communautaire à l'important projet de chemin de fer Bangui-Océan.

Le Tchad, dont on espère le retour prochain au sein de l'Union, avait envoyé pour la première fois depuis très longtemps, un observateur à ces

PIERRE BIARNES

Les principales institutions de l'UDBAC

Les principales institutions de l'Union douanière et économique d'Afrique centrale sont les suivantes :

— Un conseil des chefs d'Etat, organe suprème qui se réunit au moins une jois par

Un conseil de direction, statuant par délégation du conseil des chefs d'Etat et qui se réunit au moins deux jois par an ;

Les décisions de ces deux conseils prises à l'unantmité ont force de loi dans chacun des Etats de l'Union, d'eux dépend un sécrétariat général dont les services se répartissent

Département de l'harmonisation indus-

 Département de l'harmonistaion industrielle des statistiques, des transports, des postes et des télécommunications;

Direction des services administratifs.
L'UDRAC dispose également de plusieurs organismes spécialisés : agence comptable inter-Etats, contrôle financier, école des

Retenez notre adresse elle vous sera utile

Si vous voulez développer vos affaires au CAMEROUN, promouvoir votre marque, conquérir le marché,

ou si vous y venez seulement pour un voyage touris-

tique, faire un safari, 🕒 c'est à nous qu'il faut vous adresser, car nous connaissons le terrain. Nos collaborateurs maîtrisent

les techniques modernes du marketing, de la communication et de la vente du tourisme. Nos activités s'étendent sur trois pays d'Afrique

centrale. Notre pénétration, grâce à nos nombreux et importants supports de masse, en régie, est la plus forte d'Afrique francophone. Nous avons des partenaires et des correspondants en Europe.

CAMEROUD PUBLI-EXPRISTON

Rue du Moréchal Joffre - B.P. 1.137 - Tél. 42.44.44 Télex 5276 KN - DOUALA - CAMEROÙN

CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION

Victoria (CAMEROUN). Tél.: 33-22-51 Télex: 52 42 KN

Adresse télégraphique DEVCAM Victoria Société de Développement-

au capital de 4 124 806 000 C.F.A.

- PLUS DE 120,000 HECTARES DE PLANTATION • d'huile de palme (19.235 tonnes)
 - d'hévéa (9.778 tonnes) • de thé (935 tonnes)
 - de bananes (11.393 tonnes)

Quatre usines de transformation de cooutchouc, une usine à thé, deux moutins d'huite de palme.

TOLE TEA



Le meilleur, n'importe où; et n'importe quand

SALES MANAGER CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION BOTA, VICTORIA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

ORGANISATION CAMEROUNAISE DE LA BANANE



La remontée de notre production amorcée en 1971 avec la mise en œuvre, par l'OCB, du projet de Reconversion Bananière, s'est poursuivie ces demières années pour atteindre 73.500 tonnes en 1974, niveau pratiquement mointenu en 1975.

Le premier programme du projet de Reconversion Bananière partait sur 800 hectores de bangnergies à créer en 4 ans. Commencée en 1970, sa réalisation s'est achevée en 1973 et a permis, grâce à la production supplémentaire de 20.000 tonnes par an conforme aux prévisions du projet, d'accraître très sensiblement nos expor-

Son indice sur l'évolution des tonnages à l'exportation se traduit par les chiffres ci-dessous :

STATISTIQUES EXPORTATIONS DU CAMEROUN

	
ANNÉES	EXPORTATIONS
1970	47 000 t.
1971	51 000 t
1972	65 500 t.
1973	64 500 t.
1974	63 500 t.
1975	74 300 t.

L'évolution de notre économie bananière au cours de ces demières années n'est pas sensible uniquement sur le plan de l'accroissement de nos exportations. Elle concerne aussi leur répartition ainsi que la qualité des fruits exportés, en nette amélioration depuis trois ons.

PARTI UNIFIÉ ET DÉMOCRATIE GOUVERNANTE

Au lendemain de la décision mémorable des partis politiques nationaux de se fundre tous ensemble en un seul parti unifié, le Cameroun pouvait réellement se dire assuré d'avoir remporté, sur lui-même, l'une de ses plus belles victoires. C'était le 1s septembre 1966. Ce jour-là, en effet, était née une espérance nouvelle du peuple en face de -son destin.

Ainsi devrait s'expliquer cette soif d'unité, qui s'est toujours trouvée à l'origine de l'action, comme des choix du peuple camerounais, depuis bientôt vingt ans. Le parti unifié en a été la consécration. Il a été, pour la communauté nationale, une source vivante d'idées et de motivations concrètes. Il demeure le soutien et le guide de ce peuple, toujours désireux de rester maître de son devenir, de fortifier sa volonté de construction nationale dans une voie originale et en dépit des difficultés et des contradictions du monde contemporain. C'est peut-être là que pourra figurer son apport décisif au patrimoine de la nation.

Car, ce qui est surtout concerné, ce n'est pas tant de triompher immédiatement de toutes les nécessités matérielles que de rendre vite accessible à tous dans la pratique l'idée d'une nation à promouvoir dans l'harmonie, la justice et le progrès, et qui soit pour chacum une patrie véritable. A travers cette triple approche des perspectives nationales, se dégagent les grandes tâches qui, certes, échappent à la maîtrise d'une seule génération, mais que le parti et l'Etat doivent 'aujourd'hui, pour leur part, assumer avec courage et détermination.

Il s'agit de contribuer par tous les moyens à l'épanouissement de la conscience nationale; d'accélérer l'éducation politique et humaine des masses; d'associer sans discrimination toutes les couches sociales aux sacrifices comme aux joies de la construction nationale.

Il convient, cependant, de souligner que cette intervention, riche de contenu, du parti et de l'Etat ne pouvait s'effectuer qu'à condition de reposer elle-même sur une option bien définie en ce qui concerne le mode de gouvernement. Cette option a été faite. Le Cameroun a marqué sa préférence pour la démocratie. Mais une démocratie essentiellement fondée sur ses traditions propres, et qui ne se réclame ni des normes de l'Occident ni de celles de l'Est européen. C'est une voie moyenne. Elle rejoint, pour l'essentiel, ce qu'un publiciste français a appelé une « démocratie gouvernante ».

Mais ce serait, à coup sûr, trahir la vérité de l'histoire que de ne pas mettre en relief (sa très grande modestie dût-elle en souffrir) la part qui revient, dans cette fine architecture, aux mérites personnels du président Ahidjo. Très tôt, il a su comprendre que l'indépendance, une fois acquise, n'avait de véritable signification que si elle devenait un acte de participation continue aux valeurs de son milieu et aux modèles de son héritage humain.

Sur ce point, ses convictions, que l'expérience des vingt dernières années n'a fait que confirmer, n'ont jamais varié ; le Cameroun en a tiré un très net avantage dont s'est ressentie l'évolution constitutionnelle de notre après-indépendence

Le chef de l'Etat camerounais ne soutenaît-il pas déjà, en 1962 au congrès d'Ebolowa, que nos pays en voie de construction ont à découvrir les formules politiques qui leur soient propres en fonction de leur situation, mais aussi en fonction de leurs civilisations qui sont extrêmement différentes de celles des pays d'Europe ou d'Amérique.

Pour le président Ahidjo, en effet, la démocratie à l'européenne, si elle était l'objet, à notre stade, d'une reproduction servile, ne pourrait que conduire notre peuple à choisir, en définitive, entre Charybde et Scylla. Entre l'anarchie et la dictature.

Mais, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel reste cette volonté de renverser les barrières qui, par-delà les valeurs simples sur lesquelles tout le monde devrait se mettre d'accord, contribuent encore à entretenir des démarches routinières de pensée, les relents d'un fond d'idées souvent abstraites et un climat de préjugés tenaces.

Ce qui importe par conséquent, c'est que le parti unifié œuvre pour l'édification d'un État fort, capable en son sein d'assurer l'ordre et de promouvoir la paix. Telle est du reste, selon nous, la condition première pour que s'instaure une démocratie authentique, c'est-à-dire, en somme, une participation active du peuple à l'élaboration de son destin, par une libre adhésion collective, éclairée par le parti et conduite par l'autorité de l'Etat.

Voilà pourquoi le régime présidentiel, tel que notre peuple a choisi de le vivre, nous a toujours semblé le mieux répondre à ses problèmes. Il convient autant à sa conception particulière du pouvoir qu'à son mode spécifique d'expression des forces profondes de son patrimoine culturel.

S'il fait du chef de l'Etat, face aux exigences d'une nation en cours d'édification, le symbole vivant de l'unité de son destin et de ses aspirations, il garantit également l'exécutif, les moyens de jouer pleinement son rôle de moteur de l'émergence individuelle et collective des masses.

A l'intérieur de ce mouvement où, bien que séparés, les pouvoirs se complètent, leur collaboration fonctionne avec d'autant plus d'harmonie et de rigueur qu'elle se fonde sur les vertus de l'appartenance commune de tous les corps de l'Etat à l'esprit et à la discipline d'un même parti.

C'est donc à juste titre que le système camerounais peut, ainsi que le rappelait encore le président Ahidjo au congrès de Douala, être qualifié de démocratie gouvernante, ce qui l'oppose, de toute évidence, « aux régimes où l'action de l'exécutif se trouve constamment paralysée du fait des divisions d'opinions démagogiques, des luttes d'influences, et du conflit des intérêts particuliers ».

Cette préémmence de l'exécutif a malheureusement suffi à certains pour qu'ils assimilent, de manière abusive, notre système politique à une forme de dictature, dominée par des procédés antidémocratiques.

En réalité, la démocratie gouvernante dont nous nous réclamons, et telle que nous la pratiquons, est loin de nier que la liberté soit pour l'individu un droit fondamental; ce qui nous importe, c'est que ce principe se traduise de manière bien plus concrète par une plus grande efficacité dans les perspectives actuelles de notre quête de la dignité et de la sécurité par le développement. Nous ne nions pas non plus que la liberté soit la meilleure école pour préparer les hommes à s'adapter aux changements, caractéristique essentielle de notre temps; mais, nous voulons y accèder par les voies propres à notre culture, en raison, notamment, des diverses formes d'ambiguité attachées à ces mutations qui, d'un côté, rassurent, et de l'autre, créent des menaces.

Nous demeurons dès lors convaincus que la vraie liberté, c'est celle qui, au sein d'une société devenue adulte et stable, peut d'elle-même porter définitivement remède aux frustrations et à la dépersonnalisation, qui tendent si souvent à compromettre la sécurité des jeunes États d'Afrique.

Vue sous cet angle, notre démocratie gouvernante n'est rien d'autre que la recherche d'un équilibre à la mesure de la complexité et de l'urgence de nos problèmes; elle se veut une réplique à bien des parodies de la démocratie où, au nom de la liberté, la joie de vivre devient un terme sans contenu pour le plus grand nombre, et où la recherche du bonheur égoïste se présente comme un idéal de vie.

Pour exorciser ces spectres de la pire des misères, qui est celle du cœur, le système camerounais de démocratie gouvernante situe le dialogue au centre de son action de sa stratégie : « Dialogue, comme l'explique le président Ahidjo, entre l'exécutif et le législatif, dans la poursuite des objectifs nationaux ; dialogue au sein du parti, qui doit recueillir les aspirations des masses, et organiser leur participation aux programmes d'intérêt national. »

Le dialogue ainsi défini doit déboucher sur un équilibre à trois dimensions, à partir des disparités ethniques, religieuses et culturelles, qui traduisent un manque, en même temps qu'elles représentent une richesse. Le parti et l'Etat ont su, à cet égard, chacun en ce qui le concerne, s'employer à consolider les bases de cette unité de destin, dont on est fondé à attendre une plus grande unité d'action.

C'est pourquoi il entre dans les préoccupations fondamentales du parti et de l'Etat que ne soit tolérée aucune tendance qui aurait pour résultat de favoriser ou de défavoriser une ethnie par rapport aux autres. Afin de conjurer, notamment auprès des nouvelles générations, l'apparition d'un tel danger, les efforts d'interpénétration ethnique engagés au lendemain de l'indépendance se sont inlassablement poursuivis sous l'effet mobilisateur des intérêts économiques ou sociaux, et grâce à l'heureuse influence exercée sur les masses par les objectifs du parti.

Ces efforts ont porté des fruits. On peut dire que les Camerounais sont, aujourd'hui, parvenus à une conscience élevée des liens naturels, qui font de chaque ethnie un élément de la nation, une et indivisible.

Quant à l'équilibre entre les religions, il s'est toujours, de son côté, manifesté par un très grand libéralisme qui n'assigne à l'expression de la foi religieuse aucune limite autre que la tolérance mutuelle et le respect des prérogatives de l'Etat. Le même libéralisme et la même réserve valent également en ce qui concerne l'équilibre des cultures nationales. Chacune de celles-ci, en assurant pleinement son épanouissement, a pour mission de contribuer par les moyens qui lui sont propres à la naissance d'une personnalité nationale originale et d'une civilisation camerounaise authentique.

Comme on le voit, le Cameroun a résolu le problème de base; celui des choix essentiels qui s'expriment par l'organisation des structures appelées à servir le système de démocratie gouvernante. Il lui reste à résoudre celui de la mentalité des hommes, qu'il faut amener à un engagement continu dans l'action. Une action assortie du sens de l'initiative et d'un certain goût du risque.

lci, les progrès sont nécessairement plus lents, car il n'est pas facile d'intégrer dans les habitudes traditionnelles un changement qui invite à ne plus voir son propre avenir à travers le présent des autres.

Une nouvelle voie se laisse ainsi présentir qui doit passer par une nouvelle détermination des critères sociaux et culturels capables d'assurer, dans les perspectives du développement, une plus grande maîtrise du facteur humain. A cet effet, le parti, depuis le congrès tenu à Douala l'année dernière, est convié à une activité plus prospective dans la mesure où, grâce à sa puissante implantation au niveau des masses, il peut découvrir plus facilement des motivations liées à l'émergence de totalités culturelles nouvelles.

Cette voie, c'est celle qui doit ouvrir notre démocratie gouvernante à une authentique démocratie de développement à laquelle doivent participer toutes les forces capables de raccourcir les étapes de notre lutte pour la conquête d'une plus grande émergence.

Telles sont les promesses attachées à la naissance, voici dix ans, d'un partiunifié, l'Union nationale camerounaise. Ce parti, dont le président Ahidjo a ditfort justement qu'il était le fer de lance de la construction nationale, est plus que jamais appelé à jouer son rôle sans égal de rassemblement et d'orientation.

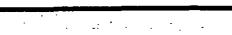
Et pour voir cette histoire en acte annoncer valablement les fleurs de l'histoire en espérance, il suffit que le parti et l'exécutif continuent à se donner la main, face à un présent qu'il faut maîtriser, et à un avenir qu'il faut préparer. Il nous semble qu'à travers cette harmonieuse combinaison peut se proursuivre, dans le seul intérêt du peuple camerounais, une des révolutions les plus difficiles; celle qui se fait par le patient effort de tous les jours et qui, à chacune de ses étapes, accroît chez l'homme l'espoir de se retrouver enfin, dans tous les domaines, le sujet de sa propre histoire.

AU CAMEROUN
IAITES-VOUS DONC
ACCUEILLIR
A PARTIR DE PARIS
AN DES CAMEROUNAIS
MOEROOD SIRCIDES

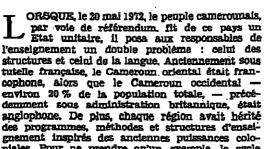
Pour mieux

MEROOD SIRCINES





Une université bilingue



des programmes, méthodes et structures d'enseignement inspirés des anciennes puissances coloniales. Pour ne prendre qu'un exemple, le cycle primaire durait six ans dans l'Est et sept ans dans l'Ouest, et dans le Cameroun occidental les missions avaient un rôle fondamental (elles rece-

Le ministère de l'éducation a donc entrepris un

certain nombre d'actions parmi lesquelles l'élaboration de nouveaux programmes harmonisés entre le Cameroum occidental et le Cameroum oriental pour l'enseignement secondaire général et technique, la promotion du bilinguisme par le renforcement des horaires d'anglais et de français dans les établissements scolaires, la création d'écoles hilingues d'application, et le développement de centres culturels et linguistiques pour les adultes qui veulent améliorer leurs connaissances dans l'une ou l'autre langue.

Bîlingue, l'université de Yaoundé a bénéficié de la coopération internationale : la Grande-Bretagne fournit du personnel et des équipements pour les facultés de droit et de lettres, le Canada les professeurs, l'Allemagne fédérale des bourses. Mais c'est la coopération culturelle française qui y joue un rôle primordial, de même qu'elle a eu une importance déterminante dans la création du lycée bilingue de Buéa, du centre linguistique destiné principalement aux fonctionnaires anglo-phones et, par l'intermédiaire du Fonds d'aide et de coopération (FAC), dans la construction à Bués d'un émetteur de radio qui touche de nombreuses écoles au Cameroun occidental



Une réalité encore faible

Même si, selon le ministère de l'information et de la culture « le problème du bilinguisme court vers sa solution défintive », il faut avouer que la part de la population pour laquelle ce fait est une réalité est encore faible. Si l'attachement profond aux langues des colonisateurs et à leurs cultures persiste, la langue de la population dominante — le français — l'emporte. D'autant que, dans leur majorité, les gens de l'ouest ont une

connaissance de l'anglais moins profonde que ne l'est celle du français à l'est.

Dans J'administration, le français est donc la langue principale, ce qui provoque parfois le courroux des angiophones. De plus, le système scolaire et universitaire adopté est beaucoup plus proche du système français que de l'angiais. Enfin, si dans l'enseignement primaire le nombre d'élèves à l'ouest est, par rapport à la population, supérieur à celui de l'est, dans le secondaire 15 % seulement des lycéens sont originaires de l'ancienne colonie britannique, et dans l'enseignement supérieur moins de 10 %. Il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux vont faire leurs études au Nigéria angiophone et voisin.

En 1970-1971, 20 % des dépenses budgétaires ont été consacrées à l'éducation, ce qui représente plus de 3 % du produit intérieur brut. Cet effort financier permanent depuis l'indépendance a eu pour résultat de faire du taux de scolarité au Cameroun l'un des plus élevés d'Afrique. Un Camerounais sur six va à l'école, au lycée on a l'université, et, pour 56 %, la population est sco-

L'évolution des effectifs est d'ailleurs significative : dans l'enseignement primaire, il y avait 420 000 elèves en 1960. Ils étaient 930 000 en 1970. Dans le secondaire, les chiffres sont respectivement de 16 000 et de 73 000. Enfin, dans le supérieur, l'université de Yaoundé, créée officiellement en 1962, avait 2500 étudiants au cours de l'année 1968-1969. Elle en comptait 4500 en 1972-1973.

Indice d'un indéniable succès, cet accroissement des effectifs ne va pas sans poser des problèmes. La place tout d'abord. Il n'est pas rare, à Yaoundé, d'entendre des parents s'inquiéter de l'avenir sco-laire de leurs enfants. Une circulaire administrative n'a-t-elle pas interdit d'enseigner dans des classes de moins de trente à quarante élèves ?

D'autre part, les autorités se montrent particulièrement préoccupée par le nombre des échecs. Ainsi, dans l'est du pays, sur dix mille élèves qui entrent en première année d'enseignement primaire, cinq mille cinquante seulement atteignent la sixième année. Le corollaire de ces défections est l'augmentation du coût de formation d'un



L'africanisation

Troisième problème — lié en partie à celui du bilinguisme. — celui de l'africanisation. En raison du nombre de langues vernacriaires utili-sées dans le pays, l'enseignement primaire continue d'être donné en français ou en anglais, mais suivant des programmes et avec des professeurs africains. En revanche, dans l'enseignement secondaire, le pourcentage des enseignants français, par rapport à celui des nationaux est encore de l'ordre de 20 %. Début 1976, on comptait encore dans l'assistance technique française plus de cinq cent soixante professeurs.

Cependant, le Cameroun est décidé à surmonter ces difficultés. Déjà, le troisième plan quinquennal de développement prévoyait, pour les années 1971-1976, une augmentation de la capacité d'accueil des établissements scolaires, l'accroissement du nombre de professeurs qualifiés formés par l'Ecole normale supérieure et le développement de la formation scientifique et

Ainsi devrait se poursuivre une politique camerounaise de l'éducation dont l'université de Yaoundé, avec ses diverses facultés et ses écoles spécialisées (en médecine, agronomie, pédagogie, jour-nalisme, etc.), est le symbole. — B. D.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Annelet (lleutenant-colone) de Burthe d') : A travers l'Afrique française, du Cameroun à Alger, camets de route ; éd. Pierre Roger, Paris, 1932. Benoît (Pierre) : Monsieur de La Ferté; Albin Michel, Paris, 1934.

Cameroon Yearbook 1975, Cameroon Times; United Publishers, Victoria, Cameroun. Celarié (Henriette) : Nos frères noirs, Cameroun-Dahomey : Hachette, Paris, 1932. Galllard (Philippe) : Cameroun 1970 ; Editions

Ghomsi (E.): les Bamileke du Cameroun, essal d'étude historique des origines à 1920, thèse de doctorat de troisième cycle d'histoire présentés sous la direction d'Yves Person, professeur à la Sorbonne : Paris, 1972.

Gonidec (P. F.) : la République fédérale du Cameroun ; collection Encyclopédie politique et onstitutionnelle, Librairie générale de droit et de Jurisprudence ; Paris, 1971. Imbert (Jean) : le Cameroun : collection Que

sals-je ?, nº 1551, P.U.F., Paris, 1973. Laborie (Bruneau de) : Du Cameroun au Caire par le désert de Libye, chasses au Tchad ; Flammarion, Paris, 1924. Le Vine (V.T.) : la Cameroun ; Editions interna-

tionales, 47, rue Saint-André-des-Arts, collection Nouveaux horizons, deux volumes, Paris, 1970. Misse (Misse) : Douala-Bonaberi, un port saturé, enquête réalisée en vue de l'obtention du diplôme supérieur de journalisme ESLIY ; Yaoundé, octobre

Mizon (lieutenant L): Voyages dans l'Adamaous In le Tour du monde, tome LXIV, deuxième se-mestre ; Paris, 1892.

Morgen (Curt von) : A travers le Cameroun, du sud au nord, voyages d'exploration dans l'ar-rière-pays de 1889 à 1891 ; édité à Leipzig par F.A. Brokhaus en 1893, traduit, présenté et com-menté, accompagné d'une bibliographie par Phi-lippe Laburthe-Tolra pour les archives d'histoire et de sociologie de l'Université tédérale du Cameroun ; Yaoundé. 1972.

Myeng (E.): Histoire du Cameroun ; éd. Présence atriceine, Paris, 1963.

Njoya (Adamou Ndam) : le Palais de Foumban ; collection Art et culture africains, éd. Ndam et Raynier, B.P. 1638, Yaoundé.

Njoya (Sultan): Histoire et coutumes des Bamum, traduction du pasteur Henri Martin ; Mémoires de l'IFAN (centre du Cameroun), 1952.

Nyounae-Libam (J. P.): le Traité Douala alle-mand du 12 juillet 1884; Pressbook, Victoria, 1975. Ottou (Jean-Claude) : Douala, le logement, une tumeur chronique, enquête réalisée en vue de l'obtention du diplôme aupérieur de journalisme : ESIJY, Yaoundé, octobre 1975.

Prouzet (M.): le Cameroun ; collection Comment ils sont gouvernés, sous la direction de Georges Burdeau, éditions R. Pichon et R. Durand Auxuas,

Rogozinski (S.S.) : Hult années d'exploration dans l'ouest de l'Afrique équatoriale : Cracovie,

Tardits (Cl.) : « Parenté et pouvoir politique chez les Bamoun (Cameroun) », In l'Homme, tome XIII. п^{ва} 1-2, janvier-juin 1973, pp. 36 sq. Wilbols (J.): le Cameroun: Paris, 1935.

POUR VOTRE VOYAGE AU CAMEROUN FAITES-VOUS DONC ACCUEILLIR A PARTIR DE PARIS PAR DES CAMEROUNAIS CAMEROON AIRLINES

Offre des vols réguliers en 707 au départ de Paris-Orly, Marseille, Genève, Rome pour Douala, carrefour d'Afrique Centrale.

A partir de Paris, l'amabilité de notre équipage, et l'ambiance toute particulière de nos ayions, yous permettent déjà d'apprécier la légendaire



CAMEROON AIRLINES

PARIS: 12, boulevard des Capucines, tél.: 073-85-40. MARSEILLE: Air France, 14; La Canebière, tél. 33-62-60 GENEVE : Air France, 12, quai Général-Guisan, tél. 20-28-44. ROME: Air France, via Vittorio Veneto 93, tél. 84-11-81.



DRGANISME DE FINANCEMENT DE LA REVOLUTION VERTE

- 1. accorde des crédits à:
 - ·l'agriculture,
 - · l'élevage,
 - · la pisciculture,
 - · la pêche.
 - ·l'habitat rural,
 - · l'artisanat.
 - · la régénération forestière.
- 2. intervient dans:
 - la protection phytosanitaire,
 - · la régénération café cacao, - la promotion de l'élevage,
 - · l'aménagement des campagnes,
 - · l'installation des jeunes ruraux.
- 3. et d'une façon générale, contribue à la promotion du développement économique et social en milieu rural.

B.P. 1548 YAQUNDE Tél.:22-10-25 et 22-39-82



Comercon Shipping Lines S.A.

Société Nationale de Transport Maritime

au capital de 580 millions de francs C.F.A. - Membre de la COWAC DOUALA, 32, rue des Ecoles, B.P. 4054 Télex 5615 - Tél. 42.52.12 et 42.56.64

Comeroon Shipping Lines 5.9.

assure un service régulier

FRANCE - COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE toutes les trois semaines

de DUNKERQUE ROUEN - LE HAVRE - BORDEAUX

DAKAR - ABIDJAN - DOUALA OWENDO (Libreville)

Navires conventionnels avec cales réfrigérées Capacité de levage: 80 tonnes

Agence générale:

UNIMAR Sectronsport GmbH, B.P. 106 226 2 Hambourg 1, Ferdinandstrasse 33 Télex 2163 465. Tél. 30061

Agence à Paris:

UNIMAR (S.A.R.L.), 10, rue des Ternes, 75017 Paris Télex 29 05 45. Tél. 754-76-29 et 754-13-96

Agences portuaires:

DUNKERQUE:

Sogetra. Télex 82 09 49. Tél. 65-99-31 ROUEN:

Sogena c/o Somarfran. Télex 77 09 39. Tél. 70-55-70 LE HAVRE:

Sogena c/o Somarfran. Télex 19 00 77. Tél. 45-63-21 BORDEAUX:

M/s Chargeurs Réunis. Télex 56 00 51. Tél. 44-12-42

Documents établis par M. YOUSSOUFA DAOUDA, ministre de l'Economie et du Plan de la République Unie du Cameroun

LIBÉRALISME PLANIFIÉ ET DÉVELOPPEMENT AUTOCENTRÉ

Libéralisme planifié et développement auto-centré constituent les fondements de la politique économique

En effet, en accédant à l'indépendance en 1960. le Cameroun s'est trouvé très vite confronté à de multiples et complexes problèmes de développement, compte tenu de la structure de son économie, caractérisée par une mise en valeur insuffisante par rapport aux potentialités énormes que recelait le pays.

Ainsi donc, la tâche de construction nationale à laquelle devait s'atteler le gouvernement allait se manifester à la fois sur le plan politique et économique. Il fallait en même temps asseoir l'autorité de l'Etat, réaliser l'unité du pays et mobiliser toutes les couches de la population en faveur du développement.

Pour ce faire, le gouvernement a choisi de promouvoir le progrès économique, social et culturel du pays, à travers un système approprié de planification permettant à l'Etat d'être le moteur du développement et aux autres acteurs économiques d'inscrire leurs actions dans un processus de concertation commune.

Il s'agissait, en effet, pour le Cameroun, qui avait pris l'option de promouvoir le développement économique accéléré de tous les secteurs, de s'organiser de façon à résoudre d'une manière adaptée et pragmatique les problèmes qui se posaient à lui sans s'engager dans tel ou tel système stéréotypé.

Le libéralisme planifié qui a constitué des lors la base de la politique économique du Cameroum fait appel à l'esprit d'entreprise et à l'initiative privée pour la réalisation des objectifs de développement fixés dans le cadre du Plan

L'attention particulière portée à ce secteur est fonction de son poids dans l'ensemble de l'économie nationale, car, en dehors du fait qu'il emploie 30 % de la population, il représente encore 40 % de la production intérieure brute et procure su pays 70 % de ses recettes d'exportation. Dans le cadre des objectifs ac-

> En ce qui concerne le problème alimentaire, le gouvernement a créé la mission des cultures vivrières, manaichères et fruitières, dout le rôle est de promouvoir une ceinture verte autour des grandes agglomérations urbaines et de favoriser le développement ordonné de la production vivrière. Les premiers résultais atteints par cet organisme sont très encourageants dans la mesure où il a récust à régulariser l'approvisionnement des vivres, notamment à Yaoundé où le problème se poseti avec beaule problème se posait avec beau-coup d'aculté.

En définitive, la poursuite de la politique de développement auto-centré s'impose dans la mesure où les besoins de développement dépassent de loin les moyens disponibles, d'une part, et d'autre part, compte tanu de la nécessité de trailiser la plupert des objectifs de développement en compt an t d'abord sur sol-même, grâce à une mailleure utilisation des ressources

meilleure utilisation des ressources locales et à une exploitation judi-cleuse des potentialités nationales.

Les résultats obtenus grâcs à cette philosophie sont fort éloquents et justifient l'exectitude des options politiques camerou-naises eu égard aux progrès importants que le pays a réalisés dans tous les secteurs d'activité.

cous les secteurs d'activité.

C'est ainsi que, dans le secteur de l'agriculture, l'ensemble des actions du gouvernement sont menées dans le cadre de la campagne de la c révolution verte » dont l'objet est de réaliser de profondes mutations au niveau des structures de production rurale afin de rendre plus efficientes les interventions de l'Etat et d'engager la population concernée dans un mouvement d'accroissement accéléré de la production agricole et pastorale.

L'attention particulière portée à

C'est dans le même souci qu'il a été créé un office céréaller orienté vers l'organisation de la production et la rationalisation des circuits de commercialisation dans la région exposée sux aléas de la sécheresse.

douanière et économique de l'Afri-que centraire (Camaroun, Républi-que Centrafricaine, Congo et Ga-bon) par le régime de la conven-tion commune sur les investisse-ments et le régime de la taxe unique à la production qui sont applicables aux entreprises suscep-tibles d'étendre laurs activités sur les marchés de cette Union dous-nière qui groupent plus de dix millions de consommateurs.

millions de consommateurs.

L'ensemble de ces avantages fiscaux, qui représentent la contribution indirecte du gouvernement à
l'essor des entreprises industrielles,
ont été évalués, en 1974-1975, à près
de 25 % du chiffre d'affaires de ce
secteur, soit plus de 20 millisrds
de france C.F.A.

Dans le domaine des infrastruc-tures d'acquell, la mission d'aména-gement et de gestion des zones industrielles s'emploie à fournir

Far ailleurs, afin de réduire les délais dans l'étude des dossiers, l'acton de promotion des investis-sements vise de plus an plus à ne présenter aux promoteurs que des projets ayant fait l'objet d'études préliminaires.

préliminaires.

De plus, la création des missions économiques auprès de certaines de nos ambassades à l'étranger, de même que celle d'un Service d'accueil des investisseurs à Donala et la simplification des formalités d'immigration, procédent du souci constant des pouvoirs publics de favoriser un environnement provices.

Dans le domaine financier, outre le fait que l'Etat prend directe-ment des participations dans

té nationale d'investissement con-cernent des entreprises très diverses et se situent en moyenne au niveau de 33 % du capital des sociétés. Il y a lleu de noter, toutefois, que cet organisme ne cherche nulle-ment à détenir la majorité dans le capital des sociétés auxquelles il. participe au nom de l'Etat, saut dans le cas des projets hautament prioritaires pour le développement et la sécurité du pays.

. Il convient de souligner également que le gouvernement n'hésite pas à accorder son avai pour les prêts soilleités par les entreprises, auprès des organismes financiers et ban-

Car, sur le plan politique, l'ordre et la paix régnent, l'unité natio-nale se consoll de chaque jour davantage, les institutions sont sta-bles, l'Etat garantit la libre entre-prise, la protection et l'inviolabilité de la propriété privée, la sécurité des personnes et des biens.

Sur le plan administratif, une législation moderne existe dans les domaines de la propriété privée et du travali. L'administration ellee devient une administration

Sur le plan technique, un accent tout particulier est mis sur les infrastructures de communication et l'énergie (construction de routes, de chemins de fer, de barrages, d'améaugement du port, d'aérodro-mes, d'extension du réseau de télé-communications, etc.).

Sur le pian économique enfin, en plus des garanties portant notam-ment sur l'éconjement de la pro-duction, la rémunération du capi-

 un marché en constante progression et susceptible de s'étendre sur les pays voisins;
 une main-d'œuvre jeune et dynamique, abondante et formée; — un dimat social sain et surtout un important tissu industriel qui permet d'envisager, dans l'avenir, la création d'industries lourdes. Actuellement, l'industrie came-rounaise couvre à peu près toutes les branches d'activités:

— industries alimentaires, de buissons et tabacs avec la Société sucrière du Cameroun, la société Bassos et trois brasseries; industries textiles et de confec-tion, dominées par la Société coton-nère industrielle du Cameroun;

 industries chimiques, parmi leaquelles émarge la société Com-plexe chimique camerounais; — industries mécaniques et élec-triques, avec, notamment. l'indus-trie de l'aluminium que développe depuis plusieurs années le groupe Pechiney;

— industries de matériaux de construction avec la Société des cimenteries du Cameroun, la So-ciété cameroungais de transforma-tion de l'aluminium;

- industries du bols.
Les résultais de cette politque
permettent de constater qu'elle s'esi
révelée opportune et efficace ; aussi
devra-t-elle continuar à inspirer
l'action du gouverbement.

Paralèlement aux efforts en faveur des secteurs productifs, les autorités camerounaises sont convalectues que cens-cl ne pauvent se développer harmonieusement que s'il existe à la fois une infrastruc-ture de communication adéquate, ment a pour fondement:

— La recherche de l'unité nationale en facilitant les communications et les transports à l'intérieur
du pays;

— Le désenclavement des zones
de production étoignées en mettant
en œuvre un important programme
de routes secondaires et de pistes
de desserte;

— Enfin, l'amélioration des linisons avec les pays voisins de manière à favoriser la libre circulation des personnes et des bleus, et
l'instauration d'une coopération
économique sous-régionale.

La Société nationale d'investisse-ment, quant à elle, a plus particu-lièrement vocation à prendre des participations dans les entreprises. A ce titre. la Société nationale d'Investissement participe au capi-tal de cinquants-quatre sociétés cameroungisses pour un montant brut de 10,400 milliards de francs C.F.A. Les interrentions de la Socié-té nationale d'investissement con-

ment possible à l'initiative

Une garantie de l'Etat une politique énergétique et une politique adaptée de formation des

En ce qui concerne l'énergie électrique, le Cameroun charche à titer le meilleur parti des nombreux sites hydro-électriques que possède le pays et à compenser le handicap que constitue le manque de pétrole dans son sous-sol.

Ce feisant, il cherche à procurer sux promoteurs industriels l'énergie électrique à bon marché pour l'installation de leurs usines.. Déjà avec 1.1 milliard de kilowatts produits en 1974-75, le Cameroun occupe le premier rang des pays products en 1974-75, le Cameroun occupe le premier rang des pays products un de leurs usines. Déjà avec 1.2 milliard de kilowatts produits en 1974-75, le Cameroun occupe le premier rang des pays products uns d'électrique d'Afrique noire francophone. Les barrages de régularisation réalisés à Musakou et à Bamendjin, ainsi que le barrage de Lagdo en cours de construction permettront d'obtenir une

Le réseau routler est passé de 12 000 km en 1958 à 40 000 km dont 25 0000 km de routes bitumées. Outre de nombreux ouvrages d'art, les réalisations portent sur les grands axes tels que Bafoussum-Bamenda, Douala-Kekem, Ngaoun-déré-Garoua, Tiko-Victoria.

Le port de Douala, les aéroports de Douals et de Garous font l'objet d'extension afin de les adapter aux nouvelles exigences du trafic. Les investissements engagés pour les tranches actuelles dépassent 500 millions de francs français.

Les infrastructures de télécom-munications se développent rapi-dement avec l'accroissement de l'activité économique. À la veille du IV Pian. les investissements réalisés dans ce secteur se chiffrent à près de 250 millions de francs français et les principaux centres du pays sont déjà intégrés dans le réseau automatique de téléphone.

réseau automatique de téléphone.

Dans le domaine des transports, le Société nationale des transports sériens, Cameroon Airlines, aum permis d'améliorer sensiblement l'exploitation du réseau national, tandis qu'avec la création de la Société nationale des transports maritimes. Cameroon Shipping Lines, les échanges du Cameroun avec ses partenaires commerciaux seront considérablement facilités par vois maritime.

puissance supplémentaire de 70 000 kW dans les plus brefs dé-lais. Un autre important projet, celui du barrage de Song-Loulou, dont la construction débute dès le mois d'octobre 1976, est prévu pour une production de 288 000 kW.

Dans le domaine des infrastruc-tures de communications, la poli-tique poursuivie par le gouverne-ment a pour fondement :

Par ailleurs, les travaux de réfec-tion du chemin de fer Yaoundé-Douala ont déjà démarré.

Le Consail national des chargeurs du Cameroun ainsi que la Société camerounaise d'acconage crées ré-cemment viennent compléter les siforts du gouvernement dans le secteur des transports.

Enseignement, un domaine primordial

Dans les secteurs de l'enseignement et de la santé publique, domaines primordisux qui conditionnent le développement puisque
l'avenir du pays est étroitement
lié au nivean de l'équipement intellectue de ses habitants et de
leur bon état de santé. l'effort du
gouvennement a été remarquable et
s'est orienté vers la promotion des
ressources humaines pour le développement.

Les effectifs de l'enseignement secondaire général qui étaient de 8 500 élèves en 1960 sont aujour-d'hui de 93 700 élèves. d'hui de 93 700 élèves.

Les effectifs de l'enseignement technique ont connu une forte progression : 4 000 élèves en 1950, 27 000 élèves en 1974-75. Le nouvelle orientation scolaire tend à favoriser davantage cet ordre d'enseignement de manière à procurer aux entreprises une main-d'ouvre apte et blan formés.

Pour l'anseignement

Four l'enseignement supérieur, en plus de l'université de Yaoundé, il existe 9 suires établissements. Les effectifs qui étalent de 1 100 étudiants en 1966 sont passés à plus de 7 000 étudiants en 1974-75.

En ce qui concerne la santé pu-blique, en 1959, le pays comptait à peine 12 hôpitaux, 27 dispensaires et 41 postes annatos. Depuis lors, il a été consanté pius de 126 mi-llons de francs français pour le financement des investissements de ce secteur. Ces chiffres ne prement en compte ni les efforts accomplis dans tous les pays en matière d'éducation sanitaire, ni l'action des cuvres privées, ni même les efforts de certains particuliers.

Aujourd'hui, on compte plus de 100 hôpitaux Offrant plus de 15 000

lits d'hospitalisation et plus de 900 dispensaires dont le fonctionne-ment exige des moyens financiers importants et un personnel nom-hreux et qualifié.

Ainsi, avec un effectif de 300 médecins, il existe actuellement un médecins, il existe actuellement un médecins, il existe actuellement un médecin pour 20 000 habitants. Mals, ce rapport est appelé à s'améliorer au fur et à mesure que les nombreux cadres en formation à l'étranger ou au Centra universitaire des sciences de la santé de Yaoundé seront disponibles.

L'examen de l'application de la colitique économique du Cameroum L'examen de l'application de la politique économique du Cameroum qui vient d'être esquissée ci-dessus montre que les grandes orientations nationales du page tirent leur inspiration du principe du développement auto-centré dont l'Union nationale camerounale, depuis le Congrès de la maturité de Douale en février 1975, a fait le fondement de l'action inture de toutes les forces vives du pays en vue de l'édification d'un Cameroun nouveau, riche et prospère, où nouveau, riche et prospère, où l'homme est et reste la fin de tout

L'essentiel, en effet, c'est bien cette vision de l'avenir qui est inséparable de la foi de tous les Cameromais dans les destinées de leur pays, c'est-à-dire de leur enthousasme dans la construction nationale.

Le Cameroun, sous la direction de ses responsables, notamment du cher de l'Etat, montre suffissamment de détermination pour que la tâche immense, eralisaite et difficile qui consiste à modeler le visage du Cameroun de demain, du Cameroun nouveau, paraisse possible.

Un développement auto-centré

Parallèlement à l'effort fait pour attirer les investissements étrangers en définissant l'attitude à leur égard, l'on continue à pensar qu'un dévaloppement véritable et durable ne peut se faire qu'avec une voionté nationale de développement et la participation massive des nationaux eux-mêmes à l'effort de développement.

C'est pourquel le fondement des options économiques du Cameroun se traduit par le concept du développement auto-centré, qui signifie « développement du peuple par le peuple ». Ce concept, qui est complémentaire à celui du libéralisme planifié, ne peut se concevoir ni comme un développement autarcique ni comme l'isolationisme, dans un monde caractérisé par l'interdépendance entre les nations. Ce n'est pas non plus une voie nou-C'est pourquoi le fondement des l'interdépendance entre les nations. Ce n'est pas non plus une vote nouvelle, mais plutôt le prolongement naturel du libéralisme planifié, en ce sens qu'il s'agit d'exhorter les populations à prendre conscience du fait que l'homme constitue le moteur de son propre développement et de son propre développement et de son propre devenir.

ment et de son propre devenir.

En cffet, la réalisation de l'objectif de croissance forte et équilibrée que cherche à atteindre le Cameroun exige la mobilisation de toutes les forces vives de la nation et doit permettre à chacun de se placer dans les conditions optimales permettant la maîtrise effective des principaux instruments du développement et une recherche constante de l'intégration économique.

Au total, l'action à entreprendre à cet effet doit permettre un élar-gissement des possibilités nationales pour faire facé aux multiples com-traintes qui freinent le développe-ment du pays et d'amener les opé-rateurs économiques à adopter une attitude plus accorde plus respon-

Dans ceste perspective, l'option de développement auto-centré doit aboutir à la premotion d'une nou-velle société fondée sur l'équilibre :

-- équilibre par la justice sociale de telle sorte que les divisions fondées sur la richesse ne succèdent pas aux divisions tribales;
-- équilibre entre villes et campagnes, agriculture et industrie, travailleurs manuels et fonctionnaires, de telle sorte que le développement économique se réaliss dans la solidarité nationale;

— équilibre entre les adultes et le leures entre les adultes et les leures entre les adultes et les leures entre les adultes et les leures entre le pagnet l'avec la jeunesse, entre le passé et l'ave-nir, de façon à concilier avec l'or-dre fondé sur les techniques mo-

Far allieurs, en dehors de la par-ticipation que l'on est en dioit d'ariger de chocun; dans l'immè-diat, la politique du développement auto-centré doit se traduire par une meilleure adaptation aux tiches de développement de l'ad-ministration, de l'armée, de la jeu-nesse et du parti. Car ces grands corps de la nation constituent l'essential des forces vives du pays et disposent d'une fraction impor-

C'est pour cela qu'il est demandé à l'administration de rechercher une grande rentabilisation de ses actions et interventions et à l'armée de réaliser, en plus de ses fonctions traditionnelles de dé-fense, des tâches plus directement orientées vers le développement.

provisionnement des pays voisins, Ici également, la création d'un secteur moderne d'élevage est réalisée dans le cadre du « plan viande » qui comporte des setions pilotes de production et d'enca-drament des éleveurs.

drament des éleveurs.

Si le secteur agriculture élavage constitue la base du développement économique du Cameroun, l'industrie par contre en est le facteur moteur. C'est pour cela que ce secteur préoccupe d'une manière particulière le gouvernement et constitue le cadre privilégié d'application de sa politique de libéralisma planifié.

En ce qui concerne la jeunesse et le parti, leur action auprès des masses est déterminante au Cameroun où les tâches de développement dans le secteur rural sont des plus préoccupantes. Leur rôle est dans ce ces celui d'encadrament, de canalisation des initiatives, d'organisation des énergies.

tante des ressources nationales qu'il convient d'utiliser de manière efficients et judicieuse.

Une politique de promotion

Par ailleurs, des efforts particu-liers sont feits en vue de la pro-motion des com ple 188 agro-industriels dans le souci bien compris d'accroissement des reve-rus des paysans et de valorisation sur piace des productions agricoles. Des actions multiples et complé-mentaires sont ainsi menées en fayeur de ce secteur par de bon-nes dispositions d'accuell des pro-moteurs, une incitation appropriée à l'investissement, un dialogue

sur piece des productions agricoles.

Ces complexes, qui procurent au pays une part importante des devises pour l'économie, out également pour rôle de promouvoir des pâles de développement en campagne et d'entraîner l'améli-ration de la production paysante grâce à la création des plantations satallites. En ce qui concerne particullè-rement les actions d'incitation, elles portent sur un ensemble de mesures qui constituent le code des investissements du Cameroun. Ce code vise à consentir sur entreprises une série d'avantages gradués dont l'importance varie selon le degré de participation de l'entreprise à la réalisation, des objectifs du Plan de développe-ment.

grâce à la création des plantations satellités.

C'est donc vers la création d'un véritable sectrur moderne de production rurale que la campagne de la « révolution verte » s'achemine de manière à favoriser l'insertion des jeunes dans l'effort de développement des campagnes et d'insuffier des énergies nouvelles en milieu rurai.

L'institution d'un service civique national de participation au développement répond précisément au souci du gouvernement d'orienter les jeunes et de leur faire prendre conscience de leurs responsabilités dans l'œuvre de construction nationale.

Dans le secteur d'éjevage qui occupe une part importante de la population du pays, des actions similaires sont entreprises dans le but, d'une part, de maintenir l'autosuffisance en matière de consommation des protéines animales et, d'autre part, de faire face à la vocation naturelle d'approvisionnement des pays voisins, let éalement, la création d'un ment.

A cet effet, une préférence blen marquée est accordée aux projets à réntabilité certaine, utilisant au maximum les ressources nationales. L'on attache ainsi une grande importance à la notion de valeur ajoutée de même qu'aux engagements relatifs à la formation professionnelle et à la camerounisation des cadres.

Quant à la structure elle-même du code, elle se caractérise par le système à deux paliers. Les régimes à et B comportent essentiellement des avantages di-vers d'ordre fiscal et douanier et s'adressent aux entreprises de moyenne importance. Par contre, les entreprises agréées aux régimes conventionnels C et D bénéficient

en plus des avantages ci-desnus, des garanties plus larges sur le plan juridique, économique et financier. Le code des investissements a été complété par un ensemble de mesures fiscales dont notamment le régime de la taxe intérieure à la production, qui équilibre le fonctionnement des entreprises, et le régime du réinvestissement, qui favorise l'expansion des industries existantes

existantes.

Enfin, il est nécessaire de souligner que l'ensemble des mesures fiscales nationales se trouvent complétées au niveau de l'Union



Parant des le

10 mm (10 mm)

Acres - Company

والمعاولات والمنا

Property and the second

·---.

. .

.

Le Monde

aujourd'hui

LANGAGE

OCENTRE

L'argot des familles

respect par l'étendue de ses explorations, la subtlitté de ses as et le nombre des domaines ru'elle s'est armexés. N'a-t-elle pas négligé, cependant, un terrain de recherche tout proche, si proche sana doute qu'il échappe à l'atten-

Ca terrain est ceiul de l'argot qu'on appellera familial pour le distinguer ssitôt des autres. De nombreuses amilies en effet utilisent dans leur via quotidienne certains termes spéciélaborés dans le groupe nême de la parenté. Ces termes, d'emploi limité à cette aire très étroite, sont souvent recueillis et transmis d'une génération à l'autre. lis forment un authentique argot, avec son caractère d'ésotérisme, et offrent un vif intérêt malgré leur diffusion restreinte et leur vie générafement brève. Ils témoignent d'une création spontanée, d'un sens aigu de la déformation expressive, bref d'un humour sans cesse en éveil.

Beaucoup de ces mois proviennent d'inventions enfantines, adoptées d'enthouslasme et perpétuées par l'entourage. D'autres sont imitatifs ou satiriques. Le choix proposé ci-dessous a été établi à la suite d'une enquête bornée à quaire familles, parisiennes et provinciales. La difficuité est de faire le tri entre les créations pures (ou les détournements rolontaires) et les emprunts, directs ou déguisés, à certains pariers régionaux (ici, en l'occurrence, pour l'une des sources, celui du pays de Caux). C'est done avec la plus grande prupeut-être à écheniller encore, et qui ne prétend à rien d'autre qu'à servir

Binel, s. m.: guingois. - Tout de binel =: tout de travers.

Bororo. ad). : ennuyeux. Orio. : diée par un illustre ethnologue dans l'un de ses principaux ouvrages, et

Bouzilot, s. m.; fem.: bouzilofskala : entant (formation pseudorusse). Etym.: bouzou. Dérivé : bouzilovant, adj.: tannant comme un sale cosse. « Ce qu'ils sont bouzilovants, les fils, aujourd'hul ! »

Cancratin, s. m. : cancra tout a fait stupide. Etym.: amalgame de deux termes synonymes (mot-valise). Dér. : cancrétinet, ette, adj. Cencrétiniser, v. a. « Ces gens ont été totalement Coulc-coulc, s. m. : pince à ongles

Délo, a. m. : petit pansement

se la couler douce. « Ces rupins, à Saint-Trop', tout le temps à se

Gondolle, s. f.: tevelure sur un fruit. Dér. ; gondofier, Houlmphre, Interj. Signif. approximative : < Oh, Iè, Ià, faut encore se lever, quelle barbe, toute une lournée à tirer, vivement ce soir qu'on se

Machu, adj.: tětu, obstině. < L'Ernest, il est machu comme trente-six Michkiki, adj.: petit, malingre. enfant est vraiment michkiki. =

très menu. Pluck, s. m. Voir Sahrott.

-Au fil de la semaine

, tandis qu'un jeune policier lui parle

Etym.: Michel, prénom d'un bébé

Récopi, adi. : identique. Tout

Rem's (C'est), locu.: c'est fini Schrott, s. m. : dépôt d'ordures. Talasse, adj. : tatilion, précie

Orig. : camp scout. Etym. : transcrip don en morse (ta-tit, ta-tit) de l'ini

Trafine, s. f.: passette à thé. Elym.: passette ultra-fine, abréviatio Troutrouille, a. f.: lavette à vais selie. Etym, inconnue (sans rapport

avec trouille : peur en argot classiqua). Wost, s. m. (pron. ou) : cabinets d'alsances. Variantes : wosti, bis-

On comprend que l'enquête lexicale devrait être très étendue et multipliée pour une récolte abon dante. Il v a donc là matière à de diligents travaux d'équipe. Rappelons d'une sévère critique à l'égard de tous emprunts à des pariers exis-tants : égale sévérité envers les déformations puériles, qui sont légion, mais souvent banales et stéréoty-pées : intégration indispensable des termes dans l'usage courant d'un groupe, si restreint soit-il. Au bout du chemin : l'élaboration du futur T.A.F. (Trésor d'argot familial), qui ne rivalisera sans doute pas avec l'illustre T.L.F. (Trésor de la langue encore à ses débuts

JEAN GUICHARD-MEILL

LA VIE AUX CHAMPS

Thérèse Merillon, agricultrice (II)

nioue. «La vie aux champs» (le Monde daté 4-5 juillet), Jean Taillemagre nous a pré-senté Thérèse Merillon qui, sur son domaine, élève vaches laitières. Mais il est bien d'autres tâches au'elle accomplit aidée par un seul ouvrier agricole.

le lendemain la jeune femme, mie les vaches de retour à l'étable - de leur paissance nocurne — alent été soignées, rassasiées de bottelées de foin et traites. Quand l'entrai dans la misine, le soleil levant illuminait par une fenêtre ouverte sur la cour les chaudrons et les casseroles de culvre disposées audessus d'un buffet à pointes de dismant. Elle achevait son petit déjeuner : jambon du pays, fro-mage, pot de confiture, miche de pain entamée, composaient avec la cafetière de terre cuite sur la lourde table de chêne noircie par les ans une rustique nature morte. Mi-amusée, mi-confuse,

Thérèse surprit mon regard étonné devant cette abondance. a Vous pensez que fai un bon appétit, n'est-ce pas? Mais je suis debout depuis 5 heures du matin et le travail commence à peine. Je vais maintenant jeter du grain à la volaille, avant de

délivrer les vaches. » Dans la cour précédant l'étable eHe épandit à pleines mains les grains de mais puisés dans un baquet suspendu à son bras. Serrées et se culbutant, les poules n'arrêtaient pas de picorer. A mon approche ensemble elles haussèrent leur tête et toutes ces

fleurs rouges écloses soudain: des canards vinrent aussi se repaître, écartant d'un coup de bec celles qui voulaient leur disputer la provende. La volaille était peu nombreuse. J'en fis la remarque. Alors Thérèse :

« Elle suffit à la consommation familiale », et elle continua, accompagnant ses paroles d'un geste qui paraissait vouloir englober les terres étendues devant nous, « On a déjà assez de

Plus tard, je l'ai laissée seule ouvrir les portes de l'étable, conduire le troupeau à la paissance, car je désirai connaître Lucien Couralet, l'ouvrier agricole attache, au sens noble du terme, depuis dix-huit ans à la propriété, qu'un accident retenait dans sa maison. Il me reçut, une cheville plâtrée allongée sur une chaise. Sa femme, à ses côtés, nous écoutait, tandis que nous devisions, approuvant parfois son mari ajoutant une phrase pour confirmer une appréciation,

« Quand, à la mort de son père, elle prit la propriété en main, commença-t-il, l'étais un peu méfiant. Je savais bien que toute petite elle s'intéressait à la terre, qu'elle aidait, plus grande, aux récoltes, mais rester seule avec des hectares et des hectares sur les bras, faut le ขอนใอเรา...

- Tu étais là... — Oui, seulement aurait-elle la force et la tête nécessaires?

deux en confiance. On se partage la besogne.

- Comment? - Par exemple, nous preparons un champ ensemble. Je laboure avec un tracteur et elle suit, conquisant un autre pour Ou bien elle passe le disque. Si vous voulez, je jais surtout le travail lourd, ce qui ne veut pas dire outelle n'en serait vas cava-

ble : c'est une vaillante. - Tous les voisins le reconnaissent ajouta sa femme. Ils lui portent de l'amitié et l'ont prouvé le jour de l'incendie, il y aura trois ans en novembre.

L'homme se souvint, et je sen-tais qu'il revivait intensément le

l'étable, j'aidais Mademoiselle à ranger des outils, quand fai vu de la jumée sortir du toit. Ie me suis précipité, le fenü flamcourt-circuit imprévisible mis le teu à une botte de toin. Pensez si ca ronflatt avec tout plein de puille et de fourrage secs. Mademoiselle court pour téléphoner, revient et nous voilà à détacher les bêtes qui meuglaient, se bousculaient à l'entrés des portes. On tapait dessus, on criait. Les pompiers sont arrivės, les premiers voisins. Jėtais en train de sauver des veaux, des génisses. Ils avaient peur. Je les poussais, les tirais par la queue. les portais presque. On ne pouvatt plus rentrer dans l'étable, enfin le toit s'est effondré... Voilà... Antès, nous avons chetché les vaches; elles s'étaient sauvées un peu partout, comme A faisait nuit, ça n'a pas été commode de les ratiraper. En-suite un voisin s'est proposé pour les loger, d'autres ont pramis du fourrage, et le maté-riel ayant été sorti à temps, on a tiré le lait...

- Tu oubliais qu'elle a su bier remercier - Il faut avouer que nous avious tous soit. S'approches

d'un feu, galoper après les vache rues folles, transporter des poids, sèche le gosier... » Et s'apercevant qu'il oubliait de m'offrir l'apéritif :

« Ces dames n'y manquent iamais quand on vient les voir. Elles sont gentilles.»

(Lire la suite page 17.)

tête, là-bas, à tous les passants; et déjà, autour de la table d'opération, les blouses blanches s'affairent. Un agent a cherché maintiennent un ordre nécessaire, assurent le fonctionnement de l'organisation dans l'intérêt des malades, même s'ils ne le comprennent pas toujours. D'autres sont dépassés, inutiles, imbéciles dans l'annuaire le numéro de téléphone des parents qui, par chance, et, sans aucune raison valable, étouffent l'initiative, découragent-

étaient à la maison, et il les a prévenus avec tact. Ils accourent, angoissés, au moment où l'apération s'achève. A l'entrée de cette ville dans la ville qu'est un grand hôpital parisien, on les a promptement renseignés et devant leur désarroi un employé a pris sur lui de les accompagner pour qu'ils ne perdent pas un instant. L'interne et l'externe de service, l'anesthésiste, les infirmières, les aides-soignantes expliquent, rassurent tour à tour comme ils peuvent. C'est grave, mais il a eu beaucoup de chance. Il s'en tirera. Ce sero long et douloureux sans doute, il faudra de la potience et du courage, mais il est solide. Et il a l'air

N accident, en fin d'après-midi, dans une rue de Paris. Un

a été renversé par une voiture. Il semble gravement atteint

garçon d'une quinzoine d'années qui circulait à velomoteur

et gémit faiblement, le visage plein de sang. Le car de police-secours arrive en un temps record. Avec

douceur et précaution, les agents installent le blessé sur une

à l'oreille. A l'hôpital, tout va très vite. Trente minutes à peine

se sont écoulées depuis le choc et le cri qui ont fait tourner la

Chocun a fait son dévoir, et même davantage. La célérité, l'efficacité, la compétence, c'est beaucoup; la gentillesse, le tact, la compréhension, c'est mieux encore. Ah! les rapports entre les fonctionnaires et le public, l'humanisation des hôpitaux, objets de tant d'articles et parfois de diatribes, ont fait réellement d'im-menses progrès. Des hommes et des femmes de cœur, il y en a toujours eu ; mais que, d'un bout à l'autre de la chaîne, tous policiers, employés, infirmières, médecins — comprennent ainsi que ce qui relève pour eux de la simple routine et du travail quotidien revêt pour la victime, pour les siens, un caractère dramatique, et qu'ils agissent vis-à-vis d'eux comme il convient, sans fausse note, avec patience, avec chaleur, voilà qui mérite d'être soullané.

Dans les jours, les semaines qui vont suivre, le blessé et les siens trouveront d'ailleurs à chaque pas, auprès de l'administration à l'heure des fostidieuses et longues formalités de toutes sortes, auprès du personnel solgnant à tous échelons de responsabilité, les mêmes dispositions, les mêmes attentions. « Vous n'avez pas votre carte de Sécurité sociale ? Tant pis, vous l'apporterez en venant le voir demain. » « L'heure des visites est passée, mais cela ne fait rien, restez encore un peu avec lui si vous voulez. » Et, par téléphone, on renseignera trois, quatre fais par jour les parents

qui s'inquiètent.
Un hôpital bien dirigé, sans doute ; et il peut y avoir, il y a sûrement, des exceptions, des médecins inabordobles, des infirmières rogues et pressées, des guichetiers tatillons et suffisants. Cependant dans l'ensemble et très généralement, beaucoup plus qu'il y a quelques années en tout cas, on baigne dans l'huile.

Alors tout est pour le mieux, tout le monde est gentil, la partie est gagnée ? Non, et il s'en faut de beaucoup. Car, malgré cet effort incontestable et presque partout sensible, maigré les grands progrès de l'humanisation et en définitive contre eux, le carcan des règlements, des exigences bureaucratiques, des obligations légales, financières, juridiques et administratives continue de peser d'un polds fantastique, au risque de compromettre les résultats obtenus, de rendre presque vaine la gentillesse, de décou-

rager la bonne volonté L'histoire de l'enfant blessé aurait pu être racontée d'une tout outre manière. On aurait vu, par exemple, l'agent du car moins soucieux de l'apaiser que de recueillir au plus vite, pour le rapport, son identité et son récit de l'accident. On aurait montré. au sortir de l'opération, le chariot portant l'adolescent encore endormi longtemps arrêté pendant qu'un débat opposait par téléphone le surveillant-chef de l'étage à ses collègues des services voisins pour savoir qui allait recevoir le malade. « C'est une < tête ». C'est pour vous. Et vous n'avez pas de lit, vraiment pas? Mais si je l'envoie au cinquième, en cardiologie, où ils ont de la place, ils ne le prendront pas, c'est contraire au règlement, vous le savez bien. Non, les urgences débordent, il y a des malades jusque dans les couloirs. Je vais essayer au troisième, aux voies respiratoires. Je ne peux quand même pas le laisser là ! >

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

l'effort. Mais, de toute façon, personne n'y peut rien. C'est vrai, et c'est le pire : personne n'y peut rien. L'administration hospitalière, l'Assistance publique, ont fait à peu près tout ce qui était en leur pouvoir pour simplifier les formalités, assouplir les règles qui ne dépendaient que d'elles, obtenir que leurs agents salent vraiment au service du public et s'emploient à alléger la peine et la souffrance. La Sécurité sociale paraît bien raide encore et pointilleuse, mais elle a tenté elle aussi quelques pas dans la

c'est ainsi, personne n'y peut rien.

bonne direction. Evidemment, il reste du chemin à faire et il y a des limites : les effectifs, les crédits. Aucune branche du secteur public ne peut embaucher et dépenser sons compter. Mais l'essentiel n'est pas là. A quoi bon rejeter d'une catégorie de travailleurs sur l'autre, d'un service sur l'autre, d'un syndicat sur la hiérarchie et réciproquement, puis tous en chœur sur le pouvoir politique, sur les finances, sur tel ou tel ministre, sur le Parlement même, la responsabilité de cette situation? On l'a dit :

On aurait pu encore raconter la stupeur des parents, qui,

Et ainsi de suite, mais qu'y faire ? La loi, les règlements, les

n'étant pas membres d'une mutuelle ou affiliés à quelque régime

complémentaire, s'entendent réclamer le versement immédiat de

20 % du prix de journée pour cinq jours d'avance, soit, selon les services, de 300 à 1 000 F et même davantage, par un agent

navré d'avoir à ajouter ainsi une préoccupation d'argent à tout

instructions, les circulaires, il en faut. Certains sont fondés, ils

Au lieu de prendre l'exemple de l'hôpital, qui frappe davantage parce qu'il est un lieu de douleur et de mort, on aurait pu tout aussi bien évoquer les démêlés du contribuable avec le fisc, du chômeur avec les services de l'emploi, du citoyen avec n'importe quel service public — état civil, équipement, police, poste — ou même avec de grandes entreprises concurrentielles — banques, assurances, grands mogasins, etc. Partout la nécessité d'améliorer l'accueil, de faciliter les démarches, de faire régner un climat acceptable, est, de nos jours, ressentie, recherchée. Avec des fonctions diverses naturellement, et si l'an constate çà et là des progrès réels et importants comme dans les hôpitaux, il reste encore

mois partout, en même temps, le butoir et le poids de la paperasserle, de la bureaucratie, du légalisme demeurent écrasants. Un formalisme étroit et périmé, des exigences absurdes qui se justificient peut-être il y a vingt ans — encore peut-on se le demander, — des blocages et des verrous innombrables, des obstacles infranchissables, placent chaque jour ceux qui sont chargés d'appliquer tous ces règlements devant la même alternative : les tourner et même corrément les violer au risque de se compromettre et d'en faire les frais ; ou bien, en les respectant, se résigner à compromettre dans l'esprit du public l'image de l'administration et de ses agents.

Et partout aussi, cela s'aggrave. Nos codes, à force de vouloir tout prévoir et tout régenter, sont devenus des monstres. L'échafaudage des obligations et des interdictions qui nous enserrent monte chaque jour plus haut, toujours plus compliqué et surchargé, sans cesse plus ambitieux. Parfois, cela va si loin que, après être passé par toutes les étapes du découragement, de la colère, de la fatigue, on a envie d'éclater de rire : on se trouve à peu près dans la situation de ces automobilistes qu'une erreur de signalisation condamne à tourner en rond indéfiniment autour d'une place dont toutes les issues sont pour eux en sens interdit.

Au point où nous en sommes, ce ne sont pas la correction, la conscience professionnelle, le dévouement qui sont en cause, même s'il existe a cet égard des exceptions, et il y en aura toujours. Il na faut pas compter sur les innombrables commissions de réformes, groupes de travail, équipes de recherches aui, au mieux, ne font rien, au pis suggèrent d'ajouter de nouvelles lois, d'autres règlements, une masse supplémentaire de circulaires d'ailleurs contradictoires, de fermes instructions - aussi fermes que celles de la veille, mais d'inspiration opposée — à ce monument baroque qui finira bien par nous tomber un jour sur la tête et nous écraser tous

En pédalant vers l'Acropole

mécanisée claquaient sur les pavés des Champs-Elysées. Eux, pour commémorer le 14 juillet, ils nourasient autour de la colonne de la Bastille avant de glisser vers la sortie de Paris. Els éraient une trentaine, pas davantage, filles et garçons, le torse moulé dans un maillot vert sur lequel on pent lire « Sassons le nature ». Ces donn diagnes sone partis pour un pèlerinage cycloécologique en Grèce, le pays qui fur, il y a vingt-cinq siècles, celui de la mesure et de la besuré. Trois mille kilomètres les mains sur le guidon, bivonaquant au creux des fossés on déronlant les sacs de couchage sur le plancher des consins. An départ, une poignée de Hollandais pédalants descendus d'Amsterdam, un

Belge pris au passage et quelques Fran-cais qui out sauté dans la roue de Georges Krassovski, l'infatigable frère-prècheur de l'écologie à qui ses grèves de la faim pour les bébés phoques ou contre le modésire tiennent lieu de mise en condition. Chemin faisant, par la vallée du Rhône et l'Italie, ils draine ront quelques pelotons supplémentaires veus d'Espagne et du Sud-Ouest. Puis leur troupe se renforcera de contingents italiens et autrichiens avant de franchir l'Adriatique sur un voilier — écologie oblige — et de grimper vers l'Acropole qu'ils siteindrout le 5 septembre. Le benjamin a quatorze ans, la

doyenne, soisante-cinq. Il n'y a pas d'âge pour le militantisme. Car ces ns ne sont pas des touristes ordinaires. Ils veulent prouver qu'en 1976 encore on peut voyager sans voiture, sans hôcels, sans tour-operators. Le combat pour une société plus écologique ne peut être gagné, affirment-ils, que si chacun commence par refuser le conditionnement du confort.

Puisque nous n'avons pas de pétrole, ayons vraiment des idées, La première, c'est de compeer, pour voyager, sur sa propre énergie. La seconde, c'est que la belle étoile est le plus beau des ciels de lie. Deux idées un pen folles que ces hommes er ces femmes - sandwiches, perdus dans un fleuve mécanique, vont tenter de « vendre » en pédalant vers l'éré grec. - M.A.-Ru.

RADIO-TELEVISION

«Il est temps de faire autre chose »

G tenne 2 pour quelques mois (le Monde du 6 juillet). Son émission, Système 2, qui a réussi en deux ans à battre treize fois le grand film du dimanche soir pour l'écoute, ne reviendra pes en septembre. Il donne les raisons de son dé-

« Il n'y a pas de conflit entre la direction d'Antenne 2 et moi, dit-il, simplement je ressens une lassitude qui est en opposition avec l'enthousiasme nécessaire pour jaire des émissions de variétés. Je me dois de prendre du recul, car, à vouloir en faire trop, je finis par ne plus savoir pour quoi je fais ce que je fais. Or il y a des choix qu'il ne faut pas trahir. Depuis des années, je représente ce qui a détendu, ce qui a fait rire.

Le public est exigeant, il n'a pas besoin qu'on lui apprenne à se détendre, à timer ou à respirer. C'est un adulte qui sait refuser de s'ennuver.

» Une émission de variétés est une création, une forme d'écriture, car il s'agit chaque fois de trouver le fil conducteur qui en fera une histoire. C'est pourquoi la television est pour moi un vérttable moyen d'expression.

» On me reproche, souvent à tort, de ne pas toujours faire de la qualité mais plutôt de la quantité. A ce procès d'intention, je répondrai que porter un jugement est un acte essentiellement individuel et donc qu'il convient de se demander pour qui une émission est bonne ou médiocre. Ensuite, je dirai qu'un homme de télévision est quelqu'un qui est avant tout dépendant. Si l'on met à mu disposition un enorme budget, je ne demande pas mieux que de faire ventr les plus grandes vedettes et de les présenter en smoking blanc au cours d'un super-show. Mais jaut-il ne plus faire d'émissions de variétés sous prétexte qu'on a peu d'ar-gent? Et si la télévision ne chantait plus?

» Personne ne me demande de m'arrêter. Le métier que je fais est un métier que l'on ne monnaye pas. Il faut être très professionnel pour mettre en place une émission, et ce a métier » je l'ai acquis à jorce de volonté, envers et contre tout — enfin, contre tout, sauf le public. Antenne 2 est une chaine d'amis et. comme toute réunion d'amis, les sentiments prennent quelquejois le pas sur certaines

» Je vais donc quitter l'écran pendant quelques mois pour réaliser deux choses qui me tiennent à cour : tourner un film, dont j'ai déjà deux fois remis le tournage, et créer un journal de radio-télévision. Il me fallait trouvετ le temps de me consacrer à ces nouvelles activités. Je ne cherche pas à m'échapper du petit écran, mais j'ai cinquante-six ans et il me semble qu'il est temps de faire autre chose.

» De toutes les façons, je suis containcu que la pério-de des grands meneurs de terminée. Le très grand nombre d'heures d'écoute réparties sur les trois chaines, l'augmentation du nombre de films proposés, fant que plus jamais une émission ne peut creer l' « évenement », comme c'était le cas pour la Tête et les jambes ou pour Inter-

n J'ai toujours eu envie de jaire comprendre Gui Lux. Les gens qui me critiquent sont nombreux, mais il faut savoir combien le rôle est difficile à jouer. Deux ou trois émissions sans succès et c'est fini... Concilier les exigences de ses patrons, celles du show business et celles du public, c'est se mettre dans une position périlleuse. Heureusement. Tai toujours aimė jouer avec le risque et, après tout, je n'ai pas si mal réussi, n'est-ce pas ? »

Propos recueillis par LAURE DEBREUIL,

<u>«6 fois 2»</u>

Le voyage en France de Jean-Luc Godard

N l'attendait, il l'attendait de longue date catte possibilité anfin offerte de faire le saut du grand au petit écran. De toute façon, dès le premier jour, et avant même A bout de soutile, ses films tordaient le cou au cinéma-cinéma, au cinéma du beau langage, aux évidences mai fondées; affirmaient la prééminance de la parole, la liberté du récit, le refus de « bien » raconter. La télévision, sa sœur jumelle, en un sens, c'est la possibilité de faire du cinéma vingtquatre heures sur vingt-quatre.

La commande est venue de l'INA (institut

national de l'audio-visuel) : une coproduction entre l'INA et Sonimage, au titre révélateur. la société de production créée par Godard avant même son départ pour Grenoble, où il vit et travaille : « On a un contrat avec l'INA pour taire quatre tilms d'une heure sur deux ans, dèclare le metteur en scène de Numéro deux... FR 3 a demandé à l'INA si, au mois d'août, ils pouvaient fournir six fois une heure quarante. Une émission partait en vacances, ils avaient un trou six dimanches de suite. Il fallait boucher les trous. L'INA a accepté, puis nous a demandé si en plus de notre contrat - nous devons livrer un premier film en décembre - nous accepte de réaliser une des six émissions de FR 3. Il y a de cela trois mola.

» Nous, on a dit : une heure quarante de programme en trois mols, on ne peut pas. On ne peut plus faire des films en trois mois, on met en général un an pour faire une heure. Par contre, six fois une heure quarante — ca tait presque d'ix heures — ce n'est pas la même chose. Si on pense une tois dix heures, on a le temps de parler, on a le temps de se reprendre, de se corriger. de ne pas être attolé. » Donc « 6 fois 2 », titre de la série : six fois deux émissions. Ou plutôt six fois deux parties, Chaque programme respecte la durée fixe d'une heure quarante, mais cette heure quarante pourra aussi bien se répartir en une heure plus quarante minutes ou en deux fols cinquante minutes. Pourquoi chaque programme est-il divisé

en deux parties? - La première partie est un peu plus camposée, explique Godard; la deuxième partie est éclairée par la première ou 'féclaire ; c'est quelqu'un qui parle simplement. On s'est dit : taisons comme la télévision, mais un peu différent, à la télévision jamais personne ne parle pendant une heure. A ce moment-là, si on interviewe quelqu'un pendant une heure, celul qui pose les questions a autent de travail à faire que ceiui qui fait les réponses. - Et Godard de se tècher presque devant ses propres ima-ges sur le petit écran, dans ce studio parisien où il est venu suivre le transfert du matériel qu'il a tourné en vidéo à Grenoble, sur bande couleur trois quarts de pouce, en banda couleur deux pouces

D'abord, il a un peu peur que les techniciens ne lui sabotent le travail, ne baissent abusivement le son lors du passage à l'antenne pour respecter des normes qui lui paraissen ausal contestables que calles que prétendent convent imposer ces mêmes techniciens au cinéma. Tout est possible partout, sus aux téléspectateur devra se sentir bien à son alse. Même si pour lui la télévision est autant du cinéma que le cinéma-cinéma, le « vral » cinéma de Verneull ou de Rivette, Godard ne se résout pas tout à fait à avoir dû préegistrer ces interviews de - 6 fois 2 -: tout aurait dû passer en direct : le direct. à rien n'a été répété, rien n'a été « téléguidé ». Le travail du questionneur, Godard reviendra questionneur travaille au corps son sujet, sujet traité aussi le personnage en face de

Sur-travail et sous-travail

Premier programme, Ya personne et Louison. La ville et la campagne. Le chômage à la ville, le sous-travail citedin ; le sur-travail du paysan. D'un côté et de l'autre, une société qui exploite l'Individu, empêche son libre sement. Ya *personne :* quatre personnes, recrutées par petites annonces dans la presse locale, quatre chômeurs, se pré-sentent dans le studio bien nickelé de la société de production de programmes télévision et cinéma Sonimage. Godard, le patron, accueille les postulants, et notamment une femme de ménage et un soudeur. Vous cherchez du travail, quel genre de travail, pourquoi le travail, un autre travail est-il possible ? Les caméras Sony enregistraient avec l'accord des interviewés, chacun était payé pour ce travell, 500 F au moment du tournage, 1 000 F ensuite si le film passait à l'antenne. Godard demande à la femme de ménage de faire du ménage », au soudeur de « souder », au figuré : l'un et l'autre répètent des gestec tamiliers, et, ce tamilier; Godard essale de le rattacher à un sens plus général,

Pour Louison. l'unique protagoniste de la seconde partie du premier programme, tout est clair et coule de source : réellement impliqué dans son travall, un travail qui l'occupe du matin au soir sans nécessairement lui apporter des satisfactions matérielles plus grandes qu'aux - travailleurs manuels de la ville, le paysan, simplement et efficacement questionné par Godard, impressionne par sa lucidité, sa philosophie bon entant, se malice. lci nous collons à la plus proche actualité avec une allusion aux conditions atmosphériques, au temps qui semble se dérégler. Puis Louison, à la demande de son vis-à-vis, comme en contrepoint du premier film, rejoue les gestes de son travall quotidien,

tracteur. Louison doit savoir tout faire, tout prévoir, tout réparer : « Nous, on parcailles pas, on prend les trucs de A à Z. »

Louison ne laisse rien dans l'ombre. Il loue son terrain 200 francs l'hectare, au total 70 hectares : le propriétaire peut à tout moment reprendre son blen. Louison fait l'analyse de la propriété privée, sans pour autant célébrer la propriété collective : la propriété devrait être libre, accessible à tous mais sans attaches, sans la concurrence, l'agressivité, que trop volontiers elle engendre. Déjà les protagonistes de Ya personne, mais plus encore Louison, parient comme des personnages de Jean-Luc Godard. Tout comme les personnages de Pierre Perrault, au Québec, semblent toujours un peu les ombres portées de l'auteur du Règne du jour et du récent Un royaume vous attend. lci, vérité collective et vérité individuelle de l'artiste se rejoignent : Godard n'acceptera probablement pas cette confusion, qui prétend à une objectivité de type marxiste. Peut-être est-ce le génle, la qualité propre de ce genre de cinéma de révéler », au sens photographique, des Individus une société, à travers la sensibilité du cinéaste qui donne le ton, le ja fondamental? Après tout Brecht n'agissait pas autrement au

Brecht interprété

Leçons de chose et Jean-Luc sont également achevés : Godard parle et parle, mais selon deux rythmes, deux modes contrastés. invisible dans la première partie, ainsi que son interjocuteur, un collaborateur de l'équipe de tournage, its occupent tous deux l'écran dans Jean-Luc, Godard de face, son vis-à-vis en amorce de dos. Plus que dans le premier programma, le cinèma est roi : à cause de Godard omniprésent, avec ses préoccupations. je dirale ses états d'âme, mais aussi par la composition de l'image. Une cigarette à allumer, un briquet qui claque, ombre et pénombre : tout le cinéma-cinéma semble

Dans Lecons de chose, le metteur en scène du Mépris se fait pratiquement instituteur, lance des pointes acérées, toujours illustrées, nous invite à découvrir - ce qu'il y a entre les choses =, les frontières, nous raconte « la vrale histoire du Potemkine -, le bluff Concorde contrasté avec la misère dans le désert africain (« 3 000 kilomètres-heure dans le ciel...3 centimètres-heure sur terre »). illustre à l'aide d'un œuf au plat la différence entre téléspectateur par la main, par l'image et le son. Jean-Luc donne la parole au seul Jean-Luc, aux obsessions de Jean-Luc. Au passage allusion à Brecht, Brecht Interprété, et je crains mai compris par Godard :

- Bracht est resté très seul. Il manquait d'images. Il a été joué, il était fait pour être lu. » Lu au sens de rapporté à soi. Godard paris d'abord de lui-même, de son métier de cinéeste, de son obsession du cinéma, de sa détresse : et des textes s'inscrivent sur l'écran, textes désespérés dans un esprit parfois proche d'Aragon tant admiré. « le mot le plus connu du monde : caméra » (selon l'UNESCO), « cinéma, ventre mou de

Et puis soudain la dénonciation, ce que le cinéaste a dit et redit dans ses films récents, Numéro deux, ici et ailieurs, Comment ça va "Le criminel, c'est le journaliste qui ne transmet pas l'information, même dans des quotidiens », « Les gens, une photo ne leur révête rien. » Ce mélange irritant et sédulsant chez Godard d'une sensibilité à fleur de pesu qui excelle à aborder les vrais probièmes, sans lamais se donner la peine ou avoir la patience de les développer. La rage épidermique de l'indignation, l'art aussi par-tois de mettre dans le mille, et ces phrases qui viennent et reviennent s'inscrire sur l'écran en contrepoint : « Les cicatrices brûient dans la bise », « Seule la robe ne m'ap-prendra plus rien. » Degré zéro du cinéma, degré zéro de la poésie. Clac, la bobine vidéo, l'heure accordée à Jean-Luc s'achève : « On a dépassé une heure », Godard l'interviewé arrête brutalement l'émission.

Ce qui a pu souvent irriter devrait icl toucher: le cinéaste trouve peut-être à la télévision sa vrais mesure, sa juste dimension, l'outil idéal pour communiquer. Car il s'agit d'abord de communication, le contrat avec I'INA porte : « Nous allons coproduire six programmes sur la communication. . Godard précise : « Nous on dit sur, dessous, à côté,

» Ce qui ne va pas à la télévision, c'est qu'elle produit. Elle ne devreit pas produire, elle devrait communiquer : des gans qui ont produit se serviraient de ce canal. Nous, tout ce qu'on peut espérer, c'est faire passer beaucoup de choses d'une autre manière. On almerait mieux avoir dix minutes régulièrement. Moi, la seule chose que je demande à la télévision en tant que professionnel el amateur, c'est de pouvoir faire dix minutes sur un match de toothall mais oas tous les dimanches. Au contraire. Tous les lundis. C'est-à-dire pouvoir lundi parler du match d'hier. C'est-à-dire ce que tont les gens. Car c'est le lendemain avec leurs copains qu'ils parient du match d'hier. Et c'est la seule chose qu'on me refuse. -

LOUIS MARCORELLES.

* Dimanche 25 juillet, FR 3, 20 h. 30, et tous les dimanches jusqu'à fin août.

Les écrans de l'étranger

Quinze jours de couleurs pour les spectateurs italiens

vision italiennne diffuse ce sa-medi 17 juillet des émissions en - Nous sommes couleur. Il ne s'aglit, en fait, terie, déclare avec amertume le préque d'une expérience, à l'oc-sident de la RAI. On a légalisé le la RAI-TV n'a pas encore recu l'autorisation de produire autrequ'elle est techniquement équipée pour le faire et que près de six cent mille récepteurs couleur ont déjà été vendus en Italie. Sur ce curieux obstacle comme sur d'autres questions d'actualité (objectivité de l'information, qualité des pro-grammes, radio libre et concurrence d'Antenne 2), nous avons interrogé M. Beniemino Finocchiaro, président de la RAI, lequel semble être très favo-rable à une étroite coopération maine de la production télé-

TE n'ai pas un ton diploma-tique et j'ignore les bonnes manières -, bougonne M Beniemino Finocchiero avec un plaisir évident. Il y a, en effet, chez ce socialiste de cinquente-trois ans. massil, enloncé dans son tauteuil, une truculance naturelle qui ne s'embarrasse pas de politer supertiues. Originaire des Pouilles, chargé pendant plusieurs années de de son parti, il occupe la présidence de la RAI depuis le 23 mai 1975.

Coincidant avec la réforme officielle de cet organisme public, l'élection de M. Finocchiaro a marqué la fin du règne démocratechrétien à la radio-télévision. La RAI ne dépend plus du pouvoir

Pour la première fois la télé- reconnaît droit de cité sous bénétice à s'approprier de la publicité com- vous ne pourriez pas les reconnaître. - Nous sommes en pleine plra-

casion des Jeux olympiques : chaos. Techniquement le monopole est fini. Les stations privées font ondes. . baisser le niveau de liberté au ileu ment qu'en noir et blanc, alors de l'accroître. Elles ont presque toutes des buts commerciaux, et les n'a légalement le droit qu'à 25 1/2 » Le président de la RAI edmire « la les Français sereient blen contents geables.

qualité. Elle ne chérche pas — « Regardez blen les deux journaux. échanges ou, mieux ancore, par des comme Monte-Carlo et Capodistria — Si on retirait leurs sigles respectifs, coproductions qui pourralent éven-

plus petites se feront manger par Sur le plen de l'information les des groupes financiers puissants. chaînes italiennes sont infiniment Ces groupes sont en train de c'assumeilleures que le journal télévisé rer une partie du marché publicitaire radio-télévisé, alors que la RAI son que l'on a quand on suit, à n'a légalement le droit qu'à 25 ½. »

Le président de la RAI edmire = la grand théâtre électronique d'Antenne rigueur absolue des Français », qui, 2 et les journaux — sérieux, complete selon lui, ne s'intéressent même pas — de la RAL) M. Finocchiaro déclare aux retransmissions d'Antenne 2 en lialie. - J'étals en France récemment gères ne dépasse pas 10 % et que pour parier des problèmes de réci-procité. Et je me suis laissé dire que chaîne trançaise en Italie sont négli-

si nous fermions ces répétiteurs gérés Le président de la RAI s'anime, se de manière privée... Mais vous n'ad-mettrez jamais de retransmission pourquoi la réforme de l'an dernier Le président de la RAI s'anime, se italienne aur votre territoire. - s'est eccompagnée d'un partage du Antenne 2 ne gêne-t-elle pas la gâteau une cheine de télévision RAI ? : - Non, je dois dire que de catholique - contrôlée par la démotoutes les télévisions étrangères cratie chrétienne : une c h a î n e captées en Italie c'est la seule qui « laique » prise en charge par les donne une contribution culturelle de autres partia du centre gauche.

merciale dans notre pays, per une Laïcs, ils le sont tous les deux : concurrence déloyale, fondée sur des quelques légères influences poiltiprogrammes d'évasion, de même que ques que l'on peut constater tiennent le marché des Etats-Unis et d'en des télévisions privées cherchent à à la formation, aux origines de introduire la pornographie sur les chaque journaliste. C'est inévitable. » M. Finocchiaro ne craint pas d'ajouondes. * M. Finocentary ne craim pas a ajou-ter : - Les niveaux de liberté et d'au-même de ses émissions rend An-tenne 2 redoutable. « Non, pourquol ?

Les directeurs des chaînes ont-ils

prévu de grosses nouveautés?

Nous n'en avons pas besoin, répond le président de la RAI. Nous. devrions, au contraire nous inspirer de l'isolement français. Les Français, eux, ne se sont pas laisse entraîner dans des productions colossales comme notre Moise, notre Jésus ou nos émissions sur la Mafía. Nous avons besoin de production d'un bon niveau culturel, mais d'un lions de lires : la temme en Afrique, la banileue d'une grande ville, l'affaire Philipy et les mercenaires en Angola.

La RAI souhaiterait collaborer étroitement avec les sociétés françalsas de télévision : par des olympiques, les italiens reviendront-ils échanges ou, mieux encore, par des

américain. Ce serait, selon ses dirigeants, le meilleur moyen d'affronter élargir d'autres où soit la France, soit l'Italie, sont délà en bonne

position. La RAI possède dans ses archives plusieurs émissions en couleurs. Mais elle ne peut les diffuser, bien qu'elle soit en état de le taire, sur les deux chaînes, avec un pourcentage d'efficacité convenable. « Il nous manque, explique M. Finocchiaro, l'autorisation du ministère des postes et télécommunications, qui, lui-même, doit l'obtenir de la commission parlementaire de vigilance ou du comité interministériel pour la programmation économique. » Et pourquoi les autorisations ne viennent-elles pas ? - Les résistances sont d'ordre politique. Dans notre pays, compte tenu de la modeste engagement financier. La situation économique, la couleur est Quatre projets sont en route qui encore considérés par certains reviendront chacun à moins de 200 mil-lines de lines : la femme en Afrique. flue. » Cela n'est visiblement pas l'avis du président de la RAI. On peut gager toutefois que les autorisations arriveront cette année. Après evoir goûté à la couleur pendant les Jeux olympiques, les Italiens reviendront-lie

ROBERT SOLE

🗕 Ecouter, voir –

• FACE A FACE : MAURICE CLAVEL, PHILIPPE SOL-LERS. — Du 19 au 23 juillet, France-Culture, 12 h. 5.

Deux intellectuels : deux « personnages » au ton volontiers excessif; deux pensées exécutit, mais du Parlement qui antagonistes (un certain mysticiame, un exerce un contrôle sur l'information certain matérialisme) ; deux générations. et les programmes. Cinq journaux ou presque : Maurice Clavel, auteur de Dieu concurrents (daux pour la télévision est Dieu, nom de Dieu, et Philippe Sollers, et trois pour la radioj disposent animateur de la revue Tel Quel mis en désormais d'une automonie rédac-tionnelle, technique et financière. Le monopole public a été réatilimé, Thèmes : mai 68 ; la crise du marxisme et mais une muttitude de stations libres de la philosophie; le renouveau de la spiriont tieuri dans l'intervalle, et le tualité; l'angélisme en question ; le chrisrécent artêt de la Cour constitution-nelle (le Monde du 11-12 juillet) leur raire qui promet d'être mouvementé.

• TÉLÉ-FILM : MILADY. — Mercredi 21 juillet, TF 1, 20 h. 30.

C'est à Saumur, lieu sacré de l'équitation, que se situe la nouvelle de Paul Mo-rand, Milady, mise en scène par le cinéaste François Leterrier. Jacques Dufilho incarne avec talent et mimétisme le commandant Gardefort, écuyer au Cadre noir qui a une passion pour une jument qu'il a non pas dressée (on ne dresse qu'un poulain) mais « mise », c'est-à-dire formée aux exercices les plus gracieux mais aussi les plus difficiles de la haute école. Forcé, pour payer ses dettes, de vendre son cheval, privé ainsi de toute raison de vivre, ce commandant connaîtra une fin tragique. Avec, pour toile de fond, la douceur des paysages du bord de la Loire, la maîtrise et la « perfection » du Cadre noir de Saumur.

• CINEMA 16: NE PAS DÉ-RANGER. - Samedi 21 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Drame psychologique à suspense dans un appartement bourgeois. Un jeune homme (rancunier? tourmenté? ou plus simplement fou?) menace de son revolver, par une matinée d'été, un directeir d'entreprise (Paul Guers), sa femme et sa fille, immobilisée pour quelques heures dans un somptueux décor. Un jeu tendu s'instaure entre les personnages. La famille tente tour à tour de raisonner puis de séduire celui qui les menace de mort. Cetts tentative d'une description de caractère, d'un portrait de société, dans une situation possible — puisqu'elle est inspirée par des faits authentiques, — est si superficielle (et prétentieuse) qu'il est difficile d'y croire.



Samedi 17 juillet

AUJOURD'HUI

CHAINE I : TF I

20 h. 30. Variétés : Le «show» de Joe Dassin à l'Empire : 21 h. Spécial Jeux olympiques :
La cérémonie d'ouverture à Montréal.

20 h. 35. Théaire : « N'écoutez pas, Mes-dames », de S. Guitry, Réal, J. Hubert, Avec J.P. Darras, A. Abbadie, L. Badie, G. Fontanel. Les iribulations sentimentales d'un anti22 h. 20, Variétés : Dix de der, de Philippe Bouward.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Téléfilm policier : « Mission suicide », J. Thorpe. Avec V. Johnson, R. Milland,

Un homme retrouvé inconscient dans un para révèle qu'il est tueur à gages. Il doit assassiner le militardaire Owen Brady.

FRANCE-CULTURE

De 14 h. 5 à 21 h. 50 (@), Avignon : échos du Festival ; à 20 h. 05, Magnétic III ; à 20 h. 25, Bonnes nouvelles... et autres ; à 20 h. 45, Musique ancienne espagnole ; à 21 h. 45, Théâtre ouvert : « Louve basse » de et par 2 le supureles... Théâtre covert : « Louve basse », de et par G. Levaud à 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (@), Soirée lyrique : « Boris Godounov » (Mous-orgsky), par les chœurs et l'orchestre du Boictiol, direction L. Molik-Pachalev, avec I. Petrov, A. Gueluya, B. Choulgine, L. Arichipova; 23 h. (@). Vieilles cires : A. Schnabel inter-rète Beethoven; 24 h., Orages sur la paimerale : jazz.

LA RETRANSMISSION DES JEUX OLYMPIQUES

L'horaire détaillé des compétitions olympiques retransmises en direct ou en différé depuis Montréal publié dans « le Monde » du 15 juillet, est redonné en rubrique radio-télévision dans nos éditions quotidiennes pendant la durée des Jeux olympiques

– Dimanche 18 juillet –

CHAINE I : TF 1

9 h. 30, Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.); 12 h. (C.), Allons au cinéma: 13 h. 30, Tour de France (en direct des Champs-Elysées); 13 h. 35 (C.), C'est pas sérieux: 14 h. 25, Variétés: Music Story; 14 h. 50 (C.), Sports: Direct à la une: Tour de France (arrivée aux Champs-Elysées): 17 h. 25 (C.); Voyages: Au-delà de l'horizon. (Slocum, le premier tour du monde en solitaire), par A. Eombard; 18 h. 25, Concert (Vivaldi); 18 h. 45 (R.), Feuilleton: Nans le berger; 19 h. 20, Les animaux du monde. 19 h. 20, Les animans du monne.

20 h. 30 (●) (R.), Film: « Rio Grande », de
J. Ford (1950), avec J. Wayne, M. O-Hara,
B. Johnson, V. Mac Laglen. (N.)

Un colonel de la cavalerie américaine fait
francht le Rio Grande à ses hommes, afin
de pourauire une tribu apache en territoira
meticain.

22 h. 15. Questionnaire : M. Bobert Mallet épond à la question de J.-L. Servan-Schreiber... Comment peut-on être mondialiste ? ».

CHAINE ! : A2

12 h. Tour de France; 13 h. 15. Dessins animés, Midi Ring; 14 h., Film. « Ali Baba et les Quarante Voleurs », de J. Becker (1954), avec Fernandel, S. Gamal.

15 h. 30. Variétés, dessins animés; 15 h. 40, Tiercé; 16 h. 30. Le monde merveilleux de la couleur, de W. Disney; 17 h. 15. Flash sportif; 17 h. 20. Monsieur Cinéma et Ciné parade; 18 h. 15, Flipper le dauphin; 18 h. 40. Sports: Stade 2; 19 h. 30, Ring parade.

20 h. 35, Variétés: Show Sylvie Vartan; 21 h. 40 (R.), La dynastie des Forsyte (Un diner de famille); 22 h. 15. Catch.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Spécial outre-mer; 19 h., Emissions régionales : Hexagonal; 20 h. 5, Pour les jeunes : Les mystères de la Tamise.
20 h. 30, Soirée canadienne : « A la canadienne » et « Cétait le fil de ma vie », de P. Blouin.

22 h. 30 (), Cinéma de minuit (cycle Elia Kazan) : « le Fleuve sauvage », d'E. Kazan (1980), avec M. Clift, L. Remick, J. Van Fleet, A. Salami.

En 1983, le gouvernement américain décide de laire construire des barrages dans le Ten-nesses. Un ingénieur doit décider une visille lemme, attachée à ses pauvres biens et à ses souvenirs, à vendre son terrain. Une œuvre forte malgré quelques coquet-teries de miss en scène.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie; 7 h. 7, La tanêtre ouverte; 7 h. 15, Horizon; 7 h. 40, Chasseurs de sons; de 8 h. à 11 h., Emissions philosophiques et religieuses; 11 h., Regards sur la musique; « le Barblar de Séville »; 12 h. 5, Allegro; 12 h. 45, Musique de chambre : Bacti, Brahms, Schumann; 14 h., Poésie ; 14 n. 5, La Comedie-Française présente : Ne louez pas avec l'amour », de Calderon, avec M. Etche-rry, F. Huster, R. Acquaviva ; 16 h., Orchestre de le radio Sarrebruck, direction M. Constant : « Trensmutations » haynes) ; « Concerto pour violon n° 1 en ré majeur.

20 h., Poësie ininterrompue; 20 h. 40, Cent ans di wagnerisme, avac B. Reynaud; 23 h., Black and blue; 23 h. 50 Poësie.

FRANCE-MUSIQUE

) h. 2. Concert promenade (J. Strauss, E. Coates, F. Schreder, E. Kalman); 7 h. 40, Concert promenade (W. Stendorn, H. Hagen, H. Mahr, C.-M. Ziehrer); 8 h., Cantate pour le premier "imanche après la Trinité; 9 h., Musical graffiti : magazine hebdomadaire de P. Boutellier; 11 h., Harmonila sacra, par R.-J. Vidal; 12 h. 40, Opéra bouffon; 13 h. 40, Petites formes; 14 h., La tribune des critiques de disques : « Lohengrin » (Wagner); 17 h. (@), Le concert égolise du prince Henri d'Orfeans (Bach, Vivaldi, musique marocaine, les Troubadours, chants grégoriens, Corelli, Fauré, Mozarti); 19 h. 10, Jazz vivant; 20 h., Wagner-ldyll, par P. Castellan : « le Crépuscule des dieux » (extraits), avec H. Traubel, L. Meichior, et l'orchestre de la N.B.C., direction A. Toscanini; 23 h., Cycle de musique de chambre, Joseph Haydn; 24 h., Concert extra-européen;

Lundi 19 juillet

CHAINE 1: TF1

tors to

10 mm - 1

. .

* *** **** *****

12 h. 30 (C.), Midi première ; 13 h. 35 (C.), Emissions régionales ; 13 h. 50 (C.), Série : Tarzan ; 14 h. 40, Feuilleton : Bons baisers de Sherlock Holmes ; 17 h. (C.), Jeux alympiques à Montréal (résumé filmé) ; 19 h., Pour les jeunes : 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Feuilleton : Trois de cœur, réalisat. J.-P. Richard, R. Andrieux, M. Picard et A. Perisson, Avec A. Aor. H. Thabuis, M. Dian.

20 h. 30. La camera du lundi : « la Maison » (1970), de G. Brach, avec M. Simon, P. d'Arbanville, P. Préboist.

Une feuns Américains vient déranger dans sa retraite un vieux misanthrope qui décou-vre avec étonnement les mœurs de la nou-velle génération.

22 h 5 (), Emission de l'Institut de l'audiovisuel : Les beaux jours, de F. Bouchet.

L'histoire d'une (amille, de 1880 à 1920, vus à travers ses albums de photographies.

CHAINE II: A2

13 h. 35, Magazine régional : 14 h., Aujour-d'hui, Madame : 15 h. 30 (R.), Série : Au cœur du temps : 16 h. 20, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 45, Fenêtre sur : 18 h. 15, Le palmarès des enfants : 18 h. 30, Emissions de service : 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45, Jeux

20 h. 35. Variétés : Gala de l'UNICEF 22 h., Jeux olympiques (reprise à 23 h. 20). CHAINE III: FR 3 19 h. 5, Feuilleton : « Etranger, d'où viens-tu ? » (1° épisode) ; 19 h. 40, Pour les jeunes : Mon ami Guignol : 20 h., Jeu : 20 heures en été.

20 h. 30 (R.), Prestige du cinéma : « Trois chambres à Manhattan », de M. Carné (1985).

avec A. Girardot, M. Ronet, G. Ferzetti, R. Le-

Un homme et une semme, devenus des épases, se rencontrênt dans un bar de Man-hatan et essatent d'unir leurs deux solitudes pour un amour difficile. D'après Simenon.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poèste; 7 h. 5, Matineles; 8 h., Les chemins de la connaissance...; à 8 h., Quand le peuple prend la parole; à 8 h. 32, Qu'est-ce que la cabale?; 8 h. 50. Echec au hasard; 9 h. 7, Les tumdis de l'histoire, avec A. Comte, pour son livre le 1er Janvier 1900 a; 10 h. 45, Le texte et la marge; 11 h. 2, Evénement musique; 12 h. 5 (★). Face-à-face: M. Clavet-P. Sollers; 12 h. 45, Panorama;

13 h. 30, Evell à la musique; 14 h., Poésie; 14 h. 5, Un livre, des voix : « la Bête », de R.-V. Pilhes; 14 h. 45, Masculin-féminin : la différence; 15 h., Les après-midi de France - Culture : Pinvité du tandi... Borts Rybak; 16 h., Dossler; 17 h., L'heure de pointe : 7 h. 30, Interdit aux adultes; 18 h. 2, 'Lent ans de wagnérisme; 19 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : G. Piroué, dit par P. Mazzoti;

20 h., Poésie; 20 h. 5, « le Pont », de M. Fretti, avec D. Ivernel, M. Hondo, A. Jaud; 21 h. 5, L'Autre Scàne ou les Vivants et les Dieux : le bouddhisme japonais; 23 h. 35, Entrellens, avec A. Rubinstein; 23 h. 5, De la nuit; 23 h. 50,

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 9 h. 30, La mort ; 12 h., La chanson ;

La mort; 12 h., La chanson;

13 h. 15, Micro-factour; 14 h., Métodies sans paroles :
portrait d'un musicien français, J.-J. Werner; à 15 h. (@),
Après-midi lyrique : « les Troyens », actes l, 11 et ill
(Berlioz), par les chœurs et l'orchestre de Covent: Garden,
direction C. Davis, avec J. Vickers, J. Veasey, B. Lindhohm;
17 h. 30, Ecoute, magazine musical: 18 h. 30, Ouatre, quatre;
19 h. 15, Instruments et solistes : Edwin Fischer, planiste,
interprète Mozzari (« Fantaisie en ut mineur K 36 »,
« Concerto pour plano et orchestre en mi bémoi majeur K 482 »);
20 h., Concours international de guitare; 20 h. 20, Prèsentation du concert; 20 h. 30, En direct de l'église Saint-Sèverin, les chœurs de Radio-Franca, direction R. Wagner
(Morales, Palestrina, Victoria, Schoenberg); 22 h. 30, La
bamboche; 24 h. (@), La clé; 1 h., Sècheresse.

Mardi 20 juillet

CHAINE I: TFI

12 h. 30 (C.), Midi première; 13 h. 35 (C.), Objectif santé lies loisirs]; 13 h. 45 (🌒), Film:

- Un grand amour de Beethoven -, d'A. Gance (1937), avec H. Baur, A. Ducaux, J. Holt, J.-L. Barrault. (N.)

Une obronique le rique de la vie sentimen-tale du musicien. Composition émouvante du m Herry Beut.

17 h., Jeux olympiques (résumé des preuves); 19 h., Emissions pour la jeunesse; 19 h. 40. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. leuilleton : Trois de cœur. 20 h. 30 (1), Documentaire: Mille ans de rivilisation maya, de G. Elgey, commentaires J. Soustelle.

La renaissance Maya-Toltèque. 1 21 h. 30, Ces années-là (1965), de M. Droit; 2 h. 45, Jeux olympiques (en direct de l'étationtréal).

CHAINE II: A2

13 h. 35, Magazine régional; 14 h. 30, Anjourd'hui, Madame; 15 h. 30, (R.), Série: Au cœur du temps; 16 h. 20, Aujourd'hui magazine; 17 h. 45, Fenëtre sur: 18 h. 15, Le palmarès des enfants: 18 h. 55. Des chiffres et des lettres: 19 h. 45, Jeux olympiques (résumé). 20 h. 25, D'accord pas d'accord; 20 h. 35, Les dessiers de l'écran document: « Le séche-Les do ssiers de l'écran, document : « La seche resse, ses effets et ses consequences », de J.-P. Bertrand, V. de Montesquiou et J.-J. Pas-23 h. 15. Jeux olympiques (résumé).

CHAINE III: FR3

19 h. 5, Feuilleton : « Etranger, d'où viens-tu? »; 19 h. 40, Pour les jeunes : Mon ami Guignol; 20 h., Jeu : 20 heures en été; 20 h. 30, Westerns, films policiers, aven-tures : « le Chevalier à la rosa rouge ». de

Steno (1965), avec J. Perrin, M. Girardon, C. Estrada.

En 1789, è la veille de la Révolution, un feune aristocrate se trouve par un étrange concours de chromstances à la tête de mani-festations paysannes. Ce film, qui pourrait serbir de prétexte à une réflexion sociale ou politique, se l'units aux charmes moyens du film d'aventures.

FRANCE-CULTURE

) h. 2. Poesie; 7 h. 5. Matinales; 8 h., Les chemins de la connaissance... Quand le peuple prend la parole; à 8 h. 32. Qu'est-ca que la Cabale; à 8 h. 50. La fieur d'or; 9 h. 7. Matinée de la musique, 10 h. 45. Un quart d'heure avec... J. Naza; 11 h. 2. Libre parcours jazz; 12 h. 5. Face-à-face: M. Clavel-P. Soilers; 12 h. 45, Panorama; 13 h. 30, Libre parcours variétés; 14 h., Podsie; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Danse du ventre au-dessus des canons », de J. Roy; 14 h. 45, Masculin, fembrin : la différence; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...; à 16 h. 40, La musique et les jours; à 17 h., L'heure de pointe; à 17 h. 30, Interdit eux adultes ; 18 h. 2, Cent ans de wagnérisme ; 19 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens, avec C. Sellers ; 20 a., Poésie; 20 h. 5 (e), Dialogues; la société publi-citaire, avec B. Cathelat et G. Lagneau; 21 h. 20, Concert au musée Guimet par l'Octuor de Paris (Barbaud, Brown, Klein, Stravinski, Philippot, Lachartre, Xenakis); 23 h., De la nuit; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique; 9 h. 7, Petites formes; 9 h. 30, La mort; 12 h., La chanson; 12 h. 45, Jazz classique; 13 h. 15, Micro-facteur; 14 h., Mélodies sans paroles : concert anglais ; 17 h. 30, Ecoute, magazine musical ; 18 h. 30, Jazz à Juan-les-Pins ; 19 h. 15, Instruments et solistes : le planiste E. Fischer interprète Bach 20 h., Présentation du concert ; 20 h. 38, En direct de la Sante-Chapelle : Festival estival de Paris... l'Atrium musical de Madrid, dir. G. Paniagua : musique médiévale en Espagne du douzième au selzième siècle ; 22 h. 30, Franca-Musique la nuit ; 23 h., Sites ; 24 h., Musique traditionnelle européenne ; 0 h. 30 (@), La clé.

Mercredi 21 juillet _____

CHAINE I: TF1

12 h. 30 (C.), Midi première : 13 h. 35 (C.), Série : A vous de jouer, Milord : 14 h. 30 (C.), Bons baisers de Tintin : 17 h. (C.), Jeux olympiques (résumé) : 19 h., Emissions pour les enfants : 19 h. 40, Une minute pour les femmes : 19 h. 45, Feuilleton : Le trois de cœur.

20 h. 30 (*). Téléfilm : « Milady », d'après me nouvelle de Paul Morand, de l'Académie française. Réal. F. Leterrier. Avec J. Dufilho. Cl. Giraud. J. Martinelli.

Le commandant Gardefort, écuyer au Cadre noir de Saumur. prend sa retraite. Pour subvenir à ses besoins, il est obligé de vendre son cheval, Milady. Una séparation trasjone. tragique.

22 h. Emission medicale : Les rhumatismes.

Avec le docteur Yves Chaouat, secrétaire
genéral de l'APLAR (Association française
pour la lutte coutre les rhumatismes) et chef

de service à l'hôpital Rothschild, du docteur de Sèce et du professeur Rampou.

CHAINE II: A2

13 h. 35, Magazine régional; 14 h. 30, Aujour-d'hui, Madame; 15 h. 30 (R.), Série: Bonanza; 16 h., Un sur cinq: 18 h. 15, Le palmarès des enfants; 18 h. 55, Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Résumé des Jeux olympiques.

20 h. 30, Série: L'homme de fer. (Fac-similé); 21 h. 25, Magazine: C'ast à dire.

Avec M Ahmadon Ahidjo, président du Cameroun.

22 h., Jeux olympiques (en direct).

CHAINE !!! : FR3

19 h. 5 Feuilleton : « Etranger, d'où viens-tu ? » ; 19 h. 40, Pour les teunes : Mon ami Guignol : 20 h., Jeu : 20 heures en été,

20 h. 30 (), Un film, un auteur : - la Nuit bulgare -, de M. Mitrani (1970), avec M. Vlady, Ch. Vanel, H. Garcín, F. Périer.

Un haut jonctionnaire français est charge d'une négociation particulièrement taportants avec une délégation bulgare. Le passé secret de cet homme irréprochable remonte et vient troubler les discussions. Une allégarie sur le compromis inhérent au pouvoir, sur le masque, le mensonge.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la comalissanca... Quand le peuple prend la parole ; 8 h. 32, Qu'est-ce que la cabale ? 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Matiné des sciences et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h. 2, Magazine des éditions musicales ; 12 h. 5, Face-b-lace : M. Clavel-P. Sollers ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique ; 14 h. 7, Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « l'Etage noble », de J.-L. Curtis ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... hors les murs ;

a 17 h., L'heure de pointe ; à 17 h. 30, interdit aux adultes ; 18 h. 2, Cent ans de wagnérisme ; 19 h. 30, Bormes nouvelles, grands comédiens, avec A. Falcon ; 20 h., Poésie; 20 h. 5, Evocation : A. Machedo, avec J. Cassou, C. Esteban, C. Couffon ; 21 h. 35, Musique de chambre ; 22 h. 35, Entretiens avec A. Rubinstein ; 23 h. 5, De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petitas formes ; 9 h. 30, Le mort ; 12 h., La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h., Melodies sans paroles (Thiriet, Tailleferre, Ibert, Loucheur, Mari. Beethoven, Chostatovitch, Tchaikovski) ; 17 h. 30, Eccurte, magazine musical ; à 18 h. 30, Jazz; 19 h. 15, Instruments et solistes ; le planiste E. Fischer interprété Schubert ; 20 h., Présentation du concert ; 20 h. 20, Echanges Internationaux de France... Semaines musicales de Budapest 1975 : œuvres de Gybrgy, Kurtag ; 22 h. 30, L'autre Amérique ; 24 h., Musique traditionnelle européenne ; 6 h. 30 (@). En marge.

Jeudi 22 juillet

CHAINE I: TFI 12 h. 30 (C.). Midi première: 13 h. 35 (C.). 5érie: A vous de jouer, Milord: 14 h. 25 (C.). Bous baisers de Tintin: 17 h. (C.). Jeux olympiques (résumé): 19 h., Emissions pour les enfants; 19 h. 40. La parole est aux... Radicaux de cauche.

enfants : 18 il. 70, 22 partire : 21 h. 30, 16 gauche.
20 h. 30, Série : Nick Verlaine : 21 h. 30, 10 Concert (avec l'Orch. national de France dirigé cur Maurice Le Roux).
Sérénade noctume (Mozort) : Iberia (Deoussy).
22 h. 25, Jenz olympiques (en direct).

CHAINE II: A2 , 13 h. 35, Magazine régional : 14 h. 30, Aujour-l'hui, Madame : 15 h. 30 (R.), Série : Au cœur lu temps : 16 h. 20, Aujourd'hui magazine :

17 h. 45, Fenêtre sur ; 18 h. 15, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45,Résumé des Jeux alympiques. 20 h. 25, D'accord, pas d'accord : 20 h. 35, (R.), Feuilleton : La juive du château Trompette, d'après Ponson du Terrail, avec O. Versois ; 21 h. 30, Vous avez dit hizarre, de M. Lancelot. (Ces femmes étranges venues d'ailleurs) ; 22 h. 50, Jeux olympiques (résumé).

CHAINE III: FR3 19 h. 5, Feuilleton: « Etranger, d'où viens-tu? » : 19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol : 20 h. Jeu : 20 heures en été. 20 h. 30 (). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Forfature », de M. L'Herbier (1937). Avec L. Jouvet, L. Delamare, E. Francis, S. Bataille, M. Sologne, S. Hayakawa. Dans une atmosphère excitque de contre-bande en Mongolie, la femme d'un ingénieur français, à la suite d'une dette de feu, se trouve à la merci d'un prince chinois épris d'elle. En 1915. Cecil B. De Mille avoit tourné une version « muette »,

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matineles ; 8 h., Les chemins de la comaissance... Quand le peuple prend la parole ; à 8 h. 32, Qu'est-ce que la cabale ? ; à 8 h. 50, La fleur d'or ; 9 h. 7, Matinee de la litterature ; 10 h. 45, Guestions en zigrag ; 11 h. 2, Sl., la musique ; 12 h. 5, Face-à-face : M. Clavel-

1) ft. 2, 34, 18 (masses).

P. Sollers;

13 h. 30, Renalssance des orgues de France; 14 h... Poèsie; 14 h. 5, Un livre, des voix « Rouge grenade », de
J. Bens; 14 h. 45, Masculin, féminin : la différence; 15 h. 2,
Les après-midi de France-Cuiture... Deux haures pour comprendre; à 17 h., L'heure de pointe; à 17 h. 30, juiterdit aux
aduites; 18 h. 2, Cent ans de wagnérisme; 19 h. 30. Bonnes
nouvelles, grands comédiens, avec M. Barbuite;

20 h., Poésie ; 20 h. 5, Carte blanche : « l'Enfent de la nuit », de R. de Seint-Pierre, avec Douchka, D. Volle, A. Mosh; ; 22 h. 35, Entretiens avec A. Rubinstein ; 23 h. 5, De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

PKANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique; 9 h. 7. Petites formes;

9 h. 30. La mort; 12 h., La chanson; 12 h. 45, Jazz classique;

13 h. 15. Micro-facteur; 14 h., Mélodies sans perotes;

nouvelles auditions; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical;

à 18 h. 30. Jazz; 19 h. 15. Instruments et solistes;

le planiste E. Fischer Interprete Bach, Mozart, Haendel;

20 h., Studio 107... Caccini, L. Rossi, G. Carissimi, A. Scarletti; 20 h. 45, Renalssance des orgues de France;

21 h. 45, Concert au Concertgebouw: « Motets » (Grandi);

« Sulte ne 1 »; « Leçon des ténèbres » (Couperin), avec R. Jacobs (hautecontre), K. Smith (ténor), W. Kuijken (Viole de gambe); 22 h. 30. Dossier musical; 24 h., Musique traditionnelle; 0 h. 30 (@), La cté.

____ 625 - 819 lignes -

NFORMATIONS

TF1 . 13 h. le pournei d'Yves Mourousi; 0 h., le journal de Roger Gacquel (le samedi t le dunauche. 19 h 45 (can Claude ourrer) , Vers 23 h., TF1 derusère, par can-Pierre Pernaud

A 2: 13 h. (le samedi et le dimanche), le surnal de Jean Lanca; 14 h., 15 h., 16 h., 7 h., • Flashes • par Gérard Holtz; 18 h 30, : journal de Patrick Leroq et Betty Durot rélé-services); 20 h. le journal de Gay homas, Helène Vida er Paul Letevre; vers 3 h., Dernière édition.

FR 3: 18 b. 55 cm 19 b. 55, 4 Flashes > (sout le dimanche); vers 22 h., Journal

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF1: 9 b. 30, La source de vie (le 18); 9 h. 15, A hible ouverte (le 25), 9 h. 30, Orthodoxic (le 25); 10 h., Présence protessante; 10 h. 30, Le jour du Seigneur : « Jean Bongoint » (le 18), « Marcel Legaur » (le 25);
11 h., Messe à la crypte Saint-Entrope à Saistes (le 18); à l'église Saint-Nicolas-de-Civray

– Petites ondes • Grandes ondes **–**

Régulières FRANCE-INTER:) b., Variérés er miormarions 9 b 10, Magazine

de Pierre Bonneiller ; 10 h., Ça sent vous vour; 12 h., Rétro-nouveau; 16 h. 30, Jean-Michel Desjeunes 12 h. 45, Le jeu des 1 000 francs; et Anne Sinclair; 19 h., Jean-12 b. 45, Le jeu des 1 000 francs ; 17 h., Radioscopie ; 20 h. 10, Loup Laiont ; Marche ou rêve (le samedi : la RADIO MONTE CARLO : Le Pop Clab.

EUROPE 1: 6 h. 40, Les mastinées de Philippe Gildas; 8 h. 15, on double, 14 h. 10. Le cœur et la raison; 15 h., Julie; 16 h., Cher-

11 h. Pile on tace; 12 h., Cash: 13 h 30 (●). Les dossiers extraordinaires do come; 14 h... Une temme, un homme (le samedi : les vacances; 11 h., Consent de l'Histoire vécue, par P. Dumayer);

tribune de l'histoire); 22 h. 10, 5 h 30, laformations et variétés; 9 h. 30, j.-P Foscanlı; 12 h.,

() « Expliquez-vous...», d'I Levai; chez le disque; 17 h., Taxi; 19 h., Devos (mercredi), Emmanuel Leroy-Hir-Parade; 20 h. 5, Tohu-Bahur; Ladurie (jeudi), Dalio (vendredi). R.T.L.: 5 b. 30. Massique et nouvelles; 9 b. 20, Anne-Marie

Peysson; 11 h. 30, La case trésor;

14 h., La responsabilité sexuelle :

14 h. 20, Appelez, on est là ; 19 h,

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h., Rediffusion des entretiens de Jacques Chancel ever Frédéric Rossif (lundi), Claude Roy (mardi), Raymond

Religieuses

liste (le 25).

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : Ce dimanche); 7 h 15. Horizon; 8 h., Orthodoxie et christianisme orienml; 8 h. 30, Service religious prorestant; 9 h. 10, Ecoute Israël; 9 h 40. Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France (le 18); l'Union rationa-

h pair a mirt

Control of

RADIO-TELEVISION

Vendredi 23 juillet

CHAINE 1: TF1

12 h. 30 (C.), Midi première: 13 h. 35 (C.), Série: A vous de jouer, Milord: 14 h. 20 (C.), Bons baisers de Mandrake: 17 h. 50 (C.), Jeux olympiques (résumé): 19 h., Emissions pour les enfants: 19 h. 45. Feuilleton: Les trois de cœur. 20 h. 30, Au théatre ce soir : « Un monsieur qui attend », d'E. Williams; mise en scène G. Vitaly: avec L. Ducreux, G. Sylvia, J. Verlier.

Le fils adopti/ d'une riche famille anglaise et son précepteur cherchent à venger un ami, pendu injustement. Les morts se suc-cédent alors très rapidement.

22 h. 40, Conuaissance de la musique: Arcana (musique et environnement), de M. Le Roux. CHAINE II: A2

13 h. 35. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hul, Madame ; 15 h. 30 (R.), Série : Au cœur du temps ; 16 h. 20. Aujourd'hui Magazine ; 17 h. 30. Fenêtre sur ; 18 h., Jeux olympiques (en direct) (à 19 h. 45. résumé des épreuves). 20 h. 30, Série : Poigne de fer et séduction : 21 h., Jeux olympiques (en direct).

CHAINE III: FR 3

19 h. 5, Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?; 19 h. 40, Pour les jeunes : Mon ami Guignol; 20 h., Jeu : 20 heures en été : 20 h. 30 (R.), Série : Erreurs judiciaires « Un innocent aux mains pleines »), de J. La-

Le vol d'un sac postal entraîns une série

de doutes sur un convoyeur, employé à la réputation irréprochable... 20 h. 55. Bicentenaire des Etats-Unis : America », de A. Cook (« L'arsenal »). La transformation de l'Amérique en un géant militariste au cours des deux derniers stècles.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poesie; 7 h. 5, Matinales; 8 h., Les chemins de la connaissance... Quand le peuple prend la parole; 8 h. 32, Qu'est-ce que la cabale 7; 8 h. 50, Echec au hasard; 9 h. 7, Matinée des arts du spectacle; 10 h. 45, Le texte et la marge; 11 h. 2, Trente ans de musique francaise: J. Komivés; 12 h. 5, Face-à-face: M. Clavel-P. Sollers; 12 h. 45, Panorame; mives; 12 n. a., reactives.

Panorame;

13 h. 30, Recherche musique; 14 h., Poesie; 14 h. 5, c. La Figure dans le pierre », de P.-J. Rémy, 14 h. 45, Masculin, féminin: 1 le différence; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... à 15 h. 30, La musique une et divisible; à 16 h., Les Français s'Interrogent; 18 h. 2, Cent ens de

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (@) Cant ans de wagnérisme, en direct de Bayrouth ; 22 h. 35, Entretiens avec A. Rubinstein ; .. 23 h. 5, De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotiden musique ; 9 h. 7, Les grandes vol. humaines ; 9 h. 30, La mort ; 12 h., Le chanson ; 12 h. 45 Jazz classique ;
13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Métodies sans parole: (Waber, Dyorak, Tchaikovski, Beathoven, Monievardi, Marchand, Rossini) ; 17 h. 30, Ecouté, magazine musical 18 h. 30, Le vrat bleu ; 19 h. 15, tustruments et solistes ; k planiste E. Fischer Interprête Haendel et Bach ;
20 h., Studio 107 : Trois romences de Schumann ; 20 h. 45 Musique israeliene contemporalne (Tzur, Kopytman, Ta: Schicliowsky, Sadal, Avni), avec A. Bonaventura (flutiste) M. Levinas (planiste), A. Ringart (soprano); 22 h. 30, Contre champ , 23 h., En direct du festival de Jazz de Juan-les-Pins 24 h., Musique traditionnelle européenne ; 6 h. 30, Trève.

Samedi 24 juillet

CHAINE I: TF1

11 h. 55 (C.), Philatélie club : 12 h. 25 (C.), Midi première : 12 h. 45 (C.), Jeunes pratique : 13 h. 35 (C.) (①), Les musiciens du soir : 14 h. 10 (C.), Samedi est à vous : 18 h. 40, Pour chaque enfant : 18 h. 50, Magazine auto-moto : 19 h. 45, Feuilleton :Trois de cœur.

20 h. 30, Téléfilm : < les Visiteurs de la nuit ». Réal. S. Stern. Avec R. Stack, V. Miles, D. Dietrich.

inspique.
21 h. 35. Jeux olympiques (en direct).
Athlétisme, aviron, cyclisme. (Reprise à 21 h. 35.)

CHAINE II: A2 13 h. 35, Journal pour les sourds et les mal entendants : 14 h. L'été est là, avec, à 14 h. 30, Hawai, police d'Etat. (Le témoin secret) : 18 h. 25, Caméra au poing. (Trophées vivants) : 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45, Jeux olympiques (résumé).

20 h. 30, Variétés : Médailles d'or, de P. Laffont : 21 h. 25, Jeux olympiques (en direct) : 21 h. 40, Variétés : Dix de der, par Ph. Bouvard : 22 h. 50, Jeux olympiques (en direct).

Résumé des épreuves de la journée à 23 h.

CHAINE III: FR3

19 h. 5, Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 19 h. 40. Des routes, un événement ; 20 h.,

V° Festival international du court metrage et du documentaire à Grenoble.

20 h. 30 (*), Dramatique : « Ne pas déran-ger », de J.-M. Boussaguet. Avec Capucine, P. Guers, J. Boisseau, H. Quester. s, J. Bousseau, H. Quester.

Un revolver à la main, un jeune homme meuce, pendant quelques heures, et dans leur propre appartement, un couple de bourgeois très riches et leur fille. Geste de vengeauce d'un ancien domestique humilié ou mauvais suspense?

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poèsie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Regards sur la science ; â 8 h. 32, 76... 200, Comprendre aujourd'hal pour vivre demain ; 9 h. 7, (). Le monde contemporain ; 10 h. 45, Demarches ;

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2 pirtoresques et légères; 8 h., Métodies sar
paroles (Bach, Beothoven, Elgar, Loucheur); 9 h. 3
Ensemble d'emaneurs; 10 h., Etude; 12 h., Des notes s.,
la guitare; 12 h. 45. Jazz s'fl vous plañt.; 13 h. 30, Cheseurs de son stêrée;
14 h., Les jeunes Français sont musiciens; 15 h. 3
Discothèque 76. Les critique des auditeurs; 17 h. 30, Ving
cinq notes-seconde; 18 h. 30, En direct de Bayreuth
18 h. 35, a L'Or ou Rhin » (Wagner), par l'orchestre d
18 h. 35, a L'Or ou Rhin » (Wagner), par l'orchestre d
18 h. 35, a L'Or ou Rhin » (Wagner), par l'orchestre d
18 h. 35, a L'Or ou Rhin » (Pagner), par l'orchestre d
18 h. 35, a L'Or ou Rhin » (Pagner), par l'orchestre d
18 h. 35, a L'Or ou Rhin » (Pagner), par l'orchestre d
18 n. 35, a L'Or ou Rhin »
18 n. 30, En direct de Bayreuth, dir. » (Pagner), par l'orchestre d
18 n. 19 n. 30 n

– Dimanche 25 juillet

CHAINE ! : TF I

9 h. 15 (C.), Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.); 12 h. (C.), Allons au cinéma; 12 h. 30 (C.), Jeu : La bonne conduite; 13 h. 20 (C.), Sérieux s'abstenir; 14 h. 5 (C.), Voyage : Au-delà de l'horizon, prod. A. Bombard; 15 h. (C.), Film : « Dommage que tu sois une canaille », d'A. Blasetti (1955), avec V. de Sica, S. Loren, M. Mastroianni, U. Melnati.

La jeune et folie fille d'un gentleman-cambrioleur renonce au vol pour épouser un honnête homme. Comédia à l'italienne.

16 h. 45 (C.), Jeux olympiques (résumé); 18 h. 45 (R.), Feuilleton : Nans le berger; 19 h. 15, Les animaux du monde, de F. de La Grange.

20 h. 30. Film : « Sans sommation », de B. Gantillon (1972), avec M. Ronet, M. Adorf, B. Cremer, A. Duperey. La police décide de supprimer un ancien

parachutiste : règlements de comptes et intrigues noucuses. 22 h. 20. Jeux olympiques (en direct).

CHAINE II: A2

CHAINE II: AZ

12 h., C'est dimanche; à 13 h. 25, Amicalement vôtre; à 14 h. 25, Téléfilm: « la Femme ou le fric »; à 15 h. 45, La Panthère rose; à 15 h. 55. La vie secrète des animaux; à 16 h. 15, Tiercé; à 16 h. 30, Le monde merveilleux de la couleur; à 17 h. 15, Flash sport; à 17 h. 20, Une heure avec... Pierre Tchernia; à 18 h. 15, Flipper le dauphin; 18 h. 45, Stade 2; 19 h. 25, Variétés: Ring Parade.

20 h. 30 (R.), Feuilleton: La dynastie des Forsyte (Le propriétaire); 21 h. 30, Jeux olympiques (en direct, suite à 0 h. 45); 22 h., Domumentaire: Monastères moldaves.

CHAINE III: FR3

11 h., Emission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 20 h. 5, Pour les jeunes : Les animaux chez eux ; - 20 h. 30 (*). Essai : Sur et sous la communication, de J.-L. Godard et A.-M. Mieville.

Deux émissions tentent de parler autre-ment — o'est-à-dire simplement, donc philo-sophiquement — du quotidien des gens. « Y a personne » et « Louison », ou le chô-mage, l'emploi du temps, les gestes, la pro-duction vus par un magasinier, une l'emme de ménage, un directeur des ventes, un sou-deur, un agricultour.

22 h. 30, Cinéma de minuit (cycle Elia Kazan) : « la Fièvre dans le sang », d'E. Kazan (1961), avec N. Wood, P. Hingle, A. Christie. Les amours de deux étudiants sont contra-riées par les parents du jeune homme pour des raisons sociales. Il s'ensuit une série de drames, dont une tentative de suicide, qui sépareront définitivement les fiancés. Dans la lignée d'A l'est d'Eden.

FRANCE-CULTURE 7 h. 2. Poèsie ; 7 n. 7. La fenèire ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40 (\spadesuit) Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h.

Emissions philosophiques et religieuses; 11 h., Regards qui la musique; 12 n. 5, Allegro; 12 h. 45, Disques rares 14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Ma chamet ma chanson » et « Si l'étais mol » (G. Néveux), « M. F. Beaulleu, M. Behar, C. Samie et J. Eyser, 8. Dhèra C. Winter; 16 h. 5, Musique de chambre; 17 h. 30, Recontre avec M. Messagu; 18 h. 30, Ma non troppo; 19 h. (e) Le cinéma des cinéastes;

26 h., Poésie, 20 h. 40, Les opéras de Janacek 23 h., Slack and blue; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Concert promenade (Suppé, Gershwin, Zelwek-Oscheit, Fenyes, Komzak, Hagen, Strauss); 8 h., Cante pour le dimanche; 9 h., Musical graffiti; 11 h., Narmor sacra; 12 h., Sortlèges du flamenco; 12 h., 40, Opé bouffon (Janacek); 13 h. 40, Petiles formes;

14 h., La tribune des critiques de disques : « Sonate n° pour flôte alt. er harpe » (Debussy) ; 16 h. 30, (•) i direct de Bayreuth... à 16 h. 55, « la Walkyrle » (Wagne par l'orchestre du Festival de Bayreuth, dir. P. Boulavec P. Hofmann, M. Salmineh, D. Mao Intire ; 23 France-Musique la nuit : musique de chambre (Haydn 24 h., Concert extra-européen.

Lundi 26 juillet

CHAINE ! : TF 1

12 h. 30, Midi première; 13 h. 40, Série : L'apocalypse des animaux; 17 h. Jeux olym-piques (résumé des épreuves); 19 h., Pour chaque enfant; 19 h. 40, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Feuilleton : Les trois de

20 h. 30, Film : Attaque -, de R. Aldrich (1956), avec J. Palance, E. Albert, L. Marvin, W. Smithers.

Pendant la deuxième guerre mondiale, un officier incapable est responsable de la mort de plusieurs hommes. Les lieutenants Costa et Woodruff cherchent à Pabatre. Certains voudront tirer parti de cette mort. Situations violentes et particulières où se révèlent parfois les evraies natures s.

22 h. 15 (), Documentaire : La vie des estampes, de R. Leenhardt (le XVII $^{\rm o}$ siècle).

CHAINE II: A2

13 h. 35. Magazine régional; 14 h. 30. Aujourd'hui, Madame; 15 h. 30 (R.), Série : Annie, agent très spécial; 16 h. 20. Aujourd'hui Magazine; 17 h. 45. Fenêtre sur; 18 h. 15. Le palmarès des enfants; 18 h. 30. Emissions de service; 18 h. 55. Des chiffres et des lettres; 19 h. 20. Jeux olympiques (en direct; à 19 h. 45. résumé):

19 h. 45, résumé) : 20 h. 30, Jeux olympiques (en direct, suite à 21 h. 15) : 20 h. 50, Série : Polgue de fer et séduction (La disparition).

CHAINE III: FR3

19 h. 5. Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?; 19 h. 40, Pour les jeunes : Mon ami Guignol; 20 h., Jeu : 20 heures en été; 20 h. 30 (), Prestige du cinéma : « la Vie à deux -, de Cl. Duhour (1958), avec P. Brasseur, L. De Funès, J. Tissler, J. Marais, G. Philipe, D. Darrieux, R. Lamoureux, P. Mondy, Fernan-del, S. Desmarets, E. Feuillère.

L'incroyable testament d'un auteur à succès entraîne un notaire et ses amis dans une recherche étrage. Les couples dont le bon-heur a été décrit dans l'un de ses ouprages sont-ils toujours heureux? posthume à Sacha Guitry.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie, / h. 3, Malinales; 8 h., Les chemins de la connaissance... Histoire de la Bourse; à 8 h. 22, Qu'est-ce que la cabale?; 8 h. 30, Echec au hasard; 9 h. 7, Lundis de l'histoire : « La noblesse en France aux dix-septième et dix-huitième sécies », de G. Chaussinand-Nogaret; 10 h. 45 Le texte et la marge; 12 h. 5, Partipris; 12 h. 45 Panerama; 13 h. 30. Eveil à la musique; 14 h., Poésik , 14 h. 3, Un livre, des voix : « L'Emeraude », de M. Soideti ; 14 h. 45, Masculin, féminin : le

différence; 15 h. 2, Les après-midi de Franco-Culture L'Invité du lundi : C. Laye; à 15 h. 10, Autoportrai à 17 h., L'heure de pointe; à 17 h. 30, Interdit a adultes; 18 h. 2. La gazette du plano; 19 h. 30, Bonr 20 h., Poèsie , 20 n. 5, Carte blanche : « Le Doute de J. Husetowski, avec C. Simon, E. Legrand, L. Stou 21 h. 5, L'autre scene ou les vivants et les dieux : Job l'ic. noclaste ; 22 h. 35, Entrellens, avec A. Rubinstein ; 23 h. 60 Poésie

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2 Quotidien musique; 9 h. 7, Petites formes 9 h. 30, Obliques: 12 h., La chanson; 12 h. 45, Ja classique; 13 h. 15, Micro-facteur; 14 h., Méloriles sans paroles : portrait d'un musici-français ; à 15 h 30, Après-midi nyrique (Berliot) ; 17 h.; Ecoute, magazine musical ; 18 h. 30, Quaire, quatre ; 19 h. 15, Prèsentatun de la soirée ; 19 h. 20, (a) Festiv de Satzbourg : « Don Carto » (Verdi), avec N. Ghiauro J. Carreras, M. Frant, dir. H. von Karajan ; 23 h. 1 France-Musique la nuit ; 24 h., (a) La cté.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

I. Il convient d'agir vite quand elles sont chaudes. — II. Se compose de parties rarement égales; Evoque l'amour ou la raison. — III. Cherchera à faire tomber. — IV. Terre étrangère. — V. Sculpta avec lenteur. — VI. Feras des tas de choses. — VII. Entendu au Manne: Travail

VI. Feras des tas de choses. —
VII. Entendu au Maroc; Travail
définitif. — VIII. Participe; Peu
enclin à changer de voie. —
IX. Lu sur une licitation;
Terre. — X. Vieux beau; Jadis
sous le signe de la grâce; D'un
auxiliaire. — XI. Constituait parfois la part du lion.

VERTICALEMENT

PROBLEME Nº 1511

l'Asie : Frontières facilement franchies. — 8. Au début d'un argument : Ne peut se passer de soleil. — 9. On les accueille volon-tiers à table : Heureuse, par défi-nition.

Solution du problème n° 1510 Horizontalement

Horizontalement

I. Rôtisserie; Ring.—
II. Etranglès; Posai.— III. Main;
Sonatine.— IV. Irai; Ur; San.—
V. Si; Na: Dateur.— VI. Ee;
Agée; Reis.— VII. Si; Impatience.— VIII. Roulais; Aime!—
IX. Lara: Ares; Ac.— X. Eu;
Tisi; Nuits.— XI. Ct; Amusa;
Ecrass.— XIII. Tous; Cap;
Stèles.— XIII. EM; Fenii;
ENE.— XIV. Unité; Touèrent.—
XV. Rêvez!; SI; Lentes.

XV. Rêvez!; SL; Lentes.

Verticalement

1. Remise (Cl. « diable » et « boulangère »); Electeur. —

2. Otaries: Automne. — 3. Tria; Iv. — 4. Ianina: Ratas; Té. —

5. SN; Agio; Fez. — 6. SGDG; Emu; Suce. — 7. El; Déplaisants. — 8. Resta; Aar; Apiol. —

9. Iso; Titien; Lu. — 10. Nue; Issues; El. — 11. Parure; Ictère. —

12. Rôt; Renaître; En. —

13. Isis; Icl; Salent. — 14. Nana; Sema; Sente. — 15. Giens: Ecrase.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 17 juliet à heure et le dimanche 18 juillet à 24 heures :

Un front froid venant de l'Atlan-tique de décalera leptement rers le sud-est à travers notre pays, tandis, qu'une crête anticyclonique sa déve-loppera des Açores au Danemark.

PRÉVISIONS POUR LE 41-7-76 DÉBUT DE MATINÉE

Dimanche 18 juillet, sur la moitié nord-ouest de la France, quelques pluies pourront avoir lieu localement en début de journée, mais des éclaireles sesses belles se développeront l'après-midl. Le vent modéré, souffilera du nord ou du nord-est, et les températures maximales seront généralement de l'ordre de 23 °C à 27 °C.

Sur la moitié sud-est, des pluies, ou des orages se produiront encore. Les pluies, surtout localisées du Massif Central aux Pyrénées, tendront toutefois à s'atténuer au cours de la journée. Les orages éclateront sur les régions de l'Est et du Sud-Est. Les vents seront modérée, mais irregulisrs et de direction variable. Les températures seront du même ottirs que celles de samedi.

Samedi 17 juillet, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au aliveau de la-mer était, à Paris, de 10; Nadrid, 28 et 18; Genève, 35 et 19; Copenhague, 23 et 18; Genève, 35 et 18; Madrid, 24 et 15; Moscou.

Températures (le premier chiffra 30 et 20; Stockholm, 27 et 16.

Le Monde

5, rue des Italiens 75127 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRÂNCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Aigérie) 90 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 141 F 273 F 402 F 330 F ETRANGER

par messageries

1. — BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
113 F - 210 F - 307 F - 400 F IL - TUNISIE

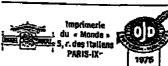
125 F 231 F 337 F 440 F

HEIRE ISLANDS MONTHLY

Les abonnés qui paient par chôque postal (trois volets) vou-dront blen joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse défi-nitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnes sont invités à formulor leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimeric.

Edité par la SARL, le Monde. Gérante : Gérante : Jacques Rauvet, directeur de la publ Jacques Sauvagnet



Reproduction interdite de tous arti-cles, sauf accord avec l'administration.

Journal officiel

 Le jeu est sa principale préoccupation ; Jeune vertebré (épelé). — 2. Pronom ; Savait-il seulement parier aux femmes ? — Sont publiées au Journal offi-3. Ne ressemblait pas du tout à ses sœurs ; Eau douce. — 4. Pré-

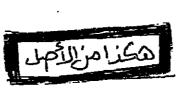
ciel du 17 juillet 1976 :

DES LOIS

Organique modifiant l'article
L. O. 274 du code électoral relatif à l'élection des séngteurs dans
les déve terrements ses scelts; Eau douce. — 4. Freposition: On peut toujours les
gagner quand elles sont perdues. — 5. Ouvrage obscur;
Symbole. — 6. Modifièrent une
evolution; Désigne un caustique. — 7. Une bonne partie de

code électoral relatif à la répar-tition des sièges de sénateurs entre les séries.

• Modifiant le tableau nº 6 annexé à l'article L. 279 du code électoral fixant le nombre des sénateurs représentant les dépar-



Reflets du monde entier

Li Espressa

EANCE MUSIC:

BANCE MUSIC.

Les vaisseaux fantômes de Gênes

L'hebdomadaire italien L'ESPRESSO dénonce la florissante cindustrie du naufrage » que pratiquent certains armateurs de la Péninsule. Trois d'entre eux sont actuellement jugés à Gênes et « leur procès, qui porte sur la jin du navire Seaguil et la mort de ses trente marins, donne surtout une idée de la mer d'intérêts et de complicités qui baigne ce genre d'affaires. Ils sont accusés de naufrage provoqué et d'hoxicide volontaire car ils savaient très bien qu'ils envoyaient l'équipage à la mort sur une coquille de noix. Mais, pendant le procès, il est apparu qu'ils n'étaient pas seuls à savoir et à prévoir. Les techniciens des services de contrôle ne pouvaient pas l'ignorer et ils acceptèrent de fermer les yeux. Le Sesgull a pris la mer avec des trous dans la coque, aveuglés qu ciment, et 4 mètres d'eau dans une cale, mais il avait tous les certificats requis. Le 17 jévrier 1974, le navire disparaissait dans le canal de Sicile pendant une tempête ».

Dressant la statisfique des nanfrages par rapport au ton-

nage, L'ESPRESSO donne la première place à Chypre suivie par le Liban, la Somalie et Singapour et relève que le pavillon de complaisance libérien, recherchant enfin une certaine respectabilité, contrôle mieux la sécurité de ses bateaux. « De ce fait, une trentaine le navires sont en train de changer de pavillon et hissent celui de petites Républiques plus complajsantes. En Italie, le conseil d'administration de la RINA, service de contrôle des bâtiments et de la navigation, ne comporte qu'un représentant les soizante-cinq mille marins du pays. Les coouilles de noix continueront donc à prendre la mer léga avec du ciment pour boucher les trous», conclut amèrement L'ESPRESSO.

Moskovsky Komsomoletz

Une bonne tête sur les épaules

LE MOSKOVSKY KOMSOMOLETZ, organe des jeunesses communistes de la capitale de l'U.R.S.S., a procédé à un sondage parmi les lycéens pour déterminer

« ce qu'il désireraient le plus au monde ». « Les souhaits les plus divers ont été exprimés: 32 % des ycéens interrogés souhaitent pouvoir suivre un enseignement supérieur, 21 % veulent avoir une bibliothèque chez eux et 21 % ont pour objectif un salaire mensuel d'au moins 300 roubles (environ 1 880 F). Six pour cent désirent possèder une voiture automobile ou une maison à la catipagne, 5 % estiment que pouvoir établir mason à ut curipapie, 3 % estiment que pouvoir etabli de bonnes relucions personnelles est l'objectif le plus im-portant dans la vie, tandis que 4 % ne veulent rien d'autre qu'une ponne chaîne stéréo et une collection de disques de musique « pop ».

Le journal le précise pas ce que souhaitent les 11 % restants, à l'exception d'un lycéen qui souhaite avoir des

blue-leans. En revanche, nombreux ont été les étudiants qui ont critique la Iste de souhaits qui leur avait été proée : a C'est de l'hypocrisie, dit l'un d'eux. Des voitures, des datchas, des salaires de 300 roubles... Moi, je ne veux que ce que faural gagné. Ce qui est le plus impor-tant pour moi, c'est d'avoir une bonne tête sur les

EL MOUDJAHID

Un métier passionnant pour jeunes émigrées

Le quotidien algérils EL MOUDJAHID annonce que « vingtdeux jeunes Algérieines émigrées dans les régions de Paris, Lyon et Marseille et originaires des différentes zones à forte densité d'émigration du territoire national, viennent de subir avec succès les différents tests préalables qui leur ouvrent l'accès au métier exaltant d'hôtesse de l'air ». D'ici à 1980, il est prèvu de recrutér 1 100 personnes pour le personnel navigant.

Le journal loue cette action de la compagnie Air Algérie e parce qu'elle visé à offrir à motre jeunesse émigrée les mêmes avantages que ceux dont bénéficient nos jeunes restés au pays et également parie qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une véri-table politique di réinsertion de notre communauté émigrée. » En esset, li n'échappe à personne que l'un des soucis majeurs des pères et mères de familles émigrées est celui qui consiste à présenter leurs enfants de toute influence du milieu étranger dans lequel elles sont contraintes de vivre momentanément. Influence qui jont que bien des parents redoutent toutes

sortes de problènes des que leurs enfants atteignent un certain

dge. Et ce, en particulier, pour les filles (...).

» Malgré tous les problèmes qu'elles rencontrent — bureaucratie pour l'établissement de leur dossier, manque de logement, meconnaissance de la ville, etc., — elles restent sereines dans leur choix et dicidées à s'installer, « quitte à louert un logement à trois ou quatre camarades», de façon définitive chez elles, en Algèrie. Ce fort désir de participer à l'édification du pays, parce qu'il émone de jeunes qui ont vêcu en grande partie en Europe, où y sont nées parjois, témoigne, si besoin est, d'une maturité d'esprit remarquable et édifiante. »

PACIFIC ISLANDS MONTHLY

Le prix d'un mort

en Papouasie - Nouvelle-Guinée

Le nensuel australien PACIFIC ISLANDS MONTHLY publie linformation suivante au sujet de la Papouasi Nouvellé-Guinée : « Faire payer des frais d'enterrement dans ut cimetière est une « idée étrangère » qui pourrait contraiture les habitants de Papouasie-Nouvelle-Guinée à user it nouveau des pratiques tribales d'ensevelissement afin d'friter de telles dépenses. Tel est l'avis de M. Buaki Singen, député de Kabuum, province de Morobe. Il critiquait la décision du conseil municipal de la ville de Lae qui avait augmenté les tarifs pratiqués au cimetière. Selon lui, les conseillers municipaux out a utilisé une idée strangère pour jaire rentrer de l'argent » dans les caisses de la ville.

Il a mis en garde les élus locaux. Si, à Lae, on confinue de jaire payer les habitants qui veulent enterrer leus morts, la population va reprendre ses vieilles pratigues : elles consistent à pendre les cadavres à un arbre, à lis exposer sur des sortes d'estrades en plein air jusqu'à ce qu'il ne reste plus que des os blanchis, ou encore à

n Cependant, le conseil municipal a déclaré que, en dipit de l'augmentation des tarifs (cinq jois supérieurs pour les étrangers que pour les Papouans-Néo-Guinéens). un quart sculement des frais d'enterrement seraient

Lettre de Panarea —

UNE MAGIE INEXPLICABLE



AN-PIETRO s'étale sur la colline, disputant aux câpriers et aux figulers de Barbarie les pentes de roches volcaniques. Vers le sud, s'étire une mer immensémen bleue. Derrière l'horizon, on salt qu'existent — mals on ne trembl plus — les dangers de Charybde et Scylla. L'hiver et son engourdis-sement sont loin derrière des brumes oubliées. Avec l'été, à San-Pietro. sont revenus les hommes de passage. Alors, depuis les quais de ce port miniature jusqu'aux dernières maisons qui prennent à cette échelle des airs de faubourg, on peut observer une société microcosme, éprouvetta rêvée pour l'ethnographe, fidèle reproduction de ce qu'est parfois le vaste monde d'aujourd'hui. En effet, à San-Pietro, se croisent, se heurtent, se copient, s'alment ou se haissent, se regardent sans se voir, se volent sens se regarder, cohabitent, les types simplifiés de nos sociétés : le passé, le présent et ce qui sere peut-être l'avenir.

Le pays n'est pas inaccessible, mais il se mérite. Ulysse, croit-on, s'en arracha avec pelne. C'est dire que l'on y peut venir de partout. Les principaux transports maritimes l'abordent par le sud et justement aux pleds de San-Pietro, port et capitale, que l'on touche enfin crace aux rames des barques des pacheurs locaux. La plus petite fle de l'archipel des Eoliennes, Panarea est partumée par les laurlers-roaes et le jasmin. Conlque, approximativement ovoide sur les cartes marines, elle mesure 3,4 kilomètres carrés et culmine à 421 mètres à la Punta - del - Corvo. Possession italienne, elle dépend de la province sicilienne de Messine,

ici les plus mai vêtus ne sont pas les plus pauvres et leur modeste des Tropézions les plus huppes ne sont pas les plus riches ni les plus heureux. Enfin, les plus nus sous des sarongs de toile ne sont pas pauvres ni outrageusement riches. stru cel eup suiq trabéssoq sup neid et les autres. Ainsi on ne peut deviner que la richesse se mesure à la taille. À la force et au nombre des ampoules électriques de ceux qui esèdent un groupe électrogène, précisément les mêmes dont le costume de pêcheur înspire la pitié attendrie.

flânant dans ce dernier paradis méditerranéen que l'on apprend la face cachée des choses, mais piutôt en fouillant, en foulnant, en écoutant surtout les confidences.

Il y a une trentaine d'années, recroquevillée sur elle, Panarea ne complait comme autochtones que des paysans, un peu marins, un peu chasseurs. Du bord des flots iusqu'au sommet abrupt de sa pointe, des murets de pierre rete nalent les terres où poussalent la vigne, les capriers, les oliviers aussi. Cette race apre de presque Siciliens s'accrochait à son sol ou émigrait. donnant une partie de leur population aux villes de Sydney et Meibourne. Ceux qui restaient vivalent. comme toujours, cous l'autorité cans partage des vieux chefs de famille. On ne construisait en plerre volcanique que le nombre de chambres nécessaires, la culsine-séjour étant considérée comme une annexe. Ainsi grandissalent les maisons par apport d'un cube-chambre, et percament d'una ou deux ouvertures. qui donnent à l'habitat sa pittoresque parenté avec les demeures gracques ou arabes, si bien faites

Les toits-terrasses recuelllent encore aujourd'hui l'eau de pluie que l'on garde jalousement dans des urnes cadenaesées. Le mobilier était réduit au strict minimum. Autour d'une table, des sièges de maçonnerie, dans les chambres, sur de hauts pleds de ter forgé, des plan-ches et des paillasses ; au-dessous des caleses d'embaliage contenant les trésors de la famille. Quand un membre de la tribu mourait, on empruntait quelques planches au stock pour faire un cercueil. Parce que sans doute on mourait en chœur et au'on économisait les cérémonies, on étudia la largeur des ruelles pour qu'y passent côte à côte deux disparus dans leur cer-

L'hiver, à la faible jueur d'une

chandelle ou d'une lamps à pétrole, on débitait de tristes complaintes siciliennes qu'il est impossible d'assimiler à une quelconque tradition orale inexistante. Presque pas de couleurs, sinon le blanc des murs et le noir du deuil sicilien, pas d'états d'ame, sinon la résignation ou le déchaînement sauvage de mœurs contenues (une pincée de mœurs libres et un zeste de consanguinité). Pour être luste il convient d'alouter que grand était le courage de fortifier une montagne abrupte, sans eau et à la pierre de volcan, pour v faire pousser quelques maigres plantations Ainsi l'homme est lidèle à son rocher jusqu'à ce que l'horizon l'appelle. Qualques vieillards subsistent pour rappeter ce passé qui ne fut ni glorieux, ni rout sebnegèi seb engib in ,eupitnam cieu Eolo et de ses illustres visiteurs grecs.

A civilisation moderne est un phare puissant. Comme les phares, elle appelle mais ne transforme pas. Pour les descendants partis dans les grandes villes d'outre-mer, le fin du fin est de posséder la télévision, le réfrigérateur, la tondeuse à gazon, la volture, et de s'ennuyer ferme entre la piscine et le garage automatique. C'est aussi un retour au pays natal, peutêtre pour se convaincre d'avoir échappé au pire.

Mais le pire n'est plus et leur sur-

prise doit être teintée de regrets car ceux qui sont restés représentent, avec ses changements brutaux, ses promotions inattendues, ce que le présent n'offre pas de meilleur. Riches de terres héritées du néant ou de vielllards sens jole qui ont perdu par les départs des émigrants la moindre autorité, les jeunes îllens font à tout prix de l'argent. On les reconnaît à leur air triste, à leur costume rédult au short et au tricot de peau qui sédulsent les riches Italiens de passage ou propriétaires de maisons restaurées. Il est vrai que les hommes d'aviourd'hui ont besoin de témoigner quelque affection à das frères déshérités. On n'a que les bons sauvages qu'on peut avoir. Et ceux d'ici continuent, après la spéculation immobilière, à s'enrichir, sous des airs pitoyables en tenant le commerce local et les quelques « trattorie » où lis servent une cuisine frugale, sans esprit ni talent, mais assez chère, et dont ils assurent une partie de l'approvisionnement par la cueillette et la

Le présent encore ? il se reconnaît à son amour momentané pour les pauvres îllens, la lampe à pétrole, la friture du pays, mais essentiellement aussi à son costume sophistiqué, aux innombrables « parties » qui se donnent en robe du soir et à la qualité du bronzage. Nous citerons pour mémoire les vachts aux voiles rarement hissées, les merveilleux petits paquebots privés et les engins automobiles chromés et vernis qui vont sur l'eau. Bref. comme partout, un présent affairé à s'aimer, se congratuler, dépenser allègrement en ignorent totalement une crise dont il ne souffrire d'ailleurs pas.

L'avenir enfin : il se niche là où on l'attend le moins. Et d'abord chez ceux qui viennent de loin, Français, Suédois, Anglais, Italiens, ou de près, Siciliens, pour fuir les voltures, le bruit, oublier que le monde est violent, les politiciens omniprésents et lamais.

On les reconnaît à leur indulgence pour le passé et le présent, et aussi à ce qu'ils n'en sont pas

ils sont seuls, par deux ou avec armes et enfants, souriants, calmes, heureux qu'il y alt le soleil et la mer. lle laissent les filens jouer aux nauvres indigènes, les habitués de passage jouer aux riches désinvoltes. Les uns ont rénové des malsons d'autrefois où nous les laisserons

méditer en paix, les autres s'installent dans les chambres et les auberges du pays.

T voici qu'apparaissent les filles et les hommes en sarong. Iliene une partie de l'année, dans une autre île d'Asie en hiver, ils sont admirés, enviés, Jalousés, honnis, haïs, copiés. C'est dire qu'il en émane une magie qui

ne s'oublie pas. Un jour, une femme, Myriam Beltrani, et un homme, Paolo Tiche, passent par là, découvrent l'île de leurs rèves et décident d'y planter leur tente. Elle est polygiotte, elle sait tout faire et elle n'a peur de rien. Il est polyglotte, il salt tout faire et il n'a peur que d'une chose : se laisser emprisonner par la réussite et la vie en société. En quinze ans, ils créent un hôtel, ou plutôt une série de maisons avec escallers, rue sorte de médina au charme Indé-

Paolo Tiche découvre la technique et l'architecture des maisons du pays, faites pour récupérer l'eau de pluie, la fraîcheur, simples et belles à la fois. Il les modifie à peine, en fait ressortir le meilleur, élimine le mauvals goût et sa bat pour que rien ne vienne dévoyer le style de Panarea. Pendant ce temps, Myrlam Beitrani donne à l'hôtel un caractère particulier. Ici, pas de client, pas de portier, pas de garçon. On passe à travers le filtre des amis qui servent de correspondants, on arriva chez des hôtes, on se réunit quelquefois avec eux, on rit, on échange, on discute. Parce qu'on a payé, un service discret est assurá par des filles et des garçons en sarong. sous lesquels se cachent des étudiants, des peintres, des sculpteurs, beaux, sympathiques, gais et que l'on se met à chérir comme des amis d'ailleurs. Les chambres faites, le petit déjeuner préparé sur la terrasse au bord de la mer, ils disparaissent. Le client n'est pas un client. Il est... mals où diable est-il donc ?

Disons-le : amateur de domestiques, de serviteurs stylés, de petits doigts sur la couture du pantaion. de repas internationaux, anonymes et douceâtres, s'abstenir i Dans un monde fou, fou, fou, qui perira peutêtre de se prendre au sérieux, qui a perdu les yeux et ne voit plus la voie lactée et ce cu'il v a de très sérieux dans le vol d'un papillon. Myriam Beltrani, Paolo Tiche et leurs amis, les clients de l'hôtel gens de l'avenir.

Panarea sene volture, Panarea sans électricité, Panarea où il faut marcher dans les sentiers nour aller boire, manger, se balgner, dormîr, Panarea où li faut savoir vivre au rythme du soleil, ponctuant les journées chaudes par la sieste. Panarea, l'île presque sauvage de rocaille et de soleil, reste imprégnée d'une megie inexplicable. On s'en arrache avec peine, on y revient sûrement un lour.

ROBERT MORAN.

Thérèse Merillon, agricultrice (II)

(Suite de la page 13.)

Sa femme aiouta :

« On peut parler avec elles sans rien cacher. Nous nous entendons... » Et elle eut ces mots révélateurs : « Nous nous respectors, » Nous trinquâmes à la prompte remise sur pied de mon hôte.

« Je regretie d'être immobilisé. elle » est seule au boulot, j'ai hate de m'y remettre, et tant que ie pourrai nous continuerons, ie Pespère, de travailler de compagnis, dit-il en reposant son verre sur la table.

- Vous aimez travailler la terre? >

Tacien Couralet se mit à rire : « Je z'ai jamais fait autre chose.» J'insistai : « Si vous aviez l'occasion d'une place en ville, iriezvous?

— Ici. forganise mon travail comme je l'entends. Je suis un homme libre de mes actes, je peux respirer...», répondit-il.

Jai quitté ce foyer paysan pensant à tous les déracinés qui battent les rues des grandes villes.

Une dernière fois, en fin de semaine, Thérèse Merillon m's recu. Bien avant d'atteindre sa maison, j'entendis sur la route. chauffée par le soleil, une sonnaille tinter par bouffées dans la brise tiède. La journée atteignait cette mi-temps où le terrien se délasse quelques instants apres le repas de midi, feuilletant un journal, regardant la têlé, plus simplement sommeille. Le chien m'accuellit comme m viell ami, et sa maîtresse dut le repousser ami-

bureau donnant de plain-pied sur la cour. La pièce était fraiche, une abeille égarée bourdonnait stupidement contre une glace susadue au-dessus de la cheminée. Dès qu'elle fut assise :

« Que voulez-vous encore savoir? Queis furent vos débuts ? Comment se déroule votre vie?

N'en avez-vous aucun regret? Thérèse ne répondit pas immédiatement : elle réfléchissait, tapotant distraitement d'un doigt la mini-calculatrice placée sur son secrétaire. Puis ce fut, coupé par des silences, le témoignage d'une femme du sol, ouvrant pour moi, page par page, le livre d'une terre familiale entretenue, améliorée, avec ténacité et joie.

« Jai toujours vécu à la campagne, commença-t-elle; je me souviens que mon plus grand plaisir retour de l'école, plus tard du pensionnai, était de suivre mon père aux champs. A ses côtės, je recevais un enseignement sans me douter qu'un jour il me serait profitable.

B A sa disparition voici douze ans, restée avec ma mère, une sceur tout enfant, mon frère marié, père de famille, ayant à T. une situation qu'il ne pouvait abandonner, je me suis « ensevelie », comme dirent certains.

> Au contraire, ce fut l'aboutissement d'un appel de la terre obscurément ressenti dans mon esprit et mon cœur depuis ma ieunesse. Jai voulu tout assumer la maison, le poulailler, le jardin potager, la vigne, les champs, l'élevage de vaches laitières moins important qu'aujourd'hui. Heureusement Couralet était la Sans

est relativement important pour de culture, prévoir ses achais

la région. - Combien d'hectares ?

Quarante - cinq, dont cinq d'un vignoble dont la récolte est destinée par moitié à la consommation courante et à la production d'eau-de-vie d'Armagnac, 10 hectores de prairies permanentes, 12 d'artificielles composées de ray-grass et de trèfle dadino, 2 de trèsle violet ; les autres sont des terres labourables. Certes je possède maintenant un matériel agricole assez complet nour nous soulager, mais, à l'époque des grands travaux, les journées sont longues, quatorze heures du maiin au soir. Le plus pénible, voyez-vous, quand il fait chaud, est de ne pouvoir se repo-ser après le déjeuner. Je m'étends un quart d'heure et je repars... Revenons à vos débuts...

L'appui de mon ouvrier

agricole ne me suffisait pas, j'étais parjois inquiète, j'allais emment solliciter un conseil auprès des voisins. Ils me guidaient alors avec finesse; nous passions entre des rangées de ceps de vigne en pleine vigueur, longions les pans d'un blé mûr, foulions l'herbe d'un pré ; la suggestion, la leçon, se développaient dans l'amitié. Je revenais à la maison réconfortée. Ils me prêtaient l'outil qui me manquatt, se proposaient pour un coup de main accepié avec reconnaissance. En même temps, fai sutoi des cours théoriques et pratiques à Villeneuve-de-Marsan; foblins un brevet agricole; peu à peu l'assurance me vint et la certitude de pouvoir garder mon pairimoine. de le faire fructifier en l'améliocalement tandis qu'il essayait, à lui, je crois que faurais aban-rant. Aujourd'hui, se tenir au notre suite, de pénéirer dans le donné la charge du domaine. Il courant des meilleures méthodes

d'engrais à la coopérative, établir chaque année un plan d'exploitation, chaque semaine ses comptes, le dimanche relever les chèques, régler les jactures, répondre au

courrier, sont des nécessités. - Vous n'êtes jamais lasse?

– Jamais. La diversité des taches, la pesée d'une décision (je suis lente à la prendre, mais. prise, je m'y tiens, étant sûre qu'elle s'avérera juste), le contentement d'une réussite, m'activent physiquement et moralement. Quand la moissonneuse-hatteuse entre dans mes blés, que les étudiants embauchés pour les vendanges emplissent de grappes un tombereau, il me semble que la terre me remercie de ma peine.

- Je comprends. » Thérèse reprit : « Je viens de metite en exploitation directe une métairie de 16 ha abandonnée par un couple agé parti à la retraite. L'ai regretté ce ménage.car il était de « la maison » depuis ma naissance, mais je vuis pou-voir enfin réaliser un vieux rêve : défricher d'anciens champs envahis par des ronces, des ajones épineur, par manque de soins, de forces des deux anciens, remplacer les nombreux « manquanis » dans la vigne ; j'ai déjà semé de l'orge là où c'était possible ; la récolte sera maigre cette année, meilleure à la prochaine. Je vous le souhaite.

*— Метс*і. » Et Thérèse, levant légèrement ses mains fines et fermes hâlées par le plein air pour ponctuer ses paroles : « Je voudrais qu'après ma mort famille, voisins, puissent dire : a Elle a laissé tout en ordre... »

JEAN TAILLEMAGRE.

nale des sciences politiques ont pris une initiative particulerement heureuse en publiant le livre de Bernard Michel: Banques et banquiers en Au-triche au début du XX° siècle (1). Peu d'ouvrages étaient plus à leur place dans une collection dont on ne dira jamais assez quel rôle décisif elle joue dans la diffusion et la recherche en sciences sociales. Dans une langue incisive et chargée de puissance d'évocation, Bernard Michel a su écrire un livre court et nerveux, au carrefour de l'histoire de la sociologie et de la science politique. A travers une forme d'activité économique et une catégorie sociale, il cherche à définir la réalité profonde de l'Europe centrale, au temps de l'Autriche-Hongrie. Les banques hongroises ne sont évoquées que dans leur lien avec Vienne, et l'ouvrage porte en fait sur l'espace cisleithan, ce monde imme et divers qui, de la Galicie et de la Bukovine, à travers les pays tchèques et l'Autriche, rejoint Trieste, la Slovérde et un fragment discontinu de la

Bernard Michel choisit les années du début du XXº siècle, marquées d'une croissance rapide qui dément la légende d'une Autriche immuable et tradition-nelle pour mener une série d'interrogations sur le destin de l'Europe centrale, les relations entre le nationa-lisme politique et le nationalisme économique, la nouvelle bourgeoisie bancaire et l'aristocratie foncière, le pouvoir financier et le pouvoir politique.

Une première partie présente les banques et les structures bancaires. La banque autrichienne est une « banque à tout faire » que caractérise le manque de spécialisation ; elle se heurte à la vive concurrence des caisses d'épargne et des caisses mutuelles de crédit, appuyées sur le régionalisme et le nationalisme. L'élément majeur de la différenciation des banques est le fac-teur national. Selon les mots d'un journal tchèque : « On parle d'économie et on pense à la nationalité. » La description des places bancaires permet de pénétrer l'esprit des villes et des lieux et la personnalité des Länder, de Vienne, la grande place internationale, à Prague qui devient la capitale bancaire des Slaves de la monarchie, à la Moravie et au Tyrol, où le clergé et la noblesse font obstacle à la pénétration des banques, à la Galicie et à la Bukovine, sociétés agraires en brusque contact avec l'économie monétaire, dominée par

Si l'individualisme et l'attachement aux formes anciennes marquent la per-

sonnalité des banques autrichiennes, la concentration, au début du siècle n'en est pas moins remarquable, marquée par le déclin des banques privées, l'absorption des banques de province, la cartellisation des banques. Aux transformations des structures répond une révolution dans les emplois des banques, qui fait l'objet de la seconde partie. Au long du XIXª siècle, les emprunts d'Etat constituent I' a emploi noble par excel-

Les choses changent au début du XXº siècle, cependant que prend fin. en 1910, le monopole du groupe bancaire rassemblé autour de la banque Rothschild. Le ministre des finances Bilinski donne la primauté dans les emnrunts à la Postsparkassa, la Caisse d'épargne postale. Emanation du ministère des finances, celle-ci traite avec une série de banques de Vienne et de ovince, brisant le privilège du groupe Rothschild. Le déclin des profits sur les emprunts d'Etat, le déclin des prêts hypothécaires, la nationalisation des chemins de fer, autant de raisons qui poussent les banques, malgré leur répunance, à se tourner vers l'industrie. La liaison des banques et de l'industrie, dans les années qui précèdent 1914, prend une telle ampleur qu'elle parait au socialiste viennois Hilferding exem-plaire de l'évolution bancaire mondiale. L'exemple autrichien fonde les analyses de son livre « Le capital financier » paru en 1909

Bernard Michel aborde ensuite la part des banques dans l'évolution des grands secteurs industriels et les stratégles des groupes bancaires. Il montre dynamisme industriel de l'Autriche du début du siècle et évoque avec bonheur les personnalités majeures : Karl Wittgenstein, chef du cartel du fer, ou Georg Günther, qui fait de la société Skoda le centre d'un immense konzern. De même qu'il refuse l'image d'une Autriche enfermée dans l'immobilisme économique, Bernard Michel conteste le mythe d'un endettement croissant de l'Autriche-Hongrie : elle serait passée sous le contrôle des capitaux du Reich, la perte de l'indépendance économique aurait conduit à l'alignement politique, et à l'entrée en guerre en 1914. En fait, l'Autriche-Hongrie de 1914 bénéficie d'« une croissante autonomie à l'égard du capital étranger », connaît une « étonnante émancipation » financière.

Dans les relations avec les instituts bancaires étrangers, « la marge de manœuvre et de liberté des banques autrichiennes apparait infiniment plus

grande qu'on ne l'a, jusqu'à présent, *imaginé ». Le*s banques autrichiennes ne sont pas subordonnées aux banques allemandes, l'Autriche, grâce à l'attitude de son opinion publique, peut maintenir un équilibre dans ses relations avec l'Allemagne. Autre idéc inexacte, celle d'une rupture entre le marché parisien et viennois, pour des raisons politiques. Bien plus, les deux pays collaborent étroitement dans les Balkans, où les banques françaises sont les « partenaires javoris » de l'Autriche. N'imaginons pas que les rivalités ban-caires correspondent aux blocs politiques, Entente contre Triplice. Une histoire minutieuse des groupes bancaires revient, somme toute, à faire apparaître l'autonomie du politique.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la vie sociale et politique des banquiers. Se fondant sur une source originale de l'histoire sociale, les dossiers de décorations, Bernard Michel mène une série de biographies individuelles. La supériorité juive est manifeste, encore toutes les communautés ne sont-elles pas également représentées : l'immense communauté juive de Galicie a été exclue de toute participa-tion aux grandes affaires. L'antisémitisms, dont Bernard Michel estime qu'il a été surestimé, « n'a eu aucun effet pratique dans le monde de l'économie et de la banque ». Mais l'hostilité au capitalisme, la méfiance envers la bour-geoisie d'argent, constituent une tendance fondamentale de la société autrichienne. La hiérarchie sociale reste fondée sur les valeurs aristocratiques et le banquier n'y occupe pas le premier rang. Est-ce quelque désir de compen-sation qui conduit cette bourgeoisie bancaire à jouer un rôle culturel exceptionnel, qui déborde le rôle de mécène ou de spectateur ? L'art vivant du début du vingtième siècle et le mouvement Sezession trouvent l'appui du chef du cartel du fer, Karl Wittgenstein, Hugo von Hofmannsthal comme Max Brod sont fils de banquiers.

En matière politique, les banquiers n'ont pas d'attitude commune. L'influence politique du grand capital, depuis l'anticapitalisme issu de la crise de 1873, est médiocre. Les banques doivent accepter un système fiscai défavorable, « d'une exceptionnelle dureté dans l'Europe libérale d'avant 1914 ». La grande bourgeoisie bancaire n'a pas le poids politique des agrariens et des chrétiens sociaux : elle ne peut modifier ni la politique fiscale ni la politique commerciale. Profondément pacifistes, les banquiers n'ont pas d'influence sur l'aristocratique ministère des affaires étrangères. Les milieux bancaires ne

souhaitent pas une politique dure à l'égard de la Serbie. Le capital bancaire ignore les blocs politiques et ne songe, en 1914, qu'à la réconciliation avec le capital français et à l'ouverture prochaine du marché parisien. « C'est l'Autriche des diplomates et des généraux, l'Autriche traditionnelle et précapitaliste, non l'Autriche des banquiers, qui, à la fin de fuillet 1914, entraîne l'Europe centrale dans la querre. >

Ce livre d'histoire économique ne cesse de renvoyer à autre chose 01'8UX simples données de l'histoire économique; il est fondé sur la conviction que les conceptions du monde et les systèmes de valeurs sont déterminants et que « l'argent ne peut rien expliquer par lui-même ». L'histoire des banques et des banquiers de Cisleithanie renvoie à ce monde de l'Europe centrale où la nationalité est la dimension fondamentale de l'existence. L'économie ne suffit pas à expliquer les mouvements nationaux, mais elle leur donne vigueur et réalité. Un autre trait de l'Europe centrale apparaît au long de cet ouvrage : le cioisonnement des catégories sociales. La mobilité sociale est faible; seule fait exception la bourgeoisie tchèque... Fondamentalement la division en états (Stände) pèse plus que la division en classes sociales. Les banquiers afle-mans de Vienne sont toujours issus du monde du commerce et un fils de paysan riche a moins de chances d'entrer dans la banque qu'un fils de commercant, qui appartient à l'état de marchand. Ces états sont étrangers les uns aux autres, et la rupture est totale entre la banque et l'aristocratie, qui « méprise l'univers du profit et de la concentration du capital ».

Le passage de la société traditionnelle d'états à une société que domine la division en classes sociales suscite un puissant courant anticapitaliste; il est le fait des agrariens, de la noblesse et du clergé, et renforcé par le socialisme. Ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre que de montrer combien l'Autriche d'avant 1914 ne participe qu'imparfaitement an capitalisme, et d'établir l'influence limitée des banquiers sur l'ensemble de la société autrichienne. Pas question pour eux de revendiquer le pouvoir politique ni d'exercer une influence sérieuse sur la politique extérieure. Mais, par leur dynamisme même, les banquiers représentent une force de destruction dans une société tradition-

D'autre part, la tension autour de deux pôles, Vienne et Prague, donne

une dimension nouvelle aux conflits nationaux Accusant les différenciations nationales et sociales, l'essor du capitalisme menace l'existence même d'ur empire que la guerre conduira à la rupture.

Jean Bérenger, déjà connu pour de solides travaux sur l'histoire de l'An triche à l'époque moderne et conte rains, consacre une fort utile synthes à l'Europe danubienne de 1848 à no jours (2). Cette définition géographiqu recouvre l'ancienne Autriche-Hongri et les Etats qui ont succédé à celle Jean Bérenger dessine bien les trait majeurs de cette Europe danubienne persistance de quatre groupes domi nants, Tchèques, Hongrois, Croates e Allemands, longue persistance du ré gime seigneurial et de l'économi agraire, révolution industrielle que para chève le socialisme, rôle de glacis pro tecteur de l'Union soviétique depui 1945. Quatre systèmes géopolitiques s sont dégagés au long de plus d'un siè cle d'histoire. A la formule de l'Eta multinational comme le fut l'Autriche Hongrie, a succédé l'indépendance d chaque Etat-nation, qui n'exclut pa des conflits dus à la présence de mino rités : c'est le système qui s'effondr en 1938. Dépendante vis-à-vis de l'Alle magne, l'Europe danubienne est deve nue depuis 1945 un glacis de la Russi qui comprend une zone neutre et un zone intégrée.

Jean Bérenger déplore la fin de l'At triche-Hongrie en 1918, a sous le pre texte fallacieux de constituer des Eta indépendants ». Sa présentation de l'èr de François-Joseph marque bien) croissance économique qui domine période : il est de même judicieux d'ir sister sur les éléments de cohésion c la monarchie. Cependant, Jean Bérer ger, dans sa légitime réaction conti une historiographie qui a présenté ur Autriche-Hongrie condamnée à dispr raître à cause de l'affrontement de nationalités, paraît sous-estimer le pok de celles-ci. Peut-on vraiment dire qu cette question a affectait essentielle ment la classe politique » et a été « ari ficiellement empérée au dix-neuvièn siècle » ? Le développement économ que conduisait à terme à exacerber le luttes des nationalités. La guerre, qu porta le coup fatal à la monarchie de Habsbourg, modifia-t-elle sensiblemer le tracé des lignes de fracture?

(1) Presses de la Fondation nationa des sciences politiques, 1976, 406 p., 45 (2) Le Fil tes temps. Presses univer-taires de France, 1976, 263 pages, broch-184 F, rellé: 18 F. L'absence de toute car est regrettable:

FEUILLETON

Un train d'or pour la Crimée

Londres, Décembre 1854. - Il s'agit, pour Edward Pierce et son équipe, s'apprétant à attaquer le train contenant la solde en or des troupes anglaises en Crimée, de se procurer l'une des clefs commandant les coffres blindés, cachée dans le bureau du chef de la gare de London Bridge. Henson, un clochard, est chargé de surveiller les lieux.

> SKIPPER ET VOLEUR DE POULAINS

A caisse fut placée en un endroit stratégique à l'intérieur de la gare de London Bridge. Henson pouvait surveiller les mouvements du gardien de nuit à mouvements du gardien de nuit à travers les lattes. La première nuit écoulée, la caisse fut enlevée, peinte en une autre couleur, et rapportée à la gare. Ce processus se répéta trois nuits de suite. Henson relata ensuite ce qu'il avait découvert. Il n'y avait la vieu découvert. Il n'y avait la rien d'encourageant. « Le gars est sérieux, dit-il à Pierce. Aussi réglé que cette montre. »

Dans sa main levée, il montra Dans să main levee, li montra le chronomètre que Pierce lui avait confié pour mesurer la durée des diverses activités. « Il arrive à 7 heures pile avec son petit sac en papier contenant son repas. Il s'assied sur l'esca-ller, et reste là en éveil, sans jamais somnoler, et salue le flic qui fait sa ronde.

qui fait sa ronde.

— Parie-nous des rondes ?

— Le premier flic travaille
jusqu'à minuit ; il fait le tour de la gare toutes les onze minu-tes. Quelquefols, c'est douze, une ou deux fois c'était treize, mais la règle, pour lui, c'est onze. Le second filc fonctionne de mi-nuit à l'aube. Celui-là, c'est un fumiste. Il n'a pas de parcours fixe, et il va dans toutes les directions. Il surgit tout à coup comme un diable de sa boîte,

avec un ceil méfiant dans toutes les directions. Et il a deux pé-tards à la ceinture.

 Et le type assis à la porte du bureau ? demanda Pierce.
 Sérieux, comme je vous l'ai — Sérieux, comme je volis l'ai dit, sérieux comme un pape. Il s'amène à 7 heures, bavarde avec le premier poulet — le second, il peut pas le piffer, et il lui lance un de ces regards froids, je vous dis que ca. Mais le premier poulet lui botte. Il bavarde de temps en temps avec lui, mais jamais longtemps. Le poulet s'arrête à peine. Ils se disent juste quelques mots.

— Le gardien quitte-t-il par-fois sa place ? demanda Pierce. -- Non, dit le skipper, Il reste assis là et il entend sonner les cloches de Saint-Faisworth, et chaque fois que la cloche sonne l'heure, il penche la tête et écoute. Mais à 11 heures, il ouvre son sac et bouffe son cassecroûte, toujours lorsque la cloche sonne Ça dure peut-être dix à quinze minutes, et il a une bouteille de bière. Ensuite, le poulet se ramène. Alors, le gardien, s'assied plus à l'aise et attend le nouveau passage du poulet. A ce moment, il est environ 11 h. 30. Alors le gardien repasse et le type va aux chiottes. - Non. dit le skipper. Il reste type va aux chiottes

__ II quitte donc sa place ? - Seulement pour pisser.

— Et il s'en va pour combien de temps ? Je pensais blen que vous voudriez le savoir, dit Henson, alors j'ai mesuré exactement. Une nuit, ca a dure soixante-quatre secondes, la nuit suivante, soi-xante-huit, et la troisème nuit. xante-huit, et la troisème nuit, soixante-quatre. C'est toujours nu même moment de la nuit, vers 11 h. 30. Et il est de retour à son poste quand le poulet fait sa dernière ronde, à minuit moins le quart, et ensuite c'est l'autre poulet qui vient prendre son tour. son tour.

son tour.

Pierce remercia le skipper, lui remit une demi-couronne pour son travail, se laissa supplier et flatter un moment et ajouta une autre demi-couronne, et ren-voya l'homme à ses affaires.

La porte fermée, Pierce dit à Barlow de s'occuper de l'homme. Barlow acquiesça et quitta la maison par une autre issue.

Pierce se tourna vers Agar.

« Alors, toujours pas mèche?
— Soixante-quatre secondes, dit Agar en hochant la tête. C'est pas du nanan — pas exactement un jeu d'enfant.

— Je n'ai jamais dit que ça l'était, répliqua Pierce. Mais vous n'avez cessé de me dire que vous étiez le meilleur crocheteur de coffre-fort du pays. Vollà une belle occasion de montrer vos talents : alors, toujours pas possible ?

front s. Quand le policier inter-vint, le cocher lui tomba dessus en jurant et sacrant, et le frappa avec un bâton ou un gourdin. Lorsque l'infortuné policier re-vint à lui, il découvrit qu'on l'avait dépouillé de ses vête-ments. En 1854, de nombreux victo-riets habitant à la ville s'inquièriens habitant à la ville s'inquié-taient de ce que l'on considérait comme une poussée du crime de rue.
L'agression brutale dans la rue
était la forme la plus basse de
délinquance. Agresseurs et détrousseurs étaient souvent mépri-

sés nar les autres criminels, qui

Par MICHAEL CRICHTON

— Peut-être que si dit Agar. Faut que l'étadie l'affaire de près. On peut aller voir sur place ? - Certainement », dit Pierce.

a Depuis queiques semaines, écrit l'Illustrated News, le 21 décembre 1854, les agressions de rues ont atteint des proportions alarmantes, surtout le soir. Mr Wilson comptait sur l'éclairage au gaz, pour servir de prévention contre le crime, mais il semble que cette confiance n'ait pas été justifiée. Les bandits sont de plus en plus andacieux. Ils s'attaquent avec la plus grande audace à une population confiante. Hier encore, un gardien de la paix, Peter Parrell, a été attiré dans une allée, où une bande d'assassins lui sont tombés dessus, l'ont battu et se sont emparé de tout ce qu'il possédait, y compris son uniforme. L'article poursulvait en décrivant l'état du policier Farrell qui e n'était pas meilleur qu'on pouvait s'y attendre ». Le policier raconts qu'il avait été interpellé par une femme bien vêtue, qui discutait avec le cocher de son fiacre, « un gredin hargneux avec une cicatrice blanche au fiacre, « un gredin hargneux avec une cicatrice blanche au

détestalent les méthodes gros-sières et les actes de violence. Les détrousseurs opéraient en général de la façon suivante : ils attiraient leur victime dans un coin, en choisissant de préfé-rence un individu ivre. Ils se faisaient aider en l'occurrence par un complice, de préférence ume femme. Sur quoi, le détrous-seur se jetait sur la victime, la frappait avec un gourdin et la laissait dans le caniveau. Ce n'était pas une façon élégante de gagner sa vie.

n'était pas une façon élégante de gagner sa vie.

Les articles de journaux donnaient, en général, force détails sur le gredin se jetant sur une proie sans défense. Apparemment, personne na prit le temps de réfléchir à l'étrangeté de l'agression contre le policier Farrell. Fourtant, elle n'avait guère de sens. A cette époque, comme maintenant, les criminels évitaient autant que possible de se frotter à la police. S'attaquer à un poulet, c'était déclencher une chasse à l'homme épergique

raison valable d'attaquer un policler. Celni-ci pouvait mieux se
défendre que la plupart de ses
victimes, et n'avait jamais beaucoup d'argent en poche. Souvent,
il n'en avait pas du tout.

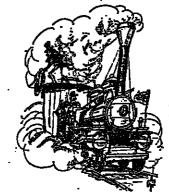
Et, enfin, quel intérêt pouvait-on avoir à déshabiller un
policier? A cette époque, le vol
des vêtements était un délit courant, en général accompli par
des femmes âgées qui attiraient
dès enfants dans les ruelles et
les dépouillaient de leurs vêtements, qu'elles allaient vendre
aux boutiques d'occasion. Mais il
n'y avait rien à tirer des effets
d'un poulet: il était impossible
de maquiller pour la revente un
uniforme de policier. Les boutiques d'occasion étaient toujours raison valable d'attaquer un nollunitorme de poncier. Les bon-tiques d'occasion étalent toujours sous surveillance, et on les accu-sait toujours d'accepter des objets volés. Aucun receleur n'accepte-rait jamais un uniforme de poli-cier. C'était peut-être, dans tout Londres la seul vièment on Londres, le seul vêtement qui n'ait aucune valeur de revente. Ainsi, l'agression du policier Farrell n'était pas seulement, dangarense, elle était aussi inexplicable, et n'importe quel observateur sérieux se serait de-mandé nourmel elle exit au lie-

Vers la fin décembre 1854. Pierce rencontra à l'auberge Pierce rencontra à l'auberge King's Arms, près de la rue Regent, un homme du nom d'Andrew Taggert. Taggert avait alors près de soixante ans, et c'était une figure bien connue dans le voisinage.

Il était ne dans les faubourge de Liverpool, vers 1790, et il vint à Londres, vers la fin du siècle, avec sa mère célibataire qui était une prostituée. À l'âge de dix ans, il fut employé dans l'acentreprise de résurrection p qui avait pour tâche de déterrer des corps intacts dans les cimetières pour les vendre aux insà un poulet. C'était déciencher une chasse à l'homme énergique dans tous les repaires, jusqu'à ce que les coupables soient appréhendés, car la police s'intéressait plus spécialement aux attaques dirigées contre ses propres membres.

Il n'y avait non plus sucure des corps intacts dans les cimetières pour les vendre aux instituts médicaux. Il acquit blentôt, une réputation de grande audace. On raconte qu'il transporte une fois un cadavre en plein jour à travers les rues de Londres. Le cadavre était simplement installé dans sa charrette comme un passager.

mandé pourquoi elle avait eu lien.



NUMERO 15

me superieure interes Malisme

. . . . Note that with the sale

-

La loi sur l'anatomie, de 1838 de mit fin au commerce des corps et Andrew Taggert se tourne vers le métier de cresquilleur i la fausse monnaie ». La manœuvre consistait à offirir au marchand une pièce vraie pour ur achat quelconque, puis le voleu fouillait dans sa bourse en disani qu'il pensati avoir assez de petite monnaie, et il reprenait se pièce. Au bort d'un moment, i disait : « Non finalement, je n'er ai pas », et il tendait une fausse pièce à la place de la première C'était un travail mineur, el Taggert s'en lassa vite. Il pratiqua toutes sortes d'escroqueries, et, vers le mileu des années 1840 c'était devenn un malfaiteur d'envergure. d'envergure.

Andrew Taggert fut arrêté en juillet 1847. Il fut condanné à huit ans d'incarcération à la prison Bridewell. Il y resta trois ans et fut ensuite libéré sous condition. Son cran l'avait abandonné de manieur la condition de la consequence de la consequ condition. Son cran l'avait abandonné, ce qui est la conséquence habituelle de l'emprisonnement. Il n'avait plus assez d'énergie et de confiance pour être un escroc, et il se fit pilleur de sabots ou voleur de chevaux. En 1854 on le voyait souvent dans les cafés sportifs tapageurs, fréquentés par les turfistes. On dit qu'il fut impiqué dans le scandale de 1853, qu' un quatreans fut donné au Derby pour un trois-ans. Personne n'avait de certifude, mais comme on le connaissait comme voleur de poulains, on pensa que c'était lui qui avait organisé le voi du poulain le plus célèbre de l'époque : lain le plus célèbre de l'époque : Silver Whistle, un trois-ans du comté de Derby.

(A suivre.) (Copyright Fayard, & le Monde 2.)



Richesse et diversité de la littérature

PAR l'importance qualitative et numérique ous œuvres auxquelles il a donné naissance, le Cameroun occupe une place de choix dans les lettres africaines. Cette vitalité s'explique à la fois par la richesse de sa tradition orale et par l'existence d'une solide infrastructure culturelle articulée autour de l'université fédérale de Yaoundé et de la maison d'édition CLE (1).

Alors que la plupart des écrivains francophones étalent contraints de s'adresser à des éditeurs parisiens, dès 1963 le CLE a entrepris une action systématique en vue de favoriser l'expression littéraire au sein de la nouvelle génération et d'en-courager les habitudes de lecture du public cameromais. Le comité de lecture reçoit chaque année plus de cinq cents manuscrits et il sélectionne les meilleurs textes, qui sont ensuite largement diffusés à travers le Cameroun, en raison, d'une part, de la modicité de leur prix de vente (150 francs CFA dans la collection « Pour tous »), et d'autre part de l'originalité des moyens de diffusion mis en place, puisque ces livres sont vendus sur les marchés et qu'ils pénètrent même dans la brousse la plus reculée grâce à l'antique pratique du colpor-



Fidélité aux traditions populaires

La production littéraire camerounaise est complétée par trois revues littéraires d'importance négale, mais d'une excellente tenue. Abbia, la plus ancienne et la plus officielle, créée par le docteur Bernard Fonlon, bénéficie de l'aide du ministère le l'éducation nationale. Elle a publié en français et en anglais des articles consacrés aux grandes questions de l'actualité. Plus modestes dans leur présentation, Ozila et le Cameroun littéraire offrent une tribune permanente à de jeunes auteurs désireux de publier leurs essais ou de s'exprimer sur les problèmes du moment. Ozila (2), qui se présente comme le forum littéraire camerounais, est l'émanation des milieux universitaires de Yaoundé, tandis que *le Cameroun littéraire* se veut l'organe de l'association des poètes et écri-

Cette action est heureusement complétée par les travaux de l'équipe de recherche en littérature africaine comparée, naguère animée par le professeur Thomas Melone, auquel revient le double mérite d'avoir inscrit parmi les premiers les œu-vres des écrivains africains dans les programmes universitaires et d'avoir jeté les bases d'une critique littéraire autochtone.

Cet ensemble de circonstances favorables, rarement réunies dans les pays voisins, a favorisé l'éclosion et le développement rapide d'une littérature authentiquement nationale qui s'est déployée dans quatre directions essentielles : le roman, la poésie, l'essai et le théâtre, genres modernes auxquels s'ajoutent les travaux qu'historiens ethnologues et linguistes consacrent à une littérature traditionnelle particulièrement attachante.

Microscome de l'Afrique noire, le Cameroun a constitue très tôt une véritable mosaïque de races, et il est naturel que, du nord au sud, s'y rencontre une grande variété de traditions populaires. La plus célèbre est certainement l'épopée du Mvet, qui est désormais très bien connue grâce aux

travaux d'Eno Belinga, de Stanislas Awona, de Ndong Ndoutoume et d'Herbert Pepper.

S'accompagnant du mvet, instrument à cordes qui rappelle la cythare, le mbon-mvet (littéralement frappeur de cythare) est en général un vieillard (l'apprentissage est très long), parfois un aveugle ou un infirme (c'est la rançon de l'art), qui jouit auprès du public d'un grand prestige dû dil join autres de parita de la fois à son talent, à sa sagesse, et à sa participation supposée aux mystères de l'au-delà. Il se déplace de village en village, et, au cours de ses récits, dont la déclamation peut s'étendre sur plusieurs nuits, il met en scène, sur un mode à la fois fantastique et burlesque, les exploits des héros de l'épopée bantoue.

A côté du mvet, il existe d'autres récits épiques, en particulier la geste de Dieky évoquant les migrations des Doualas sur la côte camerounaise. qui fait actuellement l'objet des travaux de F. Elelongue Epanya. A ces chercheurs, il faut naturellement ajouter les noms de Gaspard et Francoise Atangana, et celui du Père Mveng, historien et ethnologue, qui s'emploie depuis des années à collecter et à répertorier avec ferveur les trésors de la tradition.

Quant à Eldridge Mohammadou, qui a longtemps dirigé le Centre fédéral linguistique et culturel de Yaoundé, il a déjà accompil plusieurs missions sur le terrain aboutissent à la publica-tion d'inestimables documents relatifs aux ethnies du nord et du centre Cameroun, les Feroobe du Dismaré Enfin Benjamin Matip, Léon-Marie Avissi et Jourdain-Innocent Noah se sont attachés à la transcription et à la traduction des « minlan », ces contes, proverbes et chantefables beti, dont on égaie les longues veillées villageoises dans ce pays de forêts profondes.

Parmi les genres modernes issus de l'influence occidentale, le roman camerounais a été longtemps dominé par deux figures majeures des lettres africaines, Ferdinand Oyono et Mongo Betil Tous deux originaires du Sud-Cameronn, ils ont pris pour thème d'inspiration la peinture de la société africaine à l'époque coloniale, et leurs œuvres consti-tuent aujourd'hui un témoignage capital sur l'ébranlement de l'Afrique ancestrale au moment de la conquête occidentale.

Mongo Beti est l'auteur de quatre romans qui s'échelonnent entre 1954 et 1958 : Ville cruelle, le Pauvre Christ de Bomba, Mission terminée et le Roi miraculé, chroniques des « Essagams ». Tous sont situés en Afrique et s'enracinent dans un terroir que le lecteur averti n'a aucune peine à reconnaître pour la région de Mbalmayo, où l'auteur est né et où il a passé son enfance. Toutefois ce serait une erreur de ne voir en Beti qu'un romancier régionaliste, car, à bien des égards, son œuvre dépasse la dimension spatio-temporelle qui lui sert de cadre pour prendre une valeur exem-plaire et témoigner du drame qu'a été la colonisation pour des générations d'hommes et de

constamment opposés, la ville et le village, Moloch insatiable la ville exige sans co tributs, et le prestige qu'elle exerce sur les esprits draine vers elle des bordes d'hommes et de femmes fascinés par les colifichets de la civilisation occidentale. Pourtant les uns et les autres n'y rencontrent le plus souvent que le chômage ou la maladie, et Mongo Beti a beau jeu d'opposer à ce monde

Dans tous ses romans deux univers se trouvent

tentaculaire et anarchique l'ordre social et culturei du village de brousse. Tôt ou tard, ses héros vaincus y font retour, et viennent y puiser comme à une source le regain d'énergie dont ils ont besoin pour continuer à vivre. Sur ce fond ainsi déployé s'agite toute une humanité hétéroclite de fonctionnaires blancs, de missionnaires, de vieux chefs coutumiers, de femmes et d'adolescents irrévérencieux, que l'auteur excelle d'ailleurs à saisir dans leurs traits les plus révélateurs et les plus pittoresques.

Après un silence de plusieurs années, Mongo Beti, qui vit en France depuis plus de quinze ans, est sorti de sa réserve et il a publié coup sur coup Main basse sur le Cameroun (1972), virulente diatribe contre le régime du président Ahidjo, puis Remember Ruben et Perpétue (1974), deux romans profondément désenchantés situés dans une Afrique post-coloniale dont il fustige avec beaucoup de verve l'iniquité et le totalitarisme.

Pour sa part, Ferdinand Oyono a publié trois romans, Une vie de boy, le Vieux Nègre et la Médaille (1956) et Chemin d'Europe (1960), que caractérisent une grand maîtrise de l'art rom que, alliée à un humour dont la férocité n'épargne ni les Européens ni les dupes du discours colo-

Dans Une vie de boy, Oyono raconte le destin tragique d'un jeune garçon persécuté et acculé à la mort par la méchanceté et la sottise de ses employeurs blancs, tandis que le Vieux Nègre et la Médaille met cocassement en scène un vieux paysan, Méka, que l'administration a décidé de décorer pour le récompenser de son dévouement à la « Mère Patrie ». Deux de ses fils sont en effet morts sur les champs de bataille d'Europe et ses terres, pour la plus grande partie, ont été distri-buées à la mission catholique. Le 14 juillet, date de la remise des décorations, ne va pourtant apporter que des déconvenues à Méka, et ses aventures tragi-comiques sont pour Oyono l'occasion de dénoncer à la fois les abus de la colonisation et la trop grande naïveté de certains indigênes abusés par la promesse d'une fallacieuse assimilation.



De la poésie au théâtre

Quel que soit le ravonnement de ces deux auteurs, il ne doit pas éclipser l'apport de plusieurs romanciers, dont la contribution à la peinture de la société camerounaise est loin d'être négligeable. Parmi ceux-ci, il faut d'abord citer Jean Ikelle Matiba, dont l'ouvrage, Cette Afrique-là, a obtenu le Grand Prix littéraire d'Afrique noire en 1963. De l'aveu même de son auteur, le livre est une véritable chronique mettant en scène un personnage authentique, Franz Mömha, né en pays bassa dans les années 1880, dont le témoignage constitue un remarquable document sur l'arrivée des premiers Blancs (en l'occurrence des Allemands) au Came-

Francis Bebey, musicien, journaliste et essaviste, est aussi un romancier fécond, puisqu'il a publié successivement le Fils d'Agatha Moundio (1967), Embarras et Cie (1968), la Poupée Ashanti et Trois Petits Circurs (1972). Dans ces textes qui revêtent la forme de la nouvelle, Bebey décrit le petit monde de la ville et il sait camper avec un humour qu'on peut juger désabusé, mais qui ne manque pas de tendresse, des personnages souvent

Pour sa part, René Philombé évoque dans Un sorcier blanc à Zangali (1969) les difficultés rencontrées par un missionnaire français pour se démarquer par rapport à l'administration coloniale, mais c'est surtout dans des œuvres plus intimistes, les Lettres de ma cambuse ou Histoires queue de chat (1971), que Philombé trouve le ton qui lui convient. Rémy Médou Mvomo, auteur d'*Afrika ba'a* (1969), un premier roman autobiographique, s'attaque à la corruption et au népo-tisme qui règnent à Nécroville, où son héros a vainement tenté de trouver un emploi avant de regagner son village dont il réuntra les paysans en une communauté prospère et fraternelle. Dans Mon Amour en noir et blanc (1971), l'auteur aborde le délicat problème des mariages mixtes. Ce problème du mariage constitue également le thème du roman de Patrice NGenda, la Nasse (1971), dans lequel l'amour sincère de deux jeunes gens est contrarié par l'intervention d'un vieux sous-préfet dont le titre et l'argent finiront par gagner à sa cause les parents de la jeune fille. Enfin, dans un pamphlet virulent, Vive le président, publié en 1968, Daniel Ewandé dénonce avec un mélange d'ironie et de férocité les agissements des nouveaux maîtres de l'Afrique.

Plus encore que le roman, la poésie jouit au Cameroun d'une grande popularité, attestée à la fois par le nombre de plaquettes qui paraissent aux éditions CLE et par la place concédée dans l'ancien quotidien la Presse du Cameroun aux essais des jeunes poètes. Un recueil intitulé la Voix des poètes camerounais, publié par l'APEC (3) en 1966, ne recense pas moins de vingt-neur noms, tandis qu'en 1971 Lilyan Kesteloot fait paraître l'anthologie de Neuf Poètes camerounais, parmi lesquels on relève, à côté d'auteurs dejà cités, les noms de poètes moins connus. Les uns, comme Okala Alene, apparaissent en prise directe sur une tradition orale avec laquelle ils n'ont jamais rompu, tandis que d'autres, plus maniérés, tel Ernest Alima, attestent de l'influence qu'ont exercée sur eux les poètes français du dixneuvième siècle. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, et il faudrait lui ajouter les noms de Patrice Kayo, auteur d'Hymnes et sagesse (1970), de François Sungat Kno, qui a public Fleurs de latérite (1954) et plus récemment Colliers de cauris (1970), d'Etienne B. Noume enfin, qui, au terme d'une trop brève carrière, laisse derrière lui un pathétique message poétique.

Si l'on peut reprocher à certains auteurs de fuir la réalité quotidienne pour s'enfermer dans une tour d'ivoire, il faut dire aussi que le poète africain se trouve aujourd'hui confronté à des choix difficiles. Tantôt sommé d'emboucher la trompette de la négritude, tantôt de mettre sa plume au service du développement, il ne peut échapper à cette fausse alternative qu'en procédant à un inventaire lucide de la réalité, au terme duquel il sera enfin

en mesure d'écrire une œuvre qui soit « fidèle au pain autant qu'aux roses ».

Au Cameroun, comme dans la plupart des pays africains, les écrivains ont souvent été tentés par l'essai et, outre les travaux historiques du Père Mveng, on doit signaler un certain nombre d'auteurs qui ont réagi de manière souvent opposée au concept de négritude. Tandis que Thomas Melone emboltait le pas à l'auteur d'Orphée noir, Jean - Marie Abenda Ndengue lançait le « négrisme » en 1970, néologisme bientôt contesté par celui de « négrité » que revendique sou compatriote Basile-Juléat Fonda. Plus radical, Martien Towa s'en prend aux racines mêmes de la négritude et, dans un vigoureux essai au titre significa-tif, *Négritude ou servitude* ? (1971), il dénonce les ambiguités d'une doctrine qui conclut, selon lui, à l'infériorité congénitale de la race noire.

Aux côtés de ces polémistes se rangent un certain nombre d'universitaires dont les travaux ont récemment contribué à la naissance d'une critique littéraire africaine. Enfin, les responsables politiques ne dédaignent pas de prendre part au débat, comme en témoignent les ouvrages de William Eteki'a Mbumua, Un certain humanisme (1970), et de Jules Atangana, Chemins d'Ajrique

Outre Guillaume Oyono dont Trois prétendants... un mari (1964) et Notre füle ne se mariera pas (1971) ont rencontré un vif succès, le théâtre est représenté par un grand nombre d'auteurs, parmi lesquels il faut citer Jean-Baptiste Obama (Assimi-lados, 1966), Pabé Mongo (Innocente Asimba, 1970), Kuma N'Dumba III (Cannibalisme)... Le concours théâtral interafricain, dont l'objet est de stimuler la création et la diffusion des œuvres théâtrales en Afrique francophone, a suscité ici de nombreuses vocations dramatiques, et depuis quelques années la participation des auteurs camerounais à cette sélection est très importante.

Après avoir acquis une réputation internationale grâce à ses deux grands romanciers, Ferdinand Oyono et Mongo Beti, la littérature camerounaise contemporaine est entrée dans une seconde phase qui marque une nette évolution à la fois dans l'inspiration et dans ses rapports avec le public.

Alors que les romanciers de la première génération avalent pour souci majeur de dénoncer les abus de la société coloniale et s'adressaient donc en priorité à un public occidental, on a l'impression que leurs cadets sont moins engagés politiquement et qu'ils s'efforcent davantage de conquérir le public camerounais. Les thèmes abordés. aussi bien dans le roman qu'an théâtre, portent en effet sur des sujets tels que le problème du marlage, la vénalité des fonctionnaires, le conflit entre tradition et modernité - mais si l'on en juge par l'abondant courrier adressé aux écrivains. cette littérature du quotidien satisfait le lecteur moyen. Sans mésestimer le phénomène d'autocensure qui interdit sans doute à bien des écrivains résidant au Cameroun de livrer le fond de leur pensée, on peut donc dire qu'on est passé en quelques années d'une littérature à vocation universaliste à une littérature résolument nationale.

Ce choix n'a pas été sans entraîner une certaine médiocrité de la production littéraire, le mot devant être entendu aussi bien au sens étymologique de « moyenne, juste milieu » que lui donne Littré qu'à celui, nettement péjoratif de platitude. Si la littérature romanesque se maintient pour l'instant au ras du quotidien, ce qui est son droit le plus strict, on peut cependant estimer que le théâtre camerounais n'a pas su se détacher de la tradition scolaire et fait fausse route. La prolifération d'un théâtre d'idées, employant un langage stéréotypé et trop souvent limité à une diffusion radiophonique, ne peut en effet que retarder la mise en place d'une expression théâtrale africaine qui saurait enfin concilier le discours occidental et l'esthétique tradi-

JACQUES, CHEVRIER, (1) Centre de littérature évangélique, B.P. 1501,

(2) Ozūs parait maintenant sous une autre formule.

(3) Association des poètes et écrivains camerounais.

L'Ecole supérieure internationale de journalisme de Yaoundé

La volonté d'informer des jeunes Africains

U'ON le déplore ou qu'on s'en réjouisse, un point demeure évident : les généra-tions lutures ignorent le sens de la tions tutures ignorent le sens de la palabre africaine. Dorénavant on ne discuters plus parce que d'autres auront décidé à notre place. C'est dire que la presse d'opinion n'a pas d'avenir en Afrique », affirmalt peu de temps avent de disparaître l'Effort camerounais.

Quelques mois plus terd — en tévrier 1976, comme pour lui donner reison, la revue zairoisa Horizons 80 était interdite pour avoir écrit notamment : « it laut que l'information aborde courageusement le problème politique, sans hypocrisie. et que les pouvoirs se gardent de la manipuler, comme cela arrive régulièrement dans certains pays jeunes, quand on veut éviter d'expliquer les distorsions oul existent dans les situations sociales des ouvriers (ceux qui travaillent réellement) et celles de ceux qui s'engralasent à leur dépens. > La difficulté d'être journaliste en Afrique (cer-tains ministères de l'information n'ont-ils pes pris le nom éloquent de ministère de la propagande ?) ne décourage pas les vocations. Créée le 17 avril 1970 par cinq pays d'Afrique centrale (le Rwanda, la République Centralricaine, le Gabon, le Tchad et le Cameroun), l'Ecole supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY) connaît depuis lors un succès qui ne se dément pes. Il y avait vingt-cinq étudiants admis en pramière année en 1970, il y en a eu soixante en 1974 — originaires des cinq pays fondateurs, — maigré un concours d'entrée sévère réservé aux bachellers et aux journalistes professionnels exerçant le métier depuis plus de deux ans.

 Universitaire ». « International » et « profes. sionnel », l'établissement cumule enseignement spécialisé et culture générale. Les étudiants de rESIJY recoivent donc une formation historique, économique et sociologique, centrée évidemment aur l'Afrique, en même temps qu'ils apprennent les techniques tent de la presse écrite que de la presse audiovisuelle. Entin, par deux stages — en France et au Canada — les tuturs journalistes s'ouvrent au monde avant de revenir présenter devant le jury de l'école - au terme de trois ans d'études - une grande enquête portant sur une action quelconque de développement.

Savoir déplaire

Parce que les pays jeunes restent à construire, l'école à la volonté que ces journalistes professionnels solent également des agents de développement. Mais analyser, critiquer, cela veut dire ausai pariois savoir déplaire. Le directeur de LESIJY, M. Hervé Bourges (1), pouvait donc souhalter aux élèves de la seconde promotion « une latitude sufficante pour jouer laur rôle d'impulsion, d'Incitation au développement, en rejetant le grictisme servile comme la détraction stérile .. De cette latilude, les journalistes africains auront

(1) Directeur d'études à l'Institut français de presse, Hervé Bourges vient d'être nommé direc-teur de l'école de journalisme, poste qu'il cumu-lera avec celui de directeur de l'ESLIY.

UNE FICHE D'IDENTITÉ

Indépendant depuis le les janvier 1968, république fédérale depuis le les octobre 1961, après le rattachement à l'ancien territoire sous tutelle rançaise de la partie méridionale du Cameroun anciesuement sous mandat britannique, le Came-roun est devenu une république vule le 1° juil-let 1972, après le référendum du 10 mai.

Le régime est présidentiel. Le président de la République est fresident le president de la République est élu pour cinq ans, au suffrage universel. Chef de l'Etat et chef du gouvernement, il nomme les ministres. M. Ahmadou Ahidjo est président de la République et M. Paul

Elue pour cinq ans, comptant cent vingt dé-putés, l'Assemblée nationale a, concurremment avec le président de la République, l'initiative des lois. Elle est actuellement présidée par M. Salomon Muna Tandeng.

Le Conseil économique et social, qui compte cent trente membres, est présidé par M. Sabal Lecco Félix.

Depuis le 1er septembre 1966, le seul parti politique existant est l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), née de la fusion des anciennes forma-tions politiques du pays.

SUPERFICIE : 474 900 kilomètres carrés, soit les quatre cinquièmes de celle de la France.

POPULATION : environ 7 millions d'habitants (estimation 1976), parmi lesquels on compte un peu plus de 19 000 Français. CAPITALE : Yaoundé (300 000 habitants, esti-

VILLES PRINCIPALES : Douala, capitale éco-nomique du pays, qui compte un peu moins d'un demi-million d'habitants, selon les estimations les plus récentes. D'autre part, le Cameroun possède une dizzine de villes de plus de 20-000 habitants, dont Nkongsamba, Bafoussam, Foundan, Victoria, Garona et Marona.

PRINCIPALES RESSOURCES ECONOMIQUES: café et cacao, bananes, coton, latex, bols tropi-canx, cheptel bovin et ovin, alumine et étain.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

où, dans toutes les instances internationales, on tente, non sans difficulté, de définir un nouvel ordre économique et financier international, li est Ainsi, le flottement des monnaies, l'inflation mondiale généralisée aggravée par la crise de l'énergie, trappent de plein fouet notre éconor remettent en cause chaque jour les mesures de politique monétaire et

En renchériesent le coût des produits d'équipement importés au moment où se stabilisent ou régressent les recettes d'exportation des produits de base, l'inflation mondiale perturbe l'équilibre extérieur du Cameroun et agit

sur les avoirs extérieurs, base de toute politique de crédit. ofitique monétaire et financière du Cameroun recherche six objectifs

- Assurer la stabilité des prix : - Déterminer une expansion monétaire compatible avec les beso

— Assurer l'équilibre de la balance des palements; — Gérer les finances publiques de manière à dégager une épargne budgétaire toujours croissante au service des investissements publics; - Creer des conditions d'accueil favorables aux investiss

I. — La mise en place d'un système monétaire et bancaire autonome

Toute politique monétaire sans maîtrise du système d'émission de la monnale et du contrôle de l'ensemble des activités des établissements primaires de crédit est vaine. Or, au lendemain de son indépendance, notre pays avait peu d'emprise sur son institut d'emission. Le réseau des banques primaires restait principalement étranger et étroitement lié aux intérêts des milleux d'affaires opérant au Cameroun.

Les banques étaient des succursales de banques étrangères. Les compagnies d'assurances se composalent d'agents des grandes compagnies étrangères.

Le privilège de l'émission de la monnaie était exercé par la puissance tutrice. Cette dernière avait confié ce privilège par décret successivement aux Banques de l'Afrique occidentale « BAO », aux différents organismes. En 1955, le privilège de l'émission au Cameroun fut confié à « l'Institut d'émission des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun » devenu Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun le 4 avril 1959.

Mais depuis 1960, date de son Indépendance, le Cameroun exerce souverainement le privilège Mais depuis 1960, date de son Indépendance, le Cameroun exerce souverainement le privilège d'émission. Il l'exerce dans le cadre de la zone franc, et à l'Intérieur de ce cadre il appartient à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Les structures et les modes de fonctionnement de cette banque étant devenues inadaptés à l'évolution économique du pays, le Cameroun a décidé, de concert avec ses partenaires, de négocier de nouveaux accords monétaires dans le cadre de la zone franc. C'est donc volontairement et souverainement que le Cameroun a décidé d'instaurer une coopération monétaire avec ses pays frères et voisins (Gabon, République Populaire du Congo, R.C.A., Tchad) de l'Afrique centrale. Les objectifs essentiels de la réforme de l'institut d'émission opérée en 1973 sont :

- l'accession des nationaux eux postes de direction de la Banque centrale;

 la libre disposition de nos avoirs extérieurs;
 l'adaptation des concours au Trésor de l'institut d'émission aux besoins d'investissement. de notre économie dans l'équilibre de la monnale.

Aujourd'hui, ces objectifs de la réforme sont atteints. Désormals, le siège de notre institut d'émission est en Afrique, à Yaoundé, plus précisément. Le conseil d'administration est présidé à tour de rôle par un Africain. Le Comité monétaire national joult désormais de l'autonomie de décision en matière de crédit dans le cadre de la

national jouit désormals de l'autonomie de décision en matière de crédit dans le cadre de la délégation qu'il reçoit du conseil d'administration. La coopération monétaire dans le cadre de cette banque est fondée sur la mise en commun des réserves des cing Etals membres au fonds commun de réserves de change dont

stion relève du conseil d'administration. Il est utile de relever que le franc C.F.A. emis par notre Banque centrale a une parité fixe avec le franc français : 1 F.C.F.A. = 0.02 FF.

Outre la parité fixe, ce franc jouit de la garantie lilimitée du Trésor français par le jeu du compte d'opérations. En garantissant ainsi notre monnale, la France lui assure une convertibilité externe qui sauvegarde son pouvoir d'achat et sa valeur d'échange avec les monnales étrangères. La convertibilité extérieure de notre monnale, ajoutée à la liberté de transfert des capitaux qui existe dans le cadre de la zone franc, constitue un gage supplémentaire qui assure les investis

La maîtrise de notre Institut d'émission pour une politique de crédit plus orientée vers le développement devait s'accompagner de la réforme du réseau bancaire et des assurances. C'est l'objet de la réforme bancaire de 1973, dont le but était de transformer les succursales de banques en banques de droit camerounais.

En effet, au niveau des banques primaires, la restructuration a permis aux intérêts publics camerounais de participer plus activement à la gestion de ces organismes, ce qui, dans la pratique, se traduit par une prise de participation représentant au moins 35 % du capital, la camerounisation, partielle, de la direction des banques et, totale, de la présidence des conseils d'administration, ainsi que le transfert des centres de décision de toutes les banques de l'étranger

Il est important de préciser que cette réforme bancaire, dont l'un des résultats positifs reste percoissement des ressources et le contrôle des centres de décision, a été réalisée dans le l'accroissament des ressources et le controlle des centres de decision, à eté realisée dans le cadre du dialogue et de la concertation menés entre le gouvernement camerounais et ses partenaires étrangers. Cette réforme fonctionne à la grande satisfaction des uns et des autres. Satisfaction qui est le témoignage éloquent que cette politique monétaire et bancaire n'est pas nationalisation, mais création de sociétés d'économie mixit dans l'un des secteurs vitaux de l'économie dont aucun pays désireux d'être maître de son destin ne saurait se passer. De plus, la législation bancaire mise en place en 1973 revêt toute la souplesse nécessaire permettant de l'adapter à l'évolution économique du navs.

Dans le secteur des établissements financiers et des assurances, la mise en place des nouvelles structures a obél et continue d'obéir sensiblement aux mêmes préoccupations, dont le seul objectif est d'aboutir à une plus grande participation des organismes concernés au développement économique et social du Cameroun.

II. — Une plus grande mobilisation de l'épargne nationale

Dans un pays en vote de développement tel que le nôtre. l'initiative privée est timide, voire rare. Il appartient à l'État, par le budgel d'investissement, d'être le moteur du financement du développement. Pour y parventr, notre politique obétt au mot d'ordre du chef de l'État, S. E. El Hadi Ahmadou Ahlido : « Le rigueur dans la gestion financière. » Cette gestion rigoureuse de nos linances publiques n'est pas seulement liée à une conjoncture de crise dont les conséquences sont maîtrisables par d'autres moyens; elle est un impératif permanent de consteution nationale.

Dans le cadre de ces directives, le gouvernement s'efforce de contenir l'accroissement des dépenses de fonctionnement dans les limites compatibles avec les efforts d'équipement du pays. Cela n'est pas tacıle ; les dépenses de souveraineté. la nécesité d'équiper notre jeune administration et l'inflation poussent, au contraire, à l'accroissement des dépenses de fonctionnement. Mais, grâce aux mesures d'austàrité qui evitent tout gaspillage, nos recettes fiscales propres couvrent non seulement nos dépenses de fonctionnement mais dégagent, chaque année, une épargne budgétaire qui finance un budget d'investissement et d'équipement an progression rapide.

En effet, notre budget d'investissement, qui représentait 4,3 % en 1960-1961 du budget total, représente en 1976-1977, 28,8 % de ce même budget. Au cours de l'exercice 1976-1977, Il a connu un taux de croissance de 90,7 %, passant de 19,4 milliards à 37 milliards de france C.F.A. En renonçant des l'indépendance à fonder l'équilibre de son budget sur les subventions extérieures, le Cameroun a voulu, par cette politique financière, compter d'abord sur ses efforts propres, manifestant ainsi sa volonte d'indépendance nationale dans l'interdépendance des

Les moyens d'un budget d'investissement de plus en plus croissant sont utilisés principalement dans les secteurs tels que l'équipement public, les infrastructures, dont la nature s'edapte mai ou peu aux investissements privés. Il en est de même pour le secteur agricole, dont l'importance parmi les secteurs de notre économie justifie une attention particulière.

Parallèlement à l'épargne budgétaire, le gouvernement met tout en œuvre pour mobiliser l'épargne privée. Il s'agit de mobiliser au maximum les ressources existantes et potentielles, et de les canaliser vers les circults économiques nationaux, afin de limiter voire de supprimer l'évasion des capitaux en quête de placements plus rémunérateurs à l'étranger.

L'augmentation de l'épargne bancaire s'obtient par les meaures suivantes : - D'une part, la révision des conditions de banques de manière à élever le niveau de

rémunoration de dépôt pour encourager l'épargnant ;

— D'autre part, mettre la banque à la portée du client par une politique de couverture du pays par des guichets bancaires. Grâce à cette demière mesure, on note, à l'heure actuelle, une forte pénétration des zones rurales par le réseau bancaire qui, en réduisant la thésaurisation,

d'un nouvei ordre économique et financier international fondé sur plus de justice et d'égalité ; il est souhaitable qu'au désordre monétaire actuel né de la fallille du système de Bretton-Woods se substitue une réforme monétaire uncière plus soucieuse des problèmes du tiers-monde et moins dominé

Si les mesures conjoncturelles prises par le Cameroun pour survivre à la crise mondiale présentent de l'intérêt pour le lecteur, il est plus iqué de dégager, dans le cadre de cet article, les grands principes de la politique monétaire et financière depuis l'indépendance.

Refusant de situer son économie dans le cadre d'une croissance extra

Par le libéralisme planitie, il taut entendre, selon la propre définition président Ahidjo, un système de développement où l'Etat, tout en oursgeant l'initiative privée, assume la responsabilité principale dans la nazion. Ce système économique a pour objet l'homme et pour instrument le Plan. Etant humanista, notre libéralisme planifié place l'homme au centre

Le Plan est l'instrument privilégié de ce système économique. Mais il s'agit évidemment d'un plan indicatif. Il est élaboré et exécuté dans la concertation de tous les agents économiques. Il procède donc de la

intègre progressivement mais sûrement dans les circuits financiers une masse de capitaux de plus en plus importante. La multiplication des formes d'épargne (compte d'épargne bancaire et postele, compte de dépôts à terme, émission de bons d'équipement et bientôt de bons de caisse), en offrant de nombreuses possibilités de placements aux détenteurs de capitaux, contribuent à l'augmentation des ressources collectées.

WE WILL THE CAMPA

* ***

Au niveau des autres collecteure privilégiés d'épargne que sont les sociétés d'assurances, nouvelle réglementation tend à accroître la capacité de rétention du marché camerounais et assurer une plus grande participation des compagnies d'assurances au financement de

C'est ainsi qu'il a été possible de l'imiter à 5 % des primes émises le montant des rétroces-cions au titre de la réassurance, et ce grâce à l'accroissement de la capacité de notre marché. Il importe toutefois de souligner que les autorités camerounaises ne perdent pas de vue certaines exigences inhérentes à la technique de l'assurance. C'est pourquoi, dans certains cas, des dérogations peuvent être accordées.

La participation des compagnies d'assurances au financement du développement trouve son pression dans la diversification des formes de placement de leurs provisions techniques et mathématiques, formes qui tiennent largement compte des objectifs de l'Etat et des critères de solvabilité auxquels doit répondre toute entreprise d'assurances.

La maîtrise de l'institut d'émission et des centres de décision des banques, la mobilisation de l'épargne privée, visent à mener une politique de crédit plus dynamique dans l'équilibre de la monnaie. Le taux d'intérêt est modulé en fonction de la conjoncture économique et financière Interne at internationale. L'objectif est d'appliquer des conditions d'intérêt modéré qui excluent la notion de l'argent facile, mais tiennent compte des etructures de nos économies et de notre volonté de les transformer. Par la politique de crédit, le gouvernement recherche à promouvoir la petite et moyenne entreprise nationale. A cet égard, les banques sont obligées de réserver au moins 20 % de leurs concours aux petites et moyennes entreprises nationales.

Quel que soit l'effort de mobilisation de l'épargne, notre économie a besoin des concours

III. — Les concours extérieurs, compléments nécessaires à l'épargne nationale

Les concours extérieurs sous forme d'aide, de prêt ou d'Investissement sont nécessaires. Constatant avec regret que l'aide est loin d'atteindre le niveau espéré et même fixé par la deuxième décennie de développement de l'ONU, le Cameroun concentre sa politique sur la dette extérieure et l'incilation aux investissements étrangers.

A - LA POLITIQUE D'EMPRUNT EXTERIEUR

Les emprunts directs du gouvernement comme ceux des organismes ou des sociétés ent à une politique fondée sur : 1) L'affectation de la dette extérieure à des opérations productives, de préférence des opérations génératrices de produits d'exportation sources de devises ;

2) Le financement des opérations d'infrastructure, de préférence par des emprunts à long

3) Le maintien de l'ensemble de la dette extérieure dans des limites compatibles avec 3) Le maintien de l'ensemble de la deus extenaure dans ces limites compatibles avec notre capacité d'absorption de capitaux et de remboursement des échéances. Nous évitons, par cette contrainte, de parvenir à un stade où la dette rembourse la dette.

4) La conséquence heureuse du contrôle de notre dette extérieure est que notre pays honore ses engagements et jouit, à l'heure actuelle, d'une signature respectée dans les milieux

En somme, tout en recourant plus que par le passé aux emprunts extérieurs, ces principes restent les lignes directrices de notre action. Il faut espérer que les turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec le mise en place de la réforme du système monétaire International après la conférence de Manille en octobre 1976 et que les conditions de prêt aux pays en voie de développement seront de moins en moins rigoureuses. Car la situation actuelle n'est pas de nature à incêter les pays du tiers-monde à s'endetter. Aux conditions de durée du prêt et d'intérêt difficiles s'ajoute la perfe de change née du flottement généralisé des monnaies. En revendiquant un réaména-yement dens le cadre de le quatrième CNUCED et de la conférence Nord-Sud, les pays en voie de développement isacent un appei fondé sur la réalité. La République unie du Cameroun estime, pour sa part, qu'une nouvelle coopération monétaire internationale doit se substituer à la situation actuelle, plus instable et plus înjuste.

B. - POLITIQUE D'INCITATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS.

Comme nous l'avons déjà souligné, la politique de libéralisme planifié associe l'intervention de l'Etat dans le financement du développement au rôle essentiel que les investisseurs sont appelés à jouer dans toute économie libérale. Il s'agit tout simplement pour le gouvernement d'orienter ces investisseurs par des incitations indirectes vers des secteurs économiques jugés prioritaires par le plan de développement.

Ces incitations se présentent soit sous forme de régimes fiscaux privilégiés; soit sous forme d'une coparticipation des intérêts publics et privés dans la réalisation de projets communs.

Les principaux régimes fiscaux sont au nombre de quatre : 1) Taxe unique. — Les entreprises qui bénéficient de la taxe unique sont celles dont le marché s'étend au territoire de plusieurs États de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). C'est dire que les consommations intermédiaires d'origine locale ou extérieure sont exemptes respectivement de toutes taxes intérieures et de tous droits et taxes à

sont exemples respectivement de toutes taxes interieures et de tous utous et taxes a l'importation.

Ce règime fiscal original tend à simplifier et à réduire les changes fiscales des entreprises orientées vers les échanges commerciaux entre les Etats de cette Union.

2) Le code d'investissements. — Très libéral, le code camerounals d'investissements accorde aux entreprises et aux établissements agréés les avantages d'un teux global réduit à 5 % des droits et texes perçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.

3) Le régime des petites et moyennes entreprises. — Il s'applique aux entreprises n'ayant pes une importance suffisante pour être agréées à l'un des régimes A. B., C ou D du code d'investisséments.

En raison de l'intérêt qu'elles présentent pour le développement, ces entreprises peuvent être admises à bénéficier d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes parçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs

its, et ce pendant cinq ans. 4) La régime forestier. — Comme pour les petites et moyennes entreprises, le régime forestier accorde aux entreprises forestières justifiant d'un programme important le bénéfice d'un taux global rédult à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel nécessaire à l'exploitation forestière et eux scleries.

Aux divers avantages fiscaux qu'offre le Cameroun, s'ajoute la stabilité de ses institutions qu'incame son prestigieux chef d'Etat, S.E. le president Al Hadj Ahamdou Ahidjo. Ces divers avantages fiscaux représentant pour l'Etat camerounals un effort financier important, mais constituent l'un des principaux atouts du gouvernement dans se politique d'appel aux

Telle est la physionomie générale de la politique monétaire et financière grâce à laquelle le gouvernement camerounais s'efforce non seulement de combattre les effets nélastes de la crise économique mondiale, mais aussi de promouvoir un décollage réél, mais rapide, de son économie. Notre politique monétaire et financière est la reflet de notre politique économique, qui recherche à bâtir un modèle de société camerounaise œuvrant pour l'amélioration constante du niveau de vie et des conditions d'axistence au bénéfice de l'ensemble de la population dans la justice, dans la solidarité et dans la paix sociale nationale et internationale.



OUS les types de reliefs et de climats, de

légiée de ce pays, au carrefour du Sahei et de la forêt, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique

Centrale, lui a valu de connaître un exceptionnel

brassage de populations. Ce qui explique la pré-

sence de plus de deux cents groupes ethniques

différents, eux-mêmes produits de brassages et

d'intégration à des systèmes économiques d'une

L'arrivée de visiteurs dans un village est une fête, et les Camerounais, où que l'on aille, sont extrêmement hospitaliers. Cette hospitalité, jointe

à un sympathique esprit de clocher, leur fera

dire aux autres villageois que vous avez choisi de vous arrêter chez eux de préférence à un autre

village. Et si l'on ne vous offre pas toujours de partager le repas familial, ne vous méprenez pas :

les seules causes en sont la crainte de ne pas

être à la hauteur, l'insuffisance des mets à

vous donner, ou. l'appréhension d'un éventuel

L'hospitalité camerounaise se traduit mieux par

des exemples que par des formules. Un villa-

geois nous remercie d'avoir choisi son tott et

s'excuse de ne pas avoir beaucoup d'eau disponible ni de repas prêt..., alors que, confus, nous frappons

à sa porte à 1 heure du matin en raison

d'une panne de voiture ! Evoquons aussi cet

austère vieillard qui réprimande un jeune auto-

stoppeur français..., parce que, rester debout au

bord de la route, sous le soleil, « ne se jatt pas »,

Le jeune touriste se souviendra d'avoir attendu

une occasion, installé sur une chaise longue en

grignotant des arachides grillées arrosées de vin

Cette hospitalité, qui nulle part ne se dément,

s'exprime pourtant de façons fort diverses en

fonction des types de civilisations qu'on traverse.

Embérante dans le Sud forestier, quelque peu obstentatoire dans l'Ocest, extrêmement discrète

La multiplicité

des arts de vivre

La multiplicité des arts de vivre demande une

grande capacité d'adaptation au voyageur plus

soucieux d'échanger que d'acheter. Mais, du fait même de la diversité des civilisations, les Came-

rounais sont très tolérants pour les étrangers

réprimanderaient venant d'un parent : « Chacun

scion sa nature » est un dicton que l'on retrouve

La côte offre au voyageur les attraits des plages

de Victoria et de Kribi, les villages de pêcheurs,

mais aussi les incursions dans la mangrove qui

Le Sud forestier est d'un abord plus ingrat

pour qui n's pas l'œil exercé. C'est le domaine de la grande forêt aux arbres hauts de plus de

40 mètres, de l'agriculture, de plantations indus-trielles ou villageoises de cacao, de café, de pai-

miers, d'hévéas, de tabac. C'est aussi le territoire

des Pygmées, qui sont plus de trente mille dans

depaysement à qui vient de la forêt. Pas d'alignement de cases le long de la route, mais de gros villages à habitat dispersé, une très forte densité

de population et, par voie de conséquence, une

agriculture méticuleuse, qui ne laisse pas de terre en friche. Le spectacle, vu d'avion, des

cultures en courbes de niveau, des chemins creux bordes de haies vives et des fermes en briques de terre à très haut toit de chaume, est inou-

Les populations de l'Ouest ont gardé un profond

attachement à leurs anciennes institutions poli-tiques et sociales, qui sont extrêmement dyna-

mique et se prêtent à une évolution économique très

rapide. Bafoussam, la capitale de l'Ouest, comptait

sept mille habitants en 1958, contre soixante-dix mille aujourd'hui. Rapidement, d'anciennes mai-

sons traditionnelles aux décors sculptés laissent

la place aux constructions à étages, gages et preuves de réussite économique.

Dans l'Ouest, l'art et les traditions restent

vivants, quotidiens. Il n'en va pas, hélas, de même

en pays bamoun, un pen plus au nord, où l'afflux des touristes a transformé en une quinzaine d'an-

nées un artisanat de valeur en commerce d'objets factices. Pourtant, les compétences sont là, dans

une ville magnifique, qui offre deux musées pour

en temoigner et de nombreux vestiges d'un passé

florissant, tel le palais du sultan Njoya ou les spé-

cimens de l'écriture qu'il inventa au début du

Au centre, le plateau de l'Adamaoua, peu peuplé,

à une altitude proche de 1 000 mètres, est le domaine des lacs, des pâturages où nomadisent les

Peuls et leurs troupeaux de sébus. Beauté des types humains, des parures, mais aussi des cases mboum

de Ngaoundéré, aux décors peints. Ngaoundéré, « porte du Nord », offre aussi les attraits de ran-

données hippiques, dans un climat idéal. Plus au nord commence la savane tropicale. C'est

le paradis de la chasse, anx abords des parcs de

la Benoue, de Bouba-Njidah et du Faro. Mais c'est

aussi le paradis du photographe, à travers les parcs

L'Ouest montagneux provoque un brusque

en de nombreuses langues du Cameroun.

et admettent naturellement de leur part ce qu'ils

quand, derrière vous, se trouvent des habitations

extrême variété.

de paime frais.

entoure Douala.

la province de l'Est.

et réservée dans le Nord.

flore et de faune de l'Afrique sont repré-sentés au Cameroun. Et la situation privi-



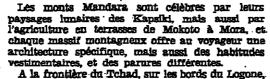
MEROUN

the I Chat is ...

Les Foulbé, éleveurs-agriculteurs, ont implanté en plaine des sultanats aux magnifiques édifices, tel le palais de Rey Bouba, et les jours de fête rappellent ce qu'était la richesse des parures des

nationaux, l'habitat, les marchés.

De prodigieux atouts touristiques



vous attendent des civilisations de pêcheurs, gens robustes et de très grande taille, aux cases à toiture en dôme, chez les Massa de Yagona, ou vicille civilisation urbaine islamisée, aux maisons à étages et terrasses, en pays kotoko (Kousseri, Gulfey, Logone, Birni).

Dans la moitié sud de cette province, le parc national de Waza offre de nombreux animaux éléphants, girafes, lions, antilopes, et des multitudes d'oiseaux barlolés.

Mais les grandes villes sont aussi présentes : Marona, la peule, aux ombrages frais et aux quartiers pittoresques. Bijoutiers, artisans du cuir, forgerons et potiers s'y trouvent en grand nombre. Garoua, capitale provinciale, offre de nombreuses visites de sites, mais aussi d'usines textiles ultra-



Des hôtels réservés à une clientèle riche

De nombreux travaux d'infrastructure routière et ferroviaire ont été menés à terme ces dernières années : achèvement du chemin de fer transcamerounais, bitumage des routes Ngaoundéré-Garoua, Maroua-Mora, Mora-Kousseri, Victoria-Donala. D'autres sont en cours entre Maroua et Garoua, Douala à Bafoussam, Bafoussam

Il est aussi possible de se rendre en train à Ngaoundéré et de continuer vers Garoua sur une très bonne route. Dans l'ensemble, les voies principales sont bien entretenues. Mais hors de ces voies, il est plus prudent de se munir d'une voiture robuste, sinon d'un véhicule tout terrain.

Du strict point de vue touristique, deux efforts devraient être faits pour améliorer les communications dans les monts Mandara et assurer les liaisons plus faciles entre Kribi et les deux principales villes du Cameroun : Douala et Yaoundé.

La compagnie nationale Cameroon Airlines dessert, à présent, outre la capitale et Douala, les villes de Dschang, Bafoussam, Bamenda, Foumban, Ngaoundere, Bertoua, Garoua, Yagoua et assure la liaison avec N'Djamena. Elle dispose de Boeing-737 confortables et de Twin-Otter, qui sont d'un grand intérêt touristique, car ils survolent les paysages à une altitude relativement faible.

En outre, l'aéroport de Garoua subit actuellement des aménagements qui lui conféreront une classe internationale. Que les avions internationaux puissent atterrir à Garona devrait sensiblement modifier la situation du tourisme dans tout le nord du Cameroun.

Les 4300 lits des hôtels du Cameroun sont inégalement répartis dans l'espace : 1 100 dans le Centre-Sud et l'Est. 1235 sur le littoral. 123 pour les provinces de l'Ouest, contre 732 pour le Nord. Compte tenu des fluctuations salsonnières, le taux d'occupation des chambres est inférieur à la moyenne, sauf sur le littoral. Vides en saison des pluies, les établissements du Nord-Cameroun ne sont pas à même de satisfaire la demande en saison touristique.

Le prix des chambres varie de 3500 à 7000 francs C.F.A., ce qui en reserve l'accès à une clientèle aisée. Les services sont de très bonne qualité. Les statistiques hôtelières ne prennent pas en compte les cases de passage et campements de chasse que l'on trouve en de nombreux points du pays. Si le prix de location de 1500 francs C.F.A. est acceptable en de nombreux endroits, tels le campement des Hippopotames et celui du Grand-Capitaine, que penser de telle commune qui offre pour ce prix une case à toit de chaume vétuste, non nettoyée depuis plusieurs mois, aux moustiquaires trouées et sanitaires bouchés, sans eau pour la toilette?

Il reste à innover sur le plan de l'hébergement, en multipliant les cases de passage sommaires, mais propres, à prix modérés, pour une clientèle moins fortunée que celle des hôtels.

Même dans les hôtels existants, des améliorations sont souhaitables sur le plan culinaire. Chaque région du Cameroun possède un petit nombre de spécialités remarquables que le visiteur aimerait trouver sur la carte, ce qui est bien rare. Dans quels restaurants du Nord-Cameroun est-il possible de déguster un poulet accompagné de folléré, cette sauce merveilleuse à base d'ossille en Guinée ? Dans quel restaurant du Sud peut-on trouver des sa, ces savoureuses prunes violacées si faciles à préparer?

Les arrivées au Cameroun, quel que soit le moyen de transport, sont passées de 86 264 en 1972 à 97460 en 1973 et 110174 en 1974. Sur ce total, sont arrivées par avion, 55 600 personnes en 1972 contre 62 800 en 1973 et 71 000 en 1974. 201 000 nuitées ont été enregistrées dans les hôtels en 1974, dont 86 855 pour le littoral (Douala, Victoria, Kribi), 27 100 dans le Centre-Sud et l'Est, 20 900 pour l'Ouest et 6 900 pour le Nord. Des chiffres ponctuels Mustrent mieux l'évolution favorable du tourisme au Cameroun. Le nombre de touristes à Kribi est passé de 3500 en 1969 à 5000 en 1970-1971, 6000 en 1971-1972 et 6500 en 1973, en dépit de la crise pétrolière et de ses réperions monétaires. Le parc de Waza a enregistré 6 000 entrées en 1970-1971, 7 000 en 1972-1973, et la croissance est plus importante en 1975 et

Jusqu'à présent, le Cameroun semble recher-cher une clientèle à hauts revenus et le développement des circuits organisés.

La chasse, bien que moins coûteuse qu'ailleurs en Afrique, n'est pas à la portée du premier venu, puisqu'un séjour de neuf jours, à partir de Paris, revient à peu près à 15000 francs français. En 1972-1973, 217 permis de « grande chasse » et 255 de « petite chasse » ont été délivrés, ce qui reste encore très faible, compte tenu des immenses possibilités.

De nombreuses agences de voyages offrent des séjours abordables à partir de 3 500 francs français au départ de Paris, pour une durée de nenf jours. Ce type de tourisme se limite pour l'instant à quelques zones bien déterminées : Krilit, Dschang, Foumban, pour le Sud et l'Ouest, le circuit des parcs nationaux et des monts Mandara dans le Nord.

Une initiative récente à suivre, celle d'une agence de voyages qui offre à des jeunes Français un aller et retour à prix modique. Le voyage est précédé de rencontres, en France, au cours desquelles une information de base sur le pays est donnée anx candidats au voyage. Déposés à N'Djamena ou Douala, jeunes gens et filles parcourent le pays par les moyens locaux de transport pendant quinze iours à un mois.

Sur le plan intérieur, seule Nordcamtour, entreprise installée à Maroua, et Cameroon Airlines offrent des circuits au départ de Yaoundé ou de Douala à des prix abordables.

Grâce au chemin de fer transcamerounais, de plus en plus nombreux sont les échanges entre le nord et le sud du pays. Il n'est pas rare de rencontrer des paysans ayant consacré une part importante du produit de leur récolte à une visite de la capitale ou, réciproquement, de Ngaoudéré Mais si le Transcamerounais met le transport à portée de toutes les bourses, les coûts de séjour sont encore trop élevés pour la plupart des nationaux.

D'après la revue Pistes camerounaises (1) un séjour de quatre jours à Ngaoundéré, en prenant le train au départ de Yaoundé, revient à peu près à 22 000 francs C.F.A. par personne sur la base d'un couple avec deux enfants, avec nébergement

La transformation du Commissariat général en délégation générale au tourisme, dotée de moyens et de prérogatives plus étendues, constitue une étape importante vers la mise sur pied d'une politique touristique cohérente. Le tourisme camerounais donne encore l'impression de suivre la demande plus qu'il ne prépare l'avenir.

Les résultats comptables sont encourageants. Le compte voyages et séjours de la balance paiements laisse apparaître un solde positif de 16 millions de francs C.F.A. en 1971, 1 153 millions de francs C.F.A. en 1972, 704 millions de francs C.F.A. en 1973, et cette évolution confirme celle des nuitées dans les hôtels, et des entrées dans les pares nationaux.

Pour l'instant, le tourisme reste en marge de l'activité locale, et sa progressive intégration est une nécessité. Celle-ci passe par une meilleure connaissance des effets du tourisme sur le plan local. Dans les environs de Waza, le prix du poulet double entre la saison des pluies et la période touristique. L'arc et la lance augmentent de 50 % au cours de la même période. L'afflux monétaire sans contrepartie productive se traduit par une hausse générale des prix en zone touristique. La croissance brutale de la demande de produits d'artisanat en élève le prix et entraîne une détérioration sensible de leur qualité.

D'autre part, les contacts entre touristes des circuits et population sont quasiment inexistants. Les populations locales ne voient du touriste que l'objectif photographique et l'argent facilement depense dont elles ignorent les sacrifices qu'il a pu souvent demander. Le voyage organisé condamne-t-il nécessairement ses clients à filmer rapidement des danses dont ils ignorent la signi-

Pourquoi ne pas créer des circuits organisés qui seraient fondés sur un thème précis ? La danse, l'artisanat, la faune, l'agriculture, l'architecture, constituent autant de thèmes possibles de voyages qui permettraient un tourisme « à la carte ». remsant son rôle d'échange entre des arts de vivre



différents, et qui éviterait cette transformation négative et rapide des comportements sociaux dans les zones touristiques.

La nhotographie est déclarée libre sur le territoire de la République unie du Cameroun par un décret de 1974, à l'exception des édifices publics, lieux stratégiques, scènes de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs ou à la réputation du pays. L'imprécision des interdictions permet encore toutes sortes d'abus d'autorité. Pour tel policier, photographier une femme allaitant son enfant tient de la pornographie. Pour tel autre, une photo de marché est de nature à porter atteinte à la réputation du pays. Mais que dire de celui-ci qui demande au photographe de prouver qu'il n'a pas l'intention de commercialiser ses prises de vue ? Une telle situation peut être améliorée par une campagne d'information dans la presse et à la radio. Et, du même coup, pourquoi ne pas organiser de concours de photo-graphies d'amateurs à l'échelon national, sur des thèmes liés au tourisme?



DE SPLENDIDES RÉSERVES DE FAUNE

Il faut accorder une mention epéciale aux réserves de faune considérées comme figurant parmi les plus belles d'Afrique noire :

RESERVE DE LA BOUBANDJIDA : SEVENE arbustive, habitants préférés : les buffles, élans de Derby, rhinocéros, crocodiles. Les damalisques, bubals, antilopes-cheval, cobs. y vivent en grand nombre.

■ RESERVE DE LA BENOUE : entre Ngaoundéré et Garoua. C'est également la savane arbustive aux galeries forestières plus importantes et une végétation plus dense. Le campement du « buffle noir », installé au bord des gorges de la Bénoué, dans un dépaysement total, permet de voir de nombreux hippopotames se baignant sur les berges du fleuve Bé Buffles, éléphants, lions, panthères, mais aussi élans de Derby et nombreuses variétés d'antilopes.

RESERVE DE WAZA : c'est la plus vasta réserve du Cameroun (170 000 hectares, 480 kilomètres de pistes pour la visite). Elle est divisée en deux zones entourant les seuls points d'eau et les seules prairies du bassin tchadien. Zone forestière, notamment acacias et mimosas, on rencontre des girafes, des antilopes, autruches, lions (blen qu'ils y soient plus de cent cinquante, ils sont parfols difficile à voir se cachant dans les buissons pendant le jour). Phacochères, chacais, hyènes, mangoustes, civettes. La concentration d'oiseaux y est exceptionnelle, pélicans grues couronnées, ibis, ole de Gamble, jabirus, marabouts et des milliers de canards et de pintades. La zone dite des « yaeres » est une immense plaine semimarécaceuse où l'on voit parfois des troupeaux de plus de cent éléphants.

● RANCH DE NGAOUNDABA : au cœur de l'Adamaoua, au bord d'un lac de cratère et à 1 300 mètres d'altitude, le guide de chasse Henri Eyt-Dessus a agrandi sa ferme d'élevage pour en faire la base

MARCHÉS TROPICAUX ET MÉDITERRANÉENS

Hebdomadaire depuis 1945

publie

sur le Cameroun

- ture politique et économique (n° 1.600, 19 F);
- le 16 juillet, une interview exclusive du président AHIDJO sur la politique économique du Cameroun (n° 1.601, 19 F);
- fin octobre, un très important ouvrage économique CAMEROUN 1960-1980 (publicité reçue jusqu'au 13 septembre);

publie

 le 9 juillet, deux articles de conjonc dans chaque numéro, des articles et des informations politiques, économiques et commerciaux;

sur toute l'Afrique

- sous la forme de numéros spéciaux, des OUVRAGES ÉCONOMIQUES ORIGINAUX:
- LES INVESTISSEMENTS EN COTE-DIVOIRE
 (24 octobre 1975, 100 F);
 LINDUSTRIALISATION DE LA TUNISIE
 (11 juillet 1975, 55 F);
 MONNAIE CREDIT ET BANQUE EN AFRIQUE (14 mais 1975, 75 F);
 SENEGAL 1960-1973 (21 juin 1974, 75 F).
- NUMEROS SPECIAUX ANNUELS : AUTOMOBILE OUTRE-MER 1976, 26º édition (25 juin, 80 F); — LES FRODUITS TROPICAUX 1976 (12 mars, 75 F).

Vente, abonnements, publicité

190, bd Haussmann, 75008 Paris, tél. 924-83-69 (15 lignes), télex 290.131 F

et, également INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER Mensuel économique pour les pays en développement. — Spécimen gratuit sur demande.

Le developpement, entendu comme un processus économique par lequel on augmente la capacité de production de biens et de services de façon à satisfaire de manière croissante les besoins de l'homme, est devenu un objectif prioritaire dans tous les pays du monde, et il n'est pas de gouvernement qui ne l'ait mis au premier rang de ses préoccupations. On parle plus généralement de développement économique et social, en marquant par là l'interdépendance, l'interaction des deux notions qui, loin de se contraire, doivent, au contraire, se prêter un mutuel appui.

La poursuite d'une certaine justice sociale doit en effet tenir compte du niveau de l'économie. En vient-elle à être en avance par rapport à l'économie que celle-ci risque d'en souffrir en raison des prélèvements importants qu'elle lui impose au titre des charges sociales; mais est-elle en retrait par rapport au progrès économique que noissent des tensions qui peu vent entroîner la ruine même de l'économie. Il est danc necessaire que soit maintenue une balance égale entre le social et l'économique. Une certaine justice sociale est aussi un stimulant au progrès économique, dans la mesure où la science économique a également pour objectif d'organiser la répartition des richesses suivant des critères moraux. c'est-è-dire de mesure où la science économique a également pour objectif d'organiser la répartition des richesses suivant des critères moraux, c'est-à-dire de « mettre l'économie au service de l'homme ». Les richesses étant ainsi mises au sérvice de l'homme, pourquoi l'homme ne serait-il pos disposa à en produire d'autres ? La justice sociale est précisément cette juste répartition des richesses au profit de chacun, à tel point que l'économie, bien conçue, devient le moyen de réaliser la justice sociale.

Ainsi entendu, ce nécessaire équilibre entre la justice sociale et le développement constitue l'une des options fondamentoles du Cameroun depris qu'il q, il q u un peu plus de seixe ans, accédé à la souveraineté na tionale, option maintes fois rappelée par le 'chef de l'Etat, le président El Hadi Abmodou Ahidio, dans nombre de set déclarations publiques.

Camment le Cameroun entend atteindre les objectifs de justice sociale dans son développement économique, et quelles sont les mesures

Camment le Cameroan entend atteindre les objectifs de justice sociale dans son développement économique, et quelles sont les mosures qu'il a prises au cours de sa courte existence nationale pour y parvenir?

Depuis que la science économique s'est substituée à l'économie politique d'autrefois, il n'est plus possible de parler du développement sons le chiffrer. L'habitude s'est donc prise de closser tous les pays membres des institutions internationales dans des tranches définies en fonction de leur revenu national. L'étalon reteau est le « produit intérieur brut — PIB — par habitant en U.S. dollars ». Chaque Etat membre de l'ONU a donc sa place dans cette échelle, et, quand on compare plusieurs pays entre eux, ou ne met pas en parallèle la qualité de la vie — notion imprécise — ou le bonheur d'y vivre que ressentent leurs habitants — notion subjective — mais le PIB par tête, auquel il n'est pas malséant d'ajouter la production d'acier et la consommation de kilowatts-beures.

Le Cameroun n'échappe pas à la règle. Disons donc de lui qu'il n'a pas seulement une population de 6 millions d'habitants vivant sur 465 000 kilomètres carrés, dont 3 200 000 personnes actives et 250 000 travailleurs salariés, mais aussi que son PIB s'est élevé en 1971-1972 à 314 milliards de francs CFA, soit 52 000 francs par tête ou 220 dollars.

L'étalon PIB par tête est commode pour les économistes, mais il est évident que, si on va au-delà des chiffres en essayant de sarrer la

neuen rip par rete est commone pour les economistes, mais il est evident que, si on va au-delà des chitités en essayant de serie la réalité, il ne représente pas grand-chose, si ce n'est un moyen de recouvrir d'efforantes inégalités sociales. Dans certains pays du Sad-Est assartique on disait, du temps de la domination coloniale, qu'il fullait mille pauvres pour faire un riche. Dans l'ensemble cela pouvoit faire un PIB par tête acceptable pour l'époque. Mais si le riche avoit à lui seal un revenu ég al à celui des mille pauvres réunis, ça n'avoit plus guère de sens, ci se n'est de porter en germe toutes les révolutions.

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social, qu'il ne soit pas accaparé par une minorité de privilégiés, nationaux ou étrangers, mais qu'il profite à toute la masse des citoyens ? Chaque pays a répondu à cette question en fonction de son temperament, de ses ressources naturelles, de ses traditions historiques, ou d'évènements imposés de l'extérieur Peu l'ont résolue de façon vraiment satisfaisante ou qui paraît telle à la majorité de la population. Il n'est, pour s'en convaincre que d'observer les remous politiques et sociaux qui agitent actuellement la plupart des vieux pays de l'Europe occidentale. Mais leur problème est avant tout un problème de répartition de richesses, tandis que celui des pays sous-développés est un problème à la fois de création et de répartition, et, ici, l'expérience des pays développés ne leur est d'aucun secours. La plupart de ceux-ci ont, au dix-neuvième slècle, créé l'accumulation de capital qui a permis le décollage économique à l'abri des barrières douanières et grâce à d'effroyables conditions de travail et de rémunération imposées aux travailleurs.

Pour les pays sous-développés il ne saurait y avoir pour réussir leur décollage économique pires conditions que celles que leur impose la situation actuelle : désordre monétaire international, variations imprévues et brutales des cours des matières premières, aug-mentation considérable du coût de l'énergie importée. Cette situation conjoncturelle s'ajoute aux obstacles auxquels ils se heurtent depuis l'accession à l'indépendance, en dépit des efforts persévérants déployés pour les

reduire:

— La quasi-inexistence d'une épargne nationale les contraignant à faire appel à l'aide internationale publique et aux investissements étrangers privés, ce qui implique une politique susceptible d'attirer les capitaux extérieurs par des conditions intéressantes, notamment en matière fiscale, et à ne pas les décourager par la suite: rager par la suite;

rager par la suite;

— L'existence d'un secteur salarié de formation récente, avec une masse de travailleurs arrachés aux structures sociales traditionnelles, peu formée et peu qualifiée dans sa grande majorité, impliquant donc protection de la part des pouvoirs publics et nécessitant un effort permanent de formation et de perfectionment per nt de formation et de perfectionnement pro-

La réponse à ces problèmes a été différente selon

de la part des pouvoirs publics et nécessitant un effort permanent de formation et de perfectionnement professionnels;

La réponse à ces problèmes a été différente selon les pays. En Afrique, on retrouve, à des masness près, les divers systèmes politico-économiques qui se partagent le monde. Le Cameroun, pour sa part, répudiant aussi bien le laisser-faire d'un capitalisme sauvage que les contraintes d'un socialisme autoritaire, a optè, des l'indépendance, pour le libéralisme planifié (1), le chef de l'État, le président El Hadj Ahmadou Ahidjo, disait que « le Cameroin est libéral dans la mesure où il est convaince que l'Initiative privèe demeure un puissant moleur de progrès. C'est pourquoi tout est j'ait pour l'encourager. Mais l'initiative privèe, qu'elle soit nationale ou étrangère, doit, pour servir réellement le développement national, s'insérér dans le cadre d'un programme et respecter les enigences du développement et de la souveraintet nationale ».

Dans ces enigences du développement, le Cameroun pense avoir trouvé la voie qui lui convient le mieux, excluant aussi blen les facilités à court terme d'un capitalisme débridé que les séductions qu'exercent sur nombre d'esprits les doctrines collectivistes. Dans la recherche de l'équilibre entre l'économique et le social sur la souveraineté, à développer ses ressources naturelles alnsi qu'à associer au maximum la population aux résultats du développement, par une juste répartition du travail, et par la réduction des inégalités entre les divers groupes socie-professionnels.

Le développement s'est traduit, au cours de la décennie 1860-1870, par une augmentation considérable du PHB, qui est passé de 113 à 313 milliards de francs CF-A, ou de 21500 francs à £5000 francs par habitant. En d'autres termes, compte tenu de la dépréciation monétaire au cours de la même période, il a doublé en francs constants.

L'action sur le plan social a marché de pair avec le développement s'est traduit, au cours de la membre de la mémbre de leur travailleurs une juste remunératio

d'équilibre entre la rémunération du capital et la rémunération du travail. Le gouvernement camerounais fixe les taux du salaire minimum garanti, comme cela se pratique dans tous les pays qui ont appliqué le code du travail d'outre-mer, mais laisse le soin aux professionnels eux-mêmes de fixer les salaires minima par catégories professionnelles. Et cecl se fait au sein d'une institution originale, propre au droit du travail camerounais, la Commission nationale pari-

taire des conventions collectives et des salaires, créée

en janvier 1969, constituée des représentants des cen-trales syndicales d'employeurs et de travailleurs. Entre le mois d'octobre 1970 et le mois de juin 1971, cette commission a procédé à une remise en ordre de toute la structure sallariale dans le secteur privé en adoptant successivement une classification profes-sionnelle nationale type, des classifications profession-nelles par secteur d'activité — primaire, secondaire, tertiaire I, tertiaire II — des barèmes de salaires hiérar-chiques afférents aux catégories définies par ces chiques afférents aux catégories définies par ces

chiques arrêrents aux categories uerimes par co-classifications.

Les salaires ainsi fixés l'ont été par le jeu de la pins libre discussion et constituent, à n'en pas douter, le point d'équilibre entre l'offre et la demande de salaire. Ces salaires ont été révisés à trois reprises depuis cette période. Par des textes appropriés, le gouvernement a crèc les conditions nécessaires pour que les conventions collec-tives de travail en vigneur depuis quinze ou vingt ans dans les provinces de l'ex-Cameroun griental soient refon-

dans les provinces de l'ex-Cameroun griental soient refondues et négociées avec un champ grapplication couvrant
l'ensemble du Cameroun. C'est ainsi qu'ont été réunies
successivement, depuis le début de l'année 1976, les
commissions mixtes paritaires des travaux publics et du
bâtiment, de l'agriculture et de l'élevage, des industries de
transformation, c'est-à-dire trois branches d'activité qui,
à elles seules, emploient la moitié des travailleurs salariés.
On sait que la convention collective a pour objet de
déterminer, au profit des travailleurs des avantages allant
au-delà des « conditions planchers » fixées par les lois et
les règlements. Dans la juste répartition des fruits du
dévelopement entre le capital et le travail, elle constitue
donc un procédé de choix, puisque, par le jeu de la libre
discussion, elle permet aux partenaires sociaux de s'exprimer, de préciser respectivement leurs revendications et
leurs possibilités, de fixer un nivean d'avantages compatible avec la conjoncture en vigueur dans la branche proleurs possibilites, de inser un hiveau d'avantages compa-tible avec la conjoncture en vigueur dans la branche pro-fessionnelle considérée. Le gouvernement camerounais encourage donc la négociation des conventions collectives nationales de travail et met à la disposition des parte-naires sociaux les structures de l'administration du travail — par la présence, notamment dans les commissions mixtes paritaires, des administrateurs du travail les plus professions des commissions de la présence des commissions de la présence des administrateurs du travail les plus expérimentés — afin que d'ici à quelques années tontes les grandes branches professionnelles soient couvertes par

une convention collective. tal ne suffit pas dans un pays qui a la justice sociale dans ses objectifs: une équilable répartition des fruits du développement entre les groupes socio-professionnels, et, à l'intérieur de la masse salariée elle-même, entre les diverses catégories de travailleurs, est aussi pécessaire, compte tenu et du niveau de qualification et de la nature de l'emploi occupé. Ce qu'on a dit plus habit du PIB par habitant est valable pour le salaire moyen, qui ne représente rian s'il s'applique à une masse salariale s'étageant sur un éventail de rémunération extrêmement ouvert. Et c'est in qu'on se heure à un des plus sérieur obstacés en matière de justice salariale. La pénurie de cadres nationaux qualifiés oblige, on l'a vu, les entreprises à faire appel à des techniciens étrangers. Ceux-di viennent de pays développés ol le PIB se situe aux alentours de 3300 doilars par habitant, donc avec des salaires qui sont le réflet de ce niveau de vie, salaires encore majorés de divers avantages tels que le logement et les transports. Mais l'appel à des techniciens étrangers. L'entre qu'un palliatif, une solution d'attente, qui prendra fin le jour où les cadres nationaux, en nombre suffisant, seront aptes à assurer les responsabilités auxquelles ils peuvent prétendre dans des entreprises situées sur le territoire de leur pays. Cette nécessité n'est plus contestée, et mombre d'entreprises ont étig, depuis piusieurs années, engagé une politique de camerounisation des cadres, engagé une politique de camerounisation des cadres, répondant ainsi au veu des pouvoirs publies camerounais, qui, écartant toute politique autoritaire de quotes et de délais impératifs, ont prétèré miser, d'une part sur une politique systématique de formation de cadres nationaux, d'autre part sur l'imbért que présente pour les entreprises le recrutement de ces cadres qui offrent le double avantages d'étre intégrâtes au pays et de revenir beaucour moins cher que les cadres expatriés.

Mais c'est alors les que per pose le dilemme : comment rémunérer ces cadres expatr sais une juste remuneration du travait comme du capi-tal ne suffit pas dans un pays qui a la justice sociale dans ses objectifs : une équitable répartition des fruits du développement entre les groupes socio-professionnels, et, à l'intérieur de la masse salariée elle-même, entre les

naire — première catégorie des classifications professionnelles — a bénéficié, en 1971, d'une première mesure décidée
par la Commission nationale paritaire des conventions
collectives et des salaires : le classement, après six mois
d'ancienneté dans l'entreprise, à l'échelon A de la première
catégorie, c'est-à-dire la possibilité d'avancer dans la
catégorie par le jeu des échelons de salaire. Ne demeurait
plus alors au SMIG-SMAG que le manœuvre avant six
mois. Sur ce point encore, un grand pas a été fait sur
le chemin de la justice sociale par un décret du 3 mai 1976
qui a supprimé le SMIG et le SMAG. Désormais, tous les
manœuvres ordinaires sont rémunérés, dès leur engagement, sur la base du salaire de l'échelon A de la
première catégorie. Ces différentes mesures ont fait que
le salaire minimum du manœuvre débutant a été, depuis
le début da 1971, multiplié par 1.60 dans le secteur
primaire, et par 1.72 dans le secteur secondaire.

Mais d'autres distorsions, héritées du système colonial,
pesalent sur la structure salariale et engendraient des
inégalités, à l'intérieur cette fois d'une même catégorie;
le système des zones de salaires, systématisé avec le code
du travail d'outre-mer, faisait qu'à égalité de catégorie,
donc l'emploi tenu, le salaire était différent selon la zone
où le travailleur se trouvait employé. Par rapport à la
zone I, zone de référence où étaient classées les villes de
Douals et de Yaoundé, les salaires des autres zones subissaient des abattements qui, au moment de l'accession à

Douala et de Yaoundé, les salaires des autres zones subissaient des abattements qui, au moment de l'accession à l'indépendance, allaient jusqu'à 43 % pour le secteur primaire et à 45 % pour les secteurs secondaire et certaire. En 1968, le gouvernement camerounais a supprimé la quatrième zone de salaire et s'efforce de réduire les abattements entre la troisième et la première par d'émarghe méseraite les tousième et la première par d'émarghe méseraite. zone, démarche nécessaire pour parvenir à terme, de façon progressive, à la suppression de la troisième zone.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans le contexte des rapports de travall au sein de l'entreprise, et à ce titre elles entrent dans cette branche du droit qu'est le droit du travail. Mais, en marge de ces rapports, certains évé-nements affectent le travailleur salarié, certains risques qui ne lui sont pas propres mais qui, en raison même de sa condition, quand ils l'atteignent, revêtent pour lui un certation pur crave du les pures certains qui la sa condition, quand ils ratieignent, reverent pour lui un caractère plus grave que dans les autres groupes socio-professionnels, car ils l'affectent, en la diminuant ou en supprimant complètement, dans sa capacité de travail, seul moyen pour lui d'obtenir la rémunération qui lui et de vivre avec sa famill

Les accidents du travail et les maladies profession-nelles ne sont pas les moindres de ces risques, et au Cameroun, comme dans les autres pays développés ou en vois de développement, ils touchent un travailleur sur dix chaque année, de l'écorchure à l'accident mortel. sur dix chaque arnée, de l'écorchure à l'accident mortel.

Comme le risque professionnel — accident ou maladie
— ne peut survenir que par ou à l'occasion du travail,
on pourrait penser que le travailleur camerounais bénéficie de mesures de prévention et de réparation depuis
que le salariat s'est vraiment développé au Cameroun,
c'est-à-dire entre les deux guerres mondiales. En fait, il
a fallu attendre l'année 1959, avec le premier gouvernement dit d'autonomie interne, pour que solent adoptées
les mesures législatives nécessaires.

La venue d'enfants au forzer du travailleur de constitue

La venue d'enfants au foyer du travailleur ne constitue pas un risque et au Cameroun on ne la baptise pas alnai, c'est un événement habituellement qualifié d'heuainsi, c'est un événement habituellement qualifié d'heureur et on préfère donc parler de charges familiales, mais il n'est pas moins vrai que l'entretien d'une famille est à l'origine de dépenses supplémentaires que le travailleur ne peut couvrir par un accroissement de ses gains, qui demeurent liès à sa prestation de service. La nécessité s'est donc faite sentir d'élaborer une législation de protection familiale qui ne prétend pas — au Cameroun pas plus qu'ailleurs — pailler les charges supplémentaires qu'entraîne la venue d'enfants, mais au moins aider le travailleur à faire face à ces charges.

Le système de prestations familiales crèé dans ce but

mentaires qu'entraîne la venue d'enfants, mais au moins aider le travailleur à faire face à ces charges.

Le système de prestations familiales crèé dans ce but a été mis en place dans la partie orientale du Cameroun en 1969. Par la loi n° 67/LF/7 du 12 juin 1967 îl a été étendu à l'ensemble du territoire.

Il est une autre éventualité, malheureuse cette fois, qui est durement ressentie par le travailleur ou par sa famille, c'est le risque invalidité-décès, et, dans une moindre mesure, parce qu'elle est inéluctable, la vieillesse. Dans un cas comme dans l'autre, le travailleur perd sa capacité de travail et se trouve, avec sa famille, sans ressources si aucun système de protection ne lui vient en aide. C'est là un domaine où la justice sociale a tout lieu de s'exercer. Mais alors que le régime de réparation des accidents du travail ne concerne — dans les cas graves tout au moins — qu'une minorité de salariés et que le système des prestations familiales, basé sur la compensation totale entre cotisations et ailocations est facile à gèrer, le régime des pensions de vieillesse-invaliditédécès est d'un maniement beaucoup plus délicat, en raison notamment du manque de statistiques que la répartition des salariés par classes d'âge et sur la fréquence des risques invalidité et décès. Pour cette raison, ce n'est qu'assez tardivement — en 1969 — que le Cameroun a pui adopter une loi instituant un régime d'assurance de penaions de vieillesse, d'invalidité et décès, et a du attendre encore quelques années pour que ce régime entre effectivement en vigueur (1= juillet 1974).

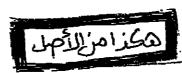
La couverture de ces risques constitue la prévoyance sociale, dont la gestion est confiée à un organisme public, la Caisse nationale de prévoyance sociale, Avec la législation et la réglementation du travail et les conventions collectives elle compose un ensemble de mesures concourant à la protection du travailleur et à l'organisation

iation et la régiementation du travail et les conventions collectives elle compose un ensemble de mesures concourant à la protection du travailleur et à l'organisation des relations professionnelles, mesures dont l'administration du travail est chargée d'assurer l'application avec ses inspections provinciales et départementales du travail réparties sur tout le territoire.

Ainsi, dans sa recherche de l'équilibre entre l'économique et le social, sans apriorisme et sans dogmatisme, sans exclusive contre les pays qui ont choisi une autre voie, le Cameroun poursuit son effort pour concilier justice sociale et développement avec une continuité et une perséverance qu'il tire d'une remarquable stabilité politique et d'une profonde adhésion du peuple cameronnais aux objectifs définis par ses dirigeants et ses représentants ainsi qu'aux moyens d'y parvenir.

(1) Rapport de politique générale présenté le 12 février 1975 au denzième congrès ordinaire de l'Union nationale camerou-naise, à Douala.

. . .





ETTRE DE DOUALA

A B Cor per de

La fièvre de la contestation et celle des affaires

A LORS que, le 11 juillet 1884, il quittait les locaux de la factorerie Woerman, où il venait de signer le traité plaçant Douala ous protectorat allemand, le roi Bell aprait, dit-n, déclaré : « Je préjère donner ma fille à un comme qui n'a qu'une jemme plutôt qu'à celui ut en a déjà plusieurs. » Les propos du souverain aisaient allusion au fait qu'à l'époque les Allemands n'avaient pas encore de protégés en ce soint de la côte occidentale d'Afrique, contrairement aux Angiais, qui en comptaient déjà plu-

De toute façon, le célèbre explorateur Gustav Jachtigal, cousul général de l'Allemagne impéjale pour l'ensemble de l'Afrique, venant de
l'unis où il était en résidence, était arrivé queljues heures plus tôt à Douala, que l'on appelait
lors Kamerun (1). Il avait précipité les choses,
ur les instances pressantes des commerpants de
l'eme et de Hambourg qui, depuis plusieurs
nuées déjà, s'étaient installés à l'embouchure
n fleuve Wouri pour y acheter l'huile de palme,
es pressentiments du Herr Doktor Nachtigal
taient fondés puisque, cinq jours plus tard,
charquait, sur les lieux mêmes de la signature du
saité, le consul anglais Edward Hyde Ewett, poreur de propositions alléchantes pour le roi Bell.
'envoyé de S.M. britannique en fut pour ses
sais et gagna dans l'aventure le surnom peu
nviè de « Too late consul ».

En dépit du fait que Edouard Woerman ent instruit une entrepôt dans l'estuaire du Wouri ès 1868, les traitants anglais semblaient pourtant isposer de plus solides atouts que lui. Dès 1840, a effet, les officiers de la Royal Navy avaient gné une convention avec les deux rois Bell et kwa qui se partageaient alors l'autorité sur cette igion. Aux termes de ce texte, les deux chefs outumiers s'étaient engagés à cesser de faire, u à autoriser à faire, la traite des esclaves, en



change de la compensation suivante : « Soirante usils, cent pièces de toile, deux barils de poudre, eux tonueaux de rhum, un uniferme écarlate vec épaulettes, un subre (2) ». D'autre part, en 356, avait été installée ici une Court of Equity, orts de tribunal destiné à connaître des littges nire les commerçants anglais et leurs partenaires fricains.

A l'instigation de quelques émissaires britaniques, les habitants de Douaia tentèrent bien e se soustraire presque immédiatement su joug ous lequel ils cétaient eux-mêmes placés. Penlant la fameuse conférence de Berlin qui, au ours des années 1884 et 1885 devait, en délimitant es zones d'influence européenne, fixer les fron-lères de l'Afrique contemporaine, des pêcheurs louales attaquèrent une patrouille allemande, tuant leux officiers, des soldais et un commerçant nomné Hammer, dont ils précipitèrent le cadavre lans le Wouri, à Bonaberi, sur la rive septentionale du fleuve. A titre de représaîlles, l'amiral Chorr rasa l'emplacement de Bonaberi à coups de anon, le 15 décembre 1884, tandis qu'une companie de débaquement achevait ce « travail ».

ES rapports peu amènes entre Allemands et autochtones ne devaient pas se limiter à ce seul a incident ». En effet, les heurts se nultiplièrent, dès les dernières années du dixeuvième siècle, entre les commerçants allemands et la bourgeoise douala, qui servait d'interméisire entre les navigateurs étrangers et les popuations de l'intérieur.

La population eut à faire face, de 1895 à 1907, l'hostilité personnelle du gouverneur Jesko von l'utikammer, qui n'hésifait pas à employer à leur gard les termes les plus durs, aliant jusqu'à les raiter de « racaille », et dénonçant constamment e qu'il appelait leur « duplicité totale ». Joignant action au verbe, il les « gratifia » d'une taxe sur es chiens, en violation des traités passés, et créa leur intention un impôt spécial de capitation lestiné à annihiler leur esprit d'indépendance.

Paradoxalement, alors que, dès 1911, des autochones enseignalent la langue douala à l'université le Hambourg, et tandis que quelques jeunes princes locaux suivalent les cours des prytanées milialres impériaux, la répression s'abstrait sur une ville, en pleine expansion économique. Capitale le 1884 à 1901, puis momentanément dépossédée ui profit de Buea jusqu'en 1909, Douala atteimait déjà 20 000 habitants en 1897, puis plus de 100 000 à la 1894, le roi Bell Manga Ndombe était xillé au Togo et son père déporté dans l'intérieur in pays. La roi Akwa subissait un sort analogue et devait mourir à Campo en 1916 tandis que son Ils, Ludwig, avait été fusilié, deux ans plus tôt.

Le point culminant de cette crise des rapports intre les colonisateurs allemands et leurs sujets ioualas est sans aucun doute la pendaison, le i août 1914, du roi Rudolf Douala Manga Bell. Résolus à s'approprier le plateau de Jos, où ils entendaient établir un quartier administratif, les Allemands en exproprièrent purement et simplement les Doualas. Spoliés, ces derniers se tournèrent vers leur souverain qui alla faire quérir des avocats à Berlin. Décidés à faire un exemple, les Allemands constituèrent alors un tribunal qui, après avoir accusé le roi de haute trahison, le condamns à mort.

A l'origine du drame se trouve l'incompréhension qui présidait aux rapports entre Noirs et Blancs, ainsi expliquée par un auteur qui compare les systèmes coloniaux allemands et français, à l'avantage du second : « Le gouvernement allemand interdisait rigoureusement aux Noirs, par mesures d'hygiène générale, de construire leurs habitations à moins d'une certaine distance de la ville européenne. L'administration † rançais e obtient les mêmes résultats utiles en prescripant pour toute maison construite dans Douala même, quel qu'en soit le propriétaire, un minimum de conditions d'aération et de salubrité. Plus libéral, plus équitable, ce procédé a été apprécié par les populations locales (3). »

I les souvenirs de l'Aslemagne impériale ont quelque peine à se dissiper, les petits-fils conservant encore, au fond de leur mémoire, les rancœurs, ou plus rarement, les satisfactions, de leurs grands-parents, les vestiges de cette époque sont en revanche en voie de disparition. Les ardeurs du soleil, et surtout la violence des pluies, effacent progressivement les traces visibles d'une présence qui n'excéda guère une trentaine d'anmées.

En plein centre de la ville « européenne », le château d'ean construit par les Allemands dresse sa silhouette insolite. Cette citerne de fer, haut perché sur des piliers métalliques, et recouverte d'une sommatre armature de bois, est classée monument historique. Tandis que l'ancien temple allemand demeure intact, il ne reste rien de l'ancienne église catbolique.

ES traces de la présence coloniale française, plus récente, mais à peine plus longue, puisqu'elle ne dura que de 1916 à 1960, sont beaucoup plus nombreuses et plus visibles. Il ne faut pourtant point verser dans l'autosatisfaction de certains, pour lesquels Douala n'est entrée dans l'ère moderne qu'avec le concours de la France. Un voyageur écrivait, il y a une quarantaine d'années : a Dougla, c'est le sourire de la côte de Guinée, c'est la verdure et les fleurs, la cité au milieu des vallons, sur le flanc des collines heureuses et qui se souvient de son origine agreste. Pour le dessin de la ville, les Allemands s'étaient adressés à un paysagiste. De ce que la nature lui apportait avec générosité, cet architecte fit quelque chose d'aimable. Toutefois, c'est avec nous que la ville s'est développée i » (4).

Le casque colonial des policiers évoque, par sa forme, celui des troupes françaises héritières directes de celles qui, en compagnie du corps expeditionnaire britannique venu du Migéria, s'empa-rèrent de la ville au cours de la première guerre mondiale. Le boulevard Leclerc, au bout duquel un vante : « Le 27 août 1940 débarquaient ici le colonel Leclerc et ses compagnons », rappelle que l'épopée africaine de la France libre débuta à Douala Ayant traversé le Wouri à bord de pirogues menées par des marins Calabars, originaires du Nigeria, l'intrépide colonel débarqua, assomma quelques douaniers, puis, remontant ce qui constituait la principale artère de la ville, se chargea de convaincre le délégué du gouverneur de rallier le territoire au général de Gaulle. La ville ayant été neutra-lisée en une nuit, Leclerc emmenait avec lui, dès le lendemain, quelques tirallieurs et montait à Yaoundé par la voie ferrée reliant les deux villes. Ainsi débutait l'aventure qui, par Bir-Hakeim et Kub-Kub, allait s'achever à Strasbourg et à Berchtesgaden. Encore vivace, le souvenir de la France ne sa limite pourtant pas à celui du gaullisme. Au demeurant, beaucoup d'indigènes apprécièrent médiocrement l' « effort de guerre » auquel ils furent alors « conviés » plus on moins volon-

La grande majorité des bâtiments publics, l'ordonnancement général de la ville, l'essor du port, qui est le cinquième en importance de toute la côte o c c de ntale, sont contemporains de l' « époque française ». L'hôpital La Quintinie rappelle l'œuvre médicale du capitaine, chirurgien réputé, qui, durant la deuxième guerre mondiale, sauva ici la vie de milliers de blessés français ou alliés. Le collège Lieberman, l'école Jean-de-Bosco, les écoles et lycées techniques protestants, soulignent l'importance essentielle prise par les missions dans l'enseignement. La cathédrale orthodoxe témoigne de la vitalité de la colonie grecque qui vit ici, presque exclusivement composée de petits

In même temps que s'affirmait le développement économique de Douala, prenait naissance un nouveau et puissant mouvement contestataire, dont est directement issu le nationalisme camerounais. La capitale économique du territoire, dont Yaoundé n'était que la capitale administrative, fut, dès 1922, le cadre de revendications autochtones précises, dont les initiateurs furent des prédicateurs baptistes. Quatre années plus tard, les Doualas tentèrent de porter devant la Société des nations, à Genève, la question des expropriations qui les avaient déjà opposés aux allemands. En 1931, le Guyanais Vincent Ganty réunit autour de lui quelques nationalistes qui critiquaient le système colonial. L'année suivante, eurent lieu des émeutes, provoquées par des femmes, qui protestaient contre l'établissement de nouvelles taxes sur les marchés.

A la veille de la denxième guerre, naquit, à

De 1884 à 1896, Kamerun ou Kamerun-Stadt désigne la soule ville de Douala, et non pas le territoire.
 J.-R. Brutsch, les Traités camerounais, in Etudes camerounaises, numéro de mais 1855.
 Reunsen de Laborie De Cameroun au Tohad.

(3) Brunsen de Laborie. Du Cameroun au Tohad par le désert de Libye, Chaises au Tohad, Fiammarion, Paris, 1922, page 19.
(4) Hanriette Célarie. Nos frères noirs, Cameroun-Dahomey, Hachette. 1932.
(5) In Journal of a trip, to and from, and residence

(5) In Journal of a trip, to and from, and residence in the river Cameroons, on board the cutter Haford. W.B. Handy, master during the months of march, april and may 1826.

Douala, la Jeunesse camerounaise française, à l'initiative de quelques personnalités, dont M. Soppo Priso, le plus puissant des hommes d'affaires locaux, qui a, aujourd'hui, cessé toute forme d'action politique. Les membres de la JEUCAF, après avoir valnement exigé, comme devait le faire Ferhat Abbas en Algérie, l'assimilation réelle des indigènes, militèrent alors en faveur de l'autonomie, puis de l'indépendance. En septembre 1945, des grèves paralysèrent Douala, mais, durement reprimées, firent neuf morts et vingt blessés. En mai 1955, alors que M. Roland Pré était haut commissaire à Yaoundé, de violents désordres marquèrent le début de la rébellion suscitée par le parti révolutionnaire de l'Union des populations du Cameroin (U.P.C.), immédiatement dissous.

Le 31 décembre 1959, la veille de la proclamation de l'indépendance du pays, les quartiers périphériques étalent le cadre d'ément les adversaires du président Ahidio. Actuellement encore, Douala reste le refuge des opposants, par tradition d'abord, mais aussi parce qu'on y échappe plus facilement qu'à Yaoundé aux recherches des services de sécurité. Tracts, opuscules révolutionnaires imprimés en Europe, circulent aisément id, sous le manteau, sans que subsiste aucune trace de présence administrative ou militaire française. Certes, lorsque le gouvernement français entretenait un important corps expéditionnaire au Tchad, c'est par Douala que transitait le matériel destiné à lutter contre rébellion tchadienne. Aujourd'hui encore, c'est ici que font escale les Nord-2501 qui ramènent sur Libreville l'armement et l'équipement rapatrié des anciennes base de N'Djamena et de Sahr. Mais l'armée française ne dispose d'aucun établissement fixe au Cameroun,

« A Douala, le problème, c'est de faire du chiffre, alors qu'à Yaoundé chacun ne se préoc-cupe que de surveiller son voisin. Ici, c'est le siness. Là-bas, c'est la diplomatie », nous a dit un armateur de la place. « Ville d'argent », à une échelle plus modeste qu'Abidjan, Douala attire, en cette période de reprise économique, de nombreux hommes d'affaires allemands et italiens, français et grecs, sans compter... les Bamilékés ethnie originaire de l'ouest du pays. Très doués pour le commerce, ayant parfaitement assimilé les méthodes occidentales, âpres au gain, durs à la peine, souvent comparés aux Ibos du Nigéria, les Bamilékés submergent littéralement la capitale économique du Cameroun, qui a cessé d'être une ville douals. Il est vrai que 90 % des échanges extérieurs du pays transitent par ce point. Dès lors, peu importe aux Bamilékés que le climat local soit beaucoup moins clément que celui de leurs collines natales, aux confins du Nigéria...

SITUE à 25 kilomètres en amont du début du chenal du Wouri, Douala dessert un immense arrière-pays, qui comprend le Tchad, la République Centrafricaine, et même une partie du Gabon. Cacao, bananes, café, bois, aluminium en lingots, quittent le Cameroun tandis qu'y arrivent hydrocarbures, produits manufacturés, denuées alimentaires. Mille à mille deux cents

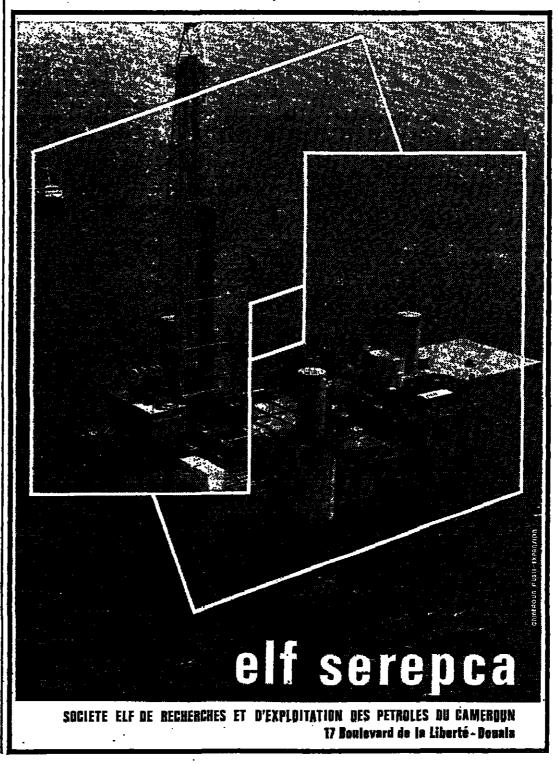
navires touchent ici chaque année, en majorité français ou allemands. Autour du « Beach » groullie le sous-prolétariat des dockers et des prostituées.

Chaque matin, les banlieues lointaines de New-Bell ou de Bonaberi vomissent vers les « Beach » leur flot de « grues humaines », dockers, manutentionnaires, petits employes, sans emploi, par milliers. Quittant leurs bidonvilles de Nylon, de Madagascar, de Nkol-Olun, qui n'ont rien à envier à ceux de Champigny ou de Nanterre, ils traversent les quartiers chics, tels que la cité des Hydrocarbures ou Bonapriso, à la recherche de travail. « Temporaires à vie », mal payés en dépit de l'esclavage des heures supplémentaires, ils constituent une masse de manœuvre dangereuse pour tout pouvoir étabil. C'est là, en effet, que fermentent les idées de révolte contre les « cous plissés » et les « gros ventres » dénoncés par ceux qui triment sous la pluie en ciré jaune et en sandales de plastique, révant de bouleversements sociaux qui leur permettraient d'échapper à leurs cases de « kalabot » (terre tassée) et à leurs tolts de nattes pour émigrer vers le confort et l'aisance

Livrès à l'exploitation de propriétaires sans scrupules, car la jungie de l'immobilier est particulièrement féroce, ne parvenant pas à tronver des emplois stables satisfaisants, certains habitants de Douala vivent de petits trafics, de fraudes, de contrebande, de vol. La délinquance et la prostitution prospèrent sur le terrean des quartiers miséreux.

OMME l'habileté des gens de Douala au commerce, comme leur goût de la contestation aussi, la beauté de leurs femmes est depuis fort longtemps reconnue, et louée. Qu'on en juge par ce texte de Richard Mather Jackson, chirurgien de la marine britannique, qui relâcha dans l'estuaire du Wouri en 1826 : « Quant à leur tête et à leur cou, si on fait abstraction de leur teint ébène, elles pourraient concourir avec bien des beautés de notre Angleterre, car elles ont le front haut et imposant, les yeux brillants et expressifs, les lèvres point trop épaisses, et les dents qui rivalisent avec les perles en blancheur et avec les dés en poli et en douceur (5). » A peu près unanimes sur ce point, les anciens voyageurs sont en revanche profondément divisés lorsqu'ils parlent de l'anthropophagie des Doualas. Proclamée par les uns, elle est vigoureusement niée par les autres, notamment par Rogozinski qui, en décembre 1884, fit l'ascension du mont Cameroun, dont les 4000 mètres dominent le Wouri Cet ancien cadet de l'école navale de Saint-Pétersbourg, devenu planteur à Fernadoo-Po, mourut à Paris en 1896, où il rapporta le significatif sobriquet de a Roque-gin-and-whisky a. Mais si l'habitant de Douala reste toujours prompt à la raillerie et à la contestation, il admet lui-même d'être raillé et contesté et le goût des controverses reste l'une de ses qualités majeures. C'est pourquoi cette question de l'anthropophagie rituelle, devenue bien mineure depuis des années déjà, est destinée à demeurer longtemps encore sans réponse satisfaisante

PHILIPPE DECRAENE



iorfaits de

victoire de Poulidoi

Documents établis par M. GILBERT ANDRÉ TCHOUNGUI, ministre de l'Agriculture de la République Unie du Cameroun

LA RÉVOLUTION VERTE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, les pouvoirs publics ont déployé de grands efforts pour développer et moderniser la production rarale considérée, à juste titre, comme la base de l'économie nationale et un des facteurs essentiels de potre stratégie de croissance.

Maleré les difficultés inhérentes à l'agriculture, il apparaît anjourd'est que notre politique agricole a porté ses fruits : la production agricole reste soutenne, les structures nervelles d'intervention sont en place, la formation des hommes se poursuit, bref, le développement du moude rural devient chaque jour davantage

Ces résultats, quoique appréciables, demeurent en deçà des potentialités réelles de natre agriculture, qui a connu un démarrage difficile du aux problèmes que le pays a rencentrés à l'ambe de son indépendance et qui out paralysé les principales régions productrices du pays.

C'est dire que l'agriculture cameromaise n'a pas encere atteint son régime de craisière, celui où toutes les ressources et toutes les énergies disponibles sont medifisées en permanence en voe de l'exploitation rationnelle do sel de la

C'est dans ce contexte que le chef de l'Etat a lancé à Buea, en mars 1973, le mot d'entre de la « révolution verte » qui apparaît d'emblée comme l'instrument essentiel, le « fer de lance » de la politique du gouvernement visant à l'accruissegont de la production rurale et animale ; à l'amélieration des revenus et des conditions de vie du paysan ; et à une praticipation plus active de ce dernier à l'effort national de développement.

Cette « révolution, verte » se fonde avant tout sur une prise de conscience de la place et du rôle de l'agriculture et de l'élevage dans le processas de développement économique et social de notre pays.

lamais, en effet, la place de l'agriculture dans notre stratégie de croissance n'a para aussi primerdiale depois la mise en œuvre de la «révolution verte», paisque quatre Camerennais sur cinn se consucrent à l'agriculture, sui représente en valeur 40 % de praduit intérieur brut et plus de 70 % de mos exportations.

Notre agriculture est également la base de l'alimentation de pes populations

et couvre, à l'heure actuelle, les heseius de la consommation nationale ; c'est encere l'agriculture qui fournit les matières premières indispensables à l'approvisiennement de la plapart de nos industries de transformation.

Dès lers, le secteur agricele est de toute évidence le premier secteur économique du pays et la première des priorités dans notre stratégie de croissance et de développement. Dans ces conditions, la « révolution verte » appelle que véritable reconversion des mentalités :

- De la part des techniciens agricoles qui doivent se sentir mobilisés dans l'encadrement adéquat de plus d'un million d'exploitants agricoles;

— De la part des agriculteurs eux-mêmes. Productours à part entière, ils deivent constamment avoir à l'esprit que l'agriculture ne pent être rentable que si sa predectivité s'améliere grâce à l'adeptien de techniques culturales modernes, l'utilisation de variétés améliorées, l'élargissement des terres mises en culture, le receurs an crédit agricule, l'organisation de la collecte et de la vente des produits agricoles par le biais des coepératives, etc. ;

— De la part de l'opinion publique, qui doit se persuader de la promotion économique et sociale que procure l'activité agricole bien menée et du capital inestimable que représente la terre.

Le saccès de cette « révolation verte » implique la suppression des divers goulets d'étranglement qui entravent encore l'esser général de notre agriculture, en particulier dans le secteur traditionnel.

Dans ce secteur, qui est de loin le plus important puisqu'il représente, à l'houre actuelle, 95 % des superficies cultivées et intéresse la masi-totalité des cultures vivrières, les productions de cacae, de coten, d'aractide et la plus grande partie de la production de café, un effort accru est porté notamment sur l'encadrement des agriculteurs, leur approvisionnement en produits de traitement et en matériels agricoles, la vulgarisation des résultats de la recherche agrommique, le crédit agricole.

Cet effort tendra donc à former davantage de cadres dans nos écoles, à envoyer le maximum de techniciens sur le terrain, à suivre et à contrôler, de façon régulière, leurs activités.

La réalisation des objectifs de la « révolution verte » exige aussi la mise en place de structures adéquates de production et de financement.

C'est la raison d'être des sociétés et missions de développement qui sont propices à l'émergence d'un secteur moderne de production.

La culture de l'hévéa, de la canne à sucre, du tabac, du riz, du blé, la quasi-totalité de la bananerale d'exportation, une grande partie de la palmeraie et de la caféière, sont ainsi prises en charge par des sociétés de développement :

- HEVECAM (Société de développement de l'hévéz du Cameroun) vient de démarrer la mise en place de 15 000 ha d'hévéa dans la région de Kribi ;

- La SOSUCAM (Société sucrière du Cameroun), premier complexe agro-industriel de sucre, a atteint sa vitesse de croisière avec une production de 25 000 à 30 000 tonnes de sucre; l'objectif du gouvernement étant de produire 100 000 tonnes de sucre, pour faire face aux besoins de consommation nationale, il a été créé la CAMBUCO (Cameroun Sugar Company) dont la production dans une première phase doit atteindre 50 000 tonnes de sucre, puis 80 000 tonnes en régime de

- La S.C.T. (Société camerounaise de tabac) encadre efficacement 10 000 producteurs de tabac de cape de la province de l'Est; la production de tabac de cape du Cameroun, particulièrement recherché dans le monde, oscille entre 2000 et 2500 tonnes par an :

 La SODEBLE (Société de développement du blé), de création récente, a recu pour mission de mettre en place, sur le plateau de l'Adamaoua (1 400 m d'altiun complexe agro-industriei de blé couvrant 5 000 à 10 000 ha en vue de faire face à long terme à la consommation nationale de farine de ble en pleine expansion (80 000 tonnes);

 L'O.C.B. (Organisation camerounaise de la banane) assume la responsabilité de redresser la production bananière du Cameroun depuis 1969. Cette production a atteint 75 000 tonnes en 1975, et l'objectif de 1980 se situe au-delà de 100 000 tonnes :

- La SEMRY (Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagous), avec une production de 18 000 tonnes de riz en 1975/1976, a largement dépassé les prévisions initiales qui avaient prévalu au démarrage du projet ; la SEMRY, qui couvre plus de 4 000 ha entièrement aménagés, est considérée à juste titre comme le projet rizicole pilote du Came-

- La SOCAPALM (Société camerounaise de palmerales) contribue à la mise en place du plan palmier : 12 000 ha ont déjà été réalisés à Mbongo, Eseka et Didombari ; un nouveau bloc agro-industriel (Klenke) est en cours de négociation en même temps que la société se préoccupe de la réalisation de plantations villageoises autour de blocs industriels;

- La C.D.C. (Cameroun Development Corporation) porte ses activités non seulement sur le palmier à huile (10 000 ha), mais encore sur le bananier, l'hévéa, le

théler, le poivrier et le cacaoyer. La C.D.C. a bénéficié d'un volume de financement de 15 milliards de francs C.F.A., et cette entreprise qui utilise 14 000 employés est la plus importante des sociétés agricoles de l'Afrique centrale.

- La SODECAO (Société de développement du

lopper de façon particulière le secteur cacaoyer qui représente, à lui seul, plus du tiers des exportations L'action de la SODECAO doit intéresser dans une

cacao) marque la volonté du gouvernement de déve-

première phase 30 000 planteurs disséminés sur

- La SODECOTON (Société de développement du coton dans la province du Nord.

Malgré la sécheresse qui a sévi dans cette région. l'objectif de production de 100 000 tonnes sera probablement atteint vers 1980.

Il en est de même des structures qui ont été créées pour stimuler la production vivrière.

C'est le cas de la MIDEVIV (Mission de développement des cultures vivrières, maraichères et fruitières) à qui a été conflée la charge de promouvoir le développement du secteur vivrier en vue d'assurer l'approvisionnement régulier des centres urbains.

L'opération « ceintures vertes », par la mise en place de plantations de bananiers plantains et la création de champs semenciers autour de Yaoundé, est une des premières réalisations de cette mission dont le champ d'action s'étend progressivement aux autres productions vivrières, maraichères et fruitières pour desservir les autres grandes agglomérations.

C'est le cas de l'office céréalier, dans la province du Nord, sujette aux aléas climatiques, dont l'objectif est d'assurer régulièrement un approvisionnement constant en mils et sorghos des populations et d'éviter aussi une spéculation sur ces produits, grâce à un stockage régulateur.

Enfin, l'un des piliers essentiels de la crévolution verte » est l'organisation coopérative des producteurs. La mise en place de coopératives agricoles bien conçues et bien gérées est de nature à rationaliser les

opérations de collecte et de vente des produits agricoles, de manière à assurer une metileure rémunération des efforts du paysan et à améliorer ses conditions d'existence. De plus, les organismes coopératifs constituent un cadre approprié pour la diffusion et le rembourse-ment du crédit agricole.

Déjà, l'UCCAO (Union des coopératives de café arabica de l'Ouest) d'une part, la B.C.A. (Bamenda Cooperative Association) d'autre part, en regroupant plus de 100 000 producteurs de café des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, jouent un rôle de premier plan dans l'économie cafélère.

Le CENADEC (Centre national de développement des entreprises coopératives) mène avec succès des expériences-pilotes dans les provinces du Centre-Sud et du Nord-Ouest, de la même manière que les SOCOOPED (Société coopérative d'épargne et de développement) ont pris en charge la commercialisation des grands produits de base en zone rurale.

La « révolution verte » suppose non seulement la

mise en place de structures de production adéquates dont il a été fait état, mais aussi une structure appro-priée de financement qui doit être adaptée aux conditions de vie du monde rural

C'est l'objet du Fonds national de développement rural (FONADER), créé en 1973 et chargé de la diffusion du crédit agricole et de la gestion des fonds mis à sa disposition par le gouvernement pour la réalisa-tion d'actions spécifiques en milieu rural.

En matière forestière, un triple objectif a été fixé dans le cadre de la « révolution verte » :

— Augmentation de la production forestière et usines locales :

- Regenération forestière : - Aménagement et protection de la faune.

La forêt est en effet la principale ressource naturelle du pays. Elle couvre environ 20 millions d'hec-tares. Le bois occupe aujourd'hui le troisième rang en valeur après le cacao et le café et le premier rang en tonnage des exportations du Cameroun.

La programmation de l'exploitation forestière prévoit à partir de 1980 une production de plus de 2 mil-lions de m3 par an dout 60 % au moins seront transformés localement.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu : – L'installation d'une industrie de pâte à papier à

- De nouvelles unités de sciage, déroulage et tranchage (SOFIBEL, ECAM placage, etc.);
La construction d'un axe lourd pour l'évacuation des bois (Yokadouma - Kribi - Campo).

Par ailleurs des études sont en cours avec la participation des communautés européennes et des industries européennes pour la promotion commerciale des essences forestières encore peu connues ou pas encore

Mais l'exploitation forestière doit aller de pair cela va de soi — avec la regénération de la forêt. A cet effet, un Fonds national forestier et piscicole, ali-menté par les taxes et redevances forestières, a été créé pour financer les travaux d'enrichissement, de regénération et de reboisement. Ce Fonds permet la regénération de plus de 1 000 ha en moyenne par an, chiffre qui sera doublé vers 1980. Il finance également des programmes de développement de la pisciculture

et la pêche continentale. Ls protection et la conservation des ressources naturelles et notamment l'aménagement des parcs natio-naux, des zoos existants et des réserves de faune consti-tuent le troisième volet de notre politique forestière. Ce choix découle de la richesse et de la variété excep-tionnelle de la faune camerounaise qui, bien aménagée, peut apporter un appoint de valeur à l'économie natio-

Il existe actuellement cinq parcs nationaux et six réserves de faune représentant au total 4 % du territoire national. Trois autres projets sont en cours et permettront non seulement de porter ce taux à 5 %, le plus élevé en Afrique francophone, mais surtout d'obtenir une répartition harmonieuse des aires protégees sur l'ensemble du pays.

En conclusion, la modernisation indispensable du secteur rural appelle de profondes mutations sur le triple plan humain. technique et économique.

Notre conviction est que la mise en œuvre de cette « révolution verte » est l'élément moteur d'une politique agricole dont l'objectif à terme est l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Cameroun pour le bien-être de ses populations.

LES XVIII^{es} JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL

APRÈS LE REFUS DU C.I.O. D'EXCLURE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

Les forfaits de pays africains se multiplient

A quelques heures de la cérémonie d'ouverture des XVIII[®] Jeux olympiques, ce samedi matin 17 juillet, l'incertitude demeure à Montréal sur la participation des pays africains. Après la Tanzanie, la Somalie et l'île Maurice, dont le forfait était déjà comu, le Nigéria, l'Ouganda et la Zambie ont décidé de se retirer des

Montréal. — Le Conseil supé-rieur du sport africain (C.S.A.) a échoué dans sa tentative de faire exclure la Nouvelle-Zélande

des Jeux olympiques de Montréal Vendredi 16 juillet, lord Killanin, président du Comité international

olympique (C.I.C.), a fait savoir au C.S.S.A., et par voie de consé-quence à chacun des pays afri-cains, que le C.I.O. considérait que la tournée en Afrique du Sud des

Links the Comment

100 THOUSE ! . .

THE STATE OF THE PERSON ASSESSMENT OF THE PERS 📤 酰 🛊 征 田田田 🕒

e that words of the contra

. .

🗯 🎎 🗓 grathileg

Jeux pour protester contre la présence à Montréal des athlètes néo-zélandais. D'autres délégations africaines atten-dent les instructions de leurs gouvernements respectifs. Tard dans la nuit du vendredi 16 juillet (samedi matin en France), les délégations du Kenya et de l'Ethiopie étaient réunies à huis clos au

De notre envoyé spécial

sentants de l'Algérie et du Maroc déclaraient que leur décision serait « celle de l'Afrique »,

M. Jean-Claude Ganga, secrétaire général du conseil supérieur du sport africain, n'exclusit pas, en effet, le forfait général de tous les pays africains.

prend fin ce 17 juillet. Il a regretté la décision de retrait prise par Taiwan malgré la possibilité que lui avait offerte le CLO. de « montrer son pavillon » à Montréal (1). A propos de la Chine populaire, lord Killanin a indiqué qu'il fallait faire face avec réalisme. Dès que toutes les conditions requises par le règlement seront réunies, le CLO. ne verra qu'avantage à accepter la réintégration de la Chine populaire dans le mouvement olympique. A propos de l'avenir, mention a été faite des préoccupations économiques du CLO.

Le coût des Jeux olympiques ne rugbymen néo-zélandala, qui avait provoqué la réaction africaine, ne mettait nullement en cause le comité olympique de Mouvelle-Zélande. C'est une sorte de fin de non recevoir que le C.L.O. a opposé aux exigences du C.S.S.A. Pour le C.L.O., le comité olympique de Nouvelle-Zélande n'a en aucune le C.L.O. a comité olympique de Nouvelle-Zélande n'a en aucune le C.S.S.A. une manœuvre politique qui contrevenait, elle, aux règlements olympiques.

Tout dans les propos de lord Killanin a laissé entendre qu'il voyait en revanche, dans l'imitiative du C.S.S.A. une manœuvre politique qui contrevenau au règlement olympique, puisque le rugby n'est pas une discipline olympique.

Tout dans les propos de lord Killanin a laissé entendre qu'il voyait en revanche, dans l'objettique qu'il voyait en revanche, dans l'entre de fin de l'entre d

ques du C.I.O.

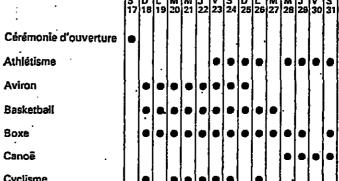
Le coût des Jeux olympiques ne cesse de croître pour des raisons de prestige, et quelquefois de manière peu raisonnable. Lord Killanin considère que le retour à une plus grande simplicité serait opportun. C'est la raison pour laquelle le C.I.O. veillera à ce que toutes les installations servant aux prochains Jeux aient le meilleur emploi possible après les compétitions et que les infrastructures existantes soient utilisées chaque fois que ce sera possible. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Comité d'organisation des Jeux de Moscou (1980) a présenté son rapport au C.I.O., lequel a été en tous points approuvé.

FRANÇOIS JANIN.

100 METRES

(1) Le président du CLO, faisait allusion aux concessions acceptées allusion aux concassions acceptées par le gouvernement canadien, qui laissaient à Taiwan son drapeau et

LE MONDE — 18-19 juillet 1976 — Page 25



Cyclisme Escrime Football Gymnastique Haltérophilie

Handball Hockey Judo Lutte

Natation Pentathion moderne Sports équestres

Tir à l'arc Volleyball-

Cérémonie de clôture

POIDS

1980 10 20 30 40 50 60 70 88

.1980 18 21 30 48 50 68 70 80

400 M. NAGE LIBRE

100M NAGE LIBRE

RECORD FEMALES

La «victoire» de Poulidor

LOIN DE MONTRÉAL

De notre envoyé spécial

Clermont-Ferrand. a gagné son Tour de France. Il l'a gagné, quel que soit le résultat de l'épreuve qui se terminera dimanche 18 juillet sur les Champs-Elysées, car il a atteint le but qu'il s'était fixé en prenant le départ, voici trois semaines, contre certains avis : apporter la preuve que sa contre-performance de la saison passée était acciden-telle et qu'il restait, à plus de quarante ans, l'un des meilleurs outlers internationaux.

Cette victoire sur ses détrac-teurs et sur lui-même, il l'a défi-nitivement obtenue vendredi 18 juillet, dans la montée du Puyde-Dôme, où, douse ans après son duel mémorable avec Jacques Anquetil, il a affronté pour la gloire un autre Normand, Raymond Delisle. Le matin même, au départ de Tulla, il comptait 30 secondes de retard sur cet adver-saire coriace installé à la troi-sième place du classement général. Or, au terme d'une sévère empoignade qui obligea les deux athlètes à évoluer aux limites de leurs possibilités, il reprenait très

leurs possibilités, il reprenait très exactement une demi-minute à Delisle, devenant par voie de conséquence le premier Français du classement général (1).

Depuis quelques jours la rivalité opposant les deux hommes s'était développée dans un climat de passion, systématiquement entre-tenu par ceux qui accusent le doyen du peloton de contre & l'économie. Poulidor, qui avait surtout le devoir d'adopter une tactique conforme aux intérêts. ut son equipe — de Zoetsmelk (2) en 'particulier, — s'étuli efforcé de replacer cet antagonisme dans le cadre du sport et il a consacré à l'événement des commentaires empreints de sérénité: de son équipe — de Zoetemelk (2)

emprente de serente: « Pour moi, a-t-il dit, l'essentiel n'était pas de terminer premier Français, mais de donner un sens à ma participation en effectuant une course de qualité. Je suis satisfait dans la mésure où fai accompli un parcours sans faute. » Admirable Poulidor, qui, s'il n'a jamais porté le maillot jaune, a

(1) Poulidor, à égalité de temps avec Delisie, obtient la troisième place aux dépens de ce dernier, en raison de sa mailieure position au classement par points.

(2) Zostemeik a remporté au Puyde-Dôme sa troisième victoire d'étape en montagne, après sea succès à l'Alpe-d'Huez et à Montgenèvre.

TENNIS. — L'Italie mène par deux victoires à zéro contre la Suède après les deux premiers simples de la demi-finale de la zone européenne de la Coupe Davis disputée à Rome. Adriano Panatla a battu Rol/ Norberg. Fantia à batta Roij Norberg.
6-2, 6-2, 7-5, et Corrado Barazzutti s'est imposé devant Kjell
Johansson, 6-2, 6-4, 3-6, 3-6,
6-2. Les Suélois, tenants de la
Coupe Davis, sont privés de la
participation de Bjorn Borg,
blessé.

Poulidor néanmoins réalisé, à quarante ans France. Il passés, son quatozzième Tour de t le résultat France, ce qu'aucun coureur terminera cycliste n'a jamair fait. JACQUES AUGENDRE.

Classement de la 28° étape : Tulla-Puy-de-Dôme (220 km). — 1. Joep Zostemelk (P.-B.). 6 h. 52 min. 52 sec.; 2. Van Impe (Bel.), 6 h. 53 min. 4 sec.; 3. Galdos (Esp.), 6 h. 53 min. 17 sec.; 4. Popildor (Fr.), 6 h. 53 min. 24 sec.; 5. Riccomi (It.), 6 h. 53 min. 34 sec.; 6 Delisie (Fr.), 6 h. 53 min. 34 sec.; 6 Delisie (Fr.), 6 h. 53 min. 54 sec. 6 Delisie (Fr.), 6 h. 53 min. 54 sec.; 109 h. 59 min. 24 sec.; 2. Zostemalk (P.-B.), å 4 min. 21 sec.; 3. ex sequo, Delisie (Fr.) et Poulidor (Fr.), å 12 min. 15 sec.

(Suite de la première page.)

D'une manière générale, la pro-

transportait à Montréal, il y avait des représentants des deux Irlandes, celle de Dubitn et celle de Belfast. Je n'ai vu que bonne eniente, comme si le sport était un symbole d'union. C'est ce que je souhaite pour tous les pays. Le président du CLO. a fait aussi un tour d'horizon général, évoquant tout ce qui a marqué les travaux de la session du Comité olympique international qui mité olympique international qui Des records sans La progression iméaire des re-cords n'est évidemment vraie qu'en première approximation. Un examen plus attentif des courbes montre que les records se font par sants. Certains n'ont

prendre part aux compétitions olympiques si tel était son bon vouloir, mais qu'il ne fellait pas exclure l'éventualité de sanctions

de la part du C.I.O., dans le cas où des décisions de boycottage, dictées par des considérations politiques, seraient prises.

Lord Killanin s'est élevé une nouvelle fois contre l'immixtion de la politique dans le sport. « Je suis, dit-il, le ressortissant d'un petit pays, la République d'Irlande, qui réussit à surmonter tous ses problèmes, toutes ses rancunes dès lors qu'il s'agit de sport. Dans l'avion qui nous transportait à Montréal, il y avait des représentants des deux Ir-

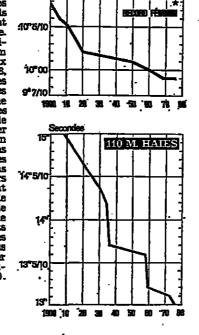
D'une manière generale, la pro-gression est d'autant plus forte dans les courses (à pied ou en natation) que la distance à par-courir est plus grande. Est-ce à dire que les méthodes modernes d'entraînement et de sélection favorisent les courses de fond se font par sauts. Certains n'ont pas de signification générale. C'est le cas du bond extraordinaire de Bob Beamon — 8.90 m au saut en longueur — aux Jeux olympiques de Mexico, en 1968, qui a bénéficié de circonstances exceptionnelles. D'autres ont des raisons sociologiques. La deuxième marra mondiale a empêché les plus que de vitesse?
C'est possible: la vitesse et le fond font appel à des entrainements et à des qualités différencements et à des qualités différencements. raisons sociologiques. La deuxième guerre mondiale a empêché les nements et à des qualités dillé-rentes. Dans le premier cas, il faut fournir un effort bref, mais intense. Dans le second, un effort prolongé. Les mécanismes physio-logiques ne sont donc pas les mêmes. L'entraînement aux courses de fond revient, pour l'essentiel, à habituer les muscles à consommer beaucoup d'oxygène. guerre mondiale a empeche les athlètes de s'entrainer. Dans de nombreuses disciplines, un palier de performance apparaît à la fin des années 40. Les accélérations s'expliquent aussi. Au 110 mètres haies, l'arrivée en nombre, dans une spécialité à part de coureurs venant des courses de plat (vitesse) a donné une nouvelle imprision. Dans les concours, le l'essentiel, à naoitet les mustles à consommer beaucoup d'oxygène. L'athlète n's pas alors besoin de faire appel à un apport d'énergie anaérobie, producteur d'a c i de lactique, dont l'accumulation empêche le fonctionnement musculte. impulsion. Dans les concours, le progrès des records s'explique parfois par des changements techniques. Les nouvelles perches souples en sont l'exemple le plus mermant, mais un peut citer citer. laire (sauf peut-être dans les dernâre (saur peut-etre dans les del-nâres secondes de la course). Dans une ccurse de vitesse, ce facteur est moins essentiel : il est fait davantage appel à la capacité marquant, mais on peut citer aussi l'évolution du saut en hauteur (technique Fosbury en 1968). et même du lancer du poids.

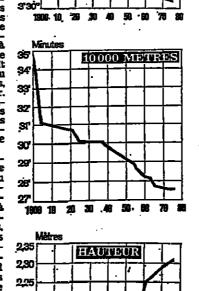
d'effort instantané. Il ne faut pas oublier aussi qu'une partie du temps de course est consacrée au démar-rage. La « vitesse de croisière » Des résultats ahurissants Les graphiques ci-contre ne

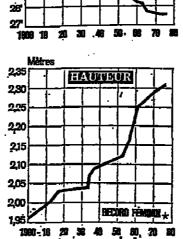
rage. La « vitesse de croisière » n'est obtenue qu'après une période d'accélération où la vitesse est plus lente. La vitesse moyenne de la course est donc légèrement inférieure à la « vitesse de croisière ». Cette différence est d'autant plus marquée que la distance Les graphiques ci-contre ne concernent que les records masculins. Des courbes équivalentes pourralent être tracées pour les femmes. On y trouverait une progression également régulière.

Les performances féminines sont certes inférieures à celles des hemmes. Music alles ries sont certes inférieures à celles des sière ». Cette différence est d'autant plus marquée que la distance à parcorrir est plus courte. Ainsi, la vitesse moyenne au 200 mètres est légèrement supérieure à la vitesse moyenne sur 100 mètres. Les coureurs ne vont pas vraiment plus vite sur 300 mètres en vitesse de croisière, mais la période du démarrage ayant la même durée. La perte de temps qui lui correspond est répartie sur 300 mètres au lieu de 100, ce qui améliore la moyenne générale. sont certes inférieures à celles des hommes. Mais elles n'en sont pas toujours très éloignées. Aux 100 mètres et 400 mètres nage libre, aux 100 mètres dos, le record féminin actuel est celu: des hommes il y a dix ans. Au sant en hauteur, au 100 mètres, les records féminins égalent ceux des hommes de la période 1900-1920. Seul le record féminin du saut en longueur, 6,99 m, reste très en deçà des performances masculines de la spécialité. Compte tenn du fait que les femmes se sont mises au ia specialité. Compte teni un fait que les femmes se sont mises au sport plus tard que les hommes, la différence devralt s'amenuiser. Les graphiques permettent éga-lement de se livrer au jeu des extrapolations. Quels seraient les records en l'an 2000 si l'on sup-press una progression émitvalente records en l'an 200 si l'un sup-pose une progression équivalente dans les années à venir? Les résultats sont parfois ahu-rissants. S'il ne faut s'attendre qu'à des progrès limités au 100 mètres (un record à 9 se-cordes dividues) ou pargiencondes 8 dixièmes), on parviendrait au 110 mèires haies à 12 secondes 6 dixièmes, à 3 minutes 20 secondes au 1 500 mètres, à 26 minutes au 10 000 mètres. Les athlètes sauteront 2,40 m en hauteur secte préglement. teur, mais n'égaleront, en lon-gueur, avec 8,90 m, que le bond exceptionnel de Bob Beamon. Les perchistes atteindront l'altitude extraordinaire de 6,10 m et le

> ne seront, bien entendu, pas atteintes d'un seul coup. JEAN-LOUIS LAVALLARD.





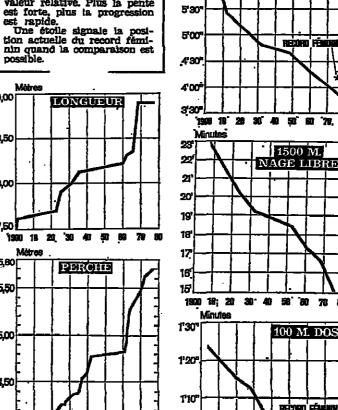


DOUZE GRAPHIQUES

Les douze graphiques qui illustrent cet article ont été construits de la même façon. Les dates sont placées horicontalement. Elles vont de 1900 à nos jours Les records sont indiqués sur l'échelle verticale. Ces dessins permettent de visualiser directeot les records dans ques courses concours et nages. Four les courses à pied et les concours, les records mondiaux ont été pris en compte; pour la natation, les récords olympiques (sauf pour 1976, où il s'agit de records mondiaux).

Dans tous les cas, les points Dans tous les cas, les points figuratifs se placent approximativement sur des droites. Les records progressent avec la même rapidité aujourd'hui qu'au début du siècle. Il n'y a d'indice d'une saturation qui pourrait signifier que l'on approche des limites physiologiques. Toutes les disciplines ne

progressent pas au même rythme. Les graphiques ont été concus de manière que l'échelle verticale soit proportionnelle à la valeur du re-cord de départ, ce qui permet les comparaisons. La valeur de la pente, positive pour les concours, négative pour les courses, indique la vitesse de progression des records en valeur relative. Plus la pente



1'20

1'10"

6 00

DÉFENSE

LA FRANCE A-T-ELLE PROCÉDÉ A UN NOUVEL ESSAI NUCLÉAIRE SOUTERRAIN EN POLYNÉSIE ?

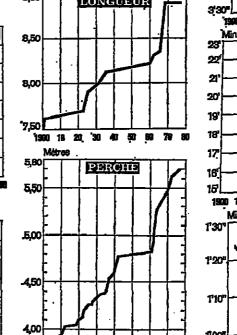
Des informations de source étrangère à Paris font état de l'explosion — non annon-cée officiellement par la France — d'une charge nu-cléaire, le lundi 12 juillet, sur l'atoli de Mururoa, en Poly-nésie française. Comme les précédentes expériences, cel essai aurait eu lieu en sou-

Au cubinei du ministre de la désense, on ne dément ni ne confirme, tandis qu'à ne conjune, tunuis qua l'hôtel Matignon le porte-parole du premier ministre se refuse à donner quelque indi-cation que ce soit. A la prési-dence de la République, aucune indication n'est donnée par le porte-parole de l'Ely-sée.

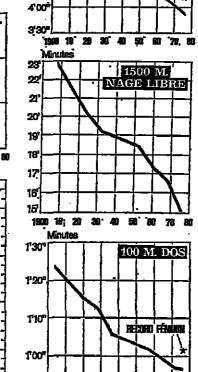
Les trois précédentes expé-riences souterraines avaient été annoncées — avec quelques jours de retard sur la date exacte de l'explosion — par le ministère de la déjense. Le premier essai avoit eu lieu le 5 juin 1975 nur l'atoli vot-sin de Fangataufa et il avait é t é suivi, le 26 novembre, d'une seconde expérience sur me lieu. Une troisième emiosion souterraine a eu lieu, le 5 avril dernier, sur l'atoll de Mururon. Le centre d'expérimentation de Fanga-taufa a été fermé, tous les moyens étant désormais réu-nis sur l'atoll de Mururoa. Le commandement a toutefois pardé la possibilité d'utiliser la piste sur l'atoll de Fanga-

1500 METRES 4'00" RECORD FINANCE 3,20





3,50



1900 10 22 30 42 50 88 72 80

Un médecin de Toulouse est accusé d'être à l'origine du meurtre d'un journaliste

De notre correspondant

Toulouse. — Un médecin toulousain, une des personnalités les plus importantes de Toulouse, est accusé d'être à l'origine du meurtre de M. René Trouvé, correspon-dant à Toulouse de l'hebdo-madaire le Meilleur, tué le 19 février dernier d'une balle de pistolet 7,65 dans la tête (le Monde du 22-23 février).

Le docteur Claude Birague, cinquante-six ans. marié, père de deux enfants, spécialiste oto-rhino-laryngologiste, de réputa-tion européenne, consul de Monaco depuis vingt ans, ancien respon-sable départemental du C.D.R. sable départemental du C.D.R., ami de Georges Pompidou, dont il fut le condisciple à Albi, président, en 1969, de son comité de soutien lors de sa candidature aux élections présidentielles, aurait demandé à deux hommes de main, Christian Portay, vingtir aus représentant de commenterix aus représentant de commente.

de main, Christian Portay, vingtsix ans, représentant de commerce,
et José Picard, vingt-cinq ans,
sans profession, demeurant tous
deux à Toulonse, de tuer ou de
« corriger » René Trouvé.
Tuer ou corriger? Pour Christian Portay et José Picard, le
docteur Birague leur a ordonné
de tuer René Trouvé. La preuve:
selon eux, le médecin leur a non
seulement promis une somme de
20 000 F — qu'ils n'ont jamais
touchée par la suite. — mais leur 20 000 F — qu'ils n'ont jamais touchée par la suite, — mais leur a remis le pistolet Beretta 7,65 avec lequel ils ont tué le corres-pondant du Meilleur.

Pour le docteur Birague, il ne s'agissait que de donner une leçon, une sévère correction à René Trouvé, qui, dans un article intitulé « L'extraordinaire consul de Monaco règne sur Toulouse », avait attenué avec virulence le avait attaqué avec virulence le médecin toulousain. Le 19 février dernier, à 14 heures, René Trouvé, cin-

AUCUNE IDENTIFICATION. DU CADAVRE DECOUVERT A TRAVES N'EST ENCORE POSSIBLE

Aucune identification n'a été possible après l'autopsie pratiquée le 16 juillet, à Vesoul, sur les restes du corps découvert, le 14 juillet, à Traves, dans les dé-14 juillet, a Traves, dans les dé-combres de la maison de l'ancien colonel SS Joachim Pelper (le Monde des 16 et 17 juillet). Dans un communiqué, M. Robert Fi-nielz, substitut du procureur de la République, a indiqué qu' c'il avait été procédé à l'examen du avail ets procede a l'examen qui corps. complèté par des examens radiologiques, mais que l'état du cadaore, carbonisé à un haut degré, n'a pas permis aux experts de se prononcer sur son identité ». Ceux-ci, a-t-il poursuivi, ont pratiqué tous les prélèvements jugés utiles. Il reste maintenant à attendre le résultat de longues a attenare le resultat de longues et minuiteuses analyses, qui seront confrontées aux renseignements anatomiques et physiologiques rassemblés sur la personne de M. Petper. > Les experts devront notamment vérifier si l'on re-trouve sur le corps des prothèses dentaires et des légions occurres dentaires et des lésions osseuses causées par des blessures de

D'autre part, faisant allusion à plusieurs actions menées par la fidération du parti communiste de Haute-Saône, à la fin du mois de juin dernier, dénonçant la présence de l'ancien colonel SS à Traves en vue d'obtenir son expulsion, les fédérations départeexpulsion, les fédérations départe-mentales de l'U.D.R. et des répu-bilcains indépendants ont dénoncé dans un communiqué l'attitude du parti communiste. « qui assume, disent-elles, dans l'affaire Peiper, une lourde responsabilité par la campagne d'accusation et de pro-vocation qu'il a déclenchée ». quante-deux ans, dont les articles dans le Mellieur lui avaient valu

dans le Meilleur lui avaient valu
de nombreuses mimitiés, rentrait
à son domicile, 33, rue Bayard,
lorsque deux hommes se jetèrent
sur lui devant la porte blindée
de son bureau; ils le frappèrent,
et un coup de feu claqua.
L'enquête de la police judiclaire
piétina durant quatre mois et
demi, « Nous n'avons pas une
piste; nous en avons mille, tellement Trouvé avait d'ennemis »,
disaient volontiers les policiers.
Puis, an début du mois de juillet,
la déclaration d'un repris de jusla déclaration d'un repris de jus-tice permit d'identifier un des tice permit d'identifier un des assassins, Christian Portay.

A l'appui de ses dires, cet homme présenta une lettre manuscrite, écrite par Christian Portay et destiné au ministre de l'intérieur, dans laquelle Il s'accusait du crime de René Trouvé. Il accusait le Dr Birague d'être l'instigateur de ce meurtre. On aprit quelques jours plus tard que cette lettre avait été écrite effectivement par Christian Portay, sous la menace, car le repris de justice voulait toucher la somme de 50 000 F promise par l'hebdode 50 000 F promise par l'hebdo-madaire *le Mellieur* à celui qui découvrirait l'assassin de son correspondant toulousain.
Appréhendé, le 7 juillet, à la

Apprénendé, le 7 juillet, à la frontière franco-espagnole — car depuis le 20 février il vivait à Cadaquès (Espagne), — Christian Portay fut entendu pendant quarante-huit heures par les policiers toulousains. Il revint sur ses aveux, se contredit s'embrouilla et finalement fut relàché (le Monde des 9 et 10 juillet).

Mais les policiers, eux, ne relâchaient pas leur surveillance, et peu avant ce 14 juillet Christian Portay et José Picard furent apprehendés à Toulouse. Ils passèrent immédiatement aux aveux et reconnurent ètre les auteurs de l'assassinat de René Trouvé. Christian Portay admit qu'il avait Christian Portay admit qu'il avait

Leurs déclarations permirent Leurs déclarations permirent aux policiers toulousains d'appré-hender, le 14 juillet, vers 11 heures à son domicile, le Dr Claude Bira-gue, ce citoyen au-dessus de tout soupçon qui, inculpé de complicité d'assassinat, a été écroué, vendredi soir 16 juillet, à la prison de Toulouse.

FAITS DIVERS

Mystérieuse disparition aux États-Unis

VINGT-SIX ÉCOLIERS ET UN CONDUCTEUR D'AUTOBUS SONT RETROUVÉS SAINS ET SAUFS

Livermore (Californie) (A.F.P.). Une gigantesque chasse à l'homme est en cours dans le comté d'Alameda, près de la baie de San-Francisco (Californie), pour capture le ou les ravisseurs de vingt-six écoliers et d'un conducteur d'autobus retrouvés sains et eauls, le ven-dredi 16 juillet, après avoir disparu vingt-quatre heures plus tôt.

Les écollers, qui revenalent d'une journée à la piscine, s'étaient évanouis dans la nature. L'autobus qui les ramenait avait été retrouvé vide et camouflé à l'alde de branches, dans le lit d'un canal asséché. Penchant pour l'hypothèse de l'enlèvement, les enquêteurs étalent toutefois étonnés de n'avoir pas reçu un appel ou une demande de rançon de la part des éventuels

SAINT-ANDRE-DES-ARTS - Salle climatisée



Nonvel Observateur 'Macuneima' était un 'ilm cète et méchant comme Le Monde : Cocasse, sauique, cruelle, délicante J. de Baroncelli

COMMUNIQUÉ DE LA SOCIÉTÉ DES EAUX DE VOLVIC

La Sté Volvic reçoit depuis ces dernières semaines un afflux de commandes très supérieur aux possibilités de mise en boutellles

Certaines dispositions viennent de permettre d'accroître les expéditions. Malheureusement, les ruptures d'approvisionnement ne peuvent être toutes évitées.

La Sté Volvic regrette que ses efforts ne puissent suffire dans l'immédiat à satisfaire la fidélité de sa clientèle. Elle la remercie de sa compréhension, et l'assure qu'elle continue à tout mettre en œuvre pour maintenir les livraisons au maximum.

ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées Opéra : Otello (sam. 19 h. 30).

Les salles municipales

Nouveau Carré : Cirque Gruss (Sam., 15 h. 30 et 20 h.; dim., 15 h. 30) : Grands Ballets d'Afrique noire (sam., 21 h. et dim., 16 h., dernière).

Les autres salles

Comédie Canmartin: Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10). Comédie des Champs-Siysèes: A vos souhaits (sam., 20 h. 45, dernière). Conpe-Chon Je n'imagine pas me vie demain (sam., 30 h. 45) Daunou: Monsieur Musure (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 21 h.). Geité-Montparnasse: Ne riez Jamais d'une femms qui tombe (sam., 21 h.). Buchette: la Cantatrice chauve; la crine ismme qui iomos (am.
21 h.).
Buchette : la Cantatrice chauve; la
Lecon (sam., 20 h 45).
La Bruyère : Mangeront-lis? (sam.,
21 h.).
Montparuasse : Même neure l'aunée
prochains (sam., 20 h. 30, dernière)
Palais des congrès : Pin de partie
(sam., 21 h.).
Tertre : Pinok et Matho (sam.,
21 h.).
Théâtre d'Edgar : D'homms à homme
(sam., 20 h. 30).
Théâtre du Marais : Histoire d'amour
(sam., 21 h.). (sam. 21 h.).

Théatre d'Orsay : le Baladin du monde occidental (sam., 20 h. 30) : petite salle : Rosengrantz et Guildenstern sont morts (sam., 20 h. 100) 20 h. 30). Théâtre Présent : Ta vie vide (sam., -20 h. 30, dernière).

Théâtres de hanlieus Fontainebleau, château : Grand Orchestre symphonique international, dir. Dimitri Manolov (Franck, Tchalkovski, Berthoven) (sam.,

Festival du Louvre Cour Carrée : Roméo et Juliette (sam., 21 h.).

La danse

Voir Festival du Louvre et Nouveau Carré. Théâtre des Champs-Elysées : Ballet du Nouveau Monds de Caracas (sam., 20 h. 30, dernière).

v. i Gaumont - Madeleine. 8* (073-56-03) L'OISEAU BLEU (A. v.f.) : Gau-mont-Madeleine, 8* (073-56-03)

mont-Madeleine, 8* (073-56-03).

ON AURA TOUT VU (\$F_1\$) (*):
Berlitt, 2* (742-60-33). Cluny-palace, 5* (033-07-76), Ambassade, 8* (339-18-08), Montparnasse-Pathe, 14* (326-65-13), Gaumont-Convention, 15* (848-42-27), Victor-Hugo, 16* (727-49-73), Weigher, 18* (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20* (797-02-74).

PROSTITUTION (\$F_1\$) (**): Omnia, 2* (231-39-36), Balrac, 8* (339-52-70), Cinémonde - Opèra, 9* (770-01-00).

Bienventis-Montparnasse, 15* (544-25-02), U.G.C.-Odéon, 6* (325-71-08).

Cilchy-Pathé, 8* (522-37-41)

Clichy-Pathe 8º (522-37-41) SALO (R. v.o.) (**) : La Pagode 7* (551-12-15)

7° (551-12-15)

SON NOM DE VENISE DANS CALCUTTA DESERT (Fr.): Studio des
Ursulines, 5° (032-38-19)

SALON EITTY (It. v. angl.) (**):
U.G.C.-Odéon, 6° (325-71-08), Ermitage, 5° (333-13-71); vf.: Rez. 2°
(235-83-83). Botonde, 6° (633-08-22).

SEPT BOMMES A L'AUBE (A. v.).
(*). U.G.C.-Marbeut, 8° (225-47-19);
vf.: Maréville, 9° (770-72-86),
Fauvette, 13° (331-36-86).

SILENCE, ON TOURNE (Fr.) (**);

FAUVELE, (39 (331-35-86).
SULENCE, ON TOURNS (Fr.) (**):
Balzac, 8 (359-52-70)
SPERMULA (A., **; st. t. anglals;
George-V, 8 (225-41-46); v.f.;
Marivanz, 2* (742-83-90); Paramount-Bastille, 12 (431-79-17); Paramount-Montpernase, 14* (828-22-17): Paramount-Muller, 12* (828-22-17): Paramount-Muller, 12* (828-22-17); Paramount-Mulle

ramount-Montparnasse, 14 (328-22-17); Paramount-Malliot, 17 (758-24-24); Paramount-Montmartre, 18 (666-34-25); Arlequin, 6 (548-62-25); Publicis-Matignon, 8 (359-31-97)

LA SPIRALE (Fr.). — La Clat. 5-(337-90-90).

LES NOCES DE CENDRE (A., v.o.) : Bilboquet, 8* (222-87-23), U.G.C.-Marbeuf, 8* (225-47-19), Studio-Raspail, 14* (326-38-98); vf. : Boyal-Passy, 16* (527-41-16)

Les films marques (*) sont interdits aux moins de treize ans, (*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, sam., 14 h. 30: Peter Pan, d'H. Brenon: 15 h.: Films de M. Bay, G. Mállès, F. Légar, G. Hugnet, et l'Aga d'or, de L. Buñuei; 16 h.: la Poupée, d'E. Lubitsch: 17 h.: las Aventures du capitaine Corcoran, de Maggi; 18 h. 30: Films de G. Mállès, J. Robiollea, R. Polansky, D. Murphy, W. Nekes, K. Anger, S. Diuskin; 20 h. 30: Barbarella, de R. Vadim; 20 h. 30: Les soucoupes volantes attaquent, de F. S. Sears. Dim., 14 h. 30: Aelita, de J. A. Protozanov; 15 h., Films de G. Méllès, J. S. Blackson et la Beauté du diable, de R. Clair; 15 h.: Doctor Jekyli and Mr. Hyde, de L. B. Mayer; 17 h.: l'Oiseau bleu, de M. Tourneur; 18 h. 30: Dr Jerry et Mr Love, de J. Lewis; 20 h. 30: Con margellieux fonz selarita des se

se rourneur; 18 h. 30: Dr Jerry et Mr Love, de J. Lewis; 20 h. 30: Ces merveilleux fous voisnis dans leurs drôles de machines, de E. Annakin; 22 h. 30: les ding Mills Doists du docteur T., de R. Bow-land.

Les exclusivités

A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.): Marignan, 8° (359-92-82), Françaia, 9° (770-33-88). L'ARGENT DE POCHE (Fr.): Studio Cujas, 5º (033-89-22), Daumesnii, 12º (342-52-97).

AU FIL DU TEMPS (A.), v.o. : Le Mareis, 4º (278-47-86). Marris, 4° (278-47-86).

CADAVRES EXQUIS (It.), v.o.:
Studio Alpha, 5° (033-39-47), Paramount-Elysées, 8° (339-49-34); v.f.:
Capri, 2° (508-11-69), ParamountOpéra, 9° (073-34-37), ParamountMontparnasse, 14° (326-22-17),
Grand-Pavois, 15° (531-44-58).

CHANTONS SOUS L'OCCUPATION
(FT): Quintette, 5° (032-35-40).

COMMERTY YU KONG DEPLAÇA
LES MONTAGNES (27.) SaintAndré-des-Atta, 5° (326-48-18).

CRIA CUERVOS (28p.), v.o.: Haute-Angré-des-Arts, & (326-48-18).

CRIA CUERVOS (ESp.), vo.: Haute-feuille, & (633-79-38), Monte-Carlo, & (225-69-83), 14-Juillet, 11* (337-79-81); vf.: Impérial, 2* (742-72-52), Saint-Lazare - Pasquier, & (337-35-43), Les Nation, 12* (33-64-67). Gaumont-Convention. 15* (628-42-27), Montparnasse - Pathé 14* (328-65-13)

(628-42-27), Montparnasse - Fathé
14' (528-65-13)
LE DIABLE AU CŒUR (Fr.) (***):
Le Seine, 5' (325-92-45).
L'EDUCATION AMOUREUSE DR
YALENTIN (Fr.) HAUSSMAIN, 5'
(770-47-55). Biarrits, 8' (723-65-22)
EN 2008. IL CONVIENDRA DE BIEN
FAIRE L'AMOUR (R.) (***), V.O.:
Quintette, 5' (303-55-40); ElyséesLincoln, 6' (359-36-14); v.f.: Impérial, 2' (742-72-32); Montparnasse-836' (544-14-26); Les Nation, 12'
(332-94-67). Gaumont-Convention,
15' (822-42-27); Citichy-Pathá. 18'
(522-37-41) Jusqu'an 15
F COMME PAIRBANKS (Fr.) FIMSt-Jacquez, 14' (583-68-42), GrandPavola, 15' (531-44-58).
FOLIES BOURGEOISES. (Fr.) (***),
U.G.C.-Odéon, 6' (325-71-38); Blarvenies
Montparnasse, 15' (544-25-02), Secrétan, 19' (208-71-33).
GUERRA CONJUGAL (Br.) (*) 7.0.
St-Andre-des-Arta, 6' (328-48-18).
BOLL-YUGOD. HOLL-YUGOD. (A.)

GUERRA CONJUGAL (Br.) (*) v.o. St-Andre-des-Arra. 6* (326-48-18).

BOLLYWOOD. BOLLYWOOD (A.), v.o. Normandie, B* (339-41-18); Luzembourg. 8* (633-97-77); v. f.: Bretagne. 6* (222-37-97); Exusmann. 9* (770-47-35).

L'HONNEUR PERDU DE SATHARINA BLUM (AIL), v.o.: Luxembourg. 8* (633-97-77).

LE LOCATAIRE (Pr.) St-Germann.

burg. 8: (633-57-77).

LE LOCATAIRE (Pr.). St-Germann-Villagn. 5: (633-67-59); St-Lazare-Pasquier, 5: (387-33-63); Montparnasse-Pathė, 14: (526-65-13). Elysées-Point-Show, 8: (225-67-29).

LUCIA ET LES GOUAPES (IL.) (*)

**LO Quiatetta, 5: (633-33-40). Elysées-Lincoin, 8: (359-36-14).

LA MARQUISE D'O (All.). **LO. Marignan, 8: (359-32-22); Quintette, 5: (633-35-40). Mayfair, 18: (525-27-06), **I. Montparnasse-Pathė 14: (325-63-13).

MEAN STREETS (A.), **LO. Studio Médicia, 5: (633-55-97).

NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., **LO.): Saint-Germain-Euchette, 5: (633-67-59). Elysées-Lincoin, 8: (338-38-14).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES > 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

> Samedi 17-Dimanche 18 juillet SUPER-EXPRESS 109 (Jap., v.o.) —
> Marignan, 8° (339-92-82); v.f.:
> Caumont-Richelleu, 2° (233-56-70);
> Montparnasse 83, 6° (544-14-27);
> Fauvetta, 12° (331-56-88); Cambridge 18° (522-37-41); Caumont-Gambetia, 20° (797-02-74)
> SYMPTOMS (A., v.o.) — Luxembourg, 6° (832-67-77). Elysées-Point-Snow, 8° (225-57-29)
> Taxi Driver (A., °°, v.o.). — Boul'Mich, 8° (633-82-29); Paramount-Odeon, 6° (523-59-83); Blartix, 8° (723-68-23); Publicis Ch. Elysées, 8° (720-76-23); v.f. Paramount-Montparnasse, 14° (328-22-17); Paramount-Montparnasse, 14° (328-22-17); Paramount-Montparnasse, 14° (328-22-17); Paramount-Montparnasse, 14° (328-21-17); Paramount-Montparnasse, 14° (328-21-17); Publicis (X.) (*°, v.o.). — U.G.C.-Marbeur, 8° (225-67-18)
> VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A.). (°, v.o.). — Studio Jean-Cocteau, 5° (1033-47-62); Publicis Champs-Elysées, 8° (720-76-23); v.f. Paramount-Montparnasse, 14° (328-22-17)

Festival estival

Bateau-Musique : Quintette Guy
Touvron (sam. et dim., 18 h. 30).
Théâtre Récamier : Libre parcours
récital Radio-France, New American Ensemble (sam., 18 h. 30):
France Clidat (Chopin, Lisst)
(dim., 20 h. 30).
Chaillet : les Amants magnifiques
(sam., 18 h. 30 et 20 h. 30).
Egiss Salut-Severin : Ensemble
vocal et instrumental de Lyon
(Vivaldi, Foggia) (sam., 20 h. 30).
Château de Mortefontaine : Kölner
Violen Consert et R. Bezignan
(sam., 21 h.).
Palais-Royal : Paristory (sam. et
dim., 22 h. 15).
Chapelle du château de Versailles :
Calgary Highschool Band (dim.,
17 h.) : Ensemble vocal et instrumental de Lyon (motets du Grand
Siècle) (dim., 18 h. et 21 h.).
Dourdan : Kölner Violen Consert
et R. Bezignan (dim., 17 h.).

Festival de Sceaux

Orangeris du château : Quatuor Bartholdy (Schubert, Mozart, Men-delssohn) (sam., 17 h. 30) ; Elchard Markson, violoncells (Bach, Ko-daly) (dim., 17 h. 30).

Les grandes reprises

AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A.), v.o.: Elysèce-Cinéma, 8° (22537-90): Einopanorama. 15° (30650-50): v.f.: Caméo, 8° (770-20-89):
Bonaparta, 6° (336-12-12).
BSLLE DE JOUR (Pr.) (**): Impèral. 3° (742-72-52): Caumont-RiveGaucha, 6° 548-28-36); Concorda, 8° (359-92-84); Cilchy-Pathá, 18° (52237-41); Baint-Germain - Studio. 5° (033-42-72)
ROBERTA (A.), v.o.: StudioCalanda, 5° (033-72-71) jusqu'à J.;
Mac-Mahon, 17° (380-24-81).
LE SOUFFLE AU COEUR (Pr.): Centre culturel du Marsis, 4° (27273-52)
LA TAVERNE DE LA JAMAIQUE

AUTANT EN EMPORTE LE VENT

73-52)
LA TAVERNE DE LA JAMAIQUE
(A.), v.o.: le Marais. 4° (278-47-86),

Les festivals

moyal-rassy, 15" [527-41-16] NOUS NOUS SUMMES FANT. AIMES (1t, v.o.) Quartier latin, 5" (326-84-65), Mariguan, 5" (326-82-65), Mariguan, 5" (326-82-65), Olympic, 14" (783-67-42); v. 1 Gaumont - Madalelne, 8" (783-58-03) FRANCE ANNEE 60, Artistic Voltaire, 11* (700-19-15), 18 b.: le Petit

Soldat: 14 b. 30: les 400 Coups; 16 b : le Boulangère de Monceau; la Carrière de Suzanne; 18 b.; Mol. un Noir; 19 b 45: les Cara-biniers; 21 b.; Jules et Jim; 23 b.: Paris nous appartient. 36 R.: PAITS HOUS ADPARTIENT. SHARESPEARE PAR L. OLIVIER (VO.), Studio-Git-le-Cœur, 69 (326-80-25): Hamlet (asm.), Ri-chard III (dim.). VISCONTI (v.o.), Botte à films, 17-(754-51-50), 19 h. 15: 108 Damnés; 21 h 45. Mort à Venise,

O WELLES (vo.), Botte à films, 17-(754-51-50), 13 h.: la Dame de Shanghat : 18 h.: Une histoire im-mortelle JEUNE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Botte & fums, 17 (754-51-50), 17 n 30 Jeremiah Johnson; 17 h 45: Easy Rider; 23 h.: Un 446 42

L BERGMAN (v.o.), Grands-Augustins, 6° (633-22-13): les Fraises sauvages (sam.); l'Heure du loup (dim.). SAURA (v.o.), Sautefeuille, 6 (633-79-38) : la Cousine Angélique (sam.); Anne et les loups (dim.).

LES FILMS NOUVEAUX

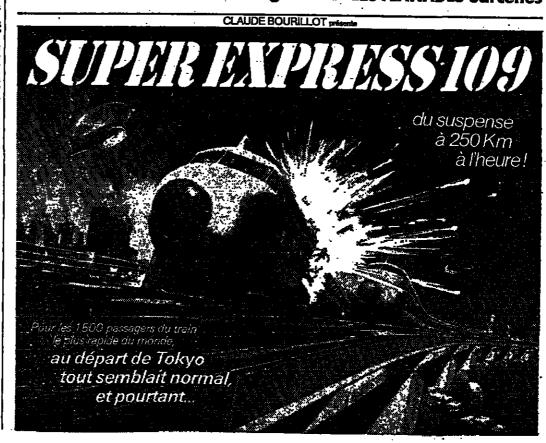
ANDESA, film français d'E. Glaeser (**): Quintette, 5- (033-35-40), Mercury, 8- (225-75-90). Gaumont-Opera, 9- (073-95-83). Les Nation, 12- (343-04-67). Gaumont-Convention, 15- (828-42-27). RING-RONG CONTRE GODZILLA, film américain de T. Mootgomery, vo. Panthéon, 5- (932-15-04), Prance-Elysées, 8- (722-71-11) — V.f.: ABC, 2- (236-55-54), Pausetta, 13- (331-56-85). Gaumont-Sud, 14- (331-51-18). Cheby-Pathé 13- (322-37-41). LA LOI DE LA HAINE, film américain d'A. McLaglen v.O. Normandie, 8- (326-79-17). Heider, 9- (770-11-24), Liberté, 12- (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13- (331-05-19), Missral, 14- (339-52-43). Magic-Convention, 15- (328-99-53). Les Images, 18- (322-47-94). Secrétan, 18- (322-47-94). Secrétan, 18- (326-71-33). Paramount-Maillot, 17- (738-24-24), Mazi-Linder, 9- (770-41-39). Secrétan, 18- (206-71-33). Paramount-Maillot, 17- (738-24-24), Mazi-Linder, 9- (770-61-39). Secrétan, 19- (206-71-33). Paramount-Maillot, 17- (738-24-24), Mazi-Linder, 9- (770-61-39). Paramount-Opèra, 19- (306-34-25). Paramount-Opèra, 19- (306-34-25). Paramount-Opèra, 19- (306-34-25). Paramount-Opèra, 19- (366-34-25). Paramount-Opèra, 19- (366-34-25). Paramount-Oriéans 14- (340-45-91). Paramount-Oriéans

Un film de STADILEY KUARICK

Distribué par Warner-Columbia Film. INTERDIT AUX MOIRS DE 18 ANS

GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES VO HAUTEFEUILLE VO FRANÇAIS VF MONTPARNASSE PATHÉ VF **GAUMONT SUD VF CARAVELLE VF** STUDIO/Parly II / TRICYCLE/Asnières MULTICINE/Champigny / ARIEL/Ruell / BELLE ÉPINE / Thiais

MARIGNAN — RICHELIEU — MONTPARNASSE 83 — GAMBETTA CAMBRONNE - LA FAUVETTE - CLICHY PATHÉ ULIS 2-Orsay — PARAMOUNT-La Varenne BELLE-ÉPINE-Thiais - ALPHA-Argenteuil - LES FLANADES-Sarcelles





و المالية

MEST.

...

ARTS ET SPECTACLES

ertival

Le nouveau « Don Giovanni » d'Aix-en-Provence

Don Giovanni, ce n'est pos 1 un chemin de traverse entre Rousseau-Diderot et Sade-Casa-107a ou plutôt l'Aufklärung et le Sturm und Drang 3, n'en dépluse sturm und Drang », n'en déplaise i l'analyse de type marxisle des nieurs, c'est une création poesique tréductible de Mozart. Ainsi, dans le héros excellemment type par Richard Stilsoell comme in hobereau dgé, aux jambes molles, à la cetature basse, jouisseur blasé jamais surpris par les épénements, nous ne reconnaissons pas le personnage de Mozart, son énergie intérieure, ses visages miroifants, son amour de la vie

même degrades, la torce tragique et comique de ce grand seigneur séduisant, peut-être diabolique, qui n'est en rien ce coquin hibrique et sans imagination. Et de chacun des personnages, de même, il faudrait dire combien l'image parait affaiblie par le rolle par le corte erté. töle — en quelque sorte exté-rieur à son être musical — qu'on lui fait jouer.

On assiste à un Don Giovanni aplait, gommé, dégrisé, comme ce décor unique de gros nuages do-minés par une lune ronde d'un romantisme blajard, sur lequel se

détachent quelques statues abou-données des parcs baroques. Les réalisateurs avaient bien vu le danger d'inscrire l'œuvre « dans un XIX° siècle travaillé par des nostalgles de révolution ratée », ce qui ne les a pas empêchés d'y tomber. Ce décor est d'ailleurs bien quelconque malgré de beaux éclairages ; il multiplie les invraiectariges; il multiple les inora-semblances scéniques dans une ceure changeant sans cesse de lieu et ne trouve sa raison d'être que dans la scène du cimetière, où don Glovanni est étendu sur un cercueil à côté d'une tombe fraichement ouverie, sous la

autres expositions sur le « design

sont, eu musée Correr de la place

Saint-Marc, fœuvre d'un italien,

teura d'art graphique, ainsi qu'à l'île

San Glorgio une exposition sur l'art

du verre qu'accompagnent d'insolite

déploisment des moyens — la Bien-nale a bénéficié cette année d'un

crédit spécial de 2,5 milliards de

lires — n'a rien montré de bien nou-

veau, sinon l'éclectisme de la pro-

duction artistique contemporaine dont

elle s'est '-''- le miroir. Après qua-

ire ar.. de crise, le fait nouveau, c'est

lustement le retour triomphent de la

toujours la même, et pour mieux le

prouver la Biennele aura lieu désor

mais... tous les ans.

lennale, un peu différente, mais

On ne s'étonnera pas si le

photographies de Mairay.

Ettore Sottsasa, et cinq autres crés

stèle aux contours fort indécis du commandeur; c'est là aussi qu'Anna, Ottavio et Elvire chan-teront leur grand air comme une vre, où tout ne serail que vanité

Roshaud ?

Les personnages qui souffrent le moins de cette conception inconnes, tel le final du premier acte.

Richard Stilwell a la voix Richard Stilwell a la voix chaude, facile et prenante de don Giovanni, sans jamais forcer l'expression, selon le style de son personnage. Pour Leporello, il est devenu de règle d'en jaire, non seulement le complice, mais aussi le double, voire l'appui de son maître; et Stafford Dean joue avec beaucoup de relief ce personnage très rigoureux d'exècuteur des basses œuvres, aux restets teur des basses œuvres, aux reflets sataniques, même si l'on peut pré-jèrer le vrai boujion traditionnel dont Marcello Cortis reste le pro-totype inoubliable. Martin Schomberg afoute aux côtes blajards du malheureux Ottavio l'impression d'une voix dant le joil timbre, mal

JACQUES LONCHAMPT.

21, 24, 27 juillet, 1°, 4 et 7 août, à 21 h. 25 (le fin vers 1 h. 25).

dable commandeur qu'on att vu à Aix avec Rajaël Arie, en même temps que le plus séduisant Masetto.

conclusion pessimiste de l'œu-

Mais cette impression que Mosart vous juit entre les doigts sans s'être réellement exprimé dans ses personnages et dans sa musique vient aussi de Jesus Lopez-Cobo, qui a su très joliment jaçonner à ce style l'orchestre du Capitole de Toulouse, mais dont la direction harmonieuse manque trop d'alacrité et de caractère pour jaire surgir toute la vie prodigieuse de cette partition, du mot chanté qui éveille le geste du dessin archestral qui égaie ou émeut. Quel metteur en scène aurait pu s'opposer à l'inspiration irrésistible qui nuissait du pupitre de Hans Rosbaud?

mons de cette conceptant traom-sciemment réductrice de Don Giovanni sont sans doute les femmes : Yusuko Hayashi defend le rôle de donna Anna avec une belle voix, généreuse sans être trop opulente, et d'une justesse assez rare, sans atteindre à une émotion bouleversante; Elena e motton bouleversante; Elena Mauti-Nunziata a plus de caractère et incarne une Etvire indomptable avec une voix vraiment
trop stridente et aux vibratos
acceniués, bien que le timbre soit
beau et lumineux dans la douceur; Sylvia Lindenstraund est
trop fine et subtile pour être cette
Zerline qui se luisse et sottement Zerline qui se laisse si sottement berner par le séducteur, mais c'est un enchantement que de l'enten-dre, même si la voix de mezzo enlève de l'éclat à certaines scè-

posé erre parfois. Au contraire, Robert Lloyd est le plus formi-

M. Jacques Bourgès-Maunoury et Mme, née Isabelis de Parcevaux, ont la jois d'annoncer la naissance d'Ande, le 11 juillet 1976.
78 Redeliffe Square, Londres S.W. 10.

Mme Louis Barbet, son épo

— Mine Louis Barbet, son épouse, M. et Mine Denis Mugnier, M. Antoine Barbet, ses enfants, M. Mart-Hetry Barbet, son frère, M. et Mine Albert Boucher, ses

at leurs fils, ses beau-frère, bellesœur, neveux,
ont la douleur de faire part du
rappel à Dieu de
M. Louis BARBET,
ingénieur des Arts et Manufactures,
le 15 juillet 1976, à l'âge de soixantetrois ans.
La cérémonie religieuse aura lieu
a mardi 20 juillet, à 8 h. 30, en
l'église Saint-Philippe du Roule,
14, rus du Faubourg-Saint-Homoré,
Paris (8°).

Le président et la direction générale du Crédit commercial de France ont le très vif regret de faire part du décès. le 15 juillet, de M. Louis BARBET, directeur général adjoint du Crédit commercial de France.

Le conseil d'administration, — Le conseil d'administration le direction et le personnel d'Interbail ont le très vif regret de faire part du décès de leur président, ingénieur des Arts et Manufactures. La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 juillet, à 8 h. 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8°).

— Le président et les membres du conseil d'administration de la société immobilière Ingénieurs de l'école centrale des arts et manufactures ont le regret de faire part du décès de leur président d'honneur, M. Louis BARBET, survenu le 15 juillet 1976. La cérémonie religieuse aura heu le mardi 20 juillet 1976, à 3 h. 30, en l'église Saint-Philippe du Rouls, Paris.

Paris.
Maison des Centraux, 8, rue Jean
Goujon, Paris (8°). INé en 1912 à Senève, ingénieur de l'École centrale, M. Louis Barbet était entré en 1948 au Crédit commercial de France comme ingénieur-conseil pour devenir directeur général adjoint de cet établissement avec com trielle. Il présidait notam la Sicomi du groupe.)

- Alger, Paris. Mme Roger Benichou, nés Yvonne Bacri, Miles Coletta et Jacqueline Benichou, Mme Robert Yaffi, née
Yivisane Benichou, et leurs enfants,
M. et Mme Adolphe Terdiman,
née Mireille Benichou, et leurs
enfants,
M. et Mme Georgee Bernard, née
Paule Benichou, et leur fils,
M. et Mme Jean Benichou, née
Lucienne Lévy, et leurs fils,
Les familles Kaffon, Ayache, Barni,
Bourack, El Fassi,
Parents et alliés, Bourack, El Fassi,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part de
la perte cruelle qu'ils viennent
d'éprouver en la personne de
M. Boger BENICHOU,

leur époux, père, frère, beau-frère, oncie, neveu, ravi à leur affection dans sa soixante-cinquième annés. La levée du corps aura lieu le

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

lundi 19 juillet, à 9 h. 15, 2, rue Bellini, à Putsaux. Réunion à la porte du cimetière nouveau de Putsaux, 511, rue de

Michel Fromont a la tristess d'annoncer que

son épouse, est décédée à Achicourt, dans le Pas-de-Calais, où elle repose depuis ce jour. Le 17 juillet 1976,

La direction et la rédaction du Monde adressont à Michel Fromont et à ses enfants leurs condoléances émues.

M. Simon Gotlib, son époux,
 M. et Mme Jacques Gotlib et Jérôme Gotlib, enfants et petits-enfants,
 ont la douleur de faire part du décès
de

de

Mme Lise GOTLIR,
nés Korb
survenu le 16 juillet dans sa
soinants-dirlème année.
Les obsèques auront lieu le lundi
19 juillet, à 14 heures, au nouveau
cimetière de Neully.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie de faire part du décès de : décès de :
Mine veuve georges GUGLIEIMI,
née Claudette Abudie,
survenu à Caen le 11 juillet 1976,
à l'âge de soixante-huit ans.
La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-André de
Caen, dans l'intimité familiale.
48, rue des Frères-Colin.
14000 - Caen.

Remerciements

- Le 15 juillet 1976,
M. André GANEM
aurait eu quatre-viugt-cinq ans.
M. Pierre-Henri Ganem et Mme
Blanchard, dans l'impossibilité de répondre à tous, prient ceux qui leur
ont témoigné leur sympathie à l'occasion de sa mort de trouver ici
l'expression de leurs plus sincères remerciements.

Anniversaires

-- Le famille de Mme Léon GORNY,
née Alice Gak,
demande à ceux qui l'ont counue
une pleuse pensée à l'occasion du
quatorzième anniversaire de son dé-

- Le 18 juillet 1975 disparaissait rutalement
Pierre HANRY.
Sa veuve et ses enfants demandent à tous ses amis d'avoir pour lui une pensée.

Visites et conférences

DIMANCHE 18 JUILLET VISITES GUIDEES ET PROMÉNADES. — Caissa nationale des
monuments historiques. — 8 h.,
Hôtel de Sully, 62, rus Saint-Antoine, Mme Legregeois.: «Dieppe,
son port, son châteaus; 15 h., Métro
Halles, Mme Bacheller: «SaintEustache et le quartier des Halles»;
CONFERENCE. — 18 h., 13, rus
Stienne-Marcel: «Méditation transcendantale, de la pair individuelle

Avez-vous retourné une bo de SCHWEPPES Bitter Lemon aniourd hui.

Anoitions (1) 111

Le retour de la Biennale de Venise

a voici qui revient, plus vivante 🗝 e unais, à l'étonnement de tous. Et as seulement dens les traditionnels lardini, mais à travers toute la igune. La Blennale 1976, qui vient offrir son cérémonial d'ouverture ans l'étouffante chaleur vénitienne. explosé dans la ville. Elle propose n festin si copieux qu'alle a dû se torcelar en sept parts, comme dans i légende : sept expositions pour a Biennale du retour. Une bonne emaine de visites au pas de course e suffirait pas à faire le tour de vites ces manifestations qui s'ourent dans une grande agitation festialière. Agitation que soutient le létarlement des files de touristes qui ·filonnent la cité des doges avec une abondance jamais vue. Venise, ui ne compte que cinq mille habiants l'hiver, est en tête. La lagune et pieine de rats morts. Le monde untier est là et elle retrouve son inclenne assurance de cité qui tenait raguère, avec le Biennale, le haut du pavé artistique et culturel interne-

Le tour du lestin commence à est dans les glardini où les pavil-'ons des nations exposent la réponse qu'ils ont telte au thème de la Biennale nouvelle manière : l'environnement. La question, nouvelle à Venise, a suscité des réponses qui 'e sont moins. Mais eile reste un on allbi pour montrer les repports le l'art avec la vie quotidienne. Sur C'a-Pasaro à l'ouast de Vanise. e même territoire, une manifestaion qui promettait un cartain enthoulepuis l'avènement de Franco, en on républicain de 1937. Le projet,

torte, tuée par les artistes mêmes. • de mercure non encore mis en place et un extraordinaire d'affiches de propagande de

A l'ouest de l'ancienne baraque des chantiers navals, la Gludecce, convertie pour l'occasion en une impaccable saile d'exposition où on nous offre l'anthologie de l'actualità artistique internationale depuis 1972, avec quelque quatre-vingts artistes, chacun dans sa cellule pour présenter trois ou quatre œuvres. ici aussi une grande hétérogánélté Où rien ne domine ni ne surprend, ce qui n'explique pas, tant s'en faut, le très haut niveau de la qualité des COLLVIOS et des artistes.

Une autre catégorie d'exposition

Inaugure avec l'architecture la préoccupation nouvelle de la Biennaie. L'exposition se situe au centre de Venise, dans l'ancienne église de San Laurenzo, avec un passion-nant panorama sur l'architecture Italianne durant la régime tascista où l'avant-garde des deux villes in dustrielles de Milan et de Turin avail tait une œuvre positive peu connue à l'étranger, face à l'art officiel romain. Un complément également historique est donné par l'exposition du Werkbund ellemand dont le travall pionnier en 1907 fut une des origines du design industriel et qui ne 'ut jamais montrée, même en Allemagne, avec autant d'allure qu'au

l'esme : l'avent-parde espagnole artistique appliquée à l'environnement quotidien sera sulvie par une magasins El Sale Zattere, consacrée. element réduit, nous offre surtout elle, à l'architecture récente aux Etats-Unis et en Europe. Enlin, deux environ.

JACQUES MICHEL

Après sa réception à l'Élysée

MARCEL MARCEAU OBTIENT LA CRÉATION D'UN CENTRE NATIONAL DU MIME

Un centre national du mime, di-rigé par Marcel Marceau, va être créé, annonce dans un communiqué le secrétariat d'Etat à la culture. Les négociations, engagées depuis un an, ont finalement abouti à la suite de l'audience accordée le 8 juillet au mime Marceau par le président de à la mise en place de ce centre de-vrait être d'un million de france

QUALITÉ DE LA VIE

Après quinze jours de « camping anti-nucléaire »

Drôle de guerre sur le site de Super-Phénix

à Creys-Malville (Isère)

Grenoble — Le site de Maiville dans l'Isère, où doit être construit le surgénérateur Super-Phénix, est certainement l'un des endroits les mieux gardés de la région Rhône-Alpes. Impossible d'appro-cher à moins d'un kilomètre. C.R.S. et gendarmes interdisent C.R.S. et gendarmes interdisent l'accès des routes qui y conduisent à tout véhicule et à toute personne étrangère à la région. Ils proté-gent un champ de 150 hectares entouré d'une clôture électrifiée derrière laquelle a été installée

s Ce terrain appartient à l'E.D.F., déclare le préfet de l'Isère, M. René Jannin. J'ai pour l'Isère, M. René Jannin. J'ai pour mission de laire respecter la propriété privée et publique. Plus j am a i s les militants anti-nucléaires ne franchiront les grilles de la juture centrale. Le prélet a pris cette affaire personnellement en main. Il précise, à propos des graves incidents qui se sont produits le 10 juillet près de Mépieu (plusieurs « campeurs » ont été blessés par des grenades lacrymogènes) : « On grenades lacrymogènes): a On prévient puis on nétote. Il y a eu treize blessés parmi les forces de l'ordre. Les militants anti-

des fils de fer barbelés.

nucléntres ne sont donc pas des non-violents ». Le préfet de l'Isère entend, d'autre part, faire procéder à des contrôles d'iden-ité. tité sur les routes de la région, estimant « anormale » la présence de Suisses, d'Allemands et d'Ita-liens lors des précédentes mani-festations. « Il y a, précise M. René Jannin, une certains limite à l'hospitalité.»

Le commission des transports Inite à l'hospitalité. »
Depuis une semaine le mouvement de protestation contre l'instaliation de Super-Phénix à CreysMajvillé s'est profondément modifilé. Finie l'inorganisation des premiers jours (la première fête avait
eu lieu le 4 juillet) qui découragea
nombre de militants. Tout d'abord

De notre correspondant disperses dans une disalne de α campings sauvages », puis délogés à coups de matraque du camp de Mépleu, les écologistes ont progressivement α investi » les vilgressivement a investi a les vil-lages de la région. Une centaine d'entre eux logent aujourd'hui dans les fermes et participent aux travaux des champs, d'autres ont trouvé un emploi dans des ateliers. Enfin, les nouveaux ve-nus se sont installés sur des champs prêtés à proximité des villages.

Les militants anti-nucléaires Les militants anti-nucléaires disposent d'un point de rallie-ment, l'ancien couvent de Bouvesse qui leur a été provisoirement prêté. On y a installé « l'accueil » et le « seurétariat ». Chaque jour, à 10 heures, les représentants des dix-hult « antennes » installées dans les villages proches de Malville viennent aux nouvelles. Ils font le point sur les possibilités d'hébergement dans leur secteur. « Un indice de la leur secteur, a Un indice de la pénétration de nos idées dans la

population locale », déclare l'un

a Les habitants de la région n'ont pas compris au départ nos objectifs », reconnaît un militant, installé depuis le 3 juillet à Faverges. « Selon eux, nous ve-nions grop tard. L'intervention brutale des forces de l'ordre alors que nous poursuivions notre lutte non violente fut l'élément déterminant de ce revirement, » D'au-tre part, les contrôles incessants exercés sur les routes par les C.R.S., les « étranges » coupures du téléphone, irritent les habi-tants de la récion

ant talephone, irritent les habi-tants de la région.
Si chaque fin de semaine des groupes d'écologistes viennent en-core pour « envahir » le site de

cléaires installés sur place depuis quinze jours — ils sont plus de deux cents — les en dissuadent. Certains leur conseillent même de repartir chez eux pour « créer dans leur région de nouveaux comités anti-Maiville ». Ils n'excluent pas cependant la possibilité d'une « puissante manifestation » mais seulement « lorque le rapport des forces sera en notre le rapport des forces sera en noire faveur », affirme un jeune exploi-tant agricole de l'Hérault, mem-hre de la communauté de l'Ar-che. Mais les militants anti-nucléaires installés dans les villages redoutent maintenant une « lassitude p de la population locale, Certains agriculteurs s'interro-gent dejà sur les raisons qui ont pousse les municipalités de Bouvesse, Mépieu, Vézeronce, Curtin, Courtenay, Porcieu et Montalieu à se prononcer, d'une part, pour l'arrêt immédiat des travaux sur le site de Malville et, d'autre part, à exiger qu'une s'information objective et indépendante de l'EDF, » soit faite sur un projet nouveau de centrale nucléaire. « Il y a trois ans qu'on en parle. Les municipalités et la région auraient mauvaise conscience à ne pas reconnaître la manne que va représenter pour les communes proches de Maiville la venue de deux mille cinq cents ouvriers au cours des trois prochaines cours des trois prochaines années», déclare un commerçant de Montalien. « L'élection du conseiller général de Morestel, en septembre prochain, se fera autour du problème de Malville, affirme un militant socialiste. Dans ces petits villages où les concepts de drotte et de gauche jouent un faible rôle dans la gestion communale, l'acceptation ou le retus de Super-Phénix sern le tion communale, l'acceptation ou le refus de Super-Phénix sera le seul clivage politique important lors des élections municipales.»

CLAUDE FRANCILLON.

PRESSE

Pour la seconde fois

ES TRAVAILLEURS DU LIVRE décident de Bloquer : Tirage de « télé-7 jours »

La Fédération française des ravailleurs du livre C.G.T., dans communique publié vendredi juillet, annonce que, « devant a décision de retirer à M. Victor dichel la confection des travaux dichel la conjection des travaux
ouleur du magazine Télèjours pour les transjèrer à la
véogravure » — mais se refusant
prendre parti pour l'un ou
autre, — elle demande à M. Doninique Ferry, secrétaire général
lu groupe Hachette, nouveau
ropriétaire de Télé-7 jours:
) d'organiser une rencon tre
nire les intérreses; 2) dans
attente de cette réunion de
maintenir le statu quo dans la

Pour appuyer cette demande, as travallieurs des deux entreprises concernées décident de la bloquer » Tête-7 jours « jusqu'à e qu'une réponse suthifaisante oit donnée ». Ce sera la seconde cois en un mois que le magazine rançais ayant le plus fort trage 2 500.000 exemplaires) ne pourra la paraître.

● Le comilé intersyndical du jure parisien C.G.T. appelle, tans un communiqué, « l'ensemble les travailleurs du livre de la tégion parisienne à manifester à l'encontre de l'arrivée du Tour de repuin infristrint à mandrester de Foccasion de l'arrivée du Tour de Frunce gus Champs-Elysées, le l'imanche 18 juillet ». L'organisation syndicale les convie à déflier en descendant les Champs-Elysées, puis à emprunter la place de la Concrete les Grands Erysées. a Concorde, les Grands Boule-ards pour se rendre, enfin, aux tellers occupés du Parisien

D'autre part, une camionnette ransportant mille quatre cents xemplaires du Purisien ibbéré a té arrêtée par quatre personnes jui ont épaspilé sa cargaison, rendredi vers 1 heure du matin tans une rue de Soissons (Aisne).

LE VOYAGE DE M. GRANET AUX ANTILLES

Trois réserves naturelles de 20.000 hectares vont être créées en Guyane

Au retour de son voyage d'étude en Guyane et aux Antilles, M. Paul Granet, se-crétaire d'Etat à l'environnement, a dressé, jeudi 15 julilet, le bilan des actions qui seront menées par ses services dans ces départements. (Voir nos éditions du 17 juillet.)

Trois réserves naturelles vont être créées sur le littoral guyanais, à l'étang de Mana, à Sinnamary, et sur l'îlot du Grand-Connétable. Au total, elles couvriront plus de 20 000 hectares. Un parc national s'étendra sur 300 000 hectares de l'environnement seront vices de l'environnement seront également appelés à intervenir pour déterminer les conditions d'exploitation de la forêt par les deux grandes usines de pâte à papier qui doivent s'établir en Guyane.

A la Martinique, les préoccupations exprimées par les associa-tions de défense de l'environne-ment et par plusieurs élus por-tent d'abord sur le bord de mer. Il s'agit d'empêcher le déboise-ment, l'urbanisation et la privament, l'urbanisation et la priva-tisation du littoral encore sau-vage. M. Granet s'est déclaré décidé à défendre la bande de 80 mètres qui, sur les côtes mar-tiniquaises, appartiement au domaine privé de l'Etat. Le parc naturel régional, qui vient d'être créé sur la partie nord de l'île, les plans d'occupation des sois qui sont en cours d'élaboration, de-vraient donner aux collectivités vraient donner aux collectivités les moyens de protection néces-

Enfin la pollution des cours d'eau et des plages par les déver-sements des distilleries de sucre-ries et des villes atteint un degré alarmant. Un contrat de branche programmant sur cinq ans l'équi-

pement des usines en dispositifs antipollution sera signé des le début de 1977. Quant à Fort-de-France (100 000 habitants), il ini faudra tôt ou tard se doter d'une station d'épuration.

TRANSPORTS

DIX-SEPT DEPUTÉS DU PARLEMENT EUROPÉEN DÉNONCENT L'INEXISTENCE D'UNE POLITIQUE COMMUNE

Bruxelles. — Dix-sept députés du Parlement européen vont de-mander d'introduire un recours devant la Cour de Justice à Luxembourg en raison de la carence du conseil des ministres dans le secteur de la politique commune des transports.

Une résolution en ce sens a une resolution en ce sens a été signée par ces parlementaires appartenant à tous les groupes politiques, sur la base de l'article 175 du traité de Rome qui stipule : « Dans le cas où, en violation du present traite, le conseil (on la commission) s'absticut de traite que l'est traite de straite le Frots-mem tient de staluer, les Etats-mem-bres et les autres institutions de la Communauté peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation. >

du Parlement européen estime maintenant que la tactique des a petits pas » a échode et qu'il importe que le conseil se mette d'accord, dans un premier temps, sur une conception de la politique européenne des trans-ports. — (A.F.P.)

44,37

9.18

Offres d'emploi "Placards encadres" 38.00 minimum 15 lignes de hauteur DEMANDES D'EMPLOI 8,00 Capitaux ou PROPOSITIONS COMMERC. 65,00 75,89

L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location EXCLUSIVITES

32,00 L'AGENDA DU MONDE 25,00 (chaque mercredi et chaque vendredi)

30.35

offres d'emploi

offres d'emploi

Directeur d'Exploitation

pour nouveau service container sur Lignes Maritimes Courtes.

L'expansion de Bell Lines, depuis plus de dix ans, lui a permis d'occuper une place prépondérante sur le marché Européen du transport porte à porte par container entiérement integre. Les activités de la compagnie s'exercent entre le Continent, la Grande Bretagne et l'Irlande.

Nous projetons de construire en France un port terminal exclusif d'un coût de plusieurs millions de francs, pour être relié aux autres terminaux semblables de notre compagnie aux Pays Bas, en Grande Bretagne et en Irlande. Pour cet important développement, nous recherchons un directeur dynamique et

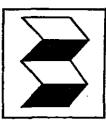
compétent qui puisse mettre en place une nouvelle équipe qui devra atteindre les très fortes qualités d'engagement et les hautes performances existant déjà dans les autres établissements de la compagnie. Une expérience dans le domaine du transport en France est absolument nécessaire,

et la connaissance du transport international est un avantage. Des connaissances techniques seraient fort utiles. Parler l'anglais couramment est indispensable. La salaire correspondra aux exigences et au niveau du poste. La Compagnie offre

également d'autres avantages substantiels.

Veuillez écrire, en anglais, donnant des détails sur votre carrière, à:

P. G. Mertens, Operations Manager Continent,



Bell

Bell Lines, c/o Stock Express, 36/38 Rue de Morvan, 94 533 Rungis.

Une totale discretion est assuree.

IMPORTANT CABINET EXPERTISE COMPTABLE

CHEF DE MISSION CONFIRMÉ

Pour missions longue durée à l'étranger. Niveau diplôme Expertise Comptable. Anglais courant indispensable. munération de l'ordre de 90000 F + indemnites d'eloggement + trais de sejour. Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo et C.V. à : Daniel ABEGG et Yves GALTIER, Fiduciaire de France, 8, rue Bellini, 75782 PARIS CEDEX 16.

demandes d'emploi

INGÉNIEUR CIVIL
26 a., cél., nat. fr., dipl. B. Sc.
et M. Sc. univ. amér., spécial.
maîtr.; béton armé sois et fondations, 2 a. exp. étud. et surv.
chantiers. Résid. en Côte-d'Iv.,
cherche poste Afric, de l'Ouest.
Ecrire B.P. 1.220 ABIDJAN.

DOCTEUR
INGENIEUR MECANIQUE
(Ph. D. Berkeley)
Expér. : 7 ans Recherche et Enseignement curriculum vitae
France ou étranger.
4810 HERIC
4810 HERIC

Daris

Rive gauche

4.300 F. LE M2 sur Jardin

69, rue de la Tombe-Issoire, samedi, dimanche, lun., 15-18 b.

locations

non meublées

Demande

paris

Associat. eleves Ecole Ingen., 9, r. Vésale, Paris-5°, ch. cham-bres et studios dans Paris, pro-ches du Quartier Latin si possib.

Immobilier

(information)

LOCATIONS SANS AGENCE



emploi/ régionaux

Société Construction Matériel Riectrique MOTO-VENTILATEUR

INGÉNIEUR OU ASSIMILÉ

Ayant qualques années expérience pour

DIRECTION SERVICE ORDONNANGEMENT-LANCEMENT

Adresser C.V. et prétentions, LAMEL, 16, rue Sontay, 69603 VILLEURBANNE.

L'immobilie*r*

appartements vente

Paris Rive droite

20°. Part, vd appart. 5 p. + balc. + gar., 93 m², ds imm. réc. sur jardin calme, ensol. 320.000 F. Chbre indiv. po55, Tél. 797-29-10. PPTAIRE VEND DIRECTEM PANTHEON Metro

PANTHEON Maubert

MM. PIERRE DE TAILLE

PETITES PIECES, enfrée,
cuisine, w.c. calme.
PRIX INTERESSANT VOTRE PLAN OU COMPTE d'épargne logement vous permet d'investir dans du rénové

ds immeubles rénovés à 100 %. IN PLACEMENT D'AVENIR. Stodio, 2 pcrs, duplex, 3 pces, entièrement équipés, tout conft. Pour investisseurs. Location, gestion assurées. Groupe VRIDAUD, 261-52-25.

Mº PLACE DES FETES

MM. NEUF, tout cit, 47 m2

2 PIECES, entrée, cuisine,
saile de bains, PX 160.000 F. depagée id, rue des Lilas, 5º étage, semedi, dimanche, lun., 15-18 h,

PARIS 10° pr investissem, studio, bet, cuis., et bris, ri 29, 31, r. Bouret, s/pl. samedi et dimanche de 15 à 19 h.

MARAIS très bel immeth.

XVIII SIECLE
Rénovation luxuesse. Propriét.
vend magnifiques 2 p. standing,
entièrem, aménagés et DUPLEX
avec terrasse, poutres, chemies, colombage intérieur, etc.
Visites sur place les 18 et 19,
14 h. 3 18 h., 31, rue Vieille-duTempie, ou téléphoner 242-49-19, Temple, ou léléphoner 242-49-19, B h. à 11 h. et 19 h. 30 à 21 h. BANIIII placement
BEAU STUDIO. Entrée. cuisine,
w.-c., salle de bains. URGENT.
89.000 F. -- 325 - 75 - 42.

MOINS 5.000 F le m2

DET « PLUR! CONTACTS »

ress 100 ms.

Tait neur.

Fig. 182

Plays-de-Aro, Espagne. Appart.
et stud. à louer s'grande plage,
autres AFF. de 33 à 60,000 F.

Téléph: 16 (86) 52-76-15.

individuelles

FOSSES (95)
minutes Paris par autoroute
min. Paris par gere du Nord
La S.C.I. Beausoleil
vous propose en lotissement 33 MAISONS

traditionelles de 5 p. tt confort (surface habit. 115 m², sous-soi 45 m², terrasse 6 m²). A prix terrasse 6 definitifs de : 267.000 à 287.000 F Crédit 80 % possible avec prêt P.I.C. (Livraison 3' trimestre 76). Visites sur place les samedis et dimanches eprés-midi, ou renseignements par táléphone au 25-16-40 u 771-63-67 (apr. 18 h.) avenue de la Haune-Grève,

fonds de commerce A VENDRE CAUSE SANTE

Fonds bar, restaurant, chbres quartier gare 22-SAINT-BRIEUC Ecr. Havas Saint-Brieuc, no 326

CINQUIÈME AVENUE

NEW-YORK

maisons de campagne

Region POU!LLY-SUR-LOIRE

villas

CHEVRY 2 Près Gif-sur-Yvette, maison type Rambouillet II., construction 74, parfait état, séjour 55 m³, cuis, équipée, 6 ch., 3 s. de bains, 1 w.c., gar. 2 volt. Terr. 950 m². Libre rapidement. 60.000 F. Téléph. 017-12-84, matin et soir.

pavillons

VILLEBON-SUR-YVETTE
Partic. vd pavillon 3 ch., sal. i manger, salon, cuis., s. de bns sous-soi + 1 ateller, 550=1 terr Teleph. après 18 h.: 010-05-24

propriétés

VAR Seint-Cessien.

1/4 h. de Cannes par autoroute.
Authentique mas pier. de taifle,
230 m2. Habit. 3.000 m2, Jardin
+ arbres. Chauf. cent., 2 s. bns
2 cheminies pierre, 7 gd salon
ammings. + écoutes stéréo. ch.
et bur. Ties pr. libér. ou villèg.
PX 1:908,000 F. Vis. s/place
LE FLAN ORIENTAL, 83/10
MONTAUROUX. T. (94) 76-43-96.

fermettes BORD DE LOIR
BUNGALOW 2 p., cubs., c. toil.
Terrass., sur 2,390 m2 planté
nomb, peupliers, 40 m. berge
lirecta, privée sur beau Loir.
Prix 39,500 F. Agence de
BONNEVAL (25)
Tél. (15-37) 98-25-52 m. dim.

chasse-pêche

AU NORD DE TOURS ACTIONS DE CHASSE peut et gros gibjer, 650 hectares. Téléph. 70-27-2, hevres bureau, ou 706-30-10. après 20 heures.

ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

extérieur, M. Raymond Barre, qui

résultats de luin (mais durant ce mois le taux de couverture des

achats par les ventes a été de

99,8 %), • l'économie française

est, en dépit des effets de la

capable, au prix d'un effort continu de modération des coûts

et des prix, d'équilibrer durable-

ment son commerce extérieur ». De fait, les importations, qui

avaient été stimulées par la pré-

cocité et la vigueur de la reprise de la production intérieure, pro-gressent actuellement moins vite

que les exportations «tirées»

par le redémarrage interna-

tional. Un rattrapage s'effectue :

en six mois, les ventes ont aug-

menté plus vite que les achats :

+ 19,7% de décembre à juin

contre + 18,5%. Abstraction

talte de la sécheresse, l'équi-

libre commercial aurait été re-

trouvé en fin d'année, les

courbes des importations et des

exportations se recoupant, es-

timent les experts, qui évoquent

à ce propos ce qu'ils appellent.

en termas d'optique, l'« effet

Une double crainte se falt

toutefois sentir : d'une part, la

baisse du franc, entraînée par la

spéculation, risque d'avoir des

effets pervera sur la balance, une

décole de 1 % de la monnaie

se traduisant par un coût de

1 milliard de francs (500 millions

pour l'énergie). De l'autre, la

poursuite ou l'accélération de

l'inflation en France peut entral-

ner des difficultés pour les ex-

portations. Jusqu'ici, la hausse

des prix français qui, bien que

supérieure à celle de l'Alle-

magne tédérale et des Etats-

Unis, reste dans la moyenne

des pays de l'O.C.D.E., n'a

pas constitué un handicap

pour les ventes à l'étrenger.

L'indice de compétitivité des pro-

duits français, calculé par les services du commerce extérieur.

sur la base 100 en 1971, ne s'est

le début de l'année (109 en jan-

vier, 111 en février, 110 en mars

L'évolution du commerce exté-

rieur de la France apparaît pour

l'instant « logique ». Mais l'éco-

nomie échappe souvent à la

MICHEL BOYER.

et avrij).

logique,

L'épi menace-t-il le franc ?

Le glissement du franc s'est très fortement accentué à la veille du week-end, notre monnaie perdant à Paris jusqu'à 2 % au plus fort de la baisse de vendredi, avant de se redresser très légèrement en fin de séance (voir page 29). Le cours du dollar est passé, dans la journée, de 4,80 F à 4,8750 F. après avoir frôlé 4,90 F; celui du deutschemark est monté de 1,86 F à 1,89 F, le cours de 1,90 F ayant été pratiquement touché.

L'épi sauvera le franc, disaitautrefois. Ce slogan va-t-li être infirmé par les effets — supputés et parfois amplifiés de la sécheresse sur le déficit commercial et donc la valeur de a monnale trançaise ? Les cammais austi sur la pluie et le

La canicule a, en toul cas, accentué sensiblement le déséquilibre des échanges extérieurs, estimé, avant la vague de cha-leur, à quelques 5 milliards de francs. Les jeux sont pratiquement laks pour le blé et l'orge : le manque à gagner peut être évalué à1,5 milliard de francs pour les exportations de céréales, auxquels s'ajouteront 500 millions pour les tourrages (la Monde du 2 juillet). Compte lenu d'une augmentation de la tacture pétrolière d'environ 600 millions, le coût global se situerait à quelque 2,6 milliards de francs.

Les comptes deviennent plus incertains en ce qui concerne le mais et la betterave. Une estimation relativement précise ne pourra être effectuée qu'à la fin de juillet. Toutelois une hypothèse pessimiste, en partie liée à la persistance de la vague de chaleur, a été avancée : 1 milllard pour le mais, 500 millions pour la betterave. Ce qui aboutiraît à une note finale dépassant 4 milliards de francs (2,6 + 1,5).

Les experts officiels, qui ont alfine leurs analyses, estiment probable une aggravation du déficit commercial d'environ 3 miltiarda Toutelois font-lis remarquer, ces conséquences ne ncernaront pas seulement 1976 ; les trois cinqulèmes du délicit supolémentaire intéresseralent le second semestre de cette année, le soide s'imputant sur les six premiers mois de 1977. On aboutirait dans ce cas à un coût, pour 1976, voisin de rait le déficit des échanges exté-Chambre de commerce et d'industrie de Paris, ce déficit est évalué à 8 milliards, la perte à l'exportation céréalière étant chiltree à elle seule à 3 milliards (15 millin-: de quintaux pour le blé, 7 millions pour l'orge et 12 pour le mais).

Pour le ministre du commerce

HAUSSE DES CHAUSSURES ET DES BOISSONS-PILOTES

Le prix des holssons pilotes dans la région parisienne augmentera de 15 centimes le petit verre, et non de 10 centimes. Cette révision en hausse est publiée au « Bulletin officiel des services des prix » (B.O.S.P.) ou 17 juillet sous forme de rectificatif à l'arrêté paru nu

ne rectificatif 2 juillet (a le Monde 3 du 14 juillet).

Par allieurs, le B.O.S.P. fixe, pour le calcul des prix limites de vente au détail des articles chaussants, le coefficient multiplicateur à 208. Enfin, pour certains produits four-ragers, le prix de vente ne devrait pas dépasser par quintal, hors T.V.A., 70 francs pour les granulés de luzerne déshydratée et 60 francs pour le mais, plante entière déshy-

LA COMMISSION DE LA CEE, a autorisé l'Irlande à maintenir en vigueur jusqu'au 31 décembre les mesures de sauvegarde prises dans le sec-teur des chaussures. Ces dis-positions avalent été autorisées initialement jusqu'au 30 juin,

AGRICULTURE

LA RÉORGANISATION DE LA F.A.O. EST APPROUVÉE SANS RÉSERVE PAR LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Rome (Reuter, A.F.P.).— Le conseil de l'organisation des Nations unles pour l'agriculture et l'alimentation (F.A.O.) a approuvé vendredi 16 juillet, le projet de réorganisation (le Monde di 15 juillet) que lui avait présente son nouveau directeur général M. Edward Saguma Les pays tel M. Edouard Saouma. Les pays tell que la Grande-Bretagne, la Répu-blique fédérale d'Allemagne, la Japon, la Nouvelle-Zélande et la Finlande, qui avaient formulé de

Finlande, qui avaient formulé de réserves craignant une « fragmen tation » du système des Nation: unies, ont finalement admis de si ranger du côté de la majorité e n'ont pas demandé de vote.

« Nous pouvons dire que l. F.A.O. a été renouvelé dans l'es prit et dans la forme, ce qui constitue un tournant dans l'histoir de l'Organisation », a déclar M. Saouma en clôturant les tra vaux du conseil.

M. Saouma en clôturant les tra vaux du conseil.

Désormais, la F.A.O. disposer: en effet d'un a programme d coopération technique », auque sont affectés 11 % du budgel grâce à une série d'économies su les réunions, les publications e les études à long terme. Cela permettra la réalisation directe sur le terrain d'opérations de courte durée, un an maximum de faible durée, un an maximum, de faible ampieur, 250 000 dollars par projet, mais qui permettront des inter-ventions rapides. Le conseil de la F.A.O. a également approuvé une plus grande décentralisation des representations et une modifica-tion de ses relations avec k P.N.U.D. (programme des Nation-unies pour le développement) qui est le « banquier » de la F.A.O.

AFFAIRES

La COFAZ s'allie au géant américain des phosphates Agrico Le rassemblement des forces au la concurrence étrangère, se pour-

TRAVAILLEURS **INDÉPENDANTS**

M. NICOUD EST INCULPÉ D'INCITATION AU MEURTRE

A la suite des plaintes déposées par le ministre de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, et par le Syndicat uni-fié des impôts (le Monde des 4 et 14-15 mars), M. Gérard Nicoud, secrétaire général du CID-UNATI.

secrétaire général du CID-UNATI. a été inculpé vendredi 16 juillet d'incitation au meurtre » par M. Georgin, doyen des juges d'instruction de Lyon.

M. Nicoud est inculpé pour avoir déciaré au cours d'une réunion publique, en février dernier, que les brigades de contrôle fiscal « se livrent à un sajari dont nous [commercants et artisans] sommes le gibier et dont les méthodes déshonorent la démosommes le gibier et dont les mé-thodes déshonorent la démo-cratie ». Puis, estimant que ces brigades étaient responsables « du suicide des commerçants ». le secrétaire général du CID-UNATI avait déclaré la « guerre ouverte » aux contrôleurs. « Il faut qu'un de leur membre, avait-il conclu, recrite la mie ou du moires soit pendu

de leur memore, avait-il conclu, perde la vie ou du moins soil pendu par les pieds. »

A sa sortle du palais de justice. M. Gérard Nicoud a déclaré qu'il ne reconnaissait pas avoir incité au meurtre. « Mais puisqu'on m'a inculpé, a-t-il ajouté, nous aurons une véritable explication, et celle-m esta sublique. Abordant rons une véritable explication, et celle-ci sera publique, a Abordant les problèmes de la concertation avec les services fiscaux, il a notamment déclaré: « Si la concertation ne s'outre pas, fai l'impression que les gens en auront assez de se suicider, et il y en aura un qui aura la pensée d'emporter avec lui dans la tombe son contrôleur, n

sein de l'industrie des engrais, suit, Après les accords d'association malade de la conjoncture et de passés récemment entre l'E.M.C. et Gardinier, puis la coopération entre C.D.F.-Chimie et la Générale des engrais, la COFAZ, filiale à 66,50 % de Plerrefitte-Auby et à 33 50 % du groupe Total, vient, à son tour, de nouer une alliance: Cette fois, le partenaire choisi est américain et li est de polds, s'agissant de la firme Agrico Chemical Company, l'un des plus importants producteurs mon-diaux de phosphates et d'engrais, filiale, de surcroît, du puissant groupe U.S. Williams Companies (Tulsa, Oklahoma).

La COFAZ aura, de ce fait, directement accès aux phosphates d'Agrico. C'est l'un des objectifs visés par l'accord, l'autre étant de permettre à la société américaine de pénétrer plus facilement sur les marchés français et européen en utilisant, en qualité d'associé, le réseau de ventes de la COFAZ.

L'accord est assorti d'un échange de participations. L'opération, dont la réalisation a été soumise à l'agrément des pouvoirs publics (rançals, comptera deux volets :

• Les actionnaires de la COFAZ créeront aux Etats-Unis une compegnie minière à qui Agrico vendra une partia de ses réserves de phosphates situées en Floride, ainsi qu'une part indivise de sa mine de Payne-Creek.

Plerrefitte-Auby et le groupe Total de cetta société minière, sinsi La firme américaine souscrira, en . outre, à une augmentation de capital de COFAZ, de sorte qu'elle possade au total 40 % du nouvel ensemble, Pierrefitte-Auby at Total la COFAZ et de la Compagnie mi-

dérable pour la COFAZ. La société française pourra, en effet, se procurer la plus grande partie du phosphate dont elle a besoin (1 million de tonnes par an) et ce au prix extrêmement avantageux de-15 dollars la tonne environ. ron. Jusqu'à présent, elle s'approvisionnait pour moitié au Sénégal (mines de Taïba) et pour l'autre sur le marché américain : le phosphate lui était facturé respectivement à 38 dollars (rabais compris) et à. 33 dollars la tonne. La COFAZ ... e'assure en même temps la pérennité de ess approvisionnements dans la mesure où les mines de dans la meaure où les muses Taïba seront épuisées d'ici cinq à

C'est la première fois qu'un accord en matière de phosphates est conclu entre une firme française et une firme américaine. La COFAZ (1,22 milliard de francs de chiffre d'affaires), qui, avec 17 % du marché national, se classe au quatrième rang des producteurs français d'engrais — der-rière la Générale des engrais, l'E.M.C. et C.D.F.-Chimie. - risque de soulever la grogne, peut-être même la colère, de ses rivaux français décus de ne pas être parvenus à l'amadouer un concurrent américain indésirable.

- des contacts avaient sur mais aurtout inquiets de voir arriver un concurrent américain indésirable.

- des contacts avaient sur mais aurtout inquiets de voir arriver un concurrent américain indésirable.

de Payne-Creek. tendre avec l'adversaire (les phos-Pour rémunérer cet apport, phates américains concurrencent danement les produits français céderont à Agrico 40 % des actions similaires) a paru à la COFAZ et à ses actionnaires plus sédulaante que qu'une partie de leurs titres COFAZ. la solution d'un mariage national bançal et sans garantie d'approvisionnement à la clé, qui aurait eu pour seul but de réduire à deux les poles de production en France. L'alliance avec les Américains a semblé conservant le contrôle à 60 % de aux industriels français le moyen. approprié pour prévenir une offensive ulterleure de leur part. — A. D.

We tension

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Vive tension

L'événement s'est produit ; une forte tension a été enregistrée en forte tension a été enregistrée en fin de semaine sur la marché monétaire de Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour, revenu lundi et mardi de 7 7/8 % à 7 3/4 % avant la coupure du 14 juillet, bondissait jendi à 8 % et vendredi à 8 1/4 %, retrouvant ainsi son niveau du 11 avril 1975. A terme, l'on cotait 8 3/8 % à 8 1/2 % à un an.

Cette vive hausse est naturelle-ment à mettre sur le compte de l'attaque dont le franc est la vic-time (voir ci-contre).

time (voir ci-contre).

Bestée passive la semaine précédente, la Banque de France a
réagi vigoureusement cette fois-ci,
relevant à deux reprises, d'abord
de 3/8 %, ensuite de 1/4 %, son
taux d'intervention sur bons du
Trèsor, fixé à 3 1/8 % à la veille
du week-end. Cette action a surpris les opérateurs sans les étonner vraiment. Intrigués à la fin
de la semaine dernière, par l'impassibilité de l'Institut d'émission,
lis se demandatent si ce dernier
n'aliait pas finir par relever la
barre pour défendre le franc. C'est
chose faite.

Il s'agit de savoir, maintenant,

Il s'agit de savoir, maintenant, quelle politique vont mener les autorités monétaires, le niveau du taux d'escompte officiel (8 % depuis septembre 1975) ayant été dépassé. De deux choses l'une : ou la pression sur le franc n'est que temporaire, et une détente que temporaire, et une détente se produit sur le marché de l'argent; ou cette pression ne se relâche pas, et l'on s'installe durablement à 8 % et au-dessus. Cette dernière éventualité est retenue par certains opérateurs pour eux, l'abondance des liquidités dans les établissements pour rait bien fustifier un petit « tour rait bien justifier un petit « tour de vis » par la Banque de Françe.

Un renchérissement modéré de l'argent aurait, au surplus, l'avantage d'inciter hanques et entreprises à se refinancer à l'étranger à des tarifs moins onéreux, à condition qu'elles accepter de prenire à leur charge le risque de change. Une telle ponque provoquerait inévalement de base des banques, dont le signal serait peut-être donné par un relèvement du taux de l'escompte, le tout au vif mécontentement des chefs d'entreprise.

Dans un autre ordre d'idées. M Jean-Pierre Fourcade a fait récemment le bilan de six mois d'emission des nouveaux bons du Trèsor, notamment ceux à inté-Un renchérissement modéré de

récemment le bilan de six mois d'émission des nouveaux bons du Trèsor, notamment ceux à intèrêt progressif, qui représentent 93 % des 3,2 milliards de francs de collecte nette. Cette nouvelle formule a permis au Trésor de réduire son recours à la Banque de France et de moins solliciter le système bancaire. Elle n'a pourtant pas recueilli un succès aussi vif que les placements du même genre effectués par les autres réseaux (Crédit agricole, Caisses d'épargne, banques, etc.). Question d'efficacité dans la collecte? M. Jean-Pierre Fourcade a confirmé que la politique d'emprunts à long terme sur le marché, inaugurée en juin dernier au taux de 10 %, serait poursuivie au second semestre.

A l'étranger, la masse monétaire américaine a connu une brusque poussée, le taux moyen des « federal funds » revenant à 5,27 %, au plus bas depuis le 12 mai 1976. Conjuguée avec une forte augmentation du papier commercial, cette poussée fait craindre à nouveau un durcissement de la politique de la Réserve Fédérale. La semaine dernière.

ment de la politique de la Réserve Fédérale. La semaine dernière, c'était l'inverse : souvent banquier varie... — F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

VIVE BAISSE DU CAFÉ — REPLI DU SUCRE

près de 25 % — s'est produite sur les cours du café, qui reviennent à Londres en decà de leur niveau du mois d'auril. Les risques de pelées s'estompent au Brisil, les torréfac-teurs réduisent leurs achais en raison de la flambée des prix — ils ont triplé en l'espace d'un an — et les stocks restent suffisants pour jaire juce à une récolte réduite. Aussi tous ces facteurs se sont-lis conjugues pour provoquer un ren-versement brutal de tendance. ges de féves dans différents pays au cours du second trimestre, les cours du cacao ont flécht. L'augmencours du cacas ont piecet. L'auguen-iation atteint? % aux Ktals-Unis — priscipal pays consommateur, — près de 20 % en Grande-Bretagne et 3.3 % en Allemagne. Les négociants s'attendaient dans ces deux derniers

pays à un diminution. TEXTUES. — Fluctuations peu importantes des cours do la laine sur les divers marchés à terme. La tonte australienne de la saison 1976-1977 est évaluée à 724,9 millions de kilos, inférieurs de 2 % à celle de la précédente suison. L'industrie des principeux pays utilisateurs de cette flore a accru durant le premier tri-mestre sa consommation de 17 % par

rapport à la même période de 1975. Sensible repli des cours du coton Associate repti des course de toton à New-York. L'Egypte comple porter les superficies consacrées à la cul-ture de catte fibre de 1,2 million à 2 millions d'aores, exemple qui pourrait être suivi per d'autre pays à la suite de la récente hausse de prir de 6 constante. prix de 40 % environ. METAUX — Pour la première fois

depuis quelques semaines, les cours du cuivre se sont légérement repliés à Londres, En un an, ils ont toutea Lonares, in un an, us ont toute-jois propresse de 70 %, mais il jaut tenir compte de la dépréciation de la livre survenue entre temps. Sur le marché libre de Londres, les prix de l'aluminium progressent de 20 dollars pour s'établir à 850-

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Mbre de titres	Val. en cap (F)
4 1/2 % 1973 Michelin	7 988	9 931 150
Schlumberger LB.M. LT.T.	6 836 .	. 9 208. 340
L'Air liquide	14 775	5 144 365
(*) Trois séauces	seuler	nent.

a majoré de 15 % le prix de vente de son métal en Grande-Bretagne. Quant aux siooks mondiaux de mé-tal, ils ont diminué de 8 % et revien-nent à leur niveau le plus das depuis quince

Cours des principaux marchés

du 16 juillet 1976 (Les cours entre parenthèses sont

ceux de la semalos précédente.) METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 921 (937), à trois mois 955 (971.50) : étain comptant 4 825 (4 895), à trois mois 4 890 (4 970); plomb 284,50 (291); zinc 435 (438,50). - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 75,10 (76,10); aluminium (lingots) inch. (44); ferrallie. cours moyens (en dollars par tonne) 88,50 (89,50); mercure (par boutelle de 76 lbs) inch. (115-120). — Singapour (en dollars des Dé-troits par picul de 133 lbs) inch. (1 310).

inch. (1 310).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre): coton oct. 82,43 (91,85). déc. 78,94 (87,60); laine suint oct. inch. (185). déc. 183 (185). — Londres (en nouveaux pence par kilo): laine (peignée à sec) oct. 220 (228); jute (en sterling par tonne) Pakistan, White grade C inch. (380). — Roubaix (en francs par kilo) : laine juil. 22,30 (22,90). — Calcutta (en rouples par maund do 82 lbs) : juta inch (445). CAOUTCHOUC. — Londres (en nou-

veaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 48-51 (51,50-53,50). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : inch (207-207,50). DENREES. — New-York (an centa

DENREES. — New-York (an cents par lb): cacao sept. 90,40 (95,85), déc. 87,40 (90); sucre disp. 13.25 (14,10), sept. 12,98 (14,07). — Londres (en livres par tonne): sucre août 179 (194,50), oct. 188,70 (201,60): café sept. 1243 (1528), nov. 1241 (1517); cacao sept. 1123 (1232), déc. 1150,50 (1171). — Paris (en francs par quintal): cacao sept. 1082 (1084), déc. 1000 (979); café sept. 1080 (1275), nov. 1082 (1276); sucre (en francs par tonne) oct. 1850 (1895), déc. 1952 (1975).

(1975).
CERRALES. — Chicago (en centa par boisseau) : blé sept. 366 (386,50), déc. 390 (402) ; mais sept. 300 (298).

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES

Baistes (%)							
	16 Juill.	DITT.	1	19 jail	Diff.		
Téléph. Bricken. Institut Mérieux. Usinor Bouygues Pompey U.C.B. Jeumont Pollet (1) Galeries Lafayetta. U.T.A. U.T.A.	576 59,50 305 79 172 85,20 164 70,10	- 10,7 9,8 - 9,2 - 8,1 - 7,6 - 7,6 - 7,1	Cie Bancaire. Crousot Mot. Leroy-Souter. Alathom S.C.R.E.G. (2) Spellor Penhoët A.D.G. Pernod-Ricard Den, NE. Longwy S.A.T.	64,80 111,30 50 217 137 413	- 6.3 - 6.2 - 6.1 - 5.7 - 5.6 - 5.5 - 5.3 - 5.1 - 4.7		

Bourse de Paris

SEMAINE DU 12 AU 16 JUILLET

Au plus bas depuis seize mois

COURTEE d'une séance par les fêtes du 14 juillet, la semaine écoulée a encore été très mauvaise pour la Bourse de Paris, qui, baissant derechef de manière très sensible pour la seconde fois consécutive, est tombée à son plus bas niveau depuis seize mois.

Le mouvement de repli n'a pas cessé un seul jour. Il s'est même accéléré au lendemain de la fête nationale, les achats de soutien effectués à la veille du week-end par les organismes de placement collectif, soucieux de ne pas trop laisser les cours se dégrader, parveuant tout juste à le freiner. Bref, les différents indices ont encore fléchi de 2,5 %, ce qui porte à plus de 5 % les pertes moyennes subles par les valeurs françaises en l'espace de quinze jours. Les cibles favorites des vendeurs sont restées la construction électrique, les magasins, le bâtiment et la métallurgie, dont certaines valeurs sont même revenues aux cours cotés il y a huit ans. Rhône-Poulenc - mais est-il vraiment encore besoin de le dire — a une fois de plus tou-ché son plus bas niveau de toujours.

Seule petite note de fantaisie enregistrée sur le marché en proie au découragement : l'explosion de quelques pétards le 13 juillet sons les colonnes du palais Brongniari, pour l'êter sans doute la prise de la Bastille.

A l'origine de ce nouveau repli l'on retrouve, comme la semaine passée, les vives craintes inspirées par l'état de santé du franc, qui n'a cessé de décliner jour après jour (voir d'autre part). De ce fait, les ventes étrangères, qui s'étaient un peu raienties, ont repris. Elles ont émané principalement d'investisseurs allemands désireux de mettre leur patrimoine à l'abri, mais également d'investisseurs britanniques, eux aussi inquiets de la dépréciation de notre devise par rapport à la leur.

Fait symptomatique, qui traduit la défiance des opérateurs: les liquidités provenant des récents et nombreux encaissements de coupons sont souvent réemployées en valeurs américaines. La Bourse serait-elle à bout de souffle et à la veille d'un nouveau désastre comme celui enregistré à l'automne 1974? Rien ne permet de l'affirmer. Tont laisse à peuser qu'elle continuera de voguer au gré des fluctuations du franc sans dégâts vraiment majeurs. Dans l'immé-diat du moins, d'aucuns prédisent même une prochaine reprise technique en raison des très bas niveaux auxquels les cours de certains titres sont parvenus et des rendements élevés (12 % à 13 %) qu'ils offrent sur des bases certaines.

La hausse du dollar a compensé les effets de la baisse du prix du métal jaune à Londres. Ainsi, d'un vendredi à l'autre, les cours de l'or ont légèrement progressé à Paris, le lingot gagnant 150 F à 19 240 F et le napoléon 1,10 F à 223 F. Aux valeurs étrangères, hausse des américaines, des allemandes, des néerlandaises et des pétroles internationaux. Les mines d'or, en revanche, ont poursuivi leur glissade, certaines revenant à des niveaux inconnus depuis plus de dix ans, comme la Western Deep.

, ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ETRANGÈRES

NEW-YORK

Une fois de plus, Wall Street a le choix de M. Mondale comme

démontré cette semaine son incapa-cité à se maintenir au-dessus de la fameuse barre des 1 000. Après avoir atteint, lundi, son plus haut niveau depuis trois ans et demi (1011,22). cepus trois ans et cem (101,22).
l'indice des industrielles a progress sivement baissé pour s'établir finalement vendredl en clôture à
983,21 (— 8,91 points).
Divers facteurs sont à l'origine de

ce revirement : les résultats parfols décevants des entreprises pour le second trimestre : l'interprétation né-gative du raientissement de la hausse des prix de gros, en fuin, faite par certains experts — elle se-rait due essentiellement au vil recul des prix agricoles, — les prix indus-triels continuant, pour leur part, de progresser rapidement; le goufie-ment de la masse monétaire pour la semaine du 8 au 15 juillet; enfin

FRANCFORT

Plus soutenu Une légère amélioration s'est dessi-

née cette semaine sur les marchés allemands en dépit de la faiblesse des échanges Elle a été principalement motivée par le stabilisation des taux d'intérêt et l'apparente facilité avec laquelle l'emprunt d'Etat de 700 millions de deutschemarks s'est flüalement placé,

П	TO TOTOLES : 135'A COM		
		Cours 9 juil	Cc 16
	A.R.G. B.A.S.F. Bayer Commerchank Hoechst Mannesman Slemens (*) Cours du 15 ji	159,28 130,50 182,56 148 356 286 132	94 15: 13 18 14 36 28: 13
1			

TOKYO -

Reprise en l'in de semaine Une reprise s'est produite 2 la veille du week-end après quatre jours de baisse principalement motivée par la hausse du Jen vis-à-vis du dollar, hausse dont certains redoutent les effets négatifs sur les exportations Cette reprise n'a cependant pas permis, loin s'en faut, d'effacer les pertes initiales, qui s'élèvent encore à près de 2% en

L'activité hebdomadaire a porté sur 744 millions de titres. Indices du 16 juillet : Dow Jones 4 708,48 (contre 4 854,25) : général. 347,73 (contre 354,24),

4 708.48 (contre 4 8 347,73 (contre 354.24)	154,251:	Bowater Brit. Petroleum		
	Cours 9 juil ·	lő juil	Charter	157 130
Fuji Bank	722 662 145	346 703 656 142	Free State Geduld Gt. Univ. Stores Imp. Chemica; Shell	.11 3/4 183 368 429
Sony Corp Toyota Motors	2 750 836		Was Loan	

listier de M. Jimmy Carter, candidat démocrate aux élections présiden-tielles, celui-cl étant considéré comme un réformateur quelque peu

L'activité s'est accélérée : 115.99 millions de titres ont changé de maios contre 79.81 millions la semaine précédente (quatre séances seulement). Indice Dow Jones du 16 Juillet transports, 228.67 (contre 228,35); services publics, 90.55 (contre 89.53).

Texaco 27 7/8
U.A.L. Inc. 23 3/4
U.sion Carbide 55 3/4
U.S. Steel 54
Westinghouse 17 1/8
Xerox Corp. 61 3/4

LONDRES

Forte baisse des mines d'or

Sur le reste du marché, pen actif dans l'ensemble, les cours ont été

piutôt soutenus, maigré l'aggravation du déficit commercial en juin, ag-gravation, il est vrai, déjà plus ou

moins auticipée. À la veille du week-eud, un léger repli a effacé une petite partie des maigres gains accu-

mulés durant les premières séauces.
Aux pétroles, recul de B P du fait des nouvelles inquiétudes soulevées par la construction de l'oléoduc d'Alacko.

Des ventes bénéficiaires ont pesé

sur le cours de la De Seers. Indices « F.T. » du 16 juillet : industrielles, 391 (contre 386,71; mines d'or. 122 (contre 144,5); Fonds d'Etst, 62,69 (inchangé).

134 208 16 1/4

sur le cours de la De Beers.

56 1/4 56 7/8 41 1/8 nous l'ecrivons la semane der-nière, c'est une accumulation de nouvelles défavorables et de com-mentaires pessimistes qui a pro-voqué cette nouvelle crise, dans une atmosphère qui s'apparente un peu à la psychose : crainte d'une inflation à deux chiffres

Le fait saillant de la semaine a été le très vir repit (— 15.5 %) des mines d'or, tombées à leur plus bas nivean depuis mai 1973, à la suite de la baisse du prix du métal jaune. parité par rapport au dollar et au deutschemark. » Le mot « sensiblement », « substantially » en anglals, a fortement ému les opérateurs, qui se sont d'autant plus hâtés de vendre que la Banque de France, ne voulant plus rien contaille du teut autait processe de la containe d

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Fortes pressions sur le franc

demain du 14 juillet et qui a même provoqué une sorte de panique à la veille du week-end, le cours de notre monnale glissant librement sans que la Banque de France intervienne. Les autres devises ont peu varié, la livre sterling faiblis-

L'évenement de la semaine sur publics et autorités monétaires les marchés des changes a été la ont-ils estimé qu'il valait mieux nouvelle attaque dont le franc ne pas gaspiller inutilement ses français a été la victime au lenréserves en essayant d'endiguer le flot sans que le résultat final en soit changé.

Toujours est-il que le franc s'est déprécié de 2,5 % dans la semaine, et que les opérateurs se demandent à quel niveau le gou-vernement jugera opportun de

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre . (La ligne inférieurs donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Floria	Lire	Mark	Livre	\$ U.S.	Franc Français	Franc solsse	Franc beige
Loadres	4,8578 4,8567	1,4880 1,4944			177,52 178,10	8,6523 8,4864	4,4007 4,4061	70.688 70,723
New-York .	36,5430 36,6703	0,1192 0,1191	38,8274 38,7897	177,52 178,10		20,5170 20,9863		2,511; 2,518;
Paris	178,11 174,73	5,8144 5,6787	189,24 184,83	8,6523 8,4864	4,8740 4,7650		196,61 192,60	12,2400 11,999
Zarich	98,5901 90,7224	2,9573 2,9483	96,2531 95,9658	4,4007 4,4061	2,4790 2,4740			6,225; 6,230;
Francfort .	94,1165 94,5361	3,0724 3,0723		4,5720 4,5914	2,5755 2,5780	52,8416 54,1028	103,8926 104,2037	6,4678 6,4920
Bruxelles .	14,5514 14,5617	4,7503 4,7324	15,4610 15,4034	78,6884 79,7235	39,8200 _39,7100	8,1698 8,3336	16,0629 16,0589	<u></u>
Amsterdam		3,2645 3,2499	106,2512 165,7796	4,8578 4,8567	2,7365 2,7270	56,1448 57,2298	· ·	6,872 6,867

sant quelque peu et le dollar se montrant très soutenu. montrant très soutenu.

Dès le début de la semaine, la baisse du franc, amorcée les jours précédents et notamment le vendredi, reprenait avec constance, les opérateurs « tâtant » la résistance et la détermination de la Banque de France. Celle-ci intervenait bien lundi et mardi, et même mercredi, consacrant plusieurs centaines de millions de dollars à la défense du franc. Mais, à partir de jeudi, elle décidait visiblement de « laisser filer », le cours du dollar s'élevant jusqu'à 4.30 F (contre 4.7650 F) à la fin de la semaine précédente. Vendredi, les autorités monétaires se retiralent carrément du marché, sauf quelques ment du marché, sauf quelques interventions mineures, et, sous

L'offensive contre notre mon-nale a été générale. Les importa-teurs se sont hâtés de se couvrir en achetant leurs devises par anticipation (les exportateurs, en classique de la variation des ter-mes de règlement (« termaillage » en français et « leads and lags » en anglais). Les non-résidents ont vendu du franc, soit qu'ils l'aient détenu : uparavant, soit qu' l'alent emprunté sur les march soft au'ils financiers extérieurs : la montée brutale des taux de l'eurofranc en témoigne. Les entreprises mul-tinationales ont «ajusté leurs po-sitions », les entreprises nationales

l'effet de très vives pressions, le franc perdait près de 2 % dans la journée au plus fort de la baisse.

pour remonter quelque peu dans

les ayant imitées ou se préparant à le faire. Cette crise est le deuxième « accident » qui affecte le franc depuis le début de l'année, et le premier depuis sa sortie du « ser-pent », le 21 mars dernier. Comme nous l'écrivions la semaine der-

d'une inflation à deux chiffres exprimée dans les publications de la Banque de France et de l'INSEE, conséquences désastreuses de la sécheresse sur le niveau des prix à l'automne et l'équilibre de notre balance commerciale. A cette occasion, l'amélioration très nette des résultats du commerce extérieur de la France en iniu n'a su aucun effet. commerce extérieur de la France en juin n'a eu aucun effet.
Au terme d'une semaine désastreuse pour le franc, les perspectives apparaissent assez incertaines. M. Jean-Pierre Fourcade a bien déclaré le 15 juillet à France-Inter: « Nous contrôlons le flottement du franc, et je ne pense pas que dans les fours qui viennent, le franc s'écarte très sensiblement des niveaux actuels de parité par rapport au dollar et au

stabiliser en apportant un soutien massif. Cette incertitude appa-raissait très nettement vendredi soir dans les milieux cambistes, où l'on craignait de se faire « pié-ger ». En haut lieu, on se déclare serein, attendant que la fièvre retombe, tout en dénonçant une psychose défaitiste.

Vive baisse de l'or

Un très vif recul de l'or a été enregistré sur les marchés internationaux, notamment à Londres, nationalix, notamment à Londres, où le cours de l'once d'or est tombé de 122,50 dollars à 117,85 dollars, « cassant ainsi la barre des 120 dollars ». Le recul s'est produit au lendemain de la deuxième adjudication de 780 000 onces effectués par le Fonds monétaire international, le prix avant été fixé à 122.05 dolprix ayant été fixé à 122.05 dol-lars l'once contre 126 dollars pour la première. Du coup, les ventes des opérateurs ont été plus pres-santes, d'autant qu'une troisième adjudication est prévue pour le 15 septembre : certains prévoient que le niveau de 110 dollars l'once pourrait être a treté » pourrait être « testé ».

FRANÇOIS RENARD.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES Base 100 : 29 décembre 1972

9 bil. 16 jull.

indice général
Assurances
Banq. et sociétés figanc,
Sociétés foncières
Sociétés levastiss, portef. Sociétés tevestirs, portef.
Agriculture
Agriculture
Agriculture
Aliment, brasseries, distill.
Autorn, cycles et l. équip.
Bâtim, matér. coustr., T.P.
Caestichece (ind. et cenne.)
Carrières salines, cherhoe.
Constr. méean, et navales.
Hôtels, casines, thermal.
Imprimeries, pro., carions.
Magas., coupt. é exportat.
Matériel électrique
Métall., com. des pr. métal
Mines notaliques
Pátroles et carborants
Prod. chimiq. et ét.mét.
Services publics et traosp. | Services publics et transp. | 86,8 | 83,8 |
Textiles	82,8	81,6
Divers	106,9	184,5
Valeurs étrangères	103,1	105,8
Valeurs à rev. fixe on lod.	114,2	
Rentes perpétnelles	53,8	
Rastes amort. fands gat.	147,5	
Sect. Indust. publ. à r. fixe 94,5		
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	
Sect. Ind. publ. à rev. ind.	192,8	

Valeurs a rev. fixe on sed. 200,1 Val. franç. à rev. variable. 617,5 Valeurs étrangères 762

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 29 décembre 1967 partité par rapport au dollar et au deutschemark. » Le mot « sensiblement », « substantially » en anglais, a fortement ému les opérateurs, qui se sont d'autant plus hâtés de vendre que la Banque de France, ne voulant plus rien contrôler du tout, avait renoncé à intervenir. Sans doute, pouvoirs partieurs de bass 9 28.5 Sociétés financières 77.1 Seciétés de 2 2006 france 21.1 principal, à l'êtr. 165,8 valeurs industrielles 64,4

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	12 jull	13 Jull	14 Juil	15 juil.	16 juil
Terme.	65 873 803	62 868 770	_	49 975 615	70 477 79
	107 391 659	75 706 806	i .—	93 107 374	91 764 73
Actions		29 863 808		25 393 104	32 494 62
Total	208 651 538	168 439 384	– :	168 476 083	194 737 15
INDICES	QUOTIDIE	NS ILN.S.E	.E., base 10	10, 31 décer	nbre 1975)
Valeurs Françaises Etrangères		91,2 109,9	=	90,4 109,7	90,6 110,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1961) 70,6 70.3 indice gén

le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- guerre d'Espagne » (!!), par Philippe Bourdrel.
- 3. PROCHE-ORIENT
- MAROC : le secrétaire géné-ral de l'Istiqlal est satisfait de la politique d'ouverture du
- Polémique à l'Institut péda-
- La France a-t-elle procédé à
- 4. MEDECINE
- 4. RELIGION

LE MONDE AUJOURD'HUI

- La vie aux champs, par Jean Taillemagre
- Lettre de Panarea, par Robert
- L'histoira, par Jean-Marie
- RADIO-TELEVISION : Quinze jours d'émissions en couleurs pour les Italiens, par Robert Solé : Guy Lux s'explique
- 25. SPORTS
- A Toulouse : un médecin est accusé d'être à l'origine du meurtre d'un journaliste. 26-27. ARTS ET SPECTACLES
- EXPOSITIONS : 16 retour de la Biennale de Venise.
- 27. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS QUALITE DE LA VIE : après quinze jours de comping anti-nucléaire à Creys-halville.
- 28. LA VIE ECONOMIQUE
- ET SOCIALE

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (14 à 16) Annonces classées (28): Au-jourd'hui (16): Carnet (27); « Journal officiel » (16); Météo-rologie (16); Mota croisés (16).

La police ayant faif évacuer l'imprimerie IMRO

LES TROIS QUOTIDIENS DE SEINE-MARITIME N'ONT PU PARAITRE

Les trois lournaux Paris-Normandie appartenant tous au groupe Hersant - n'ont pas paru samedi 17 fuillet. débrayé pour protester contre l'évacuation de l'imprimerie rouennaise IMRO, vendredi à 5 heures du matin. Les forces de l'ordre ont pénétré sans heurt dans l'entreprise occupée depuis la 25 septembre, mettant à profit une courte absence du piquet

Face à un cerdon d'une trentaine de policiers en képi (d'autres, le casque à la ceinture, sont restés dans les cars), deux cents manifes tants environ se sont réunis à l'appel de la C.G.T., vendredi après-midi, dans la rue du Pré-de-la-

La fédération française des tralancer un ordre de grève de solida-rité le lundi 19 julilet, le comité intersyndical du Livre parisien a décidé de s'v associer, en observant des « arrêts de travall d'une heure à

• Après la mort de M. Gilles Olivier, tué par balle au cours Olivier, the par balle au cours d'une opération de police dans la nuit du 9 au 10 juillet, à Saint-Denis, M. Claude Brunet, juge d'instruction au tribunal de Bobigny, a inculpé le 13 juillet M. Jean-Claude Cattau, officier de paix, d'homicide involontaire

Le numéro du . Monde . daté 17 juillet 1976 a été tiré à 525 056 exemplaires.

ABCDEFG

APRÈS L'ASCENSION DU VOLCAN EN COMPAGNIE DE M. STIRN

La Soufrière ne constitue plus un danger pour les populations environnantes

déclare M. Haroun Tazieff

Basse-Terre. - M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est arrivé à la Guadeloupe le 15 juillet et a effectué, vendredi 16 juillet, l'ascension du volcan de la Soufrière en compagnie de plusieurs observateurs scientifiques — dont MM. Haroup Tazieff, directeur de recherches

MM. Haronn Tazieff, directeur

L'expédition — car c'en fut
une — a duré cinq heures avec
des passages parfois délicats et
des moments fort pémibles. Elle a,
en tout cas, permis de constater
d'une part que l'activité du
volcan de la Guadeloupe à considérablement décru depuis le 3 juillet et, d'autre part, que l'évênement qui s'est produit ce jour-là
était loin d'être insignifiant.

Jeudi, 3 juillet, 9 heures du matin à Saint-Claude Le colonei
Arthand, qui commande la gendarmerle de Guadeloupe, entend
son chauffeur l'appeler. Il sort de
son bureau et constate qu'une
plule de cendres commence à
tomber, blanchissant tout alentour, épaississant la bouche, irritant les muqueuses. A la C.R.S.
volsine, un brigadier, qui scrute à
ce moment-là le volcan s'écrie :
a La montagne explose ! » Nui
bruit cependant, nulle explosion
n'ent été entendus bruit cependant, nulle explosion n'ont été entendus.

Dans les secondes qui suivent.

Une rame de métro arraisonnée, ses passagers rançonnés, dépouillés de leurs portéeuilles et de leurs sacs à main. Attaque de diligence, version 1976 : ce n'est plus « Paris-Chicago » mais « Paris-Far-West ». Incroyable coup de main réalisé au cœur de la capitale, sur la ligne 4 du métropolitain, station Gare du Mord. Il y a plus étrange encore : tout cela s'est passé à 0 h 05... le vendredi 2 juillet. Il aura fallu qu'un « jidèle auditeur » use du « téléphone rouge » d'Europe 1 pour que l'affaire soit connue du public, quinze jours plus tard!

Un seul témoin, M. Marcel

un tard i Un seul témoin, M. Marcel Baudry, conducteur de la rame attaquée, a décrit le déroulement de l'agression a J'étais arrêté à

la gare du Nord et je m'appré-tais à partir, e-t-Il raconté sur

étaient en tête du quat, m'ont bousculé au moment où j'allais appuyer et m'ont coincé contre la

porte latérale de la loge. Ils m'ont dit : « Ne t'énerve pas... Il y a

des copains qui empruntent les portefeuilles. » Ca a duré environ

portesennies. » Ça a dure environ deux à trois minutes. Ils sont alors descendus sur le quai et sont remontés dans le train. J'ai déclenché le téléphone, j'ai averti que j'étais ennuyé par des voyageurs et (demandé) s'il n'y avait pas une patrouille de police dans le coin. Pendant que je roulais entre la gare du Nord et la gare de l'Est s'entendais que ca cava-

de l'Est, f'entendais que ca cava-lait dans les wagons et f'enten-dais quelques femmes qui criaient

A Saint-Mandé (Val-de-Marne)

QUATRE CORPS

SONT DÉCOUVERTS

APRÈS L'INCENDIE

D'UN APPARTEMENT

Quatre corps ont été Cécouverts dans la soirée du 17 juillet à Saint-

Mandé (Val-de-Marne) à l'intérieur d'un appartement qui venait d'être

détruit par un incendie. Les victimes sont M. Daniel Capes, ancien officier du service technique des armées, sa femmé, Madeleine — tous deux agés de soixante-trois ans — leur fille, Claire, vingt et un ans, et un ami de celle-ci dont on ignore indentifé.

indentité.
Selon les premières constatations

Seion les premieres constatatons faites par les enquêtents, les corps de bi. et Mime Capes portaient des traces de cons de couteau, notament à la gorge. Un officier des sapens-pompiers a, d'autre part, indiqué que le teu s'était déclaré après

la mort des victimes. S'il s'agit d'un assassinat, il semble que les policiers en ignorent encore les motifs et les

de complicité d'assassinat.

Il s'agit de Gérard Bedault,
quarante ans. demeurant à Epinay-sur-Seine, et de Clauds Cardot, trente-cinq ans. domicillé à
Nogent—sur-Oise. Seul, ce dernier
a reconnu les faits Selon lui, il a
tué M. Said Irida parce qu'il lui
conti rollà ancès l'agric france.

avait volé après l'avoir frappé, une somme de 100 francs.

Une rame de métro arraisonnée.

Une rame de métro prise d'assaut le 2 juillet

Un aussi long silence

an CNRS, et le professeur Robert Brousse professeur à l'université de Paris-Sud, - d'un groupe de journalistes et d'une équipe de gen-darmerie. Après cette reconnaissance, MM. Tazieff et Brousse ont dit et répété qu'ils considéraient que la Soufrière ne constituait plus un danger pour les populations.

De notre envoyé spécial

le colonel Arthaud donne l'ordre de mise en place immédiate du dispositif de circulation routière dispositif de circulation routière prévu par le plan Orsec. Ce faisant, il sauve vraisemblahiement la Guadeloupe de la plus grande pagaille que l'île risquait de connaître, et peut-être d'un drame. Quelques instants plus tard en effet le ciel s'obscurcit totalement à Saint-Claude (ville qui se trouve sur les flancs de la Soufrière) et au-dessus des commutrouve sur les flancs de la Sou-frière) et au-dessus des commu-nes proches. Une nuit presque totale s'installe pour près d'une demi-heure, créée par un épais nuage de cendres échappe des flancs du volcan. Un début de panique saisit la ville, que les habitants quittent en toute hâte, se jetant sur les routes, affolés nar l'obscurité. l'odeur de soutre par l'obscurité. l'odeur de soufre et la sensation d'étouffement. De proche en proche la peur gagne

comme quelqu'un qui a peur. Arrivé à la gare de l'Est, f'ai libéré mes portes : il est descendu une quinzaine de gars. Il y avait surtout des touristes dans le

Aucune plainte

Interrogée des que fut connu ce surprenant récit, la direction générale de la R.A.T.P. nous affirmait, vendredi 16 juillet dans l'après-midi : « Nous ne sommes pas au courant. Il est bizarre que personne n'ait porté plainte, bizarre aussi que le conducteur n'ait rien dit alors qu'il est en permanence relié par téléphone au noste de communde centru-

Répondant à nos demandes de

Répondant à nos demandes de précision, le responsable du service de presse de la R.A.T.P. ajoutait : a Cette affaire nous tombe brusquement sur la tête, on va enquêter. On sait qu'il s'est passé quelque chose. Le conducteur intéressé est réputé très laconique : cela ne l'a pas empêché de donner une interview à la radio ». Bur l'origine des « révélations », le porte-parole de la R.A.T.P., rappelant l'utilisation faite du « téléphone rouge », laissait entendre que « la C.G.T. n'y était sans doute pas étrangères. La direction de la R.A.T.P. n'était pas seule à ignorer — ou feindre d'ignorer — ce racket, sans précédent. Le commissariat du dixième arrondissement indiquait qu'il n'avait jamais été saisi de cette affaire ni par la R.A.T.P. ni sur une plainte de particuliers.

donnait d'importantes précisions sur les suites qui y avaient été données. Selon ce syndicat, e M. Bandry auruit été convoqué, quatre fours après l'affaire, par la direction devant laquelle il aurait fait un rapport complet ». La C.G.T. ajoute qu'un de ses délégués a évoqué les incidents du 2 juillet lors d'une réunion du comité central d'entreprise, le 8 juillet, dont l'ordre du jour comprenait les problèmes de sécu-rité. La direction a utétéré faire!

inquiétante. Faudrait-il également manifes-

ter quelque surprise devant l'abon-dance des détails donnés cà et là

sur les faits eux-mêmes sitôt qu'ils furent conque, alors qu'ils n'ont pour source qu'un seul et unique témoignage?

DOMINIQUE POUCHIN.

les communes voisines, notamment celle de Basse-Terre (cheflieu du département), où le préfet a déclenché le plan Orsec
prévu depuis plusieurs mois déjà
(puisque la Soufrière a recommencé de douner des signes d'activité en juillet 1975).

Mais parce qu'il y a un gendarme à chaque carrefour, à
chaque point de passage étroit
(en particulier sur les trois ponts
à voie unique de la région), à
chaque embranchement : parce
que la circulation est calmée,
ralentie, dirigée, le pire est évité.
Trois heures plus tard, dix mille
habitants de Basse-Terre, SaintClaude et Matouba-out déjà gagné
des régions abritées. À la fin de
la journée, ils seront vingt mille
ainsi « déplacés ». Puis trente
mille...
Dès que le flux de l'émparation

mille...
Dès que le flux de l'évacuation

spontanée est apaisé, on entre-prend de transporter les malades des hôpitaux et des cliniques. Les établissements de soins sont en effet nombreux à Saint-Claude en effet nombreux à Saint-Claude en raison de la qualité du climat!
Au terme de cette journée, pas un seul accident grave, pas un seul mort n'est à déplorer. Il n'y a eu que des tôles froissées ici et là. Des camps d'accueil ont été installés un peu partout, dans les écoles. Les réfugiés sont nourris à partir de ce jour grâce au dispositif des cantines scolaires. On s'installe dans l'attente, et il est temps de connaître les intentions du volcan.

Depuis ce 3 fuillet, le volcan

métro, des Anglais. On leur a tout volé. Beaucoup m'ont dit : « On nous a pris le portefeuille. » Quand fai refermé mes portes au brutteur, la plupart sont re-montés dans le train. » Depuis ce 8 juillet, le volcan semble s'être calmé, ce qui s'est traduit par une atténuation rela-tivement rapide de l'activité sis-

tivement rapide de l'activité sismique et la baisse de puissance
des funerolles.

Toutefois, l'ampleur du phénomène du 8 juillet est attestée par
le spectacle qu'offre le sommet du
volcan. Une faille s'est ouverte sur
plus de 500 mètres de long an
flanc du dôme terminal et jusqu'ait point culminant. Cette faille
est constituée, en falt, d'une
succession de crevasses, dont certaines atteignent plusieurs mètres
de large, et d'où s'échappent d'immenses jets de vapeur formant
des dépôts de soufre. Tout autourle sol est totalement ravagé: la le sol est totalement ravagé: la démarrer les prix — quelle que végétation qui, au fil des ans soit l'origine des tensions, — ceci avait recouvert ce versant, a été se fuit toujours au détriment des défollée et couchée, les arbres ont travailleurs. (...) dérollée et couchee, les arbres ont été arrachés par les matériaux projetés ou éboulés. Des blocs énormes ont éclaté, d'autres ont été projetés à plusieurs centaines de mètres. Tout a été recouvert d'une épaisse couche de poussière de cendres orises.

d'une epaisse conche de poussière de cendres grises. L'important, toutefois, est que tous ces matériaux sont anciens, qu'ils ont été propulsés par une explosion due à l'échauffement,

qu'ils ont été propulsés par une explosion due à l'échauffement, dans les profondeurs du volcan de l'eau dont est imbibé le massif volcanique (par ailleurs fort spongieux). Il ne s'est donc pas agi, or l'a confirmé vendredi, d'une phénomène éruptif à proprement parier puisqu'il n'y a pas u montée de magma et émission de lave nouvelle.

En revanche, l'ascension du volcan a permis de découvrir la gravité d'un autre danger induit par ce genre d'événement : les coulées de boue. Une de ces coulées a eu lieu la semaine dernière à la Soufrière. Le spectacle est impressionnant. Sur 800 mètres de long et près de 2 mètres de hauteur, il s'est formé un fleuve de bone, entrainant des blocs de végétaux aurachés, des débris de toutes sortes. Le tout a févalé le talweg qui s'ouvrait devant lui. Cette immensité chaotique, maintenant figée, donne une idée angoissante des dégâts que peut causer une telle masse en mouvement.

Rentré à Basse-Terre, chef-lieu

dust du fi avait jamas de sain de cette affaire fi par la R.A.T.P. ni sur une plainte de particuliers. En fin d'après-midi, vendredi 16 juillet, les dirigeants des syndicats C.F.D.T. et F.O. de la Règie assuraient « n'avoir jamais entendu parler de cette histoire » quand nous les avons joints pour connaître leurs réactions. Le syndicat autonome, de son côté, déclarait seulement à l'A.F.P. : « Ce n'est pas la première fois qu'une agression de ce type a lieu » et s'étonnaît qu'aucune plainte n'ait été déposée par les victimes de l'agression.

En revanche, le syndicat C.G.T. de la R.A.T.P. confirmait que l'agression avait bien eu lieu et donnaît d'importantes précisions sur les suites qui y avaient été causer une telle masse en mou-vement.

Rentré à Basse-Terre, chef-lieu du département, M. Olivier Stirn a participé à une réunion du conseil général. Il a encouragé la population à regner les villes évacuées et il leur a demandé de reprendre le travail. La Guade-louise pa tent e affet continue. reprendre le travall. La Guade-loupe ne peut, en effet, continuer à vivre avec son chef-lieu et plu-sieurs autres communes désertées ou presque. Déjà Basse-Terre, la partie de l'île où se trouve le vol-can, est la plus déshéritée, celle dont le démarrage économique était le plus aléatoire. Un coup fatal pourrait être porté à l'ave-nir du département si on laissait ! la mort des victimes. S'II s'agit d'un assassinat. Il semble que les policiers en ignorent encore les motifs et les circonstances exactes.

Le meurtre d'un Algérien d'a creil. — Deux hommes considérés comme les meurtriers du ressortissant algérien, qui, jeudi matin. 15 juillet, a été matraqué et jeté dans l'Oise, à Creil (Oise) (le Monde du 17 juillet), ont été écroués vendredi après-midi à la maison d'arrêt de Compiègne et inculpés. Fun d'assassinat. L'autre de compilicité d'assassinat. nir du département si on laissait la population trop longtemps éloignée de ses habitations et de

son travail.

Les élus et le secrétaire d'État ont aussi étudié les moyens de relancer l'économie de cette région : dans l'immédiat, un certain nombre de travaux vont être lancés, de même que des projets touristiques. Des facilités d'em-prunt vont être données aux agriculteurs sinistrés par les dé-pôts de cendres ; des délais se-

ront accordés dans le palement des impôts. M. Olivier Stirn devrait rentrer

NOEL-JEAN BERGEROUX.

POUR S'OPPOSER AUX RABAIS

L'administration prend des mesures jusqu'à la confiscation de stocks d'essence pretion de stocks d'essence

Le rabais de 20 centimes sur le litre d'essence et de super-carbu-rant, pratiqué depuis le 16 juillet par tous les centres Leclerc excepté celui de Romans, a été appliqué également par l'hypermarché Rallye de Brest. L'initiative de M. Edouard Leclerc pourrait s'étendre dans d'autres régions. régions.

· Toutefois, comme nous l'indiquions dans nos dernières éditions du 17 juillet, l'administration a aussitôt marqué sa volonté de aussitôt marqué sa volonté de sa notion ner une action dont M. Leclerc reconnaît qu'elle est « parfattement allégale ». La direction de la concurrence et des prix a indiqué que des contrôleurs avaient dressé procès-verbal de toutes les infractions commises dans les centres Leclerc.

dans les centres Lecierc.

Après quoi l'administration va proposer à M. Leclerc une transaction : palement d'une amende dont le montant peut atteindre la valeur des stocks de prodults concernés par ce prix illicite. Si la transaction n'est pas acceptée, l'affaire sera transmise au parquet, qui pourra prononcer la confiscation des biens incriminés ou même la fermeture des établisou même la fermeture des établis-

A la suite des déclarations de M. Leclerc sur le refus d'un per-

mis de construire pour l'extension de son centre de Brest, M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, a déclaré qu'e il n'existe rigoureusement aucun rapport entre les prix de l'essence et l'autorisation de créer ou d'étendre une grande surjace » et qu'e il n'est actuellement saisi d'aucun dossier relatif à l'extension d'un hypermarché Leclero à Brest ». la commission départe-

13 h 12

et maque viven

LEMEROPE

sion d'un hypermarché Leclero à Brest », la commission départementale d'urbanisme commercial (dont l'avis est préalable à toute intervention ministérielle) ne devant se prononcer sur cette affaire que le 24 août.

Après les réactions des organisations de pompistes, qui ont demandé al'interdiction » du rabais et des conditions d'approvisionnement analogues à celles dont bénéficient les grandes surfaces, l'association « F.O. - Consommateur » a constate que « l'offensibe actuelle sur le prix de l'esseuce. [révélait] l'importance de la actuelle sur le prix de l'essence.
[révélait] l'importance de la
marge de commercialisation d'un
produit dont la distribution s'effectue avec un service de plus en
plus réduit. L'opinion publique
ne peut se satisfaire du paravent
que constitue la texation: elle réclame une information correcte
et une véritable remise en ordre
de la commercialisation des produits pétroliers ».

M. Chirac affirme qu' «il n'est pus question d'une politique des revenus »

a Il n'est pas question d'une po-litique des revenus, a déclaré le premier ministre, M. Jacques Chi-rac, le 16 juillet, à France-Inter. Il n'est pas question non plus de remetire en cause la politique d'amélioration contractuelle du pouvoir d'achat des travailleurs, natamment de ceut mi sont les notamment de ceux qui sont les plus défavorisés et nous nous y sommes employes en particulier dans toutes les conventions avec des organisations professionnelles (Force ouvrière, la C.F.T.C., les cadres) qui ont voulu les signer, notamment dans la fonction pu-

blique. »

« Il est simplement question, a tel soute, d'apoir une action qui permette d'obtenir ce pouvoir d'achat à partir d'une mondre hausse des révenus et des priz. Ceci est l'intérêt jondamental des

n R appartient aux organisa-tions syndicales dans le cadre d'une politique que nous souhai-tons contractuelle, et pas du tout d'une politique autoritaire de revenus, de maîtriser l'ensemble des venus, de maîtriser l'ensemble des coûts et des revenus dans notre société pour lutter contre les effets néfastes au premier titre pour les truvailleurs, de l'inflation. C'est ca l'objectif du gouvernement et rien d'autre », a conclu le premier ministre.

La C.G.T. et la C.F.D.T. confre foute limitation de la hausse des salaires

de la fidusse des saldifes

« La C.G.T. a déjà fait connaitre son opposition résolue à toute
tentative de remetire en cause
des indemnités de chômage, au
demeurant insuffisantes, et dont
le plus grand nombre de sans
emploi ne bénéficie pas n. a déclaré, le 16 juillet. M. Warcholack, secrétaire confédéral de la
C.G.T., en critiquant avec vigueur
les propos tenus la veille par
M. Durafour, ministre du travail
(le Monde du 17 juillet). Le syndicaliste s'est également élevé
contre toute li mitation des
salaires.

salaires.
La C.F.D.T. réaffirme de son côté, dans un communiqué, que « les trapafficurs n'acceptament pas de faire les frais d'une poli-tique d'austérité. Le pouvoir ne c on nait qu'un dérivatif à ses échecs: réduire la housse de tous

· M. MARIO SOARES SE PRONONCE EN FAVEUR DU RETOUR A LISBONNE DE L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA

Lisbonne (A.P.P.). — M. Mario Soares, premier ministre désigné, estime dans une interview au journal conservateur « O Dia », ce samedi l'i juillet, que l'on « devrait passer l'éponge sur tout le passidésagréable de la vie portugaise » et il se premouve pour le certair se et il se premouve pour le certair se et il se prononce pour le retour de l'ex-général Spinoia à Lisbonne.

les salaires. Il montre bien ainsi le sens qu'il veut donner à la « politique des revenus », au mieuz une politique qui fige les situations relatives, au pire, et ce n'est pas exclu, un blocage géné-ral des salaires ; et cela au mo-ment où il achève de redonner au ment ou u acheer de réconner des-patrons de liberté de fixation des-pritz », conclut la C.F.D.T., rappe-lant son attachement à la libre discussion des salaires.

En Pologne

LES GRÉVISTES D'URSUS NE SONT PAS INCULPÉS DE JABOTAGE

Varsovie (A.F.P., A.P., Reuter). — La cour n'a pas retenu l'article 127 du code pénal polonais — concernant le sabotage — contre les sept grévistes d'Ursus, dont le procès s'est ouvert vendredi 16 juil let devant le tribunal régional de Versovie, a déclare un porte-parole de l'agence officieuse polonaise de presse Interpress.

Le porte-parole de l'agence, dont un journaliste suit le procès, a, en revanche, indiqué que les inculpés auront à répondre de détérioration d'installations de transport ou de communications, selon l'article 220, qui prévoit une peine minimale de cinq ans de prison. Ils plaident tous coupables.

L'acte d'accusation, a précisé le porte-parole, leur reproche « d'avoir, le 25 juin dernier, dévissé des rails sur une ligne de chemin de jer, entrainant l'arrêt du trajic jerroviaire, provoqué le dévaillement d'une locomotive électrique et menacé son conducteur ».

D'autre part salon les habitants Le porte-parole de l'agence.

trique et menace son conducteur 3.

D'autre part, selon les habitants
d'Ursus, d'autres personnes sont
encore détenues. D'autres auraient
été licenciées.

Enfin, on apprend de source
non confirmée qu'un autre procès
de grévistes s'est ouvert à
Radom, ville distante de 130 kilomètres de Varsovie, où les émeutes
de fin juin avaient fait deux
morts. Les chefs d'inculpation
seraient les mêmes qu'à Varsovie.
Après les évenements, certains
grévistes auraient été licenciés,
d'autres présentés devant les conseils de discipline des tribunaux
ouvriens. Les parents de jeunes
gens surpris en train de piller
auraient été contraints de rendre
les articles volés.

CLINIQUE DES CHARMETTES, S.a.

Chemin de Momex 10 CH - 1003 Lausanne/Suisse Tel. (19) 41-21-20-41-31 Cynécologie et obstétrique Hespitalisation médicale temperaire Ouverte toute l'arnée.

Lac de Neuchâtel - SUISSE

Je vends dans le village romantique d'Estavayer-le-Lac, un appartement de 3 pièces et cuisine, tout confort. Prix 128 000 FS Je suis en possession de l'autorisation pour la vente aux étrangers. Renseignements : J. RAEMY,

Place de la Gare 8 - CH - -1700 Fribourg/Suisse.